

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Howard Zinn

Une histoire populaire des Etats-Unis

De 1492 à nos jours

Agone 2002

815 pages

Chapitre I

Christophe Colomb, les Indiens et le progrès de l'humanité

Lorsque finalement Christophe Colomb et son équipage se rendirent à terre, avec leurs épées et leur drôle de parler, les Arawaks s'empressèrent de les accueillir en leur offrant eau, nourriture et présents. Colomb écrit (...) : « Ils ne portent pas d'armes et ne semblent pas les connaître car, comme je leur montrai mon épée, ils la saisirent en toute innocence par la lame et se coupèrent. Ils ne connaissaient pas l'acier. Leurs lances sont en bambou. (...) Ils feraient d'excellents domestiques. (...) Avec seulement cinquante hommes, nous pourrions les soumettre tous et leur faire faire tout ce que nous voulons ».

Ces Arawaks des îles de l'archipel des Bahamas ressemblaient fort aux indigènes du continent dont les observateurs européens ne cesseront de souligner le remarquable sens de l'hospitalité et du partage, valeurs peu à l'honneur, en revanche, dans l'Europe de la Renaissance, alors dominée par la religion des papes, le gouvernement des rois et la soif de richesses.

L'information qui intéresse Colomb au premier chef se résume à la question suivante : où est l'or ? (...) L'Espagne venait à peine d'achever l'unification de son territoire et de rejoindre le groupe des Etats-nations modernes que formaient la France, l'Angleterre et le Portugal. La population espagnole, constituée en grande partie de paysans pauvres, travaillait à cette époque pour une noblesse qui ne représentait que 2% de l'ensemble mais possédait 95% des terres. Vouée à l'Eglise catholique, l'Espagne avait expulsé Juifs et Maures de son territoire et, comme les autres Etats du monde moderne, elle convoitait l'or, ce métal en passe de devenir le nouvel étalon de la richesse, plus désirable encore que la terre elle-même puisqu'il permettait de tout acheter.

Le premier homme qui apercevrait une terre était supposé recevoir une rente perpétuelle de 10 000 maravédis. Rodrigo ne reçut jamais cet argent. Christophe Colomb prétendit qu'il avait lui-même aperçu une lumière la veille et empocha la récompense.

Ces Arawaks (...) savaient filer et tisser mais ne connaissaient pas le cheval et n'utilisaient pas d'animaux pour le labour. Bien qu'ignorant l'acier, ils portaient néanmoins de petits bijoux en or aux oreilles. Ce détail allait avoir d'énormes conséquences : Colomb retint quelques Arawaks à bord de son navire et insista pour qu'ils le conduisent jusqu'à la source de cet or. Il navigua alors jusqu'à l'actuelle Cuba, puis jusqu'à Hispaniola (Haïti et République dominicaine). Là, des traces d'or au fond des rivières et un masque en or présenté à Christophe Colomb par un chef local inspirèrent de folles visions aux Européens. A Hispaniola, l'épave de la *Santa Maria*, échouée, fournit à Colomb de quoi édifier un fortin qui sera la toute première base militaire européenne de l'hémisphère occidental. Il le baptisa La Navidad (Nativité) et y laissa 39 membres de l'expédition avec pour mission de découvrir et entreposer l'or.

Le rapport que Christophe Colomb fit à la cour de Madrid est parfaitement extravagant. Il prétendait avoir atteint l'Asie (en fait, Cuba). (...) Ses descriptions sont un mélange de faits et de fiction : (...) Les havres sont incroyablement sûrs et il existe de nombreuses rivières, dont la plupart recèlent de l'or. (...) On y trouve aussi moult épices et d'impressionnants filons d'or et de divers métaux ».

Sur la foi du rapport exalté et des promesses abusives de Christophe Colomb, la seconde expédition réunissait dix-sept bâtiments et plus de douze cents hommes. L'objectif en était parfaitement clair : ramener des esclaves et de l'or. Les Espagnols allèrent d'île en île dans la mer des Caraïbes pour y capturer des Indiens.

Dans la province haïtienne de Cicao, où lui (Colomb) et ses hommes pensaient trouver de l'or en abondance, ils obligèrent tous les individus de quatorze ans et plus à collecter chaque trimestre une quantité déterminée d'or. Les Indiens qui remplissaient ce contrat recevaient un jeton de cuivre qu'ils devaient suspendre à leur cou. Tout Indien surpris sans ce talisman avait les mains tranchées et était saigné à blanc. La tâche qui leur était assignée était impossible, tout l'or des environs se résumant à quelques paillettes dans le lit des ruisseaux, ils s'enfuyaient régulièrement. Les Espagnols lançaient alors les chiens à leurs trousses et les exécutaient.

Les Arawaks tentèrent bien de réunir une armée pour résister mais ils avaient en face d'eux des Espagnols à cheval et en armure, armés de fusils et d'épées. (...) Les suicides au poison de manioc se multiplièrent au sein de la communauté arawak. On assassinait les enfants pour les soustraire aux Espagnols. Dans de telles conditions, deux années suffirent pour que meurtres, mutilations fatales et suicides réduisissent de moitié la population indienne (environ deux cent cinquante mille personnes) d'Haïti. Lorsqu'il devint évident que l'île ne recelait pas d'or, les Indiens furent mis en esclavage sur de gigantesques propriétés, plus connues par la suite sous le nom de *encomendas*. Exploités à l'extrême, ils y mourraient par milliers. En 1515, il ne restait plus que quinze mille Indiens, et cinq cents seulement en 1550. Un rapport daté de 1650 affirme que tous les Arawaks et leurs descendants ont disparu à Haïti.

Selon Las Casas, les Indiens n'avaient pas de religion, ou du moins pas de temples. (...) Ils n'accordent aucune valeur particulière à l'or ou à toute chose précieuse. Ils ignorent tout des pratiques commerciales et ne vendent ni n'achètent rien. Ils comptent exclusivement sur leur environnement naturel pour subvenir à leurs besoins ; ils sont extrêmement généreux

concernant ce qu'ils possèdent et, par là même, convoitent les biens d'autrui en attendant de lui le même degré de libéralité ».

Las Casas nous raconte encore comment les Espagnols « devenaient chaque jour plus vaniteux » et, après quelque temps, refusaient même de marcher sur la moindre distance. Lorsqu'ils « étaient pressés, ils se déplaçaient à dos d'Indien » ou bien ils se faisaient transporter dans des hamacs par des Indiens qui devaient courir en se relayant. (...) Après six ou huit mois de travail dans les mines (laps de temps requis pour que chaque équipe puisse extraire suffisamment d'or pour le faire fondre), un tiers des hommes étaient morts.

Y avait-il effectivement trois millions d'Indiens, comme il (Las Casas) le prétend, ou moins d'un million, selon certains historiens, ou huit millions, selon certains autres ? Pourtant, à en croire les manuels d'histoire fournis aux élèves américains, tout commence par une épopée héroïque – nulle mention des bains de sang – et nous célébrons aujourd'hui encore le Columbus Day.

Exposer les faits, en revanche, tout en les noyant dans un océan d'informations, revient à dire au lecteur avec une sorte d'indifférence contagieuse : « Bien sûr, des massacres furent commis, mais là n'est pas l'essentiel, et tout cela ne doit pas peser dans notre jugement final ni avoir aucune influence sur nos engagements ». (...) Mettre l'accent sur l'héroïsme de Christophe Colomb et de ses successeurs en tant que navigateurs et découvreurs, en évoquant en passant le génocide qu'ils ont perpétré, n'est pas une nécessité technique mais un choix idéologique. Et ce choix sert – involontairement - à justifier ce qui a été fait. (...) Nous avons appris à fondre ces atrocités dans la masse des faits comme nous enfouissons dans le sol nos containers de déchets radioactifs.

Les nations ne sont pas des communautés et ne l'ont jamais été. L'histoire de n'importe quel pays, présentée comme une histoire de famille, dissimule les plus âpres conflits d'intérêts (qui parfois éclatent au grand jour et sont le plus souvent réprimés) entre les conquérants et les populations soumises, les maîtres et les esclaves, les capitalistes et les travailleurs, les dominants et les dominés, qu'ils le soient pour des raisons de race ou de sexe. Dans un monde aussi conflictuel, où victimes et bourreaux s'affrontent, il est, comme le disait Albert Camus, du devoir des intellectuels de ne pas se ranger aux côtés des bourreaux.

Les frontières ne sont pas toujours clairement délimitées. Sur le long terme, l'opresseur est aussi une victime. Sur le court terme (et jusqu'ici, semble-t-il, l'histoire de l'humanité n'a jamais été qu'une question de court terme), les victimes elles-mêmes, exaspérées et inspirées par la culture qui les opprime, se retournent contre d'autres victimes.

Ce que Christophe Colomb fit subir aux Arawaks, Cortès le fit subir également aux Aztèques du Mexique, Pizarro aux Incas du Pérou et les colons anglais de Virginie et du Massachusetts aux Powhatans et aux Pequots. (...) Cortès commença alors sa marche de mort, se rendant de ville en ville, usant de stratagèmes, dressant les Aztèques les uns contre les autres, assassinant avec ce caractère délibéré qui signe une stratégie – celle qui consiste à paralyser la volonté d'une population en la terrorisant à l'extrême. Ainsi, à Cholula, il invita les chefs de la nation cholula à venir dans son camp pour parlementer. Lorsqu'ils arrivèrent, accompagnés d'une suite composée d'un millier de serviteurs désarmés, les quelques Espagnols de Cortès, postés autour du camp avec leurs canons, leurs arbalètes et montés sur leurs chevaux, les massacrèrent jusqu'au dernier. Ensuite, ils mirent la ville à sac et reprirent leur chemin.

Au Pérou, un autre conquistador espagnol, Pizarro, usa des mêmes moyens pour parvenir aux mêmes fins : la soif d'or, d'esclaves et de produits agricoles des jeunes Etats capitalistes d'Europe, la nécessité de rembourser les actionnaires et les investisseurs des expéditions, de financer les bureaucraties monarchiques en pleine expansion et d'encourager la croissance des nouvelles économies fondées sur l'argent qui émergeaient du féodalisme, pour participer à ce que Marx appellera plus tard « l'accumulation primitive du capital ». Il s'agit là des débuts violents d'un système intégré de technologies, d'affaires, de politiques et de cultures qui devait dominer le monde au cours des cinq siècles suivants.

La ville de Jamestown fut édifée sur le territoire d'une confédération indienne conduite par le chef Powhatan. Celui-ci assista, impassible, à l'installation de la colonie anglaise sur les terres de son peuple et n'attaqua pas les colons. Au cours de l'hiver 1610, ces derniers connurent le « temps de la famine », et certains d'entre eux coururent chez les Indiens qui pouvaient au moins les nourrir. Lorsque l'été revint, le gouverneur de la colonie fit demander à Powhatan de restituer les fugitifs. Le chef indien, selon les propres récits des Anglais, n'exprima en réponse à cette demande que des « propos pleins d'arrogance et de mépris ». Un groupe de soldats fut alors chargé de « prendre une revanche ». Ils attaquèrent un village, tuèrent une quinzaine d'Indiens, brûlèrent les habitations et saccagèrent les cultures de maïs. Ensuite ils se saisirent de la reine de la tribu et de ses enfants, les firent monter dans leurs embarcations et, pour finir, jetèrent les enfants par-dessus bord « en leur faisant sauter la cervelle tandis qu'ils étaient dans l'eau ». Enfin, la reine fut emmenée et poignardée.

Douze ans plus tard, effrayés de voir se multiplier les colonies anglaises, les Indiens décidèrent, semble-t-il, de s'en débarrasser une fois pour toutes. Ils massacrèrent 347 personnes – hommes, femmes et enfants. Ce fut alors la guerre totale. Incapables de réduire les Indiens en esclavage ou de vivre en bonne entente avec eux, les Anglais décidèrent de les exterminer. Edmund Morgan écrit dans son histoire des premières années de la Virginie (*American Slavery, American Freedom*) : « Comme les Indiens connaissaient parfaitement les forêts et étaient, dans ces conditions, pratiquement impossibles à poursuivre, il fut décidé de simuler des intentions pacifiques ; de les laisser s'installer tranquillement quelque part et planter leur maïs où ils le souhaitent, puis de leur tomber dessus juste avant la récolte, d'en tuer autant que possible et de brûler les cultures. (...) Deux ou trois ans après le massacre, les Anglais avaient eu l'occasion de venger plus d'une fois leurs morts ».

Lorsque les Pères Pèlerins arrivèrent en Nouvelle-Angleterre, ils ne trouvèrent pas eux non plus une terre déserte mais une contrée peuplée d'Indiens. John Winthrop, le gouverneur de la colonie de la Bie du Massachussets, prétexta pour justifier son occupation des territoires indiens que la terre était juridiquement « vacante ». Les Indiens, prétendait-il, n'avaient pas « soumis » la terre et, en conséquence, n'avaient qu'un droit « naturel » sur elle et non un « droit réel ». Et le droit « naturel » n'avait aucune existence légale.

C'est ainsi que commença la guerre contre les Péquots. On massacra des deux côtés. Les Anglais mirent en place une stratégie déjà utilisée par Cortès et largement reprise plus tard, au XX^e siècle : agressions délibérées sur les populations civiles dans l'objectif de terroriser l'ennemi. (...) Les Anglais mirent donc le feu aux wigwams du village. Selon leurs propres témoignages, « le capitaine avait aussi dit qu'il fallait les brûler. Dès qu'on entra dans les wigwams, (...) il fallait jeter les torches sur les couvertures dont ils se couvraient et

mettre le feu aux wigwams ». (...) La guerre se poursuivait. Les tribus indiennes, dressées les unes contre les autres, ne semblèrent jamais en mesure de s'unir pour combattre les Anglais.

Les Anglais trouvèrent un prétexte (un meurtre qu'ils attribuèrent à Metacom lui-même) pour entamer une guerre de conquête contre les Wampanoags. Il s'agissait bien sûr de se saisir de leurs terres. Les Anglais étaient clairement les agresseurs mais ils prétendaient agir pour prévenir les agressions futures. (...) Jennings affirme que cette guerre répondait avant tout au désir des élites puritaines. L'Anglais plus modeste n'en voulait pas et refusait bien souvent de combattre. On peut être certain que les Indiens ne la souhaitaient pas non plus mais répondaient au massacre par le massacre. Lorsque tout fut fini, en 1676, les Anglais l'emportaient mais ils avaient payé bien cher leur victoire.

Pendant quelque temps, les Anglais usèrent de stratégies moins violentes, puis en revinrent finalement à l'extermination. La population indienne qui vivait au nord du Mexique à l'arrivée de Christophe Colomb et qui comptait une dizaine de millions d'individus fut finalement réduite à moins d'un million. Un nombre incalculable d'Indiens furent victimes de maladies introduites par les Blancs. Un Hollandais parcourant la Nouvelle-Hollande écrit en 1656 que « les Indiens (...) affirment qu'avant l'arrivée des chrétiens, et avant que la variole ne se propage chez eux, ils étaient dix fois plus nombreux qu'aujourd'hui. Cette maladie a anéanti leur population, dont les neuf dixièmes ont disparu ».

L'invasion de l'Amérique du Nord par les Anglais, leur brutalité et les massacres d'Indiens trouvaient leur origine dans cette force impérieuse, caractéristique des civilisations fondées sur la propriété privée. Une force moralement ambiguë. Pour les Européens, le besoin d'espace et de terres était bien réel. Mais, dans une telle situation de nécessité et dans cette période barbare obsédée par l'idée de compétition, ce besoin parfaitement humain tourna au massacre généralisé.

Ce rapide constat (« Tout cela est affreux, sans doute, mais il fallait en passer par là ») peut sembler acceptable aux classes moyennes et supérieures des pays conquérants et prétendus « avancés », mais le sera-t-il aux yeux des populations pauvres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ; pour les prisonniers des camps soviétiques ; pour les Noirs des ghettos ; pour les Indiens des réserves – bref, pour les victimes d'un progrès qui ne comble qu'une petite minorité de la population mondiale ? En outre, était-ce également acceptable (ou du moins inévitable) du point de vue des mineurs et de la main d'œuvre des chemins de fer en Amérique ; des ouvriers, hommes et femmes, qui sont morts par centaines de milliers dans les accidents du travail ou de maladies professionnelles, sur leur lieu de travail ou chez eux ?

Qu'ont apporté au peuple espagnol toutes ces morts et ces violences infligées aux Indiens des Amériques ? La gloire, éphémère à l'échelle de l'histoire humaine, de l'empire espagnol dans l'hémisphère occidental. (...) Mais, par-dessus tout, peut-on vraiment affirmer que ce qui a été détruit était inférieur ? Qui étaient ces gens qui se réunirent sur le rivage et nagèrent jusqu'à Christophe Colomb pour lui apporter – à lui et à son équipage – des présents ?

Largement dispersés sur ces immenses continents que sont les Amériques, ils devaient être à peu près 75 000 000 à l'époque de l'arrivée de Colomb – dont 25 000 000 environ en Amérique du Nord. Ces peuples développèrent des centaines de cultures spécifiques répondant aux différents environnements naturels et climatiques, et parlaient environ deux mille langues différentes. Ils poussèrent assez loin l'art de l'agriculture et imaginèrent les

moyens de cultiver le maïs (plante dont la domestication à des fins alimentaires nécessite une technique particulièrement élaborée). Les Indiens avaient aussi développé d'autres variétés de légumes et de fruits, ainsi que la cacahuète, le cacao, le tabac et le caoutchouc. En fait, les Indiens venaient de s'engager dans le même type de révolution agricole radicale que d'autres peuples d'Asie, d'Afrique et d'Europe expérimentaient à la même époque.

Alors que certaines tribus conservaient leur mode de vie nomade de chasseurs-cueilleurs, d'autres commençaient à s'installer en communautés plus sédentaires où l'on trouvait plus de nourriture, des populations plus nombreuses, une division du travail plus nette entre hommes et femmes, des surplus destinés aux chefs et aux prêtres, et également plus de temps libre pour s'adonner à des activités sociales et artistiques ou pour construire des habitations. Mille ans avant Jésus-Christ, par exemple, en même temps que les Egyptiens et les Mésopotamiens, les Indiens zunis et hopis, sur le territoire de ce qui est aujourd'hui le Nouveau Mexique, avaient commencé à construire des villages en terrasse, comptant des centaines d'habitations, nichées sur des falaises ou dans des montagnes afin de mieux se protéger des ennemis. Avant l'arrivée des explorateurs européens, ils utilisaient des réseaux d'irrigation et des retenues d'eau, connaissaient la céramique, la vannerie, et se tissaient des vêtements en coton.

Aux environs de l'an 500 de notre ère, tandis que (la) culture des Moundbuilders commençait à décliner, une autre civilisation se développait plus à l'ouest, dans la vallée du Mississippi, centrée sur l'actuelle région de Saint Louis. Cette civilisation avait développé une agriculture sophistiquée et réunissait des milliers de villages, édifiant également, près d'une grande métropole indienne qui semble avoir abrité quelque 30 000 personnes, de grands tumulus de terre qui faisaient office de sépultures ou de lieux cérémoniels. Le plus grand de ces édifices avait 30 mètres de haut et une base plus grande que celle de la Grande Pyramide d'Égypte. Dans cette cité, appelée Cahokia, on trouvait fabricants d'outils, tanneurs, potiers, bijoutiers, saliniers, graveurs sur cuivre ainsi que de talentueux céramistes.

Des monts Adirondacks jusqu'aux Grands Lacs, sur le territoire actuel de la Pennsylvanie et du nord de l'État de New York, vivait le plus puissant groupe de population du Nord-Est américain : la Confédération iroquoise, qui réunissait les Mohawks (« le peuple du Silex »), les Oneidas (« le peuple de la Pierre »), les Onondagas (« le peuple de la Montagne »), les Cayugas (« le peuple de la Terre ») et les Senecas (« le peuple de la Grande Colline »). Des milliers de gens unis par une langue commune : l'iroquois.

Dans les villages iroquois, la terre était détenue et travaillée en commun. La chasse se faisait en groupe et les prises étaient partagées entre les membres du village. Les habitations étaient considérées comme des propriétés communes et abritaient plusieurs familles. La notion de propriété privée des terres et des habitations était parfaitement étrangère aux Iroquois. Un père jésuite qui les rencontra en 1650 écrivait : « Nul besoin d'hospices chez eux car ils ne connaissent pas plus la mendicité que la pauvreté. (...) Leur gentillesse, leur humanité et leur courtoisie les rendent non seulement libéraux en ce qui concerne leurs possessions mais font qu'ils ne possèdent pratiquement rien qui n'appartienne également aux autres ».

Les femmes jouaient un rôle important et avaient un statut respecté dans la société iroquoise. En effet, le lignage s'organisait autour des membres féminins dont les maris venaient rejoindre la famille. Chaque famille élargie vivait dans la « grande maison » et

lorsqu'une femme désirait se séparer de son mari elle déposait simplement les affaires de ce dernier devant la porte.

Les familles formaient des clans et une douzaine ou plus de clans pouvaient former un village. Les femmes les plus âgées du village désignaient les hommes habilités à représenter le clan aux conseils de village et de tribu. Elles désignaient également les quarante-neuf chefs qui composaient le grand conseil de la Confédération des cinq nations iroquoises. Elles assistaient aux réunions de clans, se tenaient derrière le cercle formé par les hommes qui discutaient et votaient les décisions. Si ces derniers allaient dans un sens trop éloigné de celui qu'elles souhaitaient, elles pouvaient les démettre et les remplacer. (...) Comme le fait remarquer Gary B. Nash dans son fascinant ouvrage sur les premières années de l'Amérique, *Red, Blacks and Whites*, « le pouvoir était donc bien l'affaire des deux sexes, et l'idée européenne d'une domination masculine et d'une sujétion féminine en toutes choses était remarquablement étrangère à la société iroquoise ».

Gary Nash dépeint ainsi la culture iroquoise : « Nulle loi ni ordonnance, ni shérifs ni gendarmes, ni juges ni jurys, ni cours de justice ni prisons – tout ce qui compose l'appareil autoritaire des sociétés européennes -, rien de tout cela n'existait dans les forêts du Nord-Est américain avant l'arrivée des Européens. Pourtant, les limites du comportement acceptable y étaient clairement déterminées. Bien que mettant en valeur la notion d'individu autonome, les Iroquois n'en avaient pas moins un sens aigu du bien et du mal. (...) Celui qui volait de la nourriture ou se conduisait lâchement au combat était "couvert de honte" par son peuple et mis à l'écart de la communauté jusqu'à ce qu'il eût expié sa faute par ses actes et apporté la preuve, à la plus grande satisfaction de ses congénères, qu'il s'était moralement purifié de lui-même. »

Ces peuples ignoraient certes l'écriture mais possédaient leurs propres règles, leur propre poésie, leur propre histoire, conservées dans les mémoires et transmises sur un mode oral bien plus complexe qu'en Europe, puisque chants, danses et spectacles cérémoniels s'y mêlaient. Ils prêtaient une grande attention au développement personnel, à la force de la volonté, à l'indépendance et à la souplesse d'esprit, à la passion et aux liens qui les unissaient à la nature.

Chapitre II

Vers la ségrégation raciale

L'esclavage devint rapidement une véritable institution – la réalité du rapport au travail entre Noirs et Blancs au Nouveau Monde. Simultanément se développait ce racisme particulier – aux multiples formes : haine, mépris, compassion ou paternalisme – qui allait marquer le statut inférieur des Noirs en Amérique au cours des 350 années à venir.

Tout, dans l'expérience des premiers colons blancs, les incitait à pratiquer l'esclavage des Noirs. Les Virginiens de 1619 avaient désespérément besoin de main d'œuvre afin d'accroître la production des denrées nécessaires à leur survie. On trouvait encore, parmi eux, des survivants de l'hiver 1609-1610 – le « temps de la famine » -, où ils moururent en si grand nombre qu'il ne resta bientôt plus que 60 des 500 colons du début.

Les Virginiens avaient besoin de main d'œuvre pour cultiver le maïs dont ils se nourrissaient et le tabac qu'ils exportaient. Ils venaient juste de découvrir le moyen de cultiver

ce dernier et avaient expédié en 1617 le premier chargement à destination de l'Angleterre. Découvrant qu'ils pouvaient en tirer un profit élevé – comme il arrive souvent pour toute drogue procurant du plaisir mais néanmoins moralement réprouvée -, les planteurs, faisant fi de leurs principes religieux particulièrement austères, se gardèrent bien de se poser la moindre question sur un commerce aussi rentable.

Contrairement à Christophe Colomb, les colons anglais n'étaient pas en mesure de contraindre les Indiens, trop nombreux, à travailler pour eux. Les Virginiens, malgré les armes très efficaces qu'ils possédaient et qui leur permettaient de tuer un grand nombre d'Indiens, n'en redoutaient pas moins de terribles représailles. Ils se révélaient également incapables de les capturer pour les réduire en esclavage. Les Indiens étaient résistants, pleins de ressources, méfiants et – contrairement aux colons anglais – parfaitement à l'aise dans leur environnement forestier.

Quant aux colons libres, il s'agissait pour la plupart d'anciens artisans – voire des rentiers – qui se montrèrent si peu enclins à travailler la terre que John Smith dut, dans les premières années, instaurer une sorte de loi martiale, organiser des équipes de travail et les envoyer de force dans les champs pour assumer leur propre subsistance. Une certaine amertume devant leur inaptitude à s'occuper d'eux-mêmes, comme devant la supériorité indienne en ce domaine, prédisposa peut-être les Virginiens à posséder des esclaves. Dans son livre *American Slavery, American Freedom*, Edmund Morgan fait allusion à ce phénomène : « En tant que colon vous saviez que votre technologie était supérieure à celle des Indiens (...) Mais votre supériorité dans le domaine technologique se révélait inapte à produire quoi que ce soit. Les Indiens, de leur côté, se moquaient de vos méthodes prétendues supérieures et tiraient de leur environnement de quoi vivre dans l'abondance tout en travaillant moins que vous. (...) Enfin, lorsque vos propres concitoyens commencèrent à fuir pour aller vivre avec eux, c'en fut trop. (...) Alors il vous fallut tuer les Indiens, les torturer, incendier leurs villages, saccager leurs champs de maïs, afin de prouver votre supériorité, quels que soient vos échecs dans d'autres domaines. En outre, il vous fallut infliger le même traitement à ceux de vos concitoyens qui s'abandonnaient au mode de vie des sauvages. Mais le maïs ne poussait pas mieux pour autant ».

L'esclavage des Noirs était la solution. Il était d'ailleurs naturel de considérer les Noirs importés comme des esclaves, même si l'institution de l'esclavage n'allait être réglementée et légalisée que quelques décennies plus tard. En effet, en 1619, un million de Noirs avaient déjà été transportés d'Afrique vers l'Amérique du Sud et les Caraïbes dans les colonies portugaises et espagnoles en tant qu'esclaves. Cinquante ans avant Christophe Colomb, les Portugais avaient déjà fait venir dix Africains noirs à Lisbonne. C'était le début de la traite.

A sa manière, la civilisation africaine était aussi « avancée » que la civilisation européenne. Elle était même, sous certains aspects, plus digne d'admiration. Mais elle présentait également des systèmes de privilèges hiérarchiques.

L'Afrique connaissait, à l'instar de l'Europe, un type de féodalité fondé sur l'agriculture et organisé autour de la relation entre seigneurs et vassaux. Mais ce féodalisme africain ne devait rien, contrairement à celui de l'Europe, aux sociétés esclavagistes grecques et romaines qui avaient supplanté l'ancien mode de vie tribal. En Afrique, l'organisation tribale était encore prééminente et certains de ses traits les plus remarquables persistaient –

tels l'esprit de communauté et une plus grande mansuétude dans l'application des lois et des châtements.

L'esclavage existait dans les Etats africains, et les Européens en prirent parfois prétexte pour justifier leur propre traite des esclaves. Cependant, comme le souligne Davidson, le statut des « esclaves » en Afrique était très proche de celui des « serfs » européens – autrement dit, de l'écrasante majorité de la population européenne. Si la condition des esclaves africains était très dure, ils conservaient néanmoins certains droits que les esclaves transportés en Amérique n'avaient plus. (...) Au royaume ashanti, dans l'Ouest africain, un observateur remarquait qu' « un esclave pouvait se marier ; posséder des biens – voire posséder lui-même une esclave ; prêter serment ; être considéré comme un témoin digne de foi et, pour finir, hériter de son maître. (...) Un esclave ashanti devient, neuf fois sur dix, membre adoptif de la famille, si bien qu'avec le temps leurs descendants intimement mêlés et parfois même mariés dans la parenté du maître auront bien du mal à déterminer précisément leurs origines ».

Un marchand d'esclaves, John Newton (qui deviendra plus tard un des leaders anti-esclavagistes), écrivait au sujet du peuple qui vivait sur le territoire de l'actuelle Sierra Leone : « L'état d'esclave chez ce peuple que nous jugeons sauvage et barbare, est bien plus doux que dans nos colonies. En effet, on ne peut pas y pratiquer la culture intensive comme dans nos plantations des Indes occidentales (les Antilles) et, en conséquence, le labeur excessif et continu qui épuise nos esclaves n'y est pas nécessaire. D'autre part, aucun homme n'a le droit dans ces contrées de verser le sang d'un autre, fût-il esclave. »

En fait, issus d'une culture fondée sur les coutumes tribales, les liens de parenté, la vie communautaire et les rituels traditionnels, les Noirs se trouvèrent extrêmement vulnérables lorsqu'ils y furent arrachés. Capturés à l'intérieur du continent africain (bien souvent par des Noirs pris eux-mêmes dans le système de la traite), ils étaient ensuite vendus sur la côte puis parqués par des individus de tribus différentes et parlant souvent des langues inconnues. (...) Ces marches en direction de la côte – parfois sur plus de mille cinq cent kilomètres, avec des captifs enchaînés par le cou et continuellement menacés du fouet et du fusil – étaient de véritables convois de la mort. Deux prisonniers sur cinq environ en mouraient.

A la fin du XVII^e siècle, un certain John Barbot évoque ces cages de la Côte d'Or : « A mesure que les Noirs de l'intérieur du pays arrivent à Fida, ils sont parqués dans des enclos ou emprisonnés (...) près de la plage, et lorsque les Européens sont sur le point de les emmener on les sort et on les conduit dans un vaste espace où le médecin du navire les examine sous toutes les coutures et dans les moindres détails. Hommes et femmes sont totalement nus. (...) Ceux que l'on juge forts et valides sont mis à part (...) et leur poitrine est marquée au fer rouge des sceaux des différentes compagnies hollandaises, anglaises ou françaises. (...) Les esclaves ainsi marqués retournent dans leurs enclos où ils attendent parfois dix à quinze jours avant d'embarquer ».

Un tiers environ des Noirs transportés outre-Atlantique mouraient. Mais le profit était tel (bien souvent le double de l'investissement de départ en un seul voyage) que le trafic demeurait rentable pour les négriers. (...) Le commerce de la traite fut d'abord dominé par les Hollandais, puis par les Anglais. En 1795, Liverpool, qui comptait plus de cent bateaux destinés au transport d'esclaves, représentait la moitié du commerce européen d'esclaves. Quelques Américains de la Nouvelle-Angleterre s'y mirent à leur tour et, en 1637, le premier transport américain d'esclaves, le *Desire*, quittait Marblehead.

Jusqu'à 1800, 10 à 15 millions d'esclaves ont été transportés aux Amériques, sans doute le tiers seulement des individus capturés en Afrique. On estime qu'environ 50 millions d'Africains furent les victimes – mortes ou vivantes – de l'esclavage pendant ces quelques siècles que nous considérons comme les origines de notre civilisation occidentale moderne – cette civilisation dominée par les planteurs et les négriers de l'ouest de l'Europe et d'Amérique, régions prétendument les plus avancées du globe.

Bien que l'esclavage ne soit alors ni réglementé ni même légal, on constate que dès le début les serviteurs furent inscrits sur des listes différentes selon qu'ils étaient noirs ou blancs. Une loi de 1639 décrétait que « tout individu, excepté s'il est nègre », recevra des armes et des munitions – probablement pour combattre les Indiens.

Toute mise en avant du caractère « naturel » du racisme minimise la responsabilité du système social. En revanche, si ce caractère « naturel » se révèle indémontrable, c'est que le racisme résulte de conditions spécifiques qu'il nous incombe de faire disparaître. (...) Il est fort possible que, même en dehors de facteurs circonstanciels, la noirceur et l'obscurité, associées évidemment à la nuit et à l'inconnu, puissent évoquer de toute façon toutes ces notions négatives. Mis la présence physique d'un être humain différent est un fait puissant, et les conditions dans lesquelles s'inscrit cette présence déterminent de façon cruciale le processus par lequel un préjugé initial contre une couleur parmi tant d'autres, dissociée de tout rapport à une humanité quelconque, se mue en violence et en haine.

En dépit de tous ces préjugés concernant la noirceur comme en dépit de la sujétion spécifique des Noirs vis-à-vis des Blancs dans les Amériques du XVII^e siècle, il existe des preuves que, lorsque Blancs et Noirs se trouvaient confrontés à des problèmes communs, à un travail commun ou à un ennemi commun en la personne de leur maître, ils se comportaient les uns envers les autres en égaux. Blancs et Noirs travaillaient ensemble et fraternisaient. Le simple fait que l'on ait dû, finalement, édicter des lois interdisant de tels contacts démontre suffisamment ce fait.

Il y a un monde entre le sentiment d'étrangeté – voire de crainte – éprouvé devant la différence de couleur et la réduction pure et simple en esclavage de millions d'individus noirs tels que cela eut lieu dans les Amériques. Le passage de l'un à l'autre ne peut s'expliquer simplement par une aversion « naturelle ». En revanche, on peut l'appréhender assez facilement comme le produit de conditions historiques. En fait, l'essor de l'esclavage accompagne celui du système des plantations. La cause en est donc aisément imputable à tout autre chose qu'à une quelconque répugnance raciale naturelle : le nombre de colons blancs, libres ou serviteurs sous contrat pour une durée de deux à sept ans, ne permettait pas de subvenir au besoin de main d'œuvre des plantations. Aux environs de 1700 ; la Virginie comptait 6 000 esclaves, c'est-à-dire un douzième de sa population. En 1763, ils étaient 170 000 – autrement dit près de la moitié.

Dès le début, les Noirs et les Noires importé(e)s se soulevèrent. Mais cette résistance fut réprimée et l'esclavage finit par concerner 3 000 000 de Noirs dans le Sud. Pourtant, malgré des conditions de vie atroces, menacés de mutilation et de mort, les Afro-Américains n'ont jamais cessé, durant les deux siècles qu'a duré l'esclavage en Amérique du Nord, de se rebeller. Mais les insurrections organisées furent peu nombreuses. Le plus souvent, ils exprimaient leur refus de se soumettre en tentant de s'enfuir. Plus souvent encore, ils pratiquaient une sorte de sabotage, des grèves perlées ou bien quelque autre forme subtile de

résistance qui affirmaient – à leurs yeux et à ceux de leurs frères et sœurs du moins – leur dignité d’êtres humains.

Les esclaves récemment arrivés d’Afrique, et restés attachés à leur culture communautaire d’origine, formaient généralement le gros de ceux qui tentaient de fonder des communautés de fugitifs dans les régions sauvages de la Frontière. Ceux qui étaient nés en Amérique avaient plutôt tendance à tenter leur chance seuls et, profitant des métiers qu’ils avaient pu apprendre sur leurs plantations, tentaient de se faire passer pour des affranchis.

Pour certains propriétaires, l’esclavage était extrêmement rentable. James Madison confiait à l’un de ses hôtes anglais, juste après la Révolution américaine, qu’un esclave lui rapportait 257 dollars quand les frais de son entretien ne s’élevaient qu’à 12 ou 13 dollars. Mais d’autres sons de cloche, à ce propos, se faisaient également entendre. Landon Carter, propriétaire d’esclaves, se plaignait dans ses Mémoires que ses esclaves (« qu’ils n’aient pu ou pas voulu travailler ») négligeaient tellement leur travail qu’il commençait à se demander s’il valait bien la peine de les conserver.

La peur de voir éclater des révoltes d’esclaves semble être un des traits constants de la vie quotidienne sur les plantations. William Byrd, un riche Virginien propriétaire d’esclaves, écrivait en 1736 : Nous avons déjà quelque dix mille de ces descendants de Cham, prêts à prendre les armes. Et leur nombre s’accroît chaque jour, tant du fait des naissances que de leur importation. Au cas où paraîtrait un homme décidé à commettre des actes désespérés, il pourrait avec plus de réussite que Catilina provoquer une révolte des esclaves (...) et teinter de sang nos rivières – aussi larges soient-elles ».

Ainsi que le remarque Kenneth Stamp : « Un maître avisé ne pouvait sérieusement croire que les nègres étaient par nature des esclaves. Il savait. Il savait que les nègres, dès leur arrivée, devaient être couverts de chaînes ; que chaque génération d’esclaves devait être soigneusement domptée. Ce n’était pas une tâche facile car ceux que l’on enchaîne ne se soumettent jamais de bon gré. Plus encore, ils se soumettent rarement complètement. Dans la plupart des cas, la nécessité de veiller au grain était permanente – du moins tant que le grand âge n’avait pas réduit l’esclave à la plus complète vulnérabilité ».

La méthode était en même temps physique et psychologique. On enseignait la discipline aux esclaves. On leur inculquait – encore et encore – le sentiment de leur propre infériorité. Ils devaient « savoir quelle était leur place ». On leur apprenait, en détruisant leur personnalité, à considérer la noirceur de leur peau comme le signe même de leur subordination et à craindre le pouvoir du maître.

Pour en arriver là, on imposait à l’esclave la discipline d’un travail harassant, la rupture systématique des liens familiaux, l’effet anesthésiant de la religion (qui pouvait parfois, néanmoins, de l’avis même d’un propriétaire esclavagiste, causer d’ « énormes dégâts »), la destruction du sentiment communautaire identitaire (en distinguant esclaves aux champs et esclaves domestiques, plus privilégiés) et, pour finir, le pouvoir de la loi et celui, plus prosaïque, des surveillants qui menaçaient perpétuellement du fouet, du fer rouge, de la mutilation et bien sûr de la mort. Le code de Virginie de 1705 prévoyait la mutilation. Le Maryland approuva, en 1723, une loi proposant de couper les oreilles aux esclaves qui frappaient des Blancs et, pour des crimes plus sérieux, de recourir à la pendaison, à l’écartèlement et à l’exposition des cadavres en public.

En 1739, à Stono (Caroline du Sud), 20 esclaves se rebellèrent, tuant deux surveillants d'entrepôts, et volèrent des fusils et de la poudre avant de s'enfuir vers le sud, tuant et incendiant tout sur leur passage. Ce groupe fut rejoint par d'autres et finit par compter 80 esclaves qui, selon certains témoignages de l'époque, « progressaient au son des tambours en criant “liberté” et en brandissant des drapeaux ». La milice les rattrapa. Près de 50 esclaves et 25 Blancs trouvèrent la mort dans la bataille qui mit fin à la rébellion. Herbert Aptheker, qui a étudié en détail la résistance des esclaves en Amérique du Nord pour la rédaction de son livre *American Negro Slave Revolts*, dénombre près de 250 révoltes ou conspirations réunissant au moins dix personnes.

Une seule chose, dans les nouvelles colonies américaines, effrayait plus encore que les soulèvements de Noirs : la possibilité que certains Blancs mécontents se joignent alors aux esclaves pour renverser l'ordre établi. En effet, au cours de cette première période de l'esclavage en particulier, on pouvait envisager une coopération – avant que le racisme ne s'impose comme une opinion commune et alors que les serviteurs blancs sous contrat étaient souvent traités aussi durement que les esclaves. Selon Edmund Morgan, « il apparaît que les deux groupes dominés se considéraient, à l'origine, comme soumis aux mêmes conditions terribles. Les serviteurs et les esclaves s'enfuyaient parfois ensemble, volaient des cochons ensemble ou s'enivraient ensemble. Il leur arrivait également de faire l'amour les uns avec les autres. Lors de la révolte de Bacon, l'un des derniers groupes à se rendre était composé de 80 Noirs et 20 serviteurs anglais ».

Chapitre III

Ces individus de vile et indigne condition

En 1676, 27 ans après sa fondation et un siècle avant qu'elle ne devienne le moteur de la Révolution américaine, la Virginie fut confrontée à une rébellion déclenchée par des Blancs vivant sur la Frontière qui furent rejoints plus tard par des esclaves et des serviteurs sous contrat. Une révolte si menaçante que le gouverneur fut contraint de fuir Jamestown, la capitale incendiée, et que l'Angleterre décida d'envoyer un millier de soldats outre-Atlantique dans l'espoir de maintenir l'ordre dans cette communauté d'environ 40 000 colons. C'est ce qu'on appela la « révolte de Bacon ».

La Frontière avait connu une calade de la violence avant même que la révolte n'éclate. (...) La Chambre des bourgeois de Jamestown déclara alors la guerre aux Indiens tout en proposant de protéger ceux d'entre eux qui accepteraient de coopérer. Cela semble avoir exaspéré les colons de la Frontière qui, paradoxalement, préféraient une guerre totale contre les Indiens, tout en supportant mal les impôts levés pour la financer.

La « Déclaration du peuple » rédigée par Bacon en juillet 1676 présente un mélange de ressentiments populistes à l'encontre des riches et de cette haine des Indiens caractéristique des habitants de la Frontière. Il reprochait à l'administration Berkeley ses impôts injustes, son favoritisme, sa mainmise sur le commerce des fourrures et son abandon des fermiers confrontés aux Indiens. Bacon attaqua les Indiens pamunkeys, généralement considérés comme inoffensifs, en tua huit, fit des prisonniers et s'empara de leurs biens.

A l'automne 1676, âgé de 29 ans, Bacon tomba malade et mourut. La révolte ne lui survécut pas longtemps. Un navire armé de 30 canons et croisant le long de la York River assura le retour à l'ordre. Son capitaine, Thomas Grantham, utilisa la force pour désarmer les

derniers bastions rebelles. Lorsqu'il s'attaqua à la principale place forte de la révolte, il y trouva 400 Noirs et Anglais en armes, un mélange d'hommes libres, de serviteurs sous contrat et d'esclaves.

L'égalité devait être le moteur de bien des revendications de Blancs pauvres contre les riches, dans toutes les colonies anglaises, au cours du siècle et demi qui précéda la Révolution américaine. Les serviteurs qui participèrent à la révolte de Bacon appartenaient à cette vaste sous-classe de Blancs misérables dont les administrations des cités européennes, où ils avaient vécu avant de s'installer dans les colonies d'Amérique du nord, souhaitaient se débarrasser. En Angleterre, le développement du commerce et du capitalisme aux XVI^e et XVII^e siècles et *l'enclosure* des terres pour rentabiliser la production de laine provoquèrent un afflux de pauvres hères dans les villes. Sous le règne de la reine Elizabeth, des lois furent votées afin de les punir, de les faire travailler dans des hospices ou de les exiler. La définition élisabéthaine des « scélérats et vagabonds » comprenait « toute personne qui se prétend étudiant mais mendie dans les rues ; les marins qui sous prétexte d'avoir tout perdu, y compris leur navire en mer, vont mendiant à travers le pays ; tout individu oisif, errant dans le pays soit en mendiant soit en usant de subterfuge ou en organisant des paris illégaux ; (...) musiciens et ménestrels errant de-ci, de-là (...) ; tous les vagabonds et travailleurs ordinaires parfaitement valides mais passant leur journée dans l'oisiveté ou refusant de travailler pour les salaires raisonnables communément pratiqués ». De tels individus, pris en flagrant délit de mendicité, pouvaient se voir saisis, dénudés jusqu'à la taille et fouettés jusqu'au sang, ou bien encore expulsés de la ville, internés dans des hospices ou déportés.

Les pauvres gens désireux de s'expatrier en Amérique constituèrent une source de profit pour les marchands, les négociants, les capitaines de navires et, finalement, pour leurs maîtres américains. (...) Après avoir signé le contrat par lequel ils acceptaient de s'acquitter du prix de leur voyage en travaillant pour un maître pendant cinq à sept ans, les émigrants étaient souvent emprisonnés jusqu'à ce que le bateau quitte le port afin qu'ils n'aient aucune chance de s'enfuir. (...) La traversée vers l'Amérique durait huit, dix, voire douze semaines, pendant lesquelles les serviteurs étaient entassés dans les navires avec le même souci de rentabilité que pour les transports d'esclaves.

Pour infirmer les contes de fées sur les excellentes conditions de vie aux Amériques, on peut citer (...) cette lettre par laquelle un immigrant américain avertit que « quiconque se trouve bien en Europe fera bien d'y rester. Ici, c'est la misère et le désespoir, comme partout ailleurs et même incomparablement pire qu'en Europe pour les individus de certaine condition ». Les coups et le fouet se pratiquaient communément. Les domestiques femmes étaient souvent violées. (...) Les archives de la cour de justice du Maryland font état de nombreux suicides chez les serviteurs sous contrat. (...) En outre, ne possédant rien en propre, les serviteurs ne pouvaient pas voter.

Certains serviteurs se révoltaient, mais on ne rencontre pas sur le continent le même genre de soulèvement général que ceux qui avaient pu se produire, par exemple, à La Barbade dans les Antilles (Abbot Smith suggère que les chances de succès étaient sans doute plus grandes sur une petite île). (...) Malgré la rareté des soulèvements de serviteurs sous contrat, la menace subsistait et les maîtres vivaient dans la crainte.

Fuir était finalement plus facile que se révolter. Se fondant sur l'étude de la presse locale, Richard Morris rappelle : « De nombreux cas de désertion massive de la part des serviteurs blancs eurent lieu dans les colonies du Sud ». (...) Le système de contrôle était

impressionnant. Les étrangers devaient présenter leurs passeports et les certificats prouvant qu'ils étaient des hommes libres. Des accords furent passés entre colonies pour permettre l'extradition des serviteurs en fuite.

Plus de la moitié des colons qui abordèrent sur les rives de l'Amérique du Nord coloniale y arrivèrent en qualité de travailleurs sous contrat. La plupart étaient Anglais au XVII^e siècle, Allemands et Irlandais au XVIII^e siècle. Ils étaient de plus en plus remplacés par des esclaves lorsqu'ils choisissaient la liberté ou que leur temps était fini. Néanmoins, en 1755, les serviteurs blancs représentaient toujours 10% de la population du Maryland. Que devenaient ces domestiques une fois libres ? De nombreuses histoires édifiantes nous les montrent devenus prospères, propriétaires terriens, ayant acquis une certaine respectabilité sociale.

Si l'on veut bien passer sur le mépris que manifeste Abbot Smith à l'égard de ces serviteurs (...), « un individu sur dix était valide et fort et pourrait, avec de la chance, survivre au travail « saisonnier », aller au bout de son contrat, obtenir des terres et devenir rapidement prospère ». Sur ces dix, un autre encore, peut-être, pourrait devenir surveillant ou artisan. Les autres, c'est-à-dire les 80% qui étaient « sans nul doute (...) des individus paresseux, sans avenir et déficients (...), mouraient pendant leur service, retournaient ensuite en Angleterre ou devenaient de “misérables Blancs” ».

Le fossé entre pauvres et riches devint de plus en plus marqué. En 1700, il y avait environ 50 familles fortunées en Virginie, dont la richesse s'élevait à 50 000 livres (une somme énorme pour l'époque), et qui vivaient du travail des esclaves noirs et des serviteurs blancs sous contrat, possédaient des plantations, siégeaient au conseil de la colonie et exerçaient les magistratures locales. (...) Les pauvres, désespérant de posséder eux aussi des terres, s'installèrent sans droits de propriété (le *squatting*) sur des parcelles de terrain et luttèrent, tout au long de la période pré-révolutionnaire, contre la prétention des grands propriétaires à leur faire payer des loyers.

Les riches négociants édifiaient des propriétés : les gens « de qualité » se déplaçaient en carrosse ou en chaise à porteurs, se faisaient portraiturer, portaient perruque et s'empiffraient de nourritures riches et de vin de Madère. (...) À Newport (Rhode Island), Bridenbaugh découvre que, comme à Boston, « les assemblées municipales, bien qu'apparemment démocratiques, étaient, année après année, contrôlées par le même groupe d'aristocrates négociants qui occupaient la plupart des postes importants ». (...) Durant la période coloniale, New York était une sorte de royaume féodal. Les Hollandais y avaient mis en place un système de clientélisme le long de l'Hudson avec d'énormes propriétés foncières, sur lesquelles certains barons contrôlaient entièrement la vie de leurs fermiers.

En 1689, la plupart des revendications des populations pauvres s'exprimèrent à travers un soulèvement de fermiers, la révolte de Jacob Leister et de son groupe. Leister fut pendu et l'attribution de gigantesques domaines fonciers aux barons se poursuivit. Sous le gouverneur Benjamin Fletcher, les trois quarts des terres de l'État de New York furent attribués à un petit groupe de 30 individus.

La population des colonies s'accrut rapidement au cours du XVIII^e siècle. Les colons anglais furent rejoints par les Irlandais, les Écossais et les Allemands. Les esclaves noirs arrivèrent en masse. De 8% de la population en 1690, ils passèrent à 21% en 1770. Quant à la population globale, de 250 000 en 1700, elle bondit à 1 600 000 en 1760. L'agriculture se

développait en même temps que les petites industries. Le transport maritime et le commerce crûrent eux aussi. Boston, New York, Philadelphie et Charleston doublèrent, voire triplèrent leur taille. Une croissance dont les classes aisées tirèrent l'essentiel des profits tout en monopolisant tous les pouvoirs. Un historien découvrit, à l'étude des registres fiscaux de Boston des années 1687 à 1771, que sur les 6000 habitants de 1687 un millier seulement était propriétaires – et que parmi ces derniers les 5% les plus fortunés, c'est-à-dire un petit 1% de la population globale, se composaient de 50 individus possédant 25% des richesses. En 1770, 1% toujours en détenait 44%.

Il semble que les colonies formaient des sociétés au sein desquelles les classes s'affrontaient, contrairement aux histoires traditionnelles sur l'unité des colons contre les Anglais au cours de la Révolution. Une chose est sûre, le pays n'était pas « né libre » mais esclave et libre à la fois, serviteur et maître, fermier et propriétaire terrien, pauvre et riche. (...) Aux chantiers navals de Gloucester eut lieu, dans les années 1640, ce que Richard Morris considère comme la « première grève patronale de l'histoire ouvrière américaine ». (...) Huit ans après cette émeute du pain, un pamphlet courait encore, dénonçant ceux qui s'enrichissaient « en affamant les pauvres », en étudiant le moyen d' « opprimer, duper et surpasser leurs voisins ». Il dénonçait aussi « le Riche, le Grand et le Puissant (dont) la brutale avidité écrase tout sur son passage ».

Dans les années 1730 (...) à New York, un tract électoral appelait les électeurs new-yorkais à soutenir Navette le tisserand, Rabot le menuisier, Conduite le charretier, Mortier le maçon, Mathurin le matelot, Échantillon le tailleur, Loyer-Modéré le propriétaire compréhensif et John Poor le fermier, contre Étrangleur le marchand, Extorqueur le commerçant et Chicane l'avocat. On conseillait en outre aux électeurs de défaire de leurs fonctions électives « ceux qui occupent une position élevée » et méprisent « ceux qu'ils appellent le vulgaire, la populace, le troupeau ».

Au cours de cette période, l'Angleterre livra une série de guerres (la guerre de Succession d'Espagne au début du XVIII^e siècle et la guerre contre les Français au Canada dans les années 1730). Si certains négociants firent fortune grâce à ces guerres, elles ne signifiaient, pour la plupart des gens, que hausse d'impôts, chômage et pauvreté. (...) L'obligation de service des marins provoqua en 1747 à Boston une émeute contre l'enrôlement forcé.

A l'époque de la crise révolutionnaire, c'est-à-dire dans les années 1760, l'élite fortunée qui contrôlait les colonies britanniques du continent américain avait, en 150 ans d'expérience, appris certaines choses sur la manière de diriger la population. S'ils avaient, bien sûr, quelques sujets de crainte, ils avaient également appris à s'en accommoder. Les Indiens se révélaient trop peu disciplinés pour servir de main d'œuvre et constituaient de surcroît un obstacle permanent à l'expansion territoriale. Les esclaves noirs étaient plus faciles à manipuler et leur rapport financier pour les plantations du Sud était très important. A tel point qu'on assista à une augmentation phénoménale de leurs importations, les rendant majoritaires d'un point de vue démographique dans certaines colonies. Les esclaves finirent par représenter un cinquième de la population coloniale globale.

Il était peu probable que les Blancs, en Amérique du Nord, frayaient avec les Indiens comme ils le faisaient en Amérique latine, où le manque de femmes et l'usage d'une main d'œuvre essentiellement indienne sur les plantations favorisaient les contacts quotidiens. On ne rencontre guère qu'en Géorgie et en Caroline du Sud – où les femmes étaient également

rare – cette mixité sexuelle entre hommes blancs et femmes indiennes. Généralement, les Indiens avaient été repoussés suffisamment loin. Un fait cependant pouvait inquiéter : des Blancs s'étaient enfuis pour rejoindre les Indiens ou avaient été capturés par les Indiens au cours de différents combats. Lorsque l'occasion se présentait de retourner chez eux, ils préféraient en général rester chez les Indiens. A l'inverse, les Indiens ne choisissaient jamais de demeurer avec les Blancs.

Crève-cœur, un Français qui vécut en Amérique durant presque vingt ans, raconte (...) : « Il doit y avoir dans leur organisation sociale, dit-il, quelque chose de particulièrement séduisant et de bien supérieur à tout ce qu'on pouvait mettre en avant chez nous. En effet, si un millier d'Européens sont aujourd'hui Indiens, on ne trouve pas d'exemple d'un indigène ayant choisi de devenir européen ».

Mais cela ne concernait que peu d'individus et les Indiens étaient maintenus à bonne distance. Les administrateurs coloniaux avaient trouvé, de toute façon, une solution pour parer au danger. Ils avaient accaparé toutes les bonnes terres de la côte Est et contraint les Blancs les plus démunis à s'installer plus à l'ouest, sur la Frontière. (...) De surcroît, en montant ces Blancs pauvres contre les Indiens, on évitait tout conflit de classes – au plus grand bénéfice de l'élite fortunée.

Indiens et Noirs auraient-ils pu, eux, se coaliser contre l'ennemi blanc ? Dans les colonies du Nord (...) il y avait peu de risques que Noirs et Indiens se rencontrent en assez grand nombre. A New York, qui avait la plus forte population esclave du Nord, il y eut bien quelques contacts entre Noirs et Indiens, comme en 1712, lorsqu'ils se révoltèrent ensemble, mais on remédia bien vite à tout cela. Dans les deux Carolines, en revanche, le nombre des esclaves dépassait de loin celui des Blancs et les tribus indiennes étaient toutes proches. (...) Aussi vota-t-on des lois qui interdisaient aux Noirs affranchis de se déplacer à travers le pays. Les traités conclus avec les tribus indiennes présentaient souvent une clause qui prévoyait le renvoi des esclaves fugitifs. Le gouverneur de Caroline du Sud, Littlehorn, se flattait, en 1738, qu'il avait « toujours été de la politique de ce gouvernement de créer chez les Indiens une aversion à l'égard des nègres ».

Certains Noirs, pourtant, trouvèrent refuge dans les tribus indiennes. Les Creeks et les Cherokees accueillaient les esclaves en fuite par centaines. Nombre d'entre eux furent intégrés aux tribus indiennes, s'y marièrent et eurent des enfants. Mais la combinaison d'un code de l'esclavage très sévère et de promesses de récompenses accordées aux Indiens lorsqu'ils livraient les fuyards noirs suffit à conserver le contrôle de la situation.

Il existait un autre type de contrôle qui se révélait plus efficace à mesure que les colonies s'accroissaient et qui eut des effets majeurs pour assurer la domination des élites tout au long de l'histoire américaine. Entre les très riches et les très pauvres, on assistait à l'émergence d'une classe moyenne de petits planteurs, de fermiers indépendants, d'artisans des villes, tous blancs, qui en contrepartie de petits privilèges que leur accordaient les gros négociants et les riches planteurs, constituaient un rempart efficace contre les esclaves, les Indiens de la Frontière et les Blancs misérables. Les villes, en pleine expansion, produisaient un plus grand nombre de travailleurs qualifiés et les gouvernements s'attachaient à soutenir la main d'œuvre blanche en la protégeant de la concurrence des noirs – esclaves ou affranchis. Dès 1686, le conseil de New York décrétait qu' « aucun nègre ou esclave ne (serait) admis à transporter d'une rive à l'autre de l'Hudson des marchandises pénétrant dans – ou sortant de -

la ville ». En Caroline du Sud, en 1764, la loi interdisait aux patrons de Charleston d'employer des Noirs ou tous autres esclaves comme manœuvres ou comme apprentis.

James Henretta a montré que si les riches, dans les faits, dirigeaient Boston, on accordait cependant à des gens modérément aisés quelques postes administratifs disponibles, tels que « recruteurs de personnel », « pourvoyeurs de rations de charbon » ou « vérificateurs de clôture ».

Quant au terme de « classe moyenne », il dissimule une réalité qui vaut toujours aux Etats-Unis : c'est-à-dire le fait qu'il s'agit, comme le dit Richard Hofstadter, « d'une société petite-bourgeoise, gouvernée dans une très large mesure par ses élites fortunées ». Pour diriger, ces classes supérieures se devaient de faire des concessions à la petite bourgeoisie sans pour autant mettre en jeu leur fortune et leur pouvoir. C'est donc aux dépens des esclaves, des Indiens et des Blancs pauvres que cela se fit. C'était là le prix de la loyauté. Enfin, pour s'assurer cette loyauté par quelque chose de plus puissant que de simples avantages matériels, le groupe dominant des colonies inventa, dans les années 1760 et 1770, un merveilleux et très efficace outil : le vocabulaire de la Liberté et de l'Égalité, capable de séduire suffisamment de Blancs pour provoquer un soulèvement contre l'Angleterre sans pour autant mettre fin à l'esclavage et aux inégalités.

Chapitre IV

La tyrannie, c'est la tyrannie

Vers 1776, certaines personnalités de premier plan des colonies anglaises d'Amérique firent une découverte qui allait se révéler extrêmement utile au cours des deux siècles suivants. Ils imaginèrent qu'en inventant une nation, un symbole, une entité légale appelée « États-Unis », ils seraient en mesure de s'emparer des terres, des privilèges et des pouvoirs politiques détenus jusque-là par les protégés de l'Empire britannique. (...) Il faut admettre que, sous cet angle, la Révolution américaine est bien une idée de génie et que les Pères fondateurs méritent l'extraordinaire dévotion dont ils sont l'objet depuis des siècles. N'ont-ils pas, en effet, inventé le système de contrôle national le plus efficace de l'époque moderne et révélé aux futures générations de dirigeants les avantages d'une savante combinaison de paternalisme et d'autorité ?

Depuis la révolte de Bacon, en 1760, les colonies avaient été le théâtre de 18 soulèvements destinés à en renverser les gouvernements, de 6 révoltes d'esclaves (de la Caroline du Sud à New York) et d'une quarantaine d'émeutes de toutes natures. C'est également à cette époque, selon Jack Greene, qu'apparaissent « des élites politiques et sociales à la fois stables, cohérentes, efficaces et reconnues comme telles ». Ces élites locales entrevirent immédiatement la possibilité de détourner la plus grande part de cet esprit de révolte contre l'Angleterre et son administration locale. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'une conspiration organisée mais de la somme de divers choix tactiques. Après 1763 et la victoire de l'Angleterre sur la France dans la guerre de Sept Ans (plus connue aux Etats-Unis sous le nom de « Guerre contre les Français et les Indiens »), qui eut pour effet d'expulser cette dernière d'Amérique du Nord, les élites coloniales les plus ambitieuses n'avaient plus rien à craindre des Français.

Il ne leur restait donc que deux rivaux sur le terrain : les Anglais et les Indiens. Afin de s'allier les Indiens, les Britanniques leur avaient garanti que les terres indiennes situées à

l'ouest des Appalaches resteraient à l'abri de la convoitise des Blancs (Proclamation de 1763). Après la défaite des Français, le gouvernement britannique pouvait fixer son attention sur les moyens d'affirmer son autorité sur les colonies. En outre, il fallait absolument trouver des fonds pour rembourser cette guerre : les colonies étaient toutes désignées pour cela.

A Boston (...), certains avocats, hommes de presse et commerçants des classes aisées (tels James Otis et Samuel Adams par exemple) n'appartenant pas aux cercles dirigeants proches des Anglais mirent sur pied un « comité de Boston » et contribuèrent à forger par leurs discours et leurs écrits « l'opinion des classes laborieuses, à inciter la "populace" à passer à l'action et à influencer sur son comportement ». (...) Il s'agit là d'un scénario que l'on rejouera souvent tout au long de l'histoire politique des États-Unis : la mobilisation des énergies des classes défavorisées par les politiciens issus des classes supérieures, et ce pour le plus grand profit de ces derniers.

Cette accumulation de ressentiment envers les riches de Boston peut éclairer le caractère explosif des émeutes provoquées par la loi sur le Timbre de 1765. Cette loi était une façon pour les Anglais d'imposer la population coloniale pour rembourser la guerre de Sept Ans au cours de laquelle, pourtant, les colons avaient eu à souffrir de la soif d'expansion des Britanniques.

Le problème se posait alors en ces termes : la haine de classe pouvait-elle être dirigée contre l'élite pro-anglaise et épargner l'élite nationaliste ? A New York, l'année même où eurent lieu les saccages de Boston, quelqu'un demandait dans la *Gazette* s'il était « juste que 99 – ou plutôt 999 – personnes (dussent) supporter les extravagances ou la supériorité d'un seul, en particulier si l'on considère que les hommes de ce type bâtissent d'ordinaire leur fortune aux dépens de leurs voisins ». Les élites révolutionnaires firent en sorte que de tels sentiments restent contenus dans certaines limites.

Les ouvriers exigeaient une réelle démocratie politique pour les villes des colonies : des réunions ouvertes, des assemblées représentatives, des galeries pour le public dans les arènes législatives et la publication de l'appel des votes afin de mieux contrôler leurs propres représentants. Ils exigeaient également que les réunions se tiennent en plein air, là où la population pourrait participer à l'élaboration de la politique, au rééquilibrage des impôts, au contrôle des prix et à l'élection de travailleurs et autres citoyens ordinaires à des postes de responsabilité gouvernementale.

À Philadelphie en particulier, nous dit Nash, la prise de conscience de la fraction la moins aisée de la petite bourgeoisie fut telle qu'elle inquiéta non seulement les loyalistes conservateurs, fidèles à l'Angleterre, mais aussi les chefs de la Révolution. « Dès le milieu de l'année 1776, les ouvriers, artisans et petits commerçants, qui agissaient illégalement lorsque les voies politiques étaient impraticables, étaient clairement aux commandes de Philadelphie. » Soutenus par certaines personnalités de la bourgeoisie (Thomas Paine, Thomas Young et d'autres), ils « se lancèrent vigoureusement à l'assaut des grandes fortunes et du principe de propriété privée illimitée ».

Les émeutes des fermiers dans le New Jersey des années 1740 et leurs soulèvements au cours des années 1750 et 1760 dans la vallée de l'Hudson (État de New York), comme ceux qui au nord-est de l'État de New York entraînèrent la création de l'État du Vermont, étaient bien plus que de simples émeutes sporadiques. Il s'agissait en fait de mouvements sociaux durables, parfaitement organisés, qui établirent même de véritables contre-

gouvernements. Toute cette effervescence visait les grands propriétaires terriens, mais, ces derniers ne résidant pas habituellement sur leurs terres, les émeutes se retournaient contre les fermiers à qui ils les avaient loués.

Les fermiers révoltés considéraient leur lutte comme un affrontement entre pauvres et riches. (...) Les petits fermiers de la vallée de l'Hudson, comme les rebelles de la green Mountain, s'en remirent aux Anglais pour les défendre contre les grands propriétaires américains. Les élites coloniales indépendantistes, inquiètes de voir les fermiers pauvres se rapprocher des Anglais, adoptèrent une stratégie politique destinée à rallier les populations rurales américaines.

Entre 1766 et 1771, en Caroline du Nord, un important mouvement de fermiers blancs s'était organisé afin de s'opposer aux riches administrateurs corrompus de la colonie, et ce au moment même où, dans les villes du Nord-Est, l'agitation à l'encontre des Anglais croissait, repoussant les conflits de classe à l'arrière-plan. Ce mouvement (...) prit le nom de Regulator Movement. (...) Les régulateurs se présentaient comme des « paysans pauvres et industriels », des « travailleurs », de « pauvres misérables », « opprimés » par « de riches et puissants (...) monstres pernicioeux ». (...) Les régulateurs ne représentaient pas les esclaves et les serviteurs sous contrat mais s'exprimaient au nom des petits propriétaires, des squatters et des fermiers.

En 1768, les Régulateurs adressèrent une pétition au gouvernement de Caroline du Nord dénonçant « l'inégalité des chances entre le pauvre, le faible et le riche, le puissant ». (...) En mai 1771, eut lieu une bataille décisive au cours de laquelle plusieurs milliers de Régulateurs furent vaincus par une armée parfaitement disciplinée et soutenue par l'artillerie.

Par chance pour le mouvement révolutionnaire, les batailles décisives de la guerre d'indépendance se déroulèrent dans le Nord, où la population urbaine blanche était très divisée sur le sujet. Les chefs locaux pouvaient ainsi s'assurer le soutien des ouvriers qui, subissant la concurrence des manufacturiers anglais, représentaient une sorte de classe moyenne dont l'intérêt était de combattre l'Angleterre.

Lorsque les émeutes contre la loi sur le Timbre éclatèrent à Boston, en 1767, le général des forces armées anglaises en Amérique du Nord, Thomas Gage, jugea ainsi la situation : « La populace de Boston s'est d'abord soulevée à l'instigation de nombre des plus éminents habitants de la ville. Enivrée par les pillages, c'est de son propre chef qu'elle se livra ensuite aux vols, aux agressions et aux destructions de plusieurs maisons, parmi lesquelles celle du lieutenant gouverneur. (...) S'apercevant qu'elles avaient perdu la maîtrise du ressentiment populaire, certaines de ces personnalités éminentes s'effrayèrent de ce qu'elles avaient provoqué et se mirent à craindre d'être les prochaines victimes de l'avidité du peuple. La même inquiétude s'est étendue depuis à d'autres provinces, où l'on a pris autant de peine à prévenir les insurrections populaires que l'on en avait pris, ici, à les provoquer ».

Dirk Hoerder, qui travaille sur les émeutes populaires de la période révolutionnaire à Boston, qualifie les dirigeants révolutionnaires de « Fils de la Liberté caractéristiques, issus de la petite bourgeoisie ou du milieu des commerçants aisés. (...) Un groupe de responsables hésitants » qui souhaitaient provoquer l'agitation contre la Grande-Bretagne tout en restant soucieux de garder le contrôle de la population américaine. Il aura fallu la crise de la loi sur le Timbre pour que les responsables du mouvement prennent conscience de ce dilemme.

Les riches mirent alors sur pied des patrouilles armées. Un *town meeting* fut organisé, et ceux-là mêmes qui avaient patronné la manifestation condamnèrent les violences et désavouèrent la foule. (...) Enfin, lorsque la loi sur le Timbre fut finalement abrogée, les responsables conservateurs coupèrent définitivement les ponts avec les émeutiers.

Lorsque le Parlement britannique tenta à nouveau de taxer les colonies – mais cette fois par un ensemble de droits d'importation sur certains produits qui, pensait-on, ne soulèverait pas une aussi vive opposition – l'élite coloniale organisa des boycotts. Mais, les leaders du mouvement insistaient sur ce point, « plus de populace ni de troubles. Faites en sorte que même les biens de votre pire ennemi ne soient pas mis en péril ».

L'enrôlement forcé et le cantonnement des troupes pratiqué par les Britanniques étaient particulièrement odieux aux marins et aux ouvriers. Après 1768, 2000 soldats furent cantonnés à Boston et il y eut de fréquentes escarmouches entre la foule et les soldats. Ces derniers enlevaient le travail aux ouvriers alors qu'il était déjà difficile d'en trouver. Les ouvriers-artisans et les petits commerçants perdirent leurs emplois et virent leurs affaires périlcliter à cause du boycott des produits britanniques.

Le 16 décembre 1773, en réaction contre le Tea Act (mesure fiscale votée par le Parlement anglais pour permettre à la compagnie anglaise East Indian Tea d'écouler facilement ses produits dans les colonies américaines, aux dépens des commerçants locaux), quelques dizaines d'Américains, déguisés en Indiens, montent à bord de trois navires anglais amarrés dans le port de Boston et jettent dans l'océan les 340 caisses de thé (45 tonnes environ) qu'ils contenaient. Lors de la Boston Tea Party, en décembre 1773, le Comité de correspondance local, formé, un an plus tôt pour organiser les opérations anti-anglaises dans les colonies, « contrôla dès le début », selon Dirk Hoerder, « l'opération sur le thé conduite par la foule ». Cette Tea Party fut à l'origine du Coercitive Act voté par le Parlement britannique, qui imposait, dans les faits, la loi martiale au Massachusetts, la dissolution du gouvernement local de la colonie, le blocus du port de Boston et l'envoi et le cantonnement de troupes anglaises. Les assemblées municipales et les assemblées populaires réagirent en se soulevant.

Les discours de Patrick Henry – l'un des participants au premier Congrès continental de 1774 – indiquaient le moyen de soulager les tensions existantes entre classes défavorisées et classes fortunées de Virginie en les unissant contre les Anglais. Il s'agissait de trouver un langage qui inspirât tous les milieux : assez réaliste dans l'énumération des revendications pour provoquer la colère du peuple contre les Anglais et, néanmoins, suffisamment vague pour éviter le réveil de conflits de classes au sein du parti des révoltés. En outre, il devait être assez exaltant pour forger un sentiment patriotique susceptible de fédérer l'ensemble des composantes du mouvement révolutionnaire. *Le Sens commun* de Thomas Paine, qui parut au début de 1776 et devint le pamphlet le plus populaire des colonies américaines, y réussissait parfaitement. Il s'agissait de la première défense vigoureuse de l'idée d'indépendance en des termes qui pouvaient être compris par n'importe quel individu sachant lire. Thomas Paine était issu des « classes inférieures » de la société anglaise. Fonctionnaire des impôts, instituteur, émigrant pauvre en Amérique, il arriva à Philadelphie en 1774, où l'agitation contre la Grande-Bretagne était déjà vive. (...)

Adoptée par le Congrès le 2 juillet, la Déclaration d'indépendance dont Thomas Jefferson fut le rédacteur, fut proclamée officiellement le 4 juillet 1776. (...) Pourtant, certains Américains restaient clairement exclus de cette communion autour d'intérêts partagés que la

Déclaration d'indépendance prétendait formaliser. On n'y évoquait nulle part les Indiens, les esclaves noirs ni, pour finir, les femmes. La déclaration, à l'instar du *Traité* de Locke, discutait de gouvernement et de droits politiques mais passait totalement sous silence les inégalités existant en matière de propriété. Les individus pouvaient-ils réellement avoir des droits égaux quand subsistait une telle diversité de fortunes ?

Chapitre V

Une étrange révolution

La victoire américaine sur l'armée britannique ne fut rendue possible que par l'existence d'un peuple déjà en armes. Les Blancs de sexe masculin possédaient presque tous un fusil et savaient s'en servir. (...) Au cours de la guerre d'Indépendance, la plupart des Blancs firent un passage plus ou moins bref dans l'armée, mais seule une minorité y demeura tout du long. (...) Shy estime aussi qu'un cinquième de la population seulement participait activement à la sédition. John Adams affirmait en son temps qu'un tiers de la population était contre la Révolution, un tiers pour, et le reste neutre.

La Caroline du Sud (...) qui vivait dans l'insécurité depuis les soulèvements d'esclaves de Stono en 1739, ne pouvait guère participer au combat contre les Anglais tant ses milices étaient occupées à contrôler les esclaves. (...) L'étude de Shy sur la composition du contingent de Peterborough révèle que les personnalités les plus en vue et les plus fortunées de la ville n'ont servi que très brièvement durant la guerre. Selon Shy, « l'Amérique révolutionnaire était peut-être une société petite-bourgeoise, plus heureuse et plus prospère qu'aucune autre à son époque, mais on y trouvait aussi un nombre croissant d'individus franchement pauvres. Ce sont eux qui comme toujours participèrent effectivement aux combats et supportèrent l'essentiel des souffrances de la guerre entre 1775 et 1783 ».

Les américains perdirent les premières batailles de la guerre. (...) L'armée de Washington, morte de froid, tint bon à Valley Forge (Pennsylvanie) tandis que Benjamin Franklin négociait une alliance avec la monarchie française avide de prendre sa revanche sur l'Angleterre. La guerre se porta dans le Sud, où les Anglais gagnèrent bataille sur bataille jusqu'à ce que les Américains) appuyés par un important corps d'armée français et el blocus mis en place par la marine française sur l'approvisionnement et les renforts anglais – remportent la bataille finale à Yorktown (Virginie) en 1781.

Dans l'intervalle, les conflits internes entre Américains riches et pauvres était réapparus. (...) Près de 10% de la population, selon ce que rapporte Jackson Main dans son *Social Structure of Revolutionary America*, se composait de grands propriétaires et de négociants qui, outre 1000 livres et plus en biens propres et 1000 autres livres en propriété foncière, possédaient également la moitié de la richesse nationale et, par le biais des esclaves, un septième de la population totale.

Les classes défavorisées des États du Sud rechignaient à se laisser mobiliser par la Révolution. Elles jugeaient généralement qu'elles continueraient de subir la loi d'une petite élite politique, que les Anglais fussent battus ou non.

On prétend parfois que la révolution américaine a instauré une séparation de l'Église et de l'État. Si les États du Nord firent bien quelques déclarations en ce sens, ils établirent après 1776 des impôts qui obligeaient tout individu à financer les écoles chrétiennes. William

G. McLoughlin (...) remarque au sujet de cette séparation de l'Église et de l'État que, pendant la Révolution, « cela n'a jamais été conçu et encore moins mis en œuvre. (...) Loin d'être laissée à l'appréciation individuelle, la religion fut inscrite dans tous les aspects et toutes les institutions de la vie américaine ».

(Les) terres confisquées aux loyalistes (...) furent distribuées de manière à fournir une double opportunité aux chefs révolutionnaires : s'enrichir, eux et leurs amis, et distribuer des lopins aux petits fermiers afin de s'assurer leur soutien le plus large au nouveau régime politique. Cette attitude allait devenir une des principales caractéristiques de la nouvelle nation. Une nation si extraordinairement riche qu'elle pouvait produire la classe dirigeante la plus fortunée qu'on eût jamais vue tout en conservant assez de moyens pour satisfaire une petite bourgeoisie destinée à servir de digue entre les plus fortunés et les plus pauvres.

Edmund Morgan résume la nature sociale de la Révolution en ces termes : « Le fait que les milieux les plus humbles aient participé à la bataille ne doit pas masquer que cette bataille était globalement une lutte pour les fonctions et le pouvoir opposant les membres d'une même classe fortunée : les nouveaux contre les anciens ». Dans son livre *Out of our Past*, Carl Degler confirme que « la Révolution américaine n'ouvrit les portes du pouvoir à aucune nouvelle classe sociale. Les hommes qui dirigèrent la révolte étaient déjà, dans leur majorité, membres de l'élite coloniale ». George Washington était l'homme le plus riche d'Amérique, John Hancock un négociant prospère de Boston, Benjamin Franklin un riche imprimeur, etc.

En bref, comme l'a fort bien résumé Francis Jennings, les Blancs américains combattaient contre l'impérialisme anglais à l'est du continent et pour affirmer le leur à l'ouest.

Avant la Révolution, les Indiens avaient été soumis par la guerre en Virginie et en Nouvelle-Angleterre. Ailleurs, ils avaient établi un mode de coexistence pacifique avec les colonies. Pourtant, à partir de 1750, l'essor de la population coloniale imposait de trouver de nouvelles terres à l'ouest, entraînant ainsi des conflits avec les Indiens. Les prospecteurs fonciers de l'Est firent leur apparition dans la vallée de l'Ohio, sur le territoire d'une confédération de tribus, la « Covenant Chain », dont les Iroquois étaient les porte-parole. Dans l'État de New York, une escroquerie assez complexe permit de voler quelque 320 000 hectares de terres aux Mohawks, mettant ainsi fin à la période de coexistence pacifique entre eux et la population blanche de la province New York.

Pendant la guerre de Sept Ans, les Indiens s'étaient en grande majorité rangés aux côtés des Français, qui étaient avant tout des négociants et n'occupaient pas effectivement les territoires indiens. En revanche, les Anglais convoitaient à l'évidence leurs terrains de chasse et leur espace vital. (...) En 1763, lorsque la guerre de Sept Ans prit fin, les Français, abandonnant leurs anciens alliés, cédèrent aux Anglais les terres situées à l'ouest des Appalaches. Les Indiens s'allièrent alors pour mener des attaques contre les forts anglais de l'Ouest. C'est ce que l'on appelle, depuis, la révolte de Pontiac, que Francis Jennings qualifie quant à lui de « guerre de libération et d'indépendance ». Sur ordre du général anglais Jeffrey Amherst, le commandant de Fort Pitts offrit aux chefs indiens qui le combattaient, au cours d'une négociation, des couvertures infectées par la variole. Il s'agissait d'une première dans ce que nous qualifions aujourd'hui de « guerre bactériologique ». L'épidémie se déclencha rapidement chez les Indiens.

Dans le chaos et l'urgence de la guerre, des milliers d'esclaves devinrent libres – dont la plupart durent partir sur les navires anglais à la fin de la guerre pour s'installer en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Écosse, dans les Antilles ou pour retourner en Afrique. D'autres, assez nombreux, restèrent en Amérique en tant qu'affranchis, échappant à leurs anciens maîtres. Dans les États du Nord, l'heureuse combinaison de l'engagement militaire des Noirs dans les rangs de la Révolution, de la nécessité économique décroissante de l'esclavage et de la rhétorique révolutionnaire conduisit – certes lentement – à la fin de l'esclavage. En 1810, 30 000 Noirs (un quart de la population noire des États du Nord) étaient encore esclaves. (...) En revanche, au sud du Sud, l'esclavage s'accrut en raison de l'essor des plantations de riz et de coton. La Révolution créa néanmoins un espace d'expression pour les revendications de la population noire à l'adresse de la société blanche.

La condition sociale inférieure des Noirs, l'exclusion des Indiens, la suprématie assurée des riches sur les pauvres dans la nouvelle société américaine – tout cela existait déjà dans les colonies lorsque débuta la Révolution. Une fois les Anglais évincés, on put l'inscrire sur le papier, le consolider, le régulariser et même le légitimer dans la lettre même de la constitution des États-Unis, élaborée lors d'une convention réunissant, à Philadelphie, les chefs révolutionnaires.

Au fil des siècles et aux yeux de nombreux Américains, la Constitution de 1787 est apparue comme une œuvre de génie, imaginée par des individus pleins de sagesse et d'humanité qui auraient édifié ainsi un cadre légal à la Démocratie et à l'Égalité. Ce point de vue s'exprime de manière plutôt extravagante dans la prose de l'historien George Bancroft, au début du XIX^e siècle : « La Constitution n'offre rien qui puisse être contraire à l'égalité et aux droits de l'individu. Elle ignore les distinctions d'origines, d'opinions. Il n'existe pas de classe favorisée ou de religion d'État, pas de privilèges politiques ou de fortune. Elle place l'individu au milieu des individus ». (...) Comme le souligne Beard, quatre groupes, en tout cas, n'étaient pas représentés au sein de la convention rédactrice de la Constitution : les esclaves, les serviteurs sous contrat, les femmes et les individus ne possédant strictement rien. C'est pourquoi la Constitution américaine ne reflète nulle part les aspirations de ces groupes.

La Constitution fut donc un compromis entre les intérêts des esclavagistes du Sud et ceux des affairistes du Nord. Dans le but d'unifier les treize États en un unique grand marché commercial, les délégués du Nord souhaitaient une réglementation des échanges entre les États et insistaient sur le fait que de telles lois ne requièrent pour être votées que la majorité des votes au Congrès. Le Sud accepta, mais en échange de la promesse que l'on autoriserait le commerce d'esclaves à se poursuivre pendant encore vingt ans avant de songer à l'interdire.

Main démontre que pendant la période révolutionnaire un tiers de la population se composait de petits fermiers et que seuls 3% de la population possédaient effectivement une certaine fortune et pouvaient être qualifiés de riches. Néanmoins, ce tiers représentait un nombre considérable de gens qui estimaient avoir tout à gagner à la stabilité du nouveau régime. Il s'agissait pour le régime d'une base de soutien plus importante que dans n'importe quel autre pays du monde en cette fin du XVIII^e siècle. En outre, les ouvriers-artisans des villes avaient eux aussi tout à gagner d'un gouvernement qui protégerait leurs activités de la concurrence étrangère. (...) Quand le neuvième et le dixième État eurent ratifié la Constitution, quatre mille ouvriers-artisans de la ville de New York défilèrent en brandissant des drapeaux pour s'en réjouir. Les boulangers, les serruriers, les brasseurs, les menuisiers et les charpentiers des chantiers navals, les tonneliers, les charretiers et les tailleurs, tous défilèrent. (...) Bien qu'opposés à l'élite coloniale, ces ouvriers-artisans n'en étaient pas

moins nationalistes. Ils représentaient environ la moitié de la population de New York. Les uns étaient riches, les autres pauvres, mais tous plus aisés que le simple ouvrier, l'apprenti ou le journalier.

La Constitution illustre donc parfaitement la complexité du système américain : elle servait les intérêts de l'élite fortunée mais faisait également quelques gestes en direction des petits propriétaires, des ouvriers-artisans et des fermiers aux revenus modestes pour s'assurer leur soutien le plus large. Les gens modérément prospères qui composaient cette base formaient, en outre, un rempart efficace contre les Indiens, les Noirs et les Blancs pauvres. Elles permettaient à l'élite américaine de conserver le contrôle de la situation avec un minimum de mesures coercitives et un maximum de législation – tout cela rendu plus acceptable grâce aux flonflons patriotiques et unitaires. La Constitution fut encore plus acceptable aux yeux de l'opinion lorsque le premier Congrès, pour pallier les critiques émises ici ou là, vota une série d'amendements plus connue sous le nom de Déclaration des droits. Ces amendements semblaient donner au nouveau régime le rôle de garant des libertés publiques : les libertés d'expression, de presse, de culte, de pétitionner, de se réunir, d'être jugé équitablement et de pouvoir s'opposer à toute intrusion officielle dans son domicile. Cette Déclaration avait tout pour élargir encore le soutien de la population au nouveau régime.

Chapitre VI

Les opprimées domestiques

Les femmes présentaient une spécificité biologique d'une plus grande importance pratique que la couleur de la peau : elles enfantent. Cela ne suffit pas, néanmoins, à expliquer la situation subalterne de toutes les femmes dans la société, y compris celles qui n'avaient pas d'enfants ou étaient soit trop jeunes soit trop âgées pour cela. (...) Il semble que leur spécificité physique ait présenté un intérêt pratique pour les hommes qui pouvaient ainsi utiliser, exploiter et chérir quelqu'un qui était à la fois une domestique, une partenaire sexuelle, une compagne et, concernant leurs enfants, en même temps une mère, une éducatrice et une gouvernante.

Il serait bien entendu exagéré de prétendre que les femmes indiennes étaient traitées sur un pied d'égalité avec les hommes, mais elles inspiraient le respect, et la nature communautaire des sociétés indiennes leur conférait une place plus importante que dans les sociétés blanches.

Les conditions dans lesquelles les colons blancs arrivèrent en Amérique créèrent une diversité de situations pour les femmes. Dans les premières plantations, constituées presque exclusivement d'hommes, les femmes étaient importées comme esclaves sexuelles, comme compagnes et pour enfanter. En 1619 – année de l'arrivée des premiers esclaves en Virginie -, 90 femmes débarquèrent également à Jamestown, « de jeunes personnes agréables et pures (...) vendues avec leur consentement comme épouses aux colons pour prix de leur traversée ». De nombreuses autres femmes – des adolescentes le plus souvent – arrivèrent dans les premières années en tant que servantes sous contrat. Elles vivaient dans des conditions proches de l'esclavage, si ce n'est que leur service avait un terme.

En 1756, Elizabeth Sprigs se plaint dans une lettre adressée à son père : « Ce que nous, infortunées Britanniques, souffrons ici est impossible à concevoir pour vous en Angleterre. Il

suffit de dire que je suis au nombre de ces malheureuses et trime pratiquement jour et nuit, dans les écuries le plus souvent et dans des conditions insupportables. Parfois, je suis attachée et fouettée comme ne le serait pas un animal ; presque rien à manger que du maïs indien et du sel, et même ça on nous le chipote. Les nègres sont mieux traités. On est presque nues, sans chaussures ni bas. (...) Quand on peut se reposer on s'enroule dans la couverture et on s'allonge à même le sol ».

Même les femmes blanches libres, qui n'étaient pas arrivées comme servantes ou esclaves mais comme épouses des premiers colons, menaient une vie particulièrement dure. (...) Celles qui survécurent et participèrent, aux côtés de leurs maris, à l'organisation de l'existence dans ces contrées sauvages étaient traités avec respect tant on en avait besoin. Lorsque les hommes mouraient, les femmes reprenaient souvent leur travail. Pendant un peu plus d'un siècle, hommes et femmes vivant sur la Frontière américaine parurent vivre dans une certaine égalité de conditions. Mais toutes ces femmes restaient victimes des préjugés importés d'Angleterre avec les premiers colons, marqués par une éducation chrétienne. « Tout le fruit de leur travail conjoint appartient au mari. Pour une femme, donner naissance à un enfant hors des liens du mariage était considéré comme un crime. Les archives des tribunaux coloniaux sont remplies de cas de femmes accusées de « bâtardisation » - le père de l'enfant, lui, ne tombant pas sous le coup de la loi.

L'un des plus célèbres manuels de savoir-vivre, publié à Londres, connut une large diffusion dans les colonies américaines au XVIII^e siècle. *Advice to a Daughter* s'adressait ainsi aux jeunes filles : « Vous devez d'abord accepter ce principe fondamental et général que les sexes ne sont pas égaux et que, pour une meilleure économie des affaires du monde, les hommes, destinés à édicter les lois, ont été dotés de raison en plus grande part. En conséquence votre sexe est mieux à même de montrer cette obéissance nécessaire à l'accomplissement des devoirs qui semblent lui être plus spécifiquement assignés. (...) Votre sexe a besoin de notre raison pour sa conduite et de notre force pour sa protection : le nôtre a besoin de votre gentillesse pour nous charmer et nous divertir ».

Les femmes des classes les plus pauvres qui, dans les dernières années de la guerre, rejoignirent les campements de l'armée révolutionnaire pour apporter leur soutien et même combattre furent considérées plus tard comme des prostituées, alors que Martha Washington occupe une place de choix dans les manuels d'histoire pour avoir rendu visite à son mari au campement de Valley Forge. (...) Quant à la Constitution de New York, elle rejetait clairement sa population féminine en utilisant explicitement le qualificatif de « masculin » (pour le droit de vote).

Pendant et après la Révolution, l'idée de l'égalité des femmes avait été assez largement discutée. Tom Paine se déclarait pour l'égalité des droits, et l'ouvrage pionnier de l'écrivain anglais Mary Wollstonecraft, *A Vindication of the Rights of Women*, fut ré-imprié aux États-Unis tout de suite après la guerre d'Indépendance.

Plusieurs dynamiques contraires étaient en jeu. En effet, si les femmes étaient désormais incitées à sortir de chez elles pour participer à l'industrialisation, la société exerçait néanmoins une certaine pression afin de les maintenir dans un cadre permettant d'en garder le contrôle. Le monde extérieur faisait irruption au sein du foyer et provoquait craintes et tensions dans une société dominée par les hommes. Un contrôle idéologique devait donc se substituer à un contrôle domestique de moins en moins opérant : la notion de « place des femmes », promue par les hommes, était en fait intériorisée par de nombreuses femmes.

Le « culte de la vraie féminité » ne suffisait pas à dissimuler les signes évidents du statut inférieur de la femme ; elle ne pouvait pas voter ; elle ne possédait rien en propre ; lorsqu'elle travaillait, son salaire était, à travail identique, le quart ou la moitié de celui d'un homme. Les femmes étaient par ailleurs exclues des professions juridiques et médicales, des collèges et du ministère religieux.

En 1789, Samuel Slater avait introduit la filature industrielle en Nouvelle-Angleterre. Il existait depuis –une véritable demande pour le travail des jeunes filles dans cette industrie. (...) Les nouvelles usines textiles se multiplièrent rapidement. 80 à 90% de leur personnel étaient constitués de femmes dont la plupart avaient entre quinze et trente ans. Quelques-unes des premières grèves industrielles eurent lieu, dans les années 1830, dans ces filatures. (...) C'est à Pawtucket (Rhode Island) qu'éclata, en 1824, la première grève connue d'ouvrières. (...) Catharine Beecher, une réformatrice (...) décrivait ainsi le système industriel : « (...) le travail à l'usine commençait à la lumière des lampes et se poursuivait sans interruption jusqu'à midi – et la plupart du temps debout. Puis une demi-heure seulement pour déjeuner, dont était décompté le temps d'aller et de retour. Retour à l'usine et travail jusqu'à dix-neuf heures. (...) Il faut rappeler que tout le temps de travail se déroule dans des pièces éclairées à la lampe à huile abritant de 40 à 80 personnes dans une atmosphère malsaine, (...) où l'air se charge de particules de coton rejetées par des milliers de cardeuses, de fuseaux et de métiers à tisser ».

Les femmes de la petite bourgeoisie, exclues de l'enseignement supérieur, commencèrent à monopoliser les postes dans l'enseignement primaire. Professeurs, elles lisaient plus et communiquaient davantage, et l'éducation elle-même venait se confronter aux anciens modes de pensée. Elles se mirent à écrire dans les revues et les journaux, et créèrent même des magazines féminins. (...) Elles organisèrent des mouvements pour combattre le système du type « deux poids, deux mesures » dans le comportement sexuel et pour s'opposer à la répression des prostituées. (...) Les plus audacieuses d'entre elles se joignaient au mouvement anti-esclavagiste. Ainsi, dans les années 1840, à l'époque où un activisme ouvertement féministe prenait son essor, on pouvait trouver parmi les femmes des organisatrices, des militantes et des oratrices talentueuses.

Margaret Fuller fut peut-être l'intellectuelle la plus marquante parmi les féministes. Dans son livre *Woman in the Nineteenth Century*, elle prend comme point de départ sa certitude qu' « il existe chez les hommes le même genre d'appréhension vis-à-vis des femmes que vis-à-vis des esclaves. (...) Ce dont la femme a besoin, ce n'est pas d'agir en tant que femme, mais de s'épanouir en tant qu'être vivant, de raisonner au tant qu'intelligence et, en tant qu'esprit, de vivre librement et sans entraves ».

Les femmes, dans les années 1830-1850, commencèrent à résister à ceux qui voulaient les garder dans la « sphère domestique ». Elles participèrent à des mouvements de toutes sortes, pour les prisonniers, les malades mentaux, les esclaves noirs, etc., ainsi que pour leurs propres droits.

Chapitre VII

« Aussi longtemps que l'herbe poussera et que couleront les rivières »

A la fois nécessaires et proches, les femmes subissaient moins la violence des hommes que leur paternalisme. Les Indiens, en revanche, dont on ne pouvait rien faire et qui représentaient même un obstacle, étaient les victimes de la force brutale des Blancs, même si le discours paternaliste précédait bien souvent l'incendie des villages. C'est ainsi que le « déplacement des Indiens » - euphémisme alors en usage – permit l'installation de populations blanches sur les terres situées entre les Appalaches et le Mississippi, pour le coton au Sud, les céréales au Nord et, plus généralement, pour favoriser l'expansion, l'immigration, la construction de canaux, de lignes de chemins de fer, l'édification de nouvelles villes d'un empire continental gigantesque qui s'étendrait jusqu'au Pacifique. Quant aux souffrances, elles sont purement et simplement incommensurables. La plupart des manuels d'histoire destinés aux enfants passent d'ailleurs rapidement sur tout cela.

En 1790, il y avait environ 3 900 000 Américains, dont la majeure partie vivait à moins de 80 kilomètres de l'océan Atlantique. En 1830, ils étaient 13 000 000. En 1840, 4 500 000 personnes avaient déjà franchi les Appalaches pour rejoindre la vallée du Mississippi – gigantesque territoire traversé par les affluents du Mississippi arrivant aussi bien de l'est que de l'ouest. En 1820, 120 000 Indiens vivaient à l'est du Mississippi. En 1844 ils n'étaient plus que 30 000. La plupart avaient été contraints de se déplacer vers l'ouest. La notion de « contrainte » ne peut néanmoins pas rendre compte de ce qu'il s'était réellement passé.

Au cours de la guerre d'Indépendance, presque toutes les nations indiennes de quelque importance avaient combattu aux côtés des Britanniques qui, une fois la paix conclue, rentrèrent chez eux. Mais les Indiens étaient chez eux et ils continuèrent de lutter pour défendre leurs terres contre les Américains de la Frontière en menant des opérations de résistance parfaitement désespérées. Les milices de Washington, affaiblies par la guerre, ne parvenaient pas à les contenir. Devant les déroutes répétées des avant-gardes américaines, Washington entama une politique de conciliation. Son secrétaire à la Guerre, Henry Knox, reconnaissait que « les Indiens étant les premiers occupants, jouissent du droit du sol ». En 1791, son secrétaire d'État, Thomas Jefferson, affirmait quant à lui qu'on ne devait pas se confronter aux Indiens lorsqu'ils vivaient à l'intérieur d'un État et que le gouvernement devrait expulser les colons blancs qui tentaient de s'infiltrer sur leurs territoires.

Mais à mesure que les Blancs progressaient vers l'ouest, la pression se fit de plus en plus forte sur le gouvernement fédéral. En 1800, quand Jefferson fut élu président, il y avait déjà 700 000 colons blancs à l'ouest des Appalaches. Au Nord, ils pénétrèrent en Ohio, dans l'Illinois et dans l'Indiana, et au Sud, en Alabama et au Mississippi. On y comptait déjà à cette époque huit Blancs pour un Indien. Jefferson organisait déjà l'expulsion future des Creeks et des Cherokees de Géorgie.

En 1803, Jefferson doubla la superficie de la nation américaine en achetant la Louisiane à la France. (...) Il imaginait que les Indiens pourraient s'y installer. « Deux mesures sont indispensables. D'abord encourager (les Indiens) à abandonner la chasse. (...) Puis multiplier les comptoirs de commerce sur leurs territoires. (...) les vouant ainsi à l'agriculture, à l'artisanat et à la civilisation ». Ce discours de Jefferson est d'une importance cruciale. Le déplacement des Indiens était nécessaire pour permettre l'ouverture de vastes territoires à l'agriculture, au commerce, aux marchés, à l'argent, bref au développement d'une économie capitaliste moderne.

Tecumseh, un chef shawnee et orateur remarquable, tenta de coaliser les Indiens contre l'invasion des Blancs : « La seule et unique façon pour les Hommes Rouges de

contenir et de stopper le mal est de s'unir pour revendiquer un droit commun et équitable à posséder la terre, comme cela était à l'origine et devrait encore être. Car la terre n'a jamais été divisée et appartient à tous pour l'usage de chacun. Nul n'aura droit de la vendre, pas même à son frère rouge, et encore moins aux Blancs, qui veulent tout et n'abandonneront pas ». Furieux de la cession d'une vaste étendue de terre par certains Indiens qui s'étaient laissés influencer, Tecumseh organisa en 1811 un regroupement de 5000 Indiens sur les rives de la Tallapoosa River (Alabama) au cours duquel il fit cette déclaration : « Que périsse la race blanche. Ils ont pris vos terres ; ils corrompent vos femmes ; ils piétinent les cendres de vos morts. Nous devons les reconduire chez eux par la piste du sang ».

Les Creeks, qui occupaient la majeure partie de la Géorgie, de l'Alabama et du Mississippi, restaient néanmoins divisés. Les uns, pour vivre en paix, souhaitaient adopter la civilisation des Blancs. Les autres, appelés Bâtons-Rouges, défendaient leurs terres et leur culture. (...) Ce sont les Cherokees, qui accompagnaient Jackson après qu'on leur eut promis l'amitié du gouvernement s'ils se joignaient à cette guerre, qui traversèrent la rivière à la nage, prirent les Creeks à revers et gagnèrent la bataille pour Jackson. Quand la guerre cessa, Jackson et ses amis commencèrent à acheter les terres confisquées aux Creeks.

Ce traité de 1814 avec les Creeks inaugurait quelque chose de nouveau et primordial. Il accordait aux Indiens des droits individuels de propriété foncière, les distinguant les uns des autres, disloquant la propriété commune de la terre, donnant des terres aux uns et abandonnant les autres dans le plus grand dénuement. Bref, il introduisait cet esprit de compétition et d'intrigues caractéristique de l'esprit capitaliste occidental. De 1814 à 1824, par une série de traités signés avec les Indiens du Sud, les Blancs s'approprièrent les trois quarts de l'Alabama et de la Floride, un tiers du Tennessee, un cinquième de la Géorgie et du Mississippi ainsi que certaines régions du Kentucky et de la Caroline du Nord.

Jackson lui-même a expliqué comment ces traités étaient élaborés : « Nous nous adressions d'emblée aux passions dominantes et décisives des Indiens – c'est-à-dire l'avarice ou la peur ». Il encourageait les Blancs à s'installer sur les territoires des Indiens puis annonçait à ces derniers que le gouvernement ne pouvait pas expulser les nouveaux venus. Il valait mieux dès lors renoncer à ces terrains plutôt que de risquer d'être massacrés. Jackson « pratiquait la corruption à grande échelle », nous dit Rogin. (...) A chaque fois qu'un traité était signé qui expulsait les Creeks d'une région vers une autre et leur promettait la sécurité sur leurs nouvelles terres, les Blancs venaient s'y installer et les Creeks devaient alors signer un nouveau traité.

Les cartes scolaires mentionnent l'« acquisition de la Floride en 1819 ». Cette acquisition fut, en réalité, le résultat d'une véritable campagne militaire menée par Andrew Jackson de l'autre côté de la Frontière américaine. Il y incendia les villages séminoles et s'empara des places fortes espagnoles. L'Espagne fut finalement « persuadée » de vendre la Floride et Jackson continua de prétendre qu'il agissait selon « les lois immuables de la légitime défense ». Si on fait un rapide tour d'horizon des manuels scolaires des collèges et du primaire, on découvre un Jackson héros de la Frontière, soldat, démocrate, homme du peuple... Rien sur le propriétaire esclavagiste, le spéculateur foncier, l'exécuteur de soldats séditieux ou l'exterminateur d'Indiens.

Dès que Jackson devint président (1829), la Géorgie, l'Alabama et le Mississippi se dotèrent de lois qui étendaient les prérogatives des États sur les Indiens habitant leurs territoires. Ces lois ne reconnaissaient plus la tribu comme unité légale, interdisaient les

conseils de tribu, supprimaient les pouvoirs des chefs et imposaient aux Indiens les obligations militaires et les taxes locales – tout en leur refusant le droit de vote, celui de s’habiller à l’européenne et de témoigner devant une cour de justice. Les terres indiennes étaient divisées en parcelles afin d’être redistribuées par lots. Enfin, les Blancs étaient encouragés à s’installer sur les territoires indiens.

La stratégie était désormais parfaitement au point. Les Indiens ne seraient pas « contraints » d’aller vers l’ouest. Mais s’ils choisissaient de rester, ils devraient se soumettre aux lois des États qui niaient leurs droits, tant tribaux qu’individuels, et faisaient d’eux les victimes d’un perpétuel acharnement et de l’invasion permanente des colons blancs convoitant leurs terres.

Les Creeks, dessaisis de leur terre, à court d’argent et de nourriture, refusèrent de partir vers l’ouest. Affamés, certains lancèrent des raids contre les fermes des Blancs tandis que la milice géorgienne et les colons blancs attaquaient les campements indiens. C’est ainsi que débuta la seconde guerre contre les Creeks. Un journal d’Alabama qui soutenait la cause indienne affirma que « la guerre contre les Creeks est une vaste fumisterie. Il s’agit, au fond, d’un plan diabolique conçu par des hommes cupides pour empêcher une race ignorante de jouir de ses justes droits et la priver des maigres revenus qu’on lui a concédés ».

Dans son livre *The Disinherited*, Dale Van Every résume : « L’Indien était particulièrement réceptif à l’aspect sensoriel du moindre élément naturel de son environnement. Il vivait à l’air libre. Il connaissait tous les marais, toutes les clairières, toutes les collines, rochers, torrents, ruisseaux, comme seul un chasseur peut le faire. Il n’a jamais jugé le principe de la propriété privée de la terre plus raisonnable que celui de la propriété privée de l’air, mais il aimait cette terre avec une émotion plus profonde que celle de n’importe quel propriétaire. Il se considérait lui-même comme lui appartenant, au même titre que les rochers et les arbres, les mammifères et les oiseaux. Sa patrie, c’était la terre sacrée, sanctifiée comme dépositaire des restes de ses ancêtres et sanctuaire naturel de sa religion. Il pensait que les cascades et les crêtes, les nuages et les brumes, les vallons et les prairies étaient habités par des myriades d’esprits avec lesquels il communiquait quotidiennement.

Selon Van Every, dans les années 1820, juste avant que Jackson accède à la présidence et après la guerre contre les Creeks, les Indiens du Sud et les Blancs s’étaient souvent installés à proximité les uns des autres et vivaient plutôt pacifiquement dans un environnement naturel qui semblait suffire à subvenir aux besoins de tous. Ils commençaient à partager des problèmes communs. Une certaine familiarité se développait ; les Blancs étaient autorisés à visiter les communautés indiennes et les Indiens étaient souvent reçus chez les Blancs. Des individus vivant sur la Frontière, tels Davy Crockett et Sam Houston, étaient issus de cet environnement et nombre d’entre eux, à l’inverse de Jackson, devinrent des amis fidèles des Indiens.

Les pressions qui conduisirent au déplacement ne furent pas le fait, Van Every insiste sur ce point, de ces Blancs pauvres de la Frontière qui voisinaient avec les Indiens. Elles accompagnèrent en réalité l’industrialisation et le commerce, la croissance démographique, l’essor du chemin de fer et des villes, la hausse de la valeur de la terre et la cupidité des hommes d’affaires. (...) Quant au Blanc pauvre de la Frontière, il n’était qu’un pion, utilisé dans les premiers engagements violents et sacrifiés.

Cernés par 900 000 Blancs, les 17 000 Cherokees de Géorgie, du Tennessee et de l'Alabama décidèrent que la survie passait par l'adaptation à la société des Blancs. (...) Les Cherokees n'avaient jamais eu, comme la plupart des tribus indiennes, de gouvernement institué. Selon Van Every : « Le principe fondateur du gouvernement indien avait toujours été le rejet de tout gouvernement. La liberté de l'individu était considérée par pratiquement tous les Indiens au nord du Mexique comme un attribut infiniment plus précieux que les devoirs de l'individu à l'égard de sa communauté ou de sa nation. Cette attitude de type anarchiste induisait tous leurs comportements, à commencer par la plus petite unité sociale : la famille. Les parents indiens éprouvaient une réticence instinctive à discipliner les enfants. Toute expression de libre choix et de volonté de la part de ces derniers était reçue comme un signe positif du développement de leur personnalité ».

Il existait bien, occasionnellement, des réunions de conseils dont la composition était à la fois souple et fluctuante et dont les décisions ne s'imposaient qu'avec l'accord de l'opinion générale. Un pasteur de l'Église morave qui vécut parmi eux, observant leur société, écrivait : « C'est ainsi que s'est maintenu à travers les âges, sans convulsions et sans discords civiles, ce gouvernement traditionnel dont le monde n'offre peut-être pas d'autre exemple. Un gouvernement dans lequel il n'existe pas, à proprement parler, de lois mais seulement des us et coutumes établis depuis longtemps ; ni code ni jurisprudence mais l'expérience née du passé ; pas de magistrats non plus mais des conseillers auxquels, néanmoins, le peuple voue une obéissance implicite mais volontaire ; un gouvernement, enfin, dans lequel l'âge confère le rang, la sagesse, le pouvoir, et la rectitude morale l'assurance du respect général ».

Van Every écrit (...) : « Certes, l'interminable histoire des relations diplomatiques entre Indiens et Blancs n'avait jusqu'en 1832 jamais connu de traités qui n'aient été rompus par les Blancs (...), qu'ils aient été ou non solennellement agrémentés de formules telles que « permanent », « à jamais », « pour toujours » ou « aussi longtemps que le soleil brillera ». (...) Néanmoins, aucun accord entre les hommes blancs et les Indiens n'a été rompu aussi rapidement que ce traité de Washington de 1832. Quelques jours suffirent à trahir tous les engagements pris par les États-Unis. (...) Les 17 000 Cherokees furent rapidement cernés et entassés dans des camps. Le 1^{er} octobre 1838, le premier détachement se mit en marche pour ce qui allait rester dans l'histoire sous le nom de « chemin des Larmes ». Au fur et à mesure que les Indiens se dirigeaient vers l'ouest, ils commencèrent à mourir de maladie, de soif, de chaleur ou de froid.

Chapitre VIII

« Nous ne prenons rien par conquête, Dieu merci »

L'acquisition de la Louisiane par Jefferson avait doublé le territoire des États-Unis, en l'étendant jusqu'aux Rocheuses.. Au sud-ouest se trouvait le Mexique, qui avait pris son indépendance après une guerre révolutionnaire contre l'Espagne en 1821 – un vaste territoire qui incluait le Texas et ces territoires qui forment aujourd'hui le Nouveau-Mexique, l'Utah, l'Arizona, la Californie, le Nevada ainsi qu'une partie du Colorado. En 1836, après un soulèvement organisé avec le soutien des États-Unis, le Texas s'était séparé du Mexique pour se proclamer « République à une seule étoile ». En 1845, le Congrès américain l'intégrait à l'Union en tant qu'État à part entière.

James Polk siégeait alors à la Maison Blanche. Ce démocrate expansionniste avait confié à son secrétaire à la Marine, le soir même de son investiture, que l'un de ses principaux

objectifs était d'acquérir la Californie. L'ordre donné au général Taylor de faire avancer les troupes jusqu'au Rio Grande était une véritable provocation à l'égard des Mexicains. En effet, rien ne prouvait que le Rio Grande fût la frontière sud du Texas.

Quelque temps après, à l'été 1845, John O'Sullivan, rédacteur en chef de la *Democratic Review*, utilisa cette formule devenue fameuse : « c'est la « destinée manifeste du peuple américain que de se répandre sur le continent que la Providence lui a assigné afin de permettre le libre développement de notre population qui croît annuellement de plusieurs millions d'individus ».

Abraham Lincoln ne siégeait pas encore au Congrès lorsque la guerre commença. (Il) n'essayera jamais d'arrêter la guerre en votant contre l'envoi d'hommes et de matériel. (Cependant, il déclara) « faire défiler l'armée au milieu d'une colonie paisible de Mexicains, effrayer ses habitants jusqu'à les faire fuir, les obliger à livrer leurs récoltes en cours et leurs propriétés à la destruction peut vous sembler une démarche amicale, pacifique et non provocante. Ce n'est pas, cependant, ce qu'il nous semble à nous ». (...) Une poignée de membres anti-esclavagistes du Congrès refusèrent de voter systématiquement les budgets de guerre, considérant la campagne mexicaine comme un moyen d'étendre les propriétés esclavagistes du Sud.

Certains pensaient aussi que les États-Unis feraient don de la liberté et de la démocratie à de nombreux autres peuples. Tout cela teinté d'un évident sentiment de supériorité raciale, du désir de mettre la main sur les formidables terres de Californie et du Nouveau-Mexique, ainsi que d'arrière-pensées d'aventures commerciales à travers le Pacifique. (...) Le *Herald* de New York déclarait, en 1847, que « la nation yankee tout entière est en mesure de régénérer et de libérer le peuple mexicain en quelques années. Et nous croyons qu'il est en partie dans notre destinée de civiliser ce merveilleux pays ».

Avant la guerre, lorsqu'on discutait encore de l'annexion du Texas, des rassemblements de travailleurs en Nouvelle-Angleterre protestèrent contre cette idée. (...) Philip Foner rappelle qu'il y eut des manifestations de travailleurs irlandais contre l'annexion du Texas à New York, Boston et Lowell. En mai, lorsque la guerre avec le Mexique commença, les travailleurs new-yorkais organisèrent un grand rassemblement pour s'y opposer.

Nous savons peu de choses sur la réaction des soldats mexicains. Nous savons que le régime mexicain était despotique. Le Mexique, peuplé en majorité d'Indiens et de métis, était dirigé par les créoles (les Blancs d'origine espagnole). Il y avait 1 000 000 de créoles, 2 000 000 de métis et 3 000 000 d'Indiens. Le peu d'entrain naturel des paysans à combattre pour défendre un pays possédé par les propriétaires terriens fut-il balayé par un élan nationaliste contre l'envahisseur ? En revanche, nous en savons beaucoup plus sur l'armée américaine, composée de volontaires et non de conscrits, attirés par l'argent et l'opportunité d'une ascension sociale via une promotion dans les forces armées. (...) D'ailleurs, nombre d'entre eux désertèrent pour rejoindre le camp des Mexicains, attirés par l'argent que ceux-ci leur offraient.

Il s'agissait d'une guerre menée par une élite américaine contre une élite mexicaine, chaque camp excitant, exploitant et tuant sa propre population aussi bien que celle de l'autre. Le commandant en chef des armées mexicaines, Santa Anna, avait maté rébellion sur rébellion. Ses troupes avaient elles aussi violé et pillé à la suite de chaque victoire.

Dans la nuit du 15 août 1847, les régiments de volontaires de Virginie, du Mississippi et de Caroline du Nord se rebellèrent contre le colonel Robert Treat Paine dans le nord du Mexique. (...) La désertion s'amplifia. En mars 1847, l'armée comptait un millier de déserteurs. Le nombre total des déserteurs durant la guerre s'élevait à 9207 soldats et 3876 volontaires. (...) Toute la gloire de la victoire revint au président et aux généraux et non aux déserteurs, aux morts et aux blessés.

Le Nouveau-Mexique et la Californie furent cédés aux États-Unis, qui versèrent en retour 15 millions de dollars au Mexique, autorisant le *Whig Intelligencer* à conclure : « Nous ne prenons rien par conquête (...), Dieu merci ».

Chapitre IX

Esclavage sans soumission, émancipation sans liberté

Aux environs de 1790, le Sud produisait un millier de tonnes de coton par an. En 1860, il en produisait un million de tonnes. Au cours de cette même période, le nombre des esclaves passait de 500 000 à 4 000 000. Constamment en proie aux révoltes et aux conspirations, les Etats esclavagistes du Sud développèrent un réseau de différents outils de contrôle qui s'appuyait sur les lois, les tribunaux, les forces armées et le préjugé raciste des responsables politiques de la nation.

Seul un soulèvement général des esclaves ou une guerre généralisée auraient pu abattre un système aussi solidement étayé. Un soulèvement général risquait de se révéler incontrôlable et de libérer des forces qui pourraient s'en prendre, au-delà de l'esclavage, au système d'enrichissement capitaliste le plus efficace du monde. En cas de guerre généralisée, en revanche, ceux qui la conduiraient pourraient en maîtriser les conséquences. Aussi est-ce Abraham Lincoln et non John Brown qui affranchit finalement les esclaves. En 1859, John Brown fut pendu avec la complicité des autorités fédérales pour avoir tenté de faire, par un usage somme toute modéré de la violence, ce que Lincoln ferait quelques années plus tard après un déchaînement de violence généralisé : mettre fin à l'esclavage.

Herbert Gutman (*Slavery and the Numbers Game*) découvrit, en étudiant les statistiques de Fogel et Engerman, que « quatre piqueurs de coton sur cinq ont participé à au moins un acte de rébellion en 1840-1841. (...) En entrant dans les détails, on constate que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir participé à au moins sept actes de rébellion. (...) La plus importante de ces révoltes est probablement celle qui eut lieu près de la Nouvelle-Orléans en 1811. 4 à 500 esclaves se rassemblèrent à la suite d'un soulèvement sur la plantation du major Andry. Armés de machettes, de haches et de gourdins, ils blessèrent Andry, tuèrent son fils et se rendirent dans les autres plantations, entraînant derrière eux toujours plus d'esclaves. Ils furent attaqués par l'armée américaine et les forces de la milice. 66 esclaves furent tués pendant la bataille et 16 autres jugés et fusillés.

A l'été 1831, la révolte de Nat Turner éclatait dans le comté de Southampton (Virginie) jetant le Sud esclavagiste dans la panique la plus totale. Turner prétendait avoir des visions religieuses. Il rassembla environ 70 esclaves qui allèrent de plantation en plantation, saccageant tout sur leur passage, assassinant une cinquantaine d'hommes, de femmes et d'enfants. Malgré le soutien de quelques sympathisants, ils furent finalement capturés quand

les munitions vinrent à manquer. Turner et 18 de ses camarades furent pendus. Après cette révolte, on fit tout ce qui était imaginable pour renforcer la sécurité du système esclavagiste.

L'évasion était une attitude beaucoup plus réaliste que l'insurrection armée. Dans les années 1850, quelque mille esclaves prenaient chaque année la fuite en direction du Nord, du Canada ou du Mexique. Des milliers d'esclaves ne s'échappaient que pour une courte période, malgré les risques terribles qu'ils encouraient. Les chiens utilisés pour les pourchasser « mordaient, déchiraient, mutilaient et, s'ils n'étaient pas rappelés à l'ordre, tuaient leur proie », explique encore Genovese.

Cette nécessité de contrôler les esclaves est à l'origine d'un ingénieux système ; payer les Blancs pauvres – eux-mêmes à l'origine de bien des troubles dans le Sud depuis deux siècles – pour surveiller le travail des Noirs et en faire l'objet premier de la haine des esclaves. La religion servit également au contrôle des Noirs. Le *Cotton Plantation Record And Account Book*, un manuel que consultaient nombre de planteurs, donnait ces quelques conseils aux surveillants des plantations : « Vous constaterez qu'une heure consacrée, chaque dimanche matin, à l'instruction morale et religieuse vous sera d'une grande aide en créant un meilleur état d'esprit parmi les nègres ».

Soulignant lui aussi la force de résistance des Noirs, y compris dans les pires conditions d'esclavage, Lawrence Levine dresse dans *Black Culture and Black Consciousness* le portrait d'une culture esclave particulièrement riche. Un mélange complexe d'adaptation et de révolte qui s'exprime à travers récits et chansons.

La loi sur l'Esclave fugitif fut votée en 1850 pour récompenser les États du Sud d'avoir accepté que les territoires gagnés par la guerre mexicaine (en particulier la Californie) rejoignent l'Union en tant qu'États non esclavagistes. Cette loi permettait aux propriétaires d'esclaves de récupérer leurs ex-esclaves en fuite, voire de s'emparer de Noirs qu'ils prétendaient fugitifs. Les Noirs du Nord organisèrent l'opposition à cette loi sur l'Esclave fugitif.

Les abolitionnistes blancs avaient fait un travail d'avant-garde courageux à la tribune, dans la presse et dans le Chemin de fer souterrain. Les abolitionnistes noirs, moins médiatisés certes, constituaient cependant la véritable colonne vertébrale du mouvement anti-esclavagiste. Avant que Garrison ne fasse paraître son célèbre *Liberator*, à Boston, en 1831, la première Convention nationale des noirs avait déjà eu lieu. David Walker avait déjà rédigé son *Appel* et un magazine abolitionniste noir, le *Freedom's Journal*, avait déjà paru. D'ailleurs, on comptait une majorité de Noirs parmi les 21 premiers abonnés du *Liberator*.

Les Noirs devaient lutter en permanence contre le racisme inconscient des abolitionnistes blancs. Ils devaient également insister pour avoir le droit à la parole.

Si Lincoln n'aimait pas l'esclavage, il n'allait pas jusqu'à considérer les Noirs comme ses égaux. L'un des thèmes constants de son approche du problème était de renvoyer en Afrique les esclaves affranchis. Lors de sa campagne de 1858 pour le poste de sénateur de l'Illinois contre Stephen Douglas, Lincoln changea d'opinions au gré de ses différents auditoires (et à mesure que s'approchait l'élection). A Chicago, dans le nord de l'Illinois, il déclara (...) « formons un seul peuple à travers tout le pays pour nous dresser à nouveau et affirmer que tous les hommes ont été créés égaux ». Deux mois plus tard à Charleston, dans le sud de l'État, il déclarait : « Je ne suis pas – et n'ai jamais été – pour l'instauration sur

quelque mode que ce soit d'une égalité sociale et politique des races blanche et noire (applaudissements) (...) il doit nécessairement y avoir des supérieurs et des inférieurs. En ce qui me concerne, je suis favorable à ce que les Blancs jouissent de ce statut de supériorité ».

En arrière-plan de la sécession des États du Sud, après l'élection du candidat républicain Lincoln à la présidence, à l'automne 1860, figurait une longue série de conflits politiques entre le Sud et le Nord. Ces conflits n'avaient rien à voir avec l'esclavage en tant qu'institution morale. (...) C'était un conflit opposant deux élites. L'élite nordiste, d'un côté, désirait l'expansion économique – des terres libres, de la main d'œuvre et un marché libre -, des protections tarifaires suffisamment élevées pour satisfaire les manufacturiers et la création d'une Banque des États-Unis. Les intérêts esclavagistes s'opposaient à tout cela, et l'élite des planteurs considérait Lincoln et les républicains comme une menace pesant sur leur confortable et prospère mode de vie.

Lorsque Lincoln fut élu, sept États firent sécession. Lincoln engagea les hostilités en tentant de reprendre possession de la garnison fédérale de Fort Summer (Caroline du Sud). Quatre autres États quittèrent à leur tour l'Union. La Confédération venait de naître et la guerre de Sécession éclata. (...) Quand, après quatre mois de guerre, le général nordiste John C. Frémont, du Missouri, décréta la loi martiale et déclara que les esclaves des propriétaires combattant les États-Unis seraient affranchis, Lincoln s'empessa de le démentir. Il était en effet soucieux de maintenir dans l'Union des États esclavagistes du Maryland, du Kentucky, du Missouri et du Delaware.

Ce n'est que lorsque la guerre se fit plus dure, les pertes plus nombreuses, les chances de la gagner plus minces et les activistes abolitionnistes plus pressants vis-à-vis de la coalition bigarrée qui soutenait Lincoln, que ce dernier commença à condamner clairement l'esclavage.

Le racisme était aussi bien ancré dans le Nord que l'esclavage du Sud : il faudra la guerre pour les ébranler tous les deux. Les Noirs de New York ne pouvaient pas voter à moins de posséder 250 dollars de biens (condition que les Blancs n'avaient pas à remplir). En juillet 1862, le Congrès vota un décret de confiscations qui autorisait l'affranchissement des esclaves appartenant aux maîtres qui se battaient contre l'Union. Ce décret ne fut pas appliqué par les généraux nordistes et Lincoln ne l'imposa pas. (...) Lorsque, en septembre 1862, Lincoln rendit publique sa « proclamation préliminaire d'Émancipation », il s'agissait en fait d'une stratégie militaire. Il offrait au Sud un délai de quatre mois pour cesser la rébellion, en menaçant d'émanciper les esclaves si les Sudistes continuaient à combattre, tout en promettant de ne pas toucher à l'esclavage dans les États qui décideraient de se rallier au Nord.

À l'été 1864, une pétition de 400 000 signatures adressée au Congrès exigeait qu'une loi mette fin à l'esclavage – évènement sans précédent dans l'histoire du pays. En avril, le Sénat avait déjà voté le Treizième Amendement qui mettait fin à l'esclavage. La Chambre des représentants fit de même en janvier 1865. Avec la proclamation d'Émancipation, l'armée de l'Union s'ouvrait aux Noirs. Et plus les Noirs s'engageaient dans la guerre, plus elle apparaissait comme une guerre pour leur libération. C'est pourquoi aussi, à mesure que les Blancs faisaient des sacrifices pour cette guerre, leur ressentiment contre les Noirs grandissait, en particulier au Nord, chez les Blancs les plus pauvres (plus nombreux dans les rangs de l'armée depuis qu'une loi permettait aux riches d'échapper à la conscription en payant 300 dollars). Des émeutes provoquées par l'incorporation éclatèrent en 1863, ainsi que des

révoltes de Blancs en colère dans les villes du Nord. Loin de prendre les riches pour cible, ces mouvements s'en prenaient aux Noirs qui se trouvaient à portée de main.

Du Bois fait remarquer (...) : « Soit le Sud s'accordait avec ses esclaves, les libérait et les utilisait pour combattre le Nord – et donc renonçait à les maintenir dans la servitude –, soit il se rendait aux Nordistes dans l'espoir qu'après la guerre des États du Nord aideraient ceux du Sud à maintenir l'esclavage comme cela s'était toujours passé auparavant ».

Beaucoup de Noirs comprirent assez rapidement que leur statut, après la guerre – quelle que soit leur situation juridique –, dépendrait surtout d'une chose : soit ils posséderaient la terre qu'ils travailleraient, soit ils allaient devoir travailler comme des demi-esclaves pour les autres. (...) Thomas Hall, un ancien esclave, témoignait devant le *Federal Writers Project* : « On a félicité Lincoln de nous avoir libérés. Mais qu'a-t-il fait en vérité ? Il nous a donné la liberté mais sans nous laisser aucune chance de vivre par nous-mêmes, et nous avons continué à dépendre de l'homme blanc du Sud pour le travail, la nourriture et les vêtements. Il nous a laissés dans un état de nécessité et de besoin. Un état de servitude à peine meilleur que l'esclavage ».

Le gouvernement américain avait engagé un combat contre les États esclavagistes en 1861, non pour mettre fin à l'esclavage mais pour conserver intact l'immense territoire national avec son marché et ses ressources. Néanmoins, la victoire nécessitait un esprit de croisade dont la dynamique avait fait émerger de nouvelles forces dans le champ politique national : davantage de Noirs fermement décidés à donner du sens à leur liberté ; davantage de Blancs – que ce soient les administrateurs du bureau aux Affranchis, les professeurs dans le Sea Lands ou les *carpetbaggers*, en un cocktail diversement dosé d'humanisme et d'ambitions personnelles – qui se sentaient concernés par l'égalité des races. Quant au parti républicain, il souhaitait garder le contrôle du gouvernement national et avait l'intention, pour y parvenir, de se servir des votes des Noirs du Sud. Les milieux d'affaires nordistes, jugeant la politique du parti républicain favorable à leurs intérêts, le soutinrent aussi un certain temps.

Le résultat fut cette courte période, après la guerre de Sécession, au cours de laquelle les Noirs votèrent, envoyèrent des représentants noirs dans les Chambres des États et au Congrès et introduisirent dans le Sud un système d'éducation gratuite et racialement mixte. (...) En 1875, un décret sur les Droits civiques interdit l'exclusion des Noirs des hôtels, théâtres, trains et autres espaces publics. Avec ces lois, avec la protection de l'armée de l'Union dans le Sud et l'aide d'une armée civile de fonctionnaires du bureau des Affranchis, la situation des Noirs du Sud fit un véritable bond en avant. Ils votèrent et constituèrent des organisations politiques qui s'exprimaient avec conviction sur les questions les plus essentielles pour eux.

D'abord vice-président, puis président, à l'issue de la guerre, après l'assassinat de Lincoln, Andrew Johnson avait toujours constitué un frein à cette évolution. Il opposa plusieurs fois son veto à certains décrets favorables aux Noirs et accepta le retour des États confédérés dans l'Union sans exiger en contrepartie de mesures garantissant l'égalité des Noirs. Pendant sa présidence, ces États sudistes instituèrent des « codes noirs » qui transformaient les esclaves affranchis en véritables serfs continuant de travailler sur les plantations.

Le vote des Noirs, après 1869, porta deux Noirs au Sénat (Hiram Revels et Blanche Bruce, tous deux du Mississippi) et 20 membres de la communauté au Congrès, dont 8 de

Caroline du Sud, 4 de Caroline du Nord, 3 de l'Alabama et 1 par État anciennement confédéré. Cette liste diminuera rapidement après 1876 : le dernier élu Noir a quitté le Congrès en 1901. (...) En 1868, la Chambre des représentants de Géorgie décida d'expulser tous ses membres noirs – deux sénateurs et 25 représentants à la Chambre.

L'oligarchie blanche du Sud profita de son pouvoir économique pour organiser le Ku Klux Klan et d'autres groupes terroristes du même type. (...) La violence blanche éclata presque immédiatement après la fin de la guerre. (...) Les violences s'accrurent à la fin des années 1860 et au début des années 1870. Le Ku Klux Klan se livrait à des raids, des lynchages, des agressions physiques et des incendies.

En 1883, le décret sur les Droits civiques datant de 1875, qui interdisait la discrimination à l'encontre des Noirs dans les services et lieux publics, fut annulé par la Cour suprême. (...) L'état d'esprit de la Cour suprême reflétait une nouvelle alliance entre les industriels du Nord et les planteurs du Sud. Cet état d'esprit se retrouve en 1896 dans la décision de justice « Plessy vs Ferguson », lorsque le tribunal jugea qu'une compagnie de chemin de fer pouvait pratiquer la ségrégation tant que les services fournis aux Blancs et aux Noirs étaient les mêmes.

Avec l'abolition de l'esclavage, des fortunes s'élevant à des millions de dollars s'étaient évaporés et la richesse du Sud avait été balayée. Les Sudistes se tournaient à présent vers le gouvernement fédéral afin d'obtenir de l'aide en crédit, en subventions et en infrastructures contre les inondations. (...) Cette quête de fonds publics recevait le soutien des fermiers blancs pauvres intégrés dans la nouvelle alliance contre les Noirs. Ils désiraient en effet eux aussi des chemins de fer, des ports plus sûrs, des infrastructures et, bien entendu, des terres. Ils ignoraient cependant à quel point tout cela servirait moins à les aider qu'à les exploiter.

C'était l'âge du charbon et de l'énergie : le nord de l'Alabama possédait les deux. « Les banquiers de Philadelphie et de New York, et même ceux de Londres et de Paris, le savaient depuis près de deux décennies. Il ne manquait plus que les moyens de transport ». Aussi, selon Bond toujours, les banquiers du Nord commencèrent à faire leur apparition, au milieu des années 1870, dans les directoires des chemins de fer du Sud. J.P. Morgan y siège en 1875 en tant que directeur de plusieurs lignes ferroviaires d'Alabama et de Géorgie.

Lorsque la guerre de Sécession prit fin, 19 des 24 États du Nord n'accordaient toujours pas le droit de vote aux Noirs. En 1900, tous les États du Sud, par de nouvelles constitutions et de nouveaux statuts, avaient inscrit dans la loi la suppression du droit de vote et la ségrégation pour les Noirs. Un éditorial du *New York Times* affirmait que « les hommes du Nord (...) ne dénoncent plus la suppression du droit de vote pour les Noirs ».

Chapitre X

L'autre guerre civile

À l'été 1839, les fermiers tinrent leur première grande assemblée. A la suite des licenciements massifs qui avaient accompagné la fin de la construction du canal de l'Érié et de la première vague de la construction de chemin de fer, la crise économique de 1837 avait attiré dans la région de nombreux chômeurs à la recherche de terres. Cet été-là, les fermiers

décidèrent : de reprendre la Révolution là où nos pères l'ont arrêtée et de la mener jusqu'à complète libération et indépendance du peuple ».

Des milliers de fermiers de la région de Rensselaer (vallée de l'Hudson) s'étaient organisés en groupes anti-loyers afin d'empêcher les propriétaires de les expulser. Ils avaient adopté le costume traditionnel indien, en une double référence à la Tea Party de Boston et aux premiers occupants des terres. (...) 10 000 hommes furent bientôt prêts à agir. (...) Les shérifs et leurs adjoints qui s'obstinaient à vouloir délivrer des commandements de payer aux fermiers étaient régulièrement cernés par des cavaliers déguisés en Indiens que le son des clairons avait alertés. Ils étaient ensuite enduits de goudron et couverts de plumes.

Bientôt, une centaine de fermiers anti-loyers furent jetés en prison. Smith Boughton, originellement accusé d'avoir dérobé des documents officiels, fut en fait jugé pour « haute trahison, soulèvement contre le gouvernement et insurrection armée ». En conséquence, il fut condamné à perpétuité. (...) Au prétexte de leur éviter de lourdes peines, on exigea de deux responsables du mouvement qu'ils rédigent une déclaration demandant aux fermiers anti-loyers de se disperser. C'est ainsi que prit fin le mouvement Anti-loyers. (...) Au bout du compte, le système se stabilisa par un élargissement de la classe des propriétaires sans modifier la distinction fondamentale entre riches et pauvres. Un schéma dont l'histoire américaine offre de nombreux exemples.

Sensiblement contemporaine du mouvement Anti-loyers de l'État de New York, la révolte dite « de Dorr » secouait également le Rhode Island. Comme le souligne Marvin Gettleman dans son livre *The Dorr Rebellion*, il s'agissait autant d'un mouvement en faveur de la réforme du système électoral que d'une sorte d'insurrection radicale. La charte du Rhode Island stipulait en effet que seuls les propriétaires terriens bénéficiaient du droit de vote.

Contre l'avis de Dorr et de quelques autres, la « constitution populaire » réservait le droit de vote aux Blancs. Furieux, les Noirs de Rhode Island se joignirent alors aux forces de la coalition de la Loi et de l'Ordre qui leur avait promis qu'une nouvelle convention constitutionnelle leur accorderait à eux aussi le droit de vote. (...) face à la milice régulière d'État, riche de milliers d'hommes, le soulèvement échoua. Dorr dut à nouveau fuir le Rhode Island. On proclama la loi martiale.

Aux élections de 1843, le parti de la Loi et de l'Ordre, opposé aux partisans de Dorr, usa des moyens d'intimidation de la milice d'État sur les citoyens, des employeurs sur les employés et des propriétaires sur les fermiers afin d'obtenir leurs votes. Ce parti, battu dans les villes industrielles, remporta pourtant le vote des zones rurales, ce qui lui permit d'occuper tous les postes officiels de quelque importance.

Si les politiciens professionnels apparus dans les années 1820 et 1830 étaient parfois autodidactes, ils étaient néanmoins loin d'être issus des milieux populaires. Les deux principaux partis étaient également largement dominés par des hommes fortunés et ambitieux. Hommes de loi, patrons de presse, négociants, industriels, grands propriétaires et spéculateurs en tout genre présidaient aussi bien aux destinées du parti démocrate qu'à celle du parti des whigs. (...) C'est en effet à cette époque que se met en place le système du bipartisme américain. Donner le choix au peuple entre deux uniques formations politiques et lui abandonner le droit – en cette période de troubles – de choisir le plus vaguement démocratique constituait un excellent moyen de maintenir l'ordre. Comme bien des aspects

du système américain, ce bipartisme n'a pas été forgé par des individus passés maîtres en l'art du complot. Il fut le produit quasi naturel de la situation sociale.

Selon Robert Rantoul, avocat d'affaires réformiste et démocrate jacksonien, l'objectif de Jackson était de stabiliser et de contrôler la société américaine en attirant vers le parti démocrate, par des « réformes prudentes, judicieuses et réfléchies », « des intérêts divers et en particulier (...) ceux de l'importante petite bourgeoisie du pays ». Autrement dit, des réformes minimales. Définition prophétique de la démarche ordinaire du parti démocrate américain – et quelquefois également du parti républicain – au XX^e siècle. (...) En 1790, moins d'un million d'Américains vivaient dans les villes. En 1840, ils sont 11 000 000.

On pouvait compter sur un autre type de citoyen susceptible d'apporter régulièrement son soutien au système en place : le travailleur bien rémunéré ou le petit propriétaire terrien. Il y avait également l'employé de bureau, nouveau type de citoyen né de cette période faste pour le commerce américain. (...) Il s'agissait là de l'avant-garde des catégories émergentes des salariés et des professions libérales américaines, suffisamment choyées et rémunérées pour penser appartenir à la bourgeoisie et lui apporter son soutien en temps de crise.

L'Amérique connut une dépression en 1837 et une autre en 1853. On jugea alors qu'il fallait, pour plus de stabilité, réduire le niveau de concurrence, organiser le monde des affaires et développer les monopoles. Au milieu des années 1850, les ententes sur les prix et les fusions furent relativement fréquentes. (...) Dans l'Est, les dirigeants des manufactures étaient devenus puissants et parfaitement organisés. En 1850, 15 familles de Boston surnommées « les Associés » contrôlaient 20% des filatures de coton américaines, 39% du capital des assurances dans le Massachusetts et 40% des ressources bancaires de Boston.

Les tentatives d'instituer une certaine stabilité politique et un contrôle économique performant n'aboutirent pas véritablement. L'essor de l'industrialisation, les villes surpeuplées, les heures interminables passées dans les usines, les crises économiques brutales entraînant hausses des prix et chômage, le manque d'eau potable et de nourriture, les hivers redoutables, les logements étouffants l'été, les épidémies permanentes et la mortalité infantile : tout cela provoquait des troubles sporadiques chez les pauvres. Il y eut parfois des soulèvements spontanés contre les riches. D'autres fois, cette colère était détournée en haine raciale contre les Noirs

La crise de 1837 fut marquée par de nombreux rassemblements dans diverses villes. (...) Dans l'État de New York, les membres du parti pour l'Égalité des droits (plus souvent appelés « les Boutefeux ») annonçaient la tenue d'une réunion en ces termes : « Pain, viande, loyers et chauffage ! Leurs prix doivent baisser ! Le peuple se réunira sur la place, qu'il pleuve ou qu'il vente, à quatre heures, lundi après-midi. Tous les amis du genre humain, déterminés à résister aux monopoles et aux extorsions, sont invités à se présenter ».

En 1835, cinquante corporations professionnelles organisèrent une action commune à Philadelphie, une grève générale des travailleurs, couronnée de succès, réunissant les employés des manufactures, les relieurs, les ouvriers bijoutiers, les mineurs, les bouchers et les employés de bureau qui exigeaient la journée de dix heures. La Pennsylvanie et d'autres États votèrent bientôt des lois sur la journée de dix heures. Les employeurs pouvaient cependant toujours faire signer un contrat à un employé par lequel celui-ci s'engageait à faire des journées plus longues.

Un violent antagonisme religieux opposa bientôt les tisserands irlandais catholiques et les ouvriers qualifiés protestants nés aux États-Unis. En mai 1844, les deux factions s'affrontèrent violemment à Kensington, dans la banlieue de Philadelphie. Les protestants anti-immigrés détruisirent les quartiers des tisserands et s'en prirent à une église. Les politiciens de la petite bourgeoisie se mirent finalement d'accord pour intégrer les deux groupes adverses dans leurs partis respectifs (les protestants « nativistes » dans le parti républicain et les Irlandais dans le parti démocrate) : la politique des partis et la question religieuse venaient ainsi se substituer au conflit de classe. (...) En conséquence, nous dit David Montgomery (...) la classe ouvrière de Philadelphie se fragmenta.

Une nouvelle crise économique survint en 1857. L'expansion du chemin de fer et des manufactures, l'augmentation de l'immigration, la spéculation boursière galopante, les vols, la corruption et les fraudes en tout genre provoquèrent un boom économique immédiatement suivi d'un krach. En octobre de cette année-là, 200 000 personnes se retrouvèrent sans emploi et des milliers d'immigrés récents s'entassaient dans les ports de l'Est pour repartir en Europe.

(Dans le New Hampshire) en 1835, une vingtaine d'usines se mirent en grève pour exiger la réduction de la journée de travail de 13 heures et demie à onze heures, le règlement des salaires en argent et non en bons de paiement émis par l'entreprise et la disparition du système d'amendes pour sanctionner les retards. Cette grève, suivie par 1500 ouvriers de tous âges, dura 6 semaines. On fit appel à des briseurs de grève et quelques ouvriers reprirent le travail. Les grévistes obtinrent néanmoins une journée réduite à 12 heures dans la semaine et 9 heures le samedi. En 1835-1836, il y eut quelque 140 grèves dans l'est des États-Unis. (...) A Paterson (New Jersey), la première d'une série de grèves ouvrières fut lancée par des enfants. Lorsque l'entreprise décida brusquement de retarder l'heure de leur déjeuner de midi à treize heures, ils quittèrent leur poste sous les acclamations de leurs parents. Ils furent bientôt rejoints par d'autres travailleurs de la ville – charpentiers, maçons et mécaniciens –, et la grève se transforma en lutte pour la journée de dix heures. Au bout d'une semaine, cependant, menacés de l'intervention de la milice, les enfants reprirent le travail et les meneurs furent licenciés. Pourtant, afin de prévenir une reprise des troubles, l'heure du déjeuner fut rétablie à midi.

La crise économique de 1857 porta un rude coup à l'industrie de la chaussure : les travailleurs de Lynn perdirent leur travail. (...) A l'automne 1859, les ouvriers ne gagnaient que 3 dollars la semaine et les ouvrières à peine 1 dollar pour 16 heures de travail quotidien.

Début 1860, la toute nouvelle Association des manœuvres organisa un grand rassemblement pour exiger une hausse des salaires. (...) En quelques jours, les cordonniers de toute la Nouvelle-Angleterre se joignirent à la grève. (...) En une semaine, la grève s'était étendue dans toutes les villes du cuir de la Nouvelle-Angleterre et des Associations de manœuvres fleurissaient dans 25 villes. Au total, il y eut plus de 20 000 cordonniers en grève. Les journaux parlaient d'une « Révolution dans le Nord », d'une « Rébellion des travailleurs de la Nouvelle-Angleterre », du « Début de la guerre entre le capital et le travail ».

Les patrons des manufactures proposèrent une hausse des salaires afin que les ouvriers reprennent le chemin des ateliers mais sans toutefois reconnaître les syndicats. Ainsi les travailleurs continueraient-ils à être individuellement confrontés aux patrons. (...) A Lynn, nous dit Dawley, « des cordonniers irlandais militants et alphabétisés se joignirent aux natifs américains dans un rejet déterminé du mythe de la réussite individuelle. Ensemble,

travailleurs irlandais et américains (...) votaient pour le candidat des travailleurs lors des scrutins et résistaient à la police ». Tentant de comprendre les raisons qui empêchèrent ce véritable esprit de classe de déboucher sur une action révolutionnaire autonome, Dawley conclut que la politique électorale a fini par intégrer les énergies résistantes dans les canaux traditionnels du système.

La guerre imposa l'embauche d'un nombre important de femmes dans les boutiques et dans les ateliers malgré la réticence des hommes, qui considéraient que cela entraînait une baisse du salaire moyen. (...) En 1864, il y avait en tout 200 000 travailleurs syndiqués, femmes et hommes, qui constituaient même des fédérations nationales dans certains secteurs et publiaient des journaux. Les troupes de l'Union furent employées pour briser les grèves.

Les travailleurs irlandais de New York, immigrants récents, pauvres et méprisés par les natifs américains, pouvaient difficilement éprouver de la sympathie pour la population urbaine noire dont ils subissaient la concurrence dans les emplois de débardeurs, barbiers, serveurs et domestiques. Les Noirs, expulsés de ces emplois, servirent bien souvent de briseurs de grève. (...) En juillet 1863, lorsque commença la conscription, un certain nombre de New-Yorkais s'en prirent au principal bureau de recrutement. Pendant trois jours, des groupes de travailleurs blancs détruisirent, dans toute la ville, bâtiments, usines, tramways et domiciles. Les motivations de ces émeutes contre la conscription sont complexes. Elles sont autant anti-Noirs qu'anti-riches et anti-républicains. Après une de ces attaques, les émeutiers s'en prirent aux villas des riches mais assassinèrent également des noirs. (...) Enfin, le quatrième jour, les troupes de l'Union, de retour de Gettysburg, entraient dans la ville et mettaient fin à ces émeutes qui avaient coûté la vie à 400 personnes environ.

Après la guerre de Sécession, un mouvement en faveur de la journée de huit heures agita le monde ouvrier, concrétisé par la formation de la première fédération nationale de syndicats, la National Labor Union. Après une grève de trois mois suivie par quelque 100 000 travailleurs new-yorkais, la journée de huit heures fut accordée. En 1872, un défilé commémorant cette victoire réunit 150 000 ouvriers dans les rues de la ville. *Le New York Times*, scandalisé, demandait combien de ces grévistes étaient « véritablement américains ».

Parmi la trentaine de syndicats nationaux existants, l'attitude générale restait d'exclure les femmes du mouvement syndical. (...) La National Labor Union se mit à s'investir de plus en plus dans la politique électorale et militait, en particulier, en faveur d'une réforme monétaire visant à émettre du papier-monnaie. (...) À mesure qu'elle délaissait le terrain des luttes syndicales pour devenir tout un lobby auprès du Congrès, attentive aux élections, la National Labor Union perdit de sa vitalité. F.A. Sorge, un observateur attentif du monde du travail, écrivait en Angleterre à Karl Marx en 1870 : « La National Labor Union, qui promettait tant à ses débuts, a été empoisonnée par le bon vieux dollar et elle est en train de mourir, lentement mais sûrement ».

En 1873, une nouvelle crise économique frappa le pays. La crise intervenait dans le cadre d'un système chaotique par nature, dans lequel seuls les plus riches étaient en sécurité. Ce système était caractérisé par la périodicité des crises – 1837, 1857, 1873 (et plus tard 1893, 1907, 1919 et 1929) – qui balayaient les petites entreprises et apportaient le froid, la faim et la mort aux gens du peuple, tandis que les Astor, les Vanderbilt, les Rockefeller et les Morgan poursuivaient leur ascension, en temps de paix comme en temps de guerre, en temps de crise comme en temps de croissance. Pendant la crise de 1873, Carnegie fit main basse sur le marché de l'acier et Rockefeller se débarrassa de ses concurrents pétroliers.

La crise se poursuivit tout au long des années 1870. Au cours des trois premiers mois de 1874, quelque 90 000 travailleurs, dont près de la moitié étaient des femmes, durent dormir dans les postes de police de New York. On les appelait les tournants parce qu'ils ne pouvaient le faire qu'une ou deux nuits pas mois dans chaque poste de police et devaient donc continuellement se déplacer. Dans tout le pays, les gens étaient expulsés de chez eux et nombre d'entre eux erraient dans les villes à la recherche de nourriture.

A cette période, pour briser les grèves, les employeurs importaient de la main d'œuvre étrangère immigrée cherchant désespérément du travail et étrangère à la langue et à la culture des grévistes locaux.

En 1877, le pays touchait le fond de la dépression. Cet été-là, dans les villes étouffantes où des familles entières vivaient dans des caves et s'abreuvaient d'une eau fétide, les enfants se mirent à tomber malades en très grand nombre. Le *New York Times* écrivait « Bientôt, à en juger par les événements du passé, il y aura dans cette ville un millier d'enfants morts par semaine ». (...) La même année, une série de grèves de cheminots dans une douzaine de villes des États-Unis secoua la nation comme aucun autre conflit du travail n'avait réussi à le faire au cours de toute son histoire. Cette grève débuta par des réductions de salaires dans la plupart des compagnies ferroviaires. (...) Dans une situation de sévère exploitation et de profits immenses de la part des compagnies, les morts et les blessés étaient nombreux parmi les cheminots : mains, pieds, doigts amputés, voire hommes écrasés entre deux wagons.

La grève s'étendit à Pittsburgh et aux chemins de fer de Pennsylvanie. À nouveau elle éclata en dehors des syndicats traditionnels. Une colère contenue explosait soudainement. (...) La totalité de la garde nationale de Pennsylvanie (9000 hommes) fut appelée en renfort, mais la plupart des régiments restèrent bloqués, les grévistes des autres villes contrôlant le trafic ferroviaire. À Lebanon (Pennsylvanie), une compagnie de la garde nationale se mutina et défila dans les rues en liesse. À Altoona, les soldats assiégés par les émeutiers et immobilisés par le sabotage des locomotives rendirent les armes et fraternisèrent avec la foule avant d'être autorisés à rentrer chez eux.

De fait, il existait un très actif parti des Travailleurs à Chicago, fort de plusieurs milliers de membres, originaires pour la plupart d'Allemagne et de Bohême. Ce parti entretenait des relations avec la Ière Internationale d'Europe. (...) Saint Louis était la seule ville où la rébellion était clairement organisée par le parti des Travailleurs. (...) Lors d'un (autre) rassemblement du parti des Travailleurs, un Noir prit la parole au nom de ceux qui travaillaient sur les bateaux à vapeur et sur les quais et demanda : « Nous soutiendrez-vous malgré la couleur de notre peau ? » La foule hurla : « Nous vous soutiendrons ! » Un comité exécutif fut mis en place et décréta la grève générale de tous les secteurs industriels de Saint Louis. (...) Dans son livre sur les événements de Saint Louis (*Reign of the Rabble*), David Burbank écrit (...) « aucune autre ville américaine n'a jamais été aussi près d'être dirigée par un soviét ouvrier, comme on appellerait cela de nos jours, que Saint Louis (Missouri), en 1877 ».

A la fin des grèves de chemins de fer de 1877, auxquelles avaient participé 100 000 travailleurs, une centaine de personnes étaient mortes et un millier d'autres emprisonnées. (...) Les compagnies firent bien quelques concessions en annulant certaines réductions de salaires mais renforcèrent en même temps leur « Police du fer et du charbon ». Dans un certain

nombre de grandes villes, on construisit des arsenaux de la garde nationale avec des meurtrières pour les canons. (...) Il est également probable que (les grèves) ont favorisé l'activité syndicale de l'American Federation of Labor, l'Union nationale des travailleurs proposée par les Chevaliers du Travail et l'essor des différents partis agricoles indépendants des deux décennies suivantes.

Chapitre XI

Les barons voleurs – Les rebelles

Dans la période qui sépare la guerre de Sécession de l'année 1900, la vapeur et l'électricité remplacèrent la simple force physique de l'homme ; le fer remplaça le bois puis céda lui-même la place à l'acier. (...) La mécanisation permit d'actionner des outils en acier et le pétrole servit aussi bien à la lubrification des machines qu'à l'éclairage des domiciles, des rues et des usines. (...) En 1900, on comptait déjà 300 000 km de voies ferrées. Le téléphone, la machine à écrire et la machine à calculer accélérèrent considérablement le rythme des affaires. La mécanisation transforma également l'agriculture. Avant la guerre de Sécession, il fallait 61 heures de travail pour produire l'équivalent de 0,4 hectare de blé. En 1900, il ne fallait plus que 3 heures et 19 minutes.

En certaines occasions, c'est l'inventeur lui-même qui gérait ses propres affaires – tel Thomas Edison, inventeur de très nombreux procédés électriques. Mais le plus souvent, des hommes d'affaires faisaient appel à un certain nombre de procédés inventés par d'autres, tel Gustavus Swift, boucher de son état, qui en alliant le wagon et l'entrepôt réfrigéré mit sur pied, en 1885, la première entreprise alimentaire d'envergure nationale.

Une étude portant sur les origines de 303 dirigeants de l'industrie textile, des chemins de fer et de l'aciérie des années 1870 montre que 90% d'entre eux étaient issus des petite et grande bourgeoisies. Les traditionnels contes de fées sur la transformation du « loqueteux en riche » étaient peut-être vrais pour une poignée d'individus mais il s'agissait avant tout d'un mythe, au demeurant bien utile pour apaiser l'ensemble de la population.

Thomas Edison promit à chacun des politiciens du New Jersey la somme de 1000 dollars en échange d'une législation qui favoriserait ses intérêts. (...) La première ligne de chemin de fer transcontinentale fut construite dans le sang et la sueur, par la politique et par le vol, en réunissant la Union Pacific et le Central Pacific. (...) La compagnie arrosa Washington de plus de 200 000 dollars de pots-de-vin pour obtenir gracieusement 3,6 millions d'hectares de terres et quelque 24 millions de dollars en subventions diverses. (...) Des actions de la compagnie (Union Pacific) étaient vendues à des prix défiant toute concurrence à certains membres du Congrès afin d'empêcher toute enquête un peu approfondie. (...) Les (...) compagnies empruntèrent les parcours les plus longs et les plus compliqués dans l'unique but d'obtenir des financements de la part des villes qu'elles traversaient.

Dans les années 1890, la plupart des compagnies ferroviaires américaines fusionnèrent en six grands réseaux dont quatre étaient partiellement ou totalement contrôlés par la maison Morgan et les deux autres par les banquiers Kuhn, Loeb & Co. (...) Le 2 janvier 1889, nous dit Gustavus Myers, « une circulaire portant l'indication “privé et confidentiel” était expédiée par les trois compagnies bancaires, Drexel, Morgan & Co., Brown Brothers & Co. et Kidder, Peabody & Co. C'est avec le plus grand soin que l'on s'était assuré que ce document resterait inconnu de la presse et de l'opinion publique. (...) Pourquoi tant de précautions ? Parce que

cette circulaire n'était rien moins qu'une invitation (...) adressée à tous les magnats des chemins de fer, les priant de se retrouver chez Morgan lui-même, au 219, Madison Avenue, pour y constituer (...) une entente (dans le langage de l'époque : une "coalition indéfectible") qui éliminerait la compétition entre certaines compagnies et unirait leurs intérêts en un accord au terme duquel le peuple américain serait encore plus saigné à blanc qu'à l'ordinaire ». (...) En 1889, les archives de la Commission du commerce entre les États dressaient la liste des 22 000 cheminots tués ou blessés.

Trois compagnies d'assurances contrôlées par le groupe Morgan possédaient un milliard de dollars en avoir effectif. Elles pouvaient investir 50 millions de dollars par an – de l'argent versé par des gens ordinaires pour payer leurs polices d'assurances. Louis Brandeis décrivit ce phénomène dans son livre *Other People's Money* (paru avant sa nomination à la Cour suprême) : « Ils contrôlent le peuple avec l'argent du peuple ».

Pour sa part, John D. Rockefeller débuta comptable à Cleveland, devint négociant, fit fortune et comprit bientôt que, dans l'industrie pétrolière, contrôler les raffineries permettait de contrôler l'industrie tout entière. Il acheta donc sa première raffinerie en 1862 et créa en 1870 la Standard Oil Company of Ohio. Après avoir passé des accords secrets avec des compagnies ferroviaires pour transporter son pétrole au meilleur prix, il se débarrassa de la concurrence. (...) A Buffalo, une raffinerie concurrente fut détruite dans une petite explosion organisée par les responsables de la Standard Oil avec l'aide du chef-mécanicien de la raffinerie.

Morgan créa (...) la US Steel Corporation, fruit d'une fusion entre la firme de Carnegie et d'autres aciéries américaines. Il vendit ensuite des actions et des bons pour une valeur de 1,3 milliard de dollars (quelque 400 millions de plus que la valeur combinée de toutes les entreprises) et s'octroya une commission de 150 millions de dollars pour l'organisation de toute l'opération. Comment pouvait-on payer de tels dividendes aux actionnaires et aux obligataires ? Tout simplement en s'assurant que le Congrès imposerait des tarifs douaniers qui permettraient de tenir les aciers étrangers à l'écart du marché américain, en éliminant la concurrence et en maintenant le prix de l'acier à 28 dollars la tonne, en faisant travailler 200 000 personnes 12 heures par jour pour des salaires leur permettant à peine de nourrir leurs familles.

Les banques possédaient des intérêts dans de si nombreux trusts qu'elles purent mettre sur pied un réseau complexe de grands dirigeants d'entreprise qui étaient tous également membres des directoires des autres entreprises. Selon un rapport sénatorial du début du XX^e siècle, Morgan, au sommet de sa gloire, siégeait dans 48 conseils d'administration tandis que Rockefeller se contentait de participer à 37 de ces organes de direction.

Dans le même temps, le gouvernement américain suivait presque à la lettre le comportement de l'État capitaliste décrit par Marx : prétendument neutre dans le maintien de l'ordre, il servait, de fait, les intérêts des plus riches. Lesquels n'étaient pourtant pas toujours d'accord entre eux et s'opposaient parfois vigoureusement en matière de politique. Le rôle de l'État consistait alors à régler pacifiquement les conflits qui agitaient la classe la plus aisée, à réprimer l'esprit de révolte chez les plus défavorisés et à adopter des politiques susceptibles de garantir la plus grande stabilité possible du système.

Les juges de la Cour suprême n'étaient pas seulement des interprètes de la Constitution, il s'agissait également d'individus issus d'un milieu précis avec des intérêts

spécifiques. L'un d'entre eux, le juge Samuel Miller, avait déclaré en 1875 : « Il est vain de lutter contre des juges qui ont représenté pendant quarante ans les intérêts des compagnies ferroviaires et de toutes formes de coalitions capitalistes ».

À l'époque moderne, le maintien de l'ordre exige davantage que la simple force brutale, davantage même que la loi : il nécessite qu'une population dangereusement concentrée dans les villes et les usines et à qui la vie offre de nombreux motifs de révolte accepte cela comme une nécessité. C'est pourquoi l'école, l'Église et la littérature populaire présentaient la richesse comme un signe de supériorité et la pauvreté comme la sanction de l'échec individuel.

Après les grèves et les conflits paysans qui avaient éclaté sporadiquement des années 1830 aux années 1870, (des) mouvements d'envergure nationale étaient plus menaçants que les précédents aux yeux de l'élite dirigeante et également plus dangereusement séduisants. Il existait alors des organisations révolutionnaires dans les principales villes américaines et la révolution était bien souvent au centre des discussions. Dans les années 1880-1890, les immigrants arrivèrent massivement d'Europe, à un rythme bien plus soutenu qu'auparavant. Ils passaient tous par le chemin de croix de la pauvreté. Après les Irlandais et les Allemands, ce fut au tour des Italiens, des Russes, des Juifs et des Grecs – des populations venues du Sud et de l'Est, encore plus étrangères aux natifs américains anglo-saxons que les immigrants précédents.

La concurrence économique entre les nouveaux immigrants était acharnée. En 1880, les immigrants chinois – « importés » par les compagnies ferroviaires pour faire les travaux les plus ingrats et pour un salaire de misère – représentaient, avec 75 000 personnes, près d'un dixième de la population californienne. Ils furent l'objet de violences continues. (...) A Rock Spring (Wyoming), à l'été 1885, les Blancs attaquèrent 500 mineurs chinois, massacrant de sang-froid 28 d'entre eux. (...) A mesure que les immigrants accédaient à la citoyenneté américaine, ils étaient intégrés dans le système de bipartisme politique, quasiment sommés de se vouer à l'un ou à l'autre des partis.

Dans les années 1880, le nombre des immigrants approchait les 5 millions et demi. Ils furent encore 4 000 000 dans les années 1890, créant un excédent de main d'œuvre qui permettait de maintenir les salaires à un bas niveau. Les immigrants, plus démunis que les travailleurs Américains, étaient également plus facilement contrôlables. Du fait de leur altérité culturelle et de l'animosité réciproque qui les animait, ils étaient fort utiles comme briseurs de grève. Bien souvent, leurs enfants travaillaient également et venaient grossir les rangs d'une main d'œuvre et d'un chômage déjà pléthoriques. En 1880, aux États-Unis, 1 118 000 enfants de moins de 16 ans travaillaient (1 sur 6). Comme tout le monde travaillait de longues heures durant la journée, les membres d'une même famille devenaient peu à peu étrangers les uns aux autres.

Au début du printemps 1886, les mouvements en faveur de la journée de huit heures prirent de l'ampleur. Le 1^{er} mai, l'American Federation of Labor (AFL), fondée cinq ans auparavant, appela à la grève nationale partout où la journée de huit heures avait été refusée. (...) Un rassemblement était prévu le 4 mai au soir au Haymarket Square de Chicago. Trois mille personnes y participèrent. Tout se déroula d'abord paisiblement. Puis, comme l'orage se faisait plus menaçant et l'heure plus tardive, la foule commença à se disperser. Un détachement composé de 124 policiers s'avança pour ordonner aux orateurs de faire cesser la réunion. L'orateur répliqua que c'était presque fait. C'est alors qu'une bombe explosa au

milieu des policiers, faisant 66 blessés dont 7 allaient plus tard décéder. La police répliqua en tirant sur la foule, faisant à son tour plusieurs morts et quelque 200 blessés.

Sans même savoir qui avait lancé la bombe, la police arrêta huit responsables anarchistes de Chicago. Le *Journal* de Chicago demandait que « la justice fût prompte à juger les anarchistes arrêtés ». Il ajoutait que « la législation concernant la complicité de meurtre (était) si claire dans cet État que le procès ne pouvait qu'être bref ». La loi de l'Illinois déclarait en effet que toute personne appelant à commettre un meurtre était lui-même coupable de ce meurtre. Les preuves contre les huit anarchistes résidaient uniquement dans leurs opinions et leurs écrits. Aucun d'eux n'était présent au Haymarket ce soir-là, excepté Fielden, qui se trouvait à la tribune au moment de l'explosion. Le jury les jugea coupables et les condamna à mort. Leur appel fut rejeté, la Cour suprême déclarant que ce cas ne relevait pas de sa juridiction.

L'évènement entraîna une réaction internationale. Des manifestations eurent lieu en France, aux Pays-Bas, en Russie, en Italie et en Espagne. À Londres, un rassemblement de protestation fut organisé. (...) Un an après le procès, quatre des anarchistes condamnés – Albert Parsons (imprimeur), August Spies (tapissier), Adolph Fischer et George Engel – furent pendus. Louis Lingg, un jeune charpentier de 21 ans, se suicida dans sa cellule en se faisant sauter avec un bâton de dynamite. Les trois autres restèrent en prison.

Il est impossible d'évaluer le nombre de gens dont la prise de conscience politique date de ces événements (tels Emma Goldman et Alexander Berkman, révolutionnaires obstinés de la génération suivante).

L'année 1893 fut marquée par la plus importante crise économique de l'histoire du pays. Après plusieurs décennies de croissance industrielle sauvage, de manipulation financière, de spéculation et de profits non contrôlés, tout s'effondra : 642 banques firent faillite, et 16 000 entreprises fermèrent leurs portes. Sur 15 000 000 de travailleurs, 3 000 000 se retrouvèrent au chômage. Aucune législature d'État ne vota de mesures particulières, mais des manifestations gigantesques à travers tout le pays obligèrent les municipalités à organiser des soupes populaires et à offrir des emplois publics. Lors d'un important rassemblement de chômeurs à l'Union Square de New York, Emma Goldman invita ceux dont les enfants mouraient de faim à se servir directement dans les magasins. Elle fut arrêtée pour « incitation à la violence » et condamnée à deux ans d'emprisonnement.

Le travail dans les chemins de fer était une activité particulièrement dangereuse. Chaque année, les accidents du travail faisaient plus de 2000 morts et environ 30 000 blessés chez les cheminots. Les compagnies ferroviaires invoquaient alors la « volonté divine » ou la « négligence » des employés. (...) En pleine crise économique de 1893, un petit groupe de travailleurs des chemins de fer, dont Debs, créèrent le syndicat américain des Chemins de fer pour fédérer les salariés de ce secteur. (...) Selon David Montgomery, spécialiste de l'histoire ouvrière, les membres des Chevaliers du travail affluèrent en masse, fusionnant de fait cette ancienne organisation avec le syndicat américain des Chemins de fer. Debs voulait admettre tout le monde, mais les Noirs furent finalement exclus. Lors de la convention de 1894, la clause excluant les Noirs, adoptée lors de la création du syndicat, fut confirmée par 112 voix contre 100. Plus tard, Debs estima que cette attitude avait eu des conséquences cruciales dans l'échec de la grève Pullman en décourageant les travailleurs noirs de coopérer avec les grévistes.

Les années 1880 et 1890 virent (...) l'explosion d'insurrections ouvrières mieux organisées que les grèves spontanées de 1877. Entre 1860 et 1900, la population américaine passa de 31 à 75 000 000 d'habitants. Désormais, 20 000 000 d'Américains vivaient à l'ouest du Mississipi. Le nombre des fermiers passa de 2 à 6 000 000. Les villes surpeuplées de l'Est ayant un grand besoin de produits alimentaires, le marché agricole intérieur fit plus que doubler.

Mais la terre et les machines n'étaient pas gratuites. Les fermiers devaient donc emprunter en espérant que le prix de leurs récoltes resterait suffisamment élevé pour leur permettre de rembourser les prêts contractés auprès des banques et de payer le transport ferroviaire, le semencier et le stockage en silo. Malheureusement, ils découvrirent rapidement que le prix de vente de leur production baissait tandis que le transport et les intérêts bancaires augmentaient. Contrairement aux monopoles ferroviaires qui, en ce domaine, agissaient à leur guise, le fermier isolé ne pouvait pas imposer ses prix.

Dans son roman *The Hamlet*, William Faulkner décrit ainsi l'homme dont dépendaient totalement les petits fermiers du Sud : « Plus grand propriétaire (...) d'un comté, il était également juge de paix dans un autre et commissaire électoral dans les deux. (...) Il était fermier, usurier, vétérinaire. (...) Il possédait non seulement la plupart des bonnes terres du comté mais également des hypothèques sur le reste. Il était à la fois propriétaire du magasin général, de l'égreneuse de coton, du moulin et de la forge ». On saisissait les terres et les fermes des petits propriétaires terriens qui ne pouvaient pas payer. Ils devenaient alors fermiers.

Au plus fort de la crise de 1877, des fermiers blancs se réunirent dans une ferme du Texas pour fonder la première Farmers Alliance. En quelques années, le mouvement s'étendit à tout l'État. (...) En 1886, 100 000 fermiers se répartissaient dans 2000 sous groupes. Ils proposaient des alternatives à l'ancien système : rejoindre l'Alliance et former des coopératives ; acheter du matériel en commun et obtenir des prix plus bas. Ils se mirent également à mettre leur coton en commun et à le vendre via les coopératives. Ce système prit le nom de « Bulking ». (...) Dès le départ, la Farmers Alliance éprouva de la sympathie pour le mouvement ouvrier en plein essor. (...) En 1889, la National Farmers Alliance comptait désormais 400 000 membres.

En 1892, la convention nationale du parti populaire de Saint Louis élaborait un programme. « Nous sommes réunis alors que la nation est au bord de la ruine morale, politique et matérielle. La corruption règne dans les urnes, aux parlements, au Congrès et jusque dans les cours de justice. Le peuple est démoralisé. (...) Les journaux sont achetés ou muselés, l'opinion publique est réduite au silence, l'économie prostrée, les foyers endettés, les travailleurs misérables, et la terre aux mains des capitalistes. On refuse aux travailleurs des villes le droit de s'organiser pour assurer leur propre défense, l'importation d'une main d'œuvre misérable pousse leurs salaires à la baisse, une armée de réserve constituée de laquais (...) est prête à les abattre. (...) Le fruit du labeur de millions d'hommes est outrageusement confisqué au bénéfice de fortunes colossales. (...) Des entrailles de ce système gouvernemental inique, deux classes se nourrissent : les misérables et les millionnaires ».

Les Noirs s'en était remis au parti républicain, celui de Lincoln et des droits civiques. (...) Lorsque le parti populiste du Texas fut créé à Dallas, à l'été 1891, il était multiracial et radical. Il y eut des débats francs et mouvementés entre Blancs et Noirs du parti. (...) Deux Noirs furent ensuite élus au comité exécutif de la section locale du parti populiste. Mais les

Noirs et les Blancs étaient dans des situations différentes. La plupart des Noirs étaient ouvriers agricoles et journaliers, alors que les Blancs de l'Alliance étaient propriétaires de leurs fermes. En 1891, quand la Colored Alliance décida une grève dans les champs de coton pour obtenir une augmentation du salaire des cueilleurs d'un dollar, Polk, dirigeant de l'Alliance blanche, réagit immédiatement en affirmant que cela allait à l'encontre des intérêts des fermiers de l'Alliance qui devraient payer ces salaires. (...) Lorsque des fermiers blancs expulsés de leurs terres à cause du système de gage des récoltes furent remplacés par des fermiers noirs, la haine raciale s'accrut.

Cette période était parfaitement révélatrice de la complexité des conflits raciaux et sociaux. (...) Vann Woodward souligne le caractère unique de l'expérience populiste dans le Sud : « Jamais auparavant – ni depuis d'ailleurs – les deux races n'ont été aussi proches dans le Sud que lors des luttes populistes ». (...) Selon Lawrence Goodwyn, si le mouvement ouvrier avait été capable de faire dans les villes ce que les populistes faisaient dans les zones rurales, c'est-à-dire « créer pour le monde du travail une culture de coopération, d'estime de soi et d'analyse économique », de grands changements auraient pu se produire aux États-Unis. (...) Indubitablement, les Populistes, comme nombre de Blancs américains, étaient racistes et anti-immigrés, parce qu'ils ne pensaient pas que la question raciale était aussi importante que les problèmes économiques. (...) La moindre trace de Populisme dans le parti démocrate parut intolérable aux gros bonnets de la société, qui usèrent de tous les moyens pour la faire disparaître.

Par une froide journée de l'hiver 1890, l'armée américaine attaqua un campement indien à Wounded Knee (Dakota du Sud), faisant 300 morts, hommes, femmes et enfants. Ce fut le point culminant de quatre siècles de violence initiés par Christophe Colomb et destinés à confirmer que ce continent appartenait bel et bien à l'homme blanc.

Chapitre XII

L'empire et le peuple

« Entre nous, (...) j'accueillerais avec plaisir n'importe quelle guerre tant il me semble que ce pays en a besoin ». Voilà ce que Theodore Roosevelt écrivait à un ami en 1897. En 1890, l'année même du massacre de Wounded Knee, le Bureau du recensement avait déclaré close la Frontière intérieure. La machine commerciale, suivant son penchant naturel à l'expansion, avait déjà commencé à regarder vers le large. La crise sévère qui éclata en 1893 vint conforter l'idée, développée par les élites politique et financière, que les marchés étrangers pourraient bien être la solution au problème de la sous-consommation des produits nationaux et permettre ainsi de prévenir des crises économiques comme celle qui avait entraîné la guerre des classes au cours des années 1890. En outre, l'aventure étrangère ne pourrait-elle pas détourner vers un ennemi extérieur une part de l'énergie placée dans les grèves et autres mouvements protestataires ? Il ne s'agissait probablement pas d'un plan soigneusement concerté par l'ensemble de l'élite américaine, mais plutôt du développement quasi naturel des dynamiques jumelles du capitalisme et du nationalisme.

L'expansion outre-mer n'était certes pas une idée neuve. Bien avant que la guerre contre le Mexique ne permette aux États-Unis d'atteindre le Pacifique, la boussole de la « doctrine Monroe » indiquait le sud, vers l'Amérique centrale et au-delà. Définie en 1823, alors que les pays d'Amérique latine prenaient leur indépendance vis-à-vis de l'Espagne, cette doctrine entendait faire clairement comprendre aux Européens que les États-Unis

considéraient désormais l'Amérique latine comme relevant de sa sphère d'influence. Aussitôt, certaines personnalités américaines se mirent à rêver également au Pacifique : Hawaï, le Japon et les grands marchés chinois.

Il y avait donc déjà eu, avant les années 1890, bien des incursions et autres interventions dans les affaires intérieures de pays étrangers. L'idéologie expansionniste était largement répandue parmi les élites militaire, politique et commerciale américaines – ainsi que chez certains responsables du mouvement des fermiers qui pensaient que l'ouverture des marchés étrangers leur profiterait. (...) Le sénateur de l'Indiana, Albert Beveridge, affirmait également, début 1897 : « Les usines américaines produisent plus que ne peut consommer le peuple américain. Le sol américain produit également à l'excès. Le destin dicte notre conduite. Nous devons dominer le commerce mondial et nous le dominerons ». (...) En 1885, l'*Age Steel*, magazine de l'industrie sidérurgique, affirmait que le marché intérieur de suffisait plus et que le problème de la surproduction industrielle devrait être résolu et prévenu à l'avenir par la croissance du commerce extérieur ».

Cette politique expansionniste serait encore plus séduisante si elle pouvait passer pour un acte de générosité, comme venir en aide aux rebelles souhaitant se débarrasser d'une domination étrangère – par exemple à Cuba. (...) Il semble qu'au départ les milieux d'affaires n'aient pas voulu d'une intervention militaire à Cuba. Tant qu'ils pouvaient obtenir le libre accès aux marchés extérieurs, les négociants américains n'avaient pas besoin de colonies ou de guerres de conquête. Cette idée de la « porte ouverte » devint au XX^e siècle le thème dominant de la politique étrangère des États-Unis. Il s'agissait d'une approche de l'impérialisme certainement plus sophistiquée que la traditionnelle construction impériale pratiquée par les Européens.

Cette préférence affichée par certains groupes d'affaires et quelques politiciens pour ce qu'Appleman Williams appelle l'« empire informel », sans guerre, était toujours sujette à révision. Si l'impérialisme pacifique s'avérait impossible, il devenait nécessaire d'avoir recours à l'intervention militaire. Les événements qui eurent lieu en Chine entre la fin 1897 et le début 1898 en fournissent un bon exemple. La Chine sortant affaiblie de sa guerre contre le Japon, les Allemands occupèrent le port chinois de Qingdao, à l'embouchure de la baie de Kiao-tcheou. Ils exigèrent l'obtention d'une base navale ainsi que des droits sur l'exploitation du charbon et des facilités ferroviaires sur la péninsule voisine de Shandong. Dans les quelques mois qui suivirent, les autres puissances européennes s'installèrent également en Chine et entreprirent le partage du pays sans convier les États-Unis au festin. C'est à ce moment-là que le *Journal of Commerce* de New York, auparavant ardent défenseur du développement pacifique du libre-échange, se mit à exiger vigoureusement le retour au colonialisme militaire classique.

Il y eut un revirement similaire, en 1898, dans l'attitude des milieux d'affaires vis-à-vis de Cuba. (...) Il semble que l'on ait craint que les rebelles l'emportent seuls sans devenir redevables aux Américains. (...) Les syndicats américains s'opposaient à l'expansionnisme. (...) Certains syndicats, le *United Mine Workers* par exemple, appuyèrent l'idée d'une intervention américaine après l'explosion du *Maine* (dans le port de La Havane).

« Les forces espagnoles furent battues après trois mois de ce que John Hay, le secrétaire d'État américain, qualifia de « jolie petite guerre ». Les autorités militaires américaines prétendirent que l'armée cubaine rebelle n'existait pas. Lorsque les Espagnols rendirent les armes, aucun Cubain ne fut autorisé à prendre part à la reddition ni à la signer.

(...) Les négociants, les agents fonciers, les spéculateurs boursiers, les aventuriers sans scrupule et les promoteurs avides s'abattirent sur Cuba par milliers. Sept trusts s'empoignèrent pour le contrôle des franchises sur la Havana Steet Railway, qui furent finalement accordées à Percival Farquhar, représentant les intérêts de Wall Street. Ainsi, en même temps que l'occupation militaire de Cuba (...) se mettait en place son occupation commerciale » (Philip Foner).

En décembre 1898, le traité de paix signé avec l'Espagne confia officiellement aux États-Unis, contre une somme de 20 millions de dollars, Guam, Puerto Rico et les Philippines. (...) Les Philippines (...) en février 1899, (...) se soulevèrent contre le pouvoir américain, comme ils l'avaient fait plusieurs fois contre les Espagnols. (...) Les États-Unis mirent trois ans à venir à bout de cette révolte avec 70 000 soldats – quatre fois plus qu'à Cuba – et des milliers de pertes au combat – bien plus qu'à Cuba. Ce fut une guerre très dure.

Désormais, le goût de l'empire possédait aussi bien les politiciens que les milieux d'affaires à travers tout le pays. Le racisme, le paternalisme et les questions de profit se mêlaient aux discours sur la destinée et la civilisation. (...) Mark Twain écrivit au sujet de cette guerre : « Nous avons pacifié des milliers d'insulaires et les avons enterrés. Nous avons détruit leurs champs, incendié leurs villages et expulsé leurs veuves et leurs enfants. Nous avons mécontenté quelques douzaines de patriotes désagréables en les exilant ; soumis la dizaine de millions qui restait par une bienveillante assimilation (pieux euphémisme pour parler des fusils). Nous avons acquis des parts dans les 300 concubines et autres esclaves de notre partenaire en affaire, le sultan de Sulu, et finalement hissé notre drapeau protecteur sur ce butin. Et ainsi, par la providence de Dieu – l'expression est du gouvernement et non de moi -, nous sommes une puissance mondiale ».

Les réactions mitigées de la classe ouvrière face à la guerre – séduite par les avantages économiques qu'elle promettait mais néanmoins choquée par la violence et l'expansion capitaliste – garantissaient qu'elle ne s'unirait pas pour faire cesser la guerre ni pour conduire une guerre de classe contre le système sur le sol même des États-Unis.

Chapitre XIII

Le défi socialiste

Certains écrivains de ce début du XX^e siècle prônaient le socialisme ou critiquaient sévèrement le système capitaliste. Il ne s'agissait pas d'obscurs pamphlétaires mais de quelques-uns des plus fameuses figures de la littérature américaine, dont les livres étaient appréciés par des millions de lecteurs : Upton Sinclair, Jack London, Theodore Dreiser, Franck Norris. En 1906, le roman d'Upton Sinclair *La Jungle*, qui décrivait les conditions de travail dans les abattoirs de Chicago, provoqua la réaction indignée de tout le pays et entraîna un mouvement en faveur d'une réglementation de l'industrie alimentaire.

Le livre de Jack London *Le Peuple d'en bas* témoigne de l'influence de la pensée d'Upton Sinclair. London était membre du parti socialiste. (...) En 1906, il écrivit *Le Talon de fer*, dans lequel il mettait en garde contre les dangers d'une Amérique fasciste et exposait son idéal de fraternité socialiste unissant tous les hommes. À travers les personnages de ce roman, London accusait le cœur même du système : « Confronté au fait que l'homme moderne vit plus misérablement que l'homme des cavernes alors que sa capacité de production est mille

fois plus grande, on est obligé de conclure que la classe capitaliste a mal gouverné. (...) Égoïstement et criminellement mal gouverné ».

Frederick W. Taylor était ingénieur dans une entreprise sidérurgique pour laquelle il avait analysé en détail le moindre poste de travail et élaboré, afin d'augmenter la production et les profits, un système très précis fondé sur la division du travail. En 1911, il publia un livre sur « l'organisation scientifique » qui influença fortement le monde de l'entreprise. (...) Selon Harry Braverman (*Labor and Monopoly Capital*), le taylorisme visait à rendre les travailleurs interchangeables, capables d'effectuer les tâches simplifiées que la nouvelle division du travail exigeait – tels des éléments standardisés, dépourvus d'individualité et d'humanité, achetés et vendus comme de quelconques marchandises. Ce système convenait parfaitement à la toute jeune industrie automobile.

Selon un rapport de la Commission sur les relations sociales, les accidents du travail avaient fait, en 1914, 35 000 morts et 700 000 blessés. La même année, le revenu global de 44 familles gagnant un million de dollars ou plus égalait celui de 100 000 familles ne gagnant que 500 dollars par an.

Le syndicalisme progressait. Peu après le début du siècle, les syndicats comptaient environ deux millions de membres (un travailleur sur quatorze), dont 80% pour l'American Federation of Labor. L'AFL était un syndicat relativement fermé, presque uniquement composé d'hommes, Blancs et ouvriers qualifiés. (...) Seule une femme sur cent était syndiquée. En 1910, les revenus des travailleurs noirs correspondaient au tiers de ceux des Blancs. Malgré les beaux discours du président de l'AFL, Samuel Gompers, en faveur de l'égalité des chances, les Noirs restaient exclus de la plupart des syndicats qui composaient l'AFL. Gompers prétendait qu'il ne voulait pas intervenir dans les « affaires internes » du Sud.

De temps en temps, dans les luttes concrètes, la base des syndicats rejetaient cette ségrégation. (...) À l'AFL, le racisme était affaire de pragmatisme, au même titre que l'exclusion des femmes et des étrangers, dépourvus pour la plupart de qualification. L'AFL, composée principalement de travailleurs qualifiés, défendait la philosophie du « syndicalisme de métier » (le responsable de chaque syndicat de l'AFL était d'ailleurs appelé « agent de métier), qui prétendait opposer au monopole de la production qu'instauraient les employeurs un monopole des travailleurs géré par le syndicat. C'est ainsi que l'AFL parvenait à améliorer les conditions de certains travailleurs tout en laissant de côté la majorité d'entre eux.

Les dirigeants de l'AFL touchaient d'importants salaires, frayaient avec les employeurs et se hissaient même parfois dans la haute société. Les dirigeants généreusement rémunérés de l'AFL se mettaient à l'abri des critiques en exerçant un contrôle total sur l'organisation des rassemblements et en s'entourant de « malfrats », d'abord engagés pour combattre les briseurs de grève mais qui servirent ensuite à intimider et à corriger les opposants internes au syndicat.

Face à cette situation – terribles conditions de travail et caractère exclusif des organisations syndicales -, les travailleurs qui, jugeant que le système capitaliste était à l'origine même de la misère, souhaitaient un changement radical se tournèrent vers un type nouveau de syndicalisme. Un matin du mois de juin 1905 se tint, dans un local de Chicago, une convention réunissant 200 socialistes, anarchistes et syndicalistes radicaux venus de tout le pays. Ils fondèrent l'Industrial Workers of the World (IWW). Dans son autobiographie, Big

Bill Haywood, l'un des responsables de la Western Federation of Miners, se souvient qu'il ramassa un morceau de bois qui traînait sur l'estrade et qu'il s'en servit de maillet pour ouvrir la convention : « Camarades travailleurs (...) nous ouvrons le congrès continental de la classe ouvrière. Nous sommes ici pour rassembler les travailleurs de ce pays au sein d'un mouvement dont l'objectif sera de libérer la classe ouvrière de l'esclavage capitaliste. (...) Le but et l'objet de cette organisation doit être de rendre à la classe ouvrière le contrôle du pouvoir économique, des moyens de son existence et de l'appareil de production et de redistribution sans se soucier des patrons capitalistes ».

Parmi les orateurs présents à la tribune aux côtés de Haywood se tenaient Eugene Debs, dirigeant du parti socialiste, et Mother Mary Jones, 75 ans, militante active au sein de la United Mine Workers of America. (...) L'une des brochures publiées par l'IWW donne les raisons de sa rupture avec le syndicalisme corporatiste incarné par l'AFL : « Pour la seule industrie de l'emballage, le directoire des syndicats de Chicago faisait état, en 1903, de 56 syndicats répartis dans 14 syndicats professionnels nationaux différents de l'AFL. Exemple lamentable d'une armée de travailleurs victime de la division, face à la solide alliance des employeurs ». L'IWW (dont les membres étaient appelés Wobblies, pour d'obscures raisons), souhaitait rassembler tous les travailleurs d'une même branche en « un seul grand syndicat », sans discrimination de sexe, de race ou de qualification. Les Wobblies fondaient leur rejet des accords passés avec les employeurs sur le fait qu'ils empêchaient trop souvent les ouvriers de faire grève à titre personnel ou par solidarité avec d'autres grévistes, transformant ainsi les travailleurs syndiqués en briseurs de grève. L'IWW reprochait à la négociation d'accords par les responsables syndicaux de se substituer à la lutte permanente des travailleurs à la base.

L'anarcho-syndicalisme progressait fortement en Espagne, en Italie et en France à cette époque. Les travailleurs étaient censés prendre le pouvoir, non en se saisissant de l'appareil étatique par la révolte armée, mais en mettant en panne le système économique au moyen de la grève générale et en s'en emparant ensuite au plus grand bénéfice de tous. Joseph Ettor, un responsable de l'IWW, affirmait que « si les travailleurs du monde entier (voulent) l'emporter, il leur (suffisait) de prendre conscience de leur solidarité, de croiser les bras pour que le monde soit paralysé. Les travailleurs sont plus puissants avec leurs mains dans les poches que tout l'argent des capitalistes ». C'était une idée extrêmement puissante.

Officiellement, l'IWW ne compta jamais plus de 5 ou 10 000 membres en même temps. Les gens allaient et venaient, mais on peut néanmoins estimer à 100 000 environ le nombre total des membres de l'IWW. Leur énergie, leur persévérance, leur force de conviction, leur capacité à mobiliser des milliers de personnes en un lieu et à un moment précis leur conféraient un poids dans le pays sans rapport avec leur effectif réel. Ils voyageaient partout et nombre d'entre eux étaient des travailleurs itinérants ou sans emploi. Ils militaient, écrivaient, discouaient, chantaient et pour finir propageaient leur idéal et leur message.

L'IWW prenait son slogan « Un seul grand syndicat » très au sérieux. Les femmes, les étrangers et les travailleurs noirs, c'est-à-dire les travailleurs les moins qualifiés, étaient intégrés lorsqu'un syndicat IWW se créait dans une mine ou une usine.

Si les luttes permettaient parfois d'améliorer la situation, les ressources du pays restaient aux mains d'entreprises influentes dont le seul mobile était le profit et dont la volonté s'imposait aux gouvernements américains. Pourtant, une idée faisait son chemin, toujours plus limpide et plus puissante ; une idée qu'on ne trouvait pas seulement dans les

ouvrages de Marx, mais également chez certains artistes et écrivains de toutes les époques : l'idée selon laquelle les gens pourraient partager toutes les ressources de la terre afin d'améliorer la vie de tous et pas seulement de quelques-uns.

Au tournant du siècle, les conflits sociaux se multiplièrent – quatre mille grèves en 1904 pour mille par an en moyenne dans les années 1890. La loi et les forces armées volaient systématiquement au secours des riches. C'est également à cette époque que des centaines de milliers d'Américains se mirent à penser au socialisme. En 1904, trois ans après la formation du parti socialiste, Eugene Debs écrivait : « (...) Les travailleurs syndiqués doivent comprendre (...) que le mouvement ouvrier signifie plus – infiniment plus – qu'une misérable augmentation des salaires et la grève nécessaire à sa conservation. Même s'il s'engage à faire tout ce qui est possible pour améliorer les conditions de travail de ses membres, l'objectif essentiel du mouvement est de renverser le système capitaliste fondé sur la propriété privée de l'outil de travail, d'abolir l'esclavage salarial et de libérer la classe ouvrière tout entière et même, en fait, toute l'humanité ».

L'écrivain Heywood Broun cita un jour l'un de ses amis socialistes parlant de Debs : « Ce vieux type au regard fiévreux croit dur comme fer qu'il peut exister quelque chose comme une fraternité humaine. Et le plus étrange dans tout ça, c'est que tant que ce type est dans le coin, j'y crois aussi ». (...) De nombreux (...) journaux socialistes existaient à travers le pays, ce qui permet d'estimer à environ un million le nombre des lecteurs de la presse socialiste.

Le socialisme s'extrait des petits cercles d'immigrants habitant les grandes villes – des socialistes juifs ou allemands ne parlant que leur propre langue – pour devenir un socialisme à l'américaine. À l'échelle des États, la formation socialiste la plus importante était celle de l'Oklahoma (qui comptait en 1914 12 000 adhérents effectifs (plus que dans l'État de New York) et une centaine d'élus locaux, dont six à la législature de l'État. Il y avait 55 hebdomadaires socialistes en Oklahoma, au Texas, en Louisiane, en Arkansas, et on y organisait des campements d'été qui attiraient des milliers de personnes.

Dans *Grass-Roots Socialism*, James Green décrit (...) : Le mouvement socialiste (...) s'était laborieusement édifié grâce au concours d'anciens Populistes, de mineurs activistes et de cheminots placés sur liste noire. Tout ce monde était assisté par un groupe d'agitateurs et d'éducateurs professionnels et inspiré par les visites occasionnelles de figures nationales comme Eugene V. Debs et Mother Jones. (...) Ce noyau de militants s'étendit et finit par intégrer les contestataires locaux (...) et par former un groupe plus large de militants qui sillonnaient la région en vendant des journaux, en constituant des groupes de lecture, en fondant des sections locales et en faisant des discours à tous les carrefours ».

Certaines femmes désiraient lier socialisme et féminisme. Crystal Eastman, par exemple, imagina pour les hommes et les femmes de nouvelles manières de vivre ensemble tout en conservant leur indépendance et sans avoir recours au mariage traditionnel. Eastman était socialiste mais elle pensait néanmoins qu'une femme « sait que tout dans l'esclavage des femmes ne découle pas du système de profit, et que son émancipation complète ne sera pas garantie par le seul effondrement du capitalisme ».

Si de nombreuses femmes, à cette époque, étaient radicales, socialistes ou anarchistes, plus nombreuses encore étaient celles qui militaient en faveur du droit de vote. Ce sont elles qui militèrent massivement pour le féminisme. (...) L'anarchiste et féministe Emma Goldman

exprimait, avec force comme toujours, sa position sur le vote des femmes : « En fait, chaque pouce de terrain gagné l'a été par la lutte constante, par une incessante auto-affirmation, et non par le suffrage. Il n'y a aucune raison de penser, dès lors, que la femme, dans sa volonté d'émancipation, a été ou sera jamais soutenue par les urnes. (...) Son développement, sa liberté et son indépendance doivent venir d'elle et advenir par elle. D'abord en s'affirmant en tant que personne. Puis en refusant à quiconque tout droit sur son corps ; en refusant d'enfanter si tel n'est pas son désir ; en refusant d'être mise au service de Dieu, de l'État, de la société, du mari, de la famille, etc. Et enfin en vivant une vie plus simple mais également plus profonde et plus riche (...) C'est cela seulement – et certes pas le vote – qui libérera la femme ».

Mother Jones, pour sa part, ne s'intéressait pas outre mesure au féminisme. Elle était trop occupée à organiser les mineurs et les ouvriers du textile, leurs femmes et leurs enfants. L'une de ses nombreuses prouesses fut l'organisation d'une marche des enfants sur Washington pour exiger l'abolition du travail des enfants (à l'orée du XX^e siècle, 284 000 enfants âgés de 10 à 15 ans travaillaient encore dans les mines, les manufactures et les usines). (...) Mother Jones raconta : « Tous les jours, des gamins venaient au quartier général du syndicat. Certains avaient perdu une main, un pouce ou bien tous les doigts. Ce n'étaient que de petits êtres voûtés, écrasés et squelettiques. (...) Nous portions des banderoles qui proclamaient : "Nous voulons du temps pour jouer" ». (...) La même année, des enfants qui travaillaient 60 heures par semaine dans les manufactures de textile de Philadelphie se mirent en grève et défilèrent aux cris de "Nous voulons aller à l'école !" et "Cinquante-cinq heures ou rien !"

Les noirs commencèrent à s'organiser : le National Afro-American Council fut créé en 1903 pour protester contre le lynchage, contre le système de péonisation, la discrimination et la privation des droits de représentation ; la National Association of Colored Women, née à peu près à la même époque, condamnait également les lynchages et la ségrégation. (...) Une émeute raciale à Springfield (Illinois) fut à l'origine de la création, en 1910, de la National Association for Advancement of Colored People (NAACP). Les Blancs étaient à la tête de cette nouvelle organisation dont Du Bois était le seul dirigeant noir.

Une étude sur l'immigration à New York entre 1905 et 1915 montre que 32% des Italiens et des Juifs passèrent entre ces deux dates du statut de travailleurs manuels à un statut plus élevé (mais pas *beaucoup* plus élevé). (...) La crise de 1907 ainsi que l'influence croissante des socialistes, de l'IWW et des syndicats accélérèrent le processus des réformes. Selon Wiebe (...), « vers 1908, un changement radical de perspective s'opéra chez un grand nombre de ces hommes de pouvoir ». On insistait désormais sur « l'entente et le compromis ». Cela se poursuivit sous le président Wilson et « un grand nombre de citoyens d'esprit réformiste se laissèrent prendre à l'illusion d'un accomplissement progressiste ».

Dans son livre *The Corporate Ideal in the Liberal State*, James Weinstein a analysé les réformes de la « période progressiste » et en particulier le processus par lequel les milieux d'affaires et le gouvernement – avec l'aide, parfois, de dirigeants du mouvement ouvrier – élaborèrent les modifications législatives qu'ils jugeaient nécessaires. Weinstein observe « un effort conscient et couronné de succès de la part des différents groupes d'intérêts pour contrôler et diriger les politiques économiques et sociales des gouvernements fédéraux, des États et des municipalités, dans un sens qui servit leurs intérêts à long terme ». Alors que l'« élan originel » des réformes avait été donné par les protestataires et les radicaux, au XX^e siècle, « et particulièrement au niveau fédéral, nombre de réformes ont été mises en œuvre

avec l'accord tacite, si ce n'est à l'initiative, des intérêts des grands groupes industriels » - intérêts qui s'appuyaient sur les réformistes libéraux et les intellectuels.

Les politiques de contrôle furent élaborées avec soin. En 1900, Ralph Easley, républicain conservateur, instituteur et journaliste, fonda la National Civic Federation. (...) Ne vaut-il pas toujours mieux, en effet, discuter avec un syndicat conservateur que d'être confronté à un syndicat militant ? (...) Ainsi, en 1910, la NCF proposa-t-elle un décret en faveur d'une compensation pour les travailleurs accidentés. L'année suivante, douze États votèrent des lois sur les réparations ou les assurances concernant les accidents du travail. Lorsque, en 1911, la Cour suprême jugea inconstitutionnelle la loi de l'État de New York sur les réparations accordées aux travailleurs parce qu'elle s'attaquait au droit de propriété des entreprises sans passer par une démarche juridique, Theodore Roosevelt entra dans une colère noire. De telles décisions, déclara-t-il, « renforcent grandement l'influence du parti socialiste ».

Le mouvement progressiste, qu'il soit mené par d'honnêtes réformistes comme le sénateur du Wisconsin Robert La Follette ou par des conservateurs non avoués comme Roosevelt (qui fut le candidat des Progressistes aux présidentielles de 1912), paraissait parfaitement conscient de détourner et d'affaiblir le socialisme. On pouvait lire dans le *Journal* de Milwaukee, un organe du mouvement progressiste, la déclaration suivante : « Les conservateurs combattent les socialistes à l'aveuglette (...) alors que les Progressistes les combattent intelligemment et cherchent à remédier aux abus et aux conditions dont ils tirent directement leur influence ».

Les réformes progressistes sont-elles parvenues à atteindre leur véritable objectif : stabiliser le système capitaliste en corrigeant ses pires défauts, couper l'herbe sous le pied du socialisme, restaurer une certaine trêve des classes dans une époque de confrontations de plus en plus âpres entre le travail et le capital ? Dans une certaine mesure, on peut répondre par l'affirmative. Pourtant, le parti socialiste continuait de croître et l'IWW continuait d'agiter les foules. Et peu après l'accession de Woodrow Wilson à la présidence éclata au Colorado l'un des plus durs et des plus violents conflits entre les travailleurs et le capital industriel de l'histoire des États-Unis. Cette grève des mines de charbon du Colorado commença en septembre 1913 et culmina avec le « massacre de Ludlow » en avril 1914.

Dès que la grève éclata, les mineurs furent expulsés des logements qu'ils occupaient dans les villes possédées par la compagnie minière. Soutenus par la United Mine Workers Union, ils établirent des campements de tentes dans les collines voisines et poursuivirent la grève en maintenant les piquets de grève. (...) Au matin du 20 avril 1914, ce campement devint la cible des fusils-mitrailleurs. Les mineurs se défendirent à coups de fusils. Leur leader, un Grec nommé Lou Tokas, fut attiré dans les collines sous prétexte de négocier une trêve et y fut exécuté par une compagnie de la garde nationale. Les femmes et les enfants creusèrent des fosses sous les tentes pour échapper aux tirs des mitrailleuses. Au crépuscule, les gardes nationaux descendirent des collines pour mettre le feu au campement et les familles s'enfuirent dans les collines. Treize personnes furent abattues dans leur fuite. Le lendemain, un employé du téléphone passant à travers les ruines du campement souleva une plaque d'acier qui recouvrait une fosse creusée dans l'une des tentes et découvrit les corps carbonisés, recroquevillés, de onze enfants et deux femmes. Cet événement est aujourd'hui connu sous le nom de massacre de Ludlow.

A Denver, 82 soldats de l'armée refusèrent de monter dans le train à destination de Trinidad. Un journaliste raconta que ces « hommes (avaient) déclaré qu'ils ne participeraient pas au massacre de femmes et d'enfants et injurié les 350 soldats qui acceptaient de monter dans le train ». 50 000 personnes manifestèrent sous la pluie à Denver, capitale de l'État du Colorado, exigeant que les officiers de la garde nationale présente à Ludlow fussent jugés pour meurtre. Ils accusaient également le gouverneur de complicité. La Denver Cigar Makers Union vota l'envoi de 500 hommes armés à Ludlow et à Trinidad. Les femmes du syndicat des travailleurs de la Confection de Denver annoncèrent que 400 d'entre elles s'étaient portées volontaires comme infirmières pour se rendre auprès des grévistes. Partout à travers le pays, on organisa des rassemblements et des manifestations. Il y eut des piquets devant le siège social de Rockefeller sur Broadway, à New York.

Chapitre XIV

La guerre est la santé de l'État

« La guerre est la santé de l'État », déclarait l'écrivain radical Randolph Bourne pendant la Première Guerre mondiale. En effet, alors que les nations européennes entraient en guerre en 1914, les gouvernements pouvaient se féliciter : le patriotisme prospérait, la lutte des classes s'apaisait et un nombre effrayant de jeunes hommes mouraient sur les champs de bataille – souvent pour quelques centaines de mètres à peine entre deux tranchées. Aux États-Unis, qui restaient pour l'instant en dehors de cette guerre, on s'inquiétait en revanche beaucoup de la santé de l'État. Le socialisme était en pleine expansion. L'IWW semblait être sur tous les fronts. La lutte des classes était intense.

Dix millions d'hommes allaient mourir sur les champs de bataille et vingt autres millions allaient les suivre, victimes de la faim et des maladies consécutives à la guerre. Personne depuis n'a jamais pu prouver que ce conflit eût fait faire à l'humanité le moindre progrès justifiant la mort d'un seul être humain. Les socialistes, qui qualifiaient cette guerre de « guerre impérialiste », passent aujourd'hui pour des modérés, et leur jugement est difficilement contestable. Les pays capitalistes d'Europe se déchiraient pour des questions de frontières, de colonies, de sphères d'influence et se disputaient l'Alsace-Lorraine, les Balkans, l'Afrique et le Moyen-Orient.

Comme Erich Maria Remarque l'écrit dans son magnifique roman, alors que les hommes mouraient par milliers, victimes des mitrailleuses et des obus, les dépêches officielles annonçaient : « À l'ouest rien de nouveau ». (...) C'est dans cette atmosphère de mort et de mensonges que les États-Unis firent leur entrée en guerre en 1917. Des mutineries commençaient à éclater dans l'armée française. Comme une traînée de poudre, la révolte toucha 68 des 112 divisions françaises. 629 soldats furent jugés et condamnés et 50 d'entre eux furent exécutés. On attendait avec impatience les troupes américaines.

Le président Woodrow Wilson avait promis que les États-Unis resteraient neutres : « Il est des nations trop fières pour se battre ». Mais, en avril 1917, les Allemands annoncèrent que leurs sous-marins couleraient tout transport de munitions destiné à leurs adversaires. Ils avaient du reste déjà coulé un certain nombre de navires marchands. Wilson déclara alors qu'il défendrait le droit des Américains à voyager sur des navires marchands dans la zone des hostilités.

A partir de 1915 cependant, les commandes de matériel de guerre émanant des Alliés (et en particulier de l'Angleterre) stimulèrent l'économie. En avril 1917, plus de deux milliards de dollars de marchandises avaient été vendues aux Alliés. Pour Hofstadter toujours, « l'Amérique était désormais liée aux Alliés par la combinaison fatale de la guerre et la prospérité ». (...) Avec la Première Guerre mondiale, l'Angleterre devint de plus en plus un marché pour les produits américains et pour les prêts financiers à intérêts. (...) Quand, en 1915, Wilson leva l'interdit sur les prêts bancaires destinés aux Alliés, Morgan se mit à prêter de telles sommes d'argent qu'il fit d'immenses profits personnels tout en intéressant étroitement la finance américaine à une victoire anglaise contre l'Allemagne.

En mai 1915, l'Atlantic Monthly fit paraître un article remarquable d'intelligence sur la véritable nature de la Première Guerre mondiale. Rédigé par W.E.B. Du Bois, l'article s'intitulait « Les origines africaines de la guerre ». Selon Du Bois, il s'agissait d'une guerre pour la domination du monde, et les combats que se livraient les Anglais et les Allemands en Afrique en étaient à la fois le signe et la réalité : « Au sens le plus strict, l'Afrique est la cause première de ce terrible retournement de civilisation qu'il nous est donné de vivre ». L'Afrique, selon Du Bois, était « la terre du XX^e siècle » en raison de l'or et des diamants de l'Afrique du Sud, du cacao de l'Angola et du Nigeria, du caoutchouc et de l'ivoire du Congo et de l'huile de palme de la côte Ouest. Mais la vision de Du Bois allait bien plus loin. Plusieurs années avant la parution de l'*Impérialisme* de Lénine - qui signalait la nouvelle possibilité pour les classes laborieuses des États impérialistes de toucher une part du butin -, Du Bois insistait sur le paradoxe d'une « démocratie plus étendue » en Amérique, contemporaine de l'instauration d'un « élitisme et (d'une) haine accrue envers les races les plus noires ». Il expliquait ce paradoxe par le fait que « le travailleur blanc (avait) été invité à partager les bénéfices de l'exploitation des "chinois et des négros" ». Oui, l'Anglais, le Français, l'Allemand ou l'Américain moyen avait un niveau de vie plus élevé qu'auparavant. Mais « d'où (provenait) donc cette nouvelle richesse ? (...) Essentiellement des nations les plus noires du globe – l'Asie, l'Afrique, les Amériques centrale et du Sud, les Antilles et les îles des mers du Sud ».

Du Bois constatait l'ingéniosité avec laquelle le capitalisme unissait exploités et exploités, créant de ce fait un sas de sécurité contre les dangereux conflits de classes : « Désormais ce n'est plus seulement le prince marchand, le monopole aristocratique ou même la classe dirigeante qui exploite le globe. C'est la nation tout entière, une nouvelle nation démocratique fondée sur l'union du capital et du travail ». (...) Il est difficile de dire à quel point les dirigeants politiques et les entrepreneurs étaient conscients de ce phénomène. Mais leurs actes, même à moitié conscients, comme autant de réflexes instinctifs de défense, correspondaient parfaitement à ce schéma.

Les Américains ne se bousculèrent pas dans les bureaux d'enrôlement. Il fallait un million de soldats : après les six premières semaines de guerre, 73 000 hommes seulement s'étaient portés volontaires. Le Congrès vota alors à une écrasante majorité en faveur de la conscription. George Creel, un journaliste chevronné, devint le propagandiste officiel de la guerre. Il mit sur pied un Comité d'information publique destiné à persuader les Américains que la guerre était une cause juste. Ce comité finança 75 000 orateurs qui firent 750 000 discours dans 5000 villes et villages des États-Unis. Il s'agissait d'une énorme débauche d'énergie en vue de susciter une certaine exaltation chez une opinion publique réticente.

Le lendemain du vote de la guerre par le Congrès, le parti socialiste réunit en urgence une convention à Saint Louis et qualifia la déclaration de guerre de « crime contre le peuple

des États-Unis ». À l'été 1917, des rassemblements pacifistes organisés par les socialistes du Minnesota attirèrent des foules importantes : 5000, 10 000 et même 20 000 fermiers qui protestaient contre la guerre, la conscription et l'enrichissement abusif.

George Creel et le gouvernement étaient à l'origine de la création de l'American Alliance for Labor and Democracy. Présidée par Samuel Gompers, son objectif était « d'unifier le sentiment national » en faveur de la guerre. Cette organisation possédait des ramifications dans 164 villes. Cependant, l'Alliance n'obtint selon James Weinstein que très peu de résultats : « L'enthousiasme guerrier de la masse des travailleurs resta singulièrement faible ». Et si d'éminentes personnalités socialistes se déclarèrent en faveur de la guerre après l'entrée des États-Unis dans les hostilités (Jack London, Upton Sinclair ou Clarence Darrow), la plupart des socialistes continuèrent de s'y opposer.

Néanmoins, la guerre offrit au gouvernement l'occasion de se débarrasser de l'IWW. Au début du mois de septembre 1917, des agents du département de la Justice intervinrent dans 48 réunions organisées par l'IWW, emportant la correspondance et les publications qui allaient servir, plus tard, de pièces à conviction lors du procès. Courant septembre, 165 responsables de l'IWW furent arrêtés pour conspiration visant à empêcher l'incorporation, incitation à la désertion et pratiques d'intimidation dans les conflits sociaux.

Il semble qu'il devint à nouveau nécessaire d'user de la double tactique classique de maintien de l'ordre face au défi révolutionnaire : la réforme et la répression. La réforme était préconisée par George L. Record, un ami du président Wilson, qui lui écrivait au début de 1919 qu'il fallait agir pour plus de démocratie économique afin de « contrer la menace socialiste ». Record conseillait à Wilson de « devenir le véritable leader des forces radicales et de proposer au pays un programme constructif de réformes fondamentales, véritable alternative au programme présenté par les socialistes et les bolcheviques ».

Au printemps 1920, un ouvrier imprimeur anarchiste nommé Andrea Salsedo était arrêté à New York par les agents du FBI et retenu pendant six semaines dans les bureaux de cet organisme, au quatorzième étage du Park Row Building. Toute communication avec sa famille, ses amis ou ses avocats lui fut interdite. Un jour, on retrouva son corps écrasé sur le trottoir au pied de l'immeuble. Selon le bureau fédéral, Salsedo s'était jeté par la fenêtre. Après sa mort, deux de ses amis anarchistes qui travaillaient à la périphérie de Boston décidèrent de porter une arme. Arrêtés dans un tramway de Brockton (Massachusetts), ils furent accusés d'être les auteurs d'un hold-up et d'un meurtre commis deux semaines plus tôt dans une usine de chaussures. Ces deux hommes étaient Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti. Ils furent jugés et reconnus coupables. Ils passèrent sept années en prison pendant lesquelles leur cas souleva l'indignation internationale.

Les comptes rendus du procès et les circonstances dans lesquelles il eut lieu laissent supposer que Sacco et Vanzetti avaient été condamnés à mort parce qu'étrangers et anarchistes. En août 1927, pendant que la police dispersait les manifestants à grands coups de matraque et procédait à des arrestations, Sacco et Vanzetti passaient sur la chaise électrique dans une prison sous haute protection militaire. Le dernier message de Sacco à son fils Dante s'adressait également, dans un anglais laborieux, à des millions d'autres personnes pour les années à venir : « Fils, au lieu de pleurer, sois fort pour être capable de consoler ta mère. Emmène-la faire une grande promenade dans la campagne pour ramasser des fleurs sauvages (...) Mais souviens-toi toujours, Dante, dans le jeu du bonheur il ne faut pas garder tout pour

soi (...) Aide les persécutés et les victimes parce que ce sont tes meilleurs amis (...) Dans cette lutte qu'est la vie, plus tu aimeras plus tu seras aimé ».

Chapitre XV

De l'entraide par gros temps

Février 1919. La guerre vient juste de prendre fin. La direction de l'IWW est en prison mais l'idée de grève générale qu'elle a longtemps soutenue devient réalité à Seattle (État de Washington), où le débrayage de 100 000 ouvriers paralyse la ville pendant cinq jours. La grève commença avec les 35 000 ouvriers des chantiers navals qui exigeaient une augmentation de salaire. (...) Le commandant du détachement militaire envoyé dans la région confia aux grévistes qu'en quarante ans d'expérience militaire il n'avait jamais vu une ville aussi calme et aussi bien gérée. L'*Union Record* de Seattle (un quotidien édité par les travailleurs) publia un poème signé Anise :

*Ce qui les effraie le plus
c'est que RIEN NE SE PASSE !*

*Il s'attendent
à des EMEUTES,
possèdent des mitrailleuses
et des soldats,
mais ce SILENCE SOURIANT
les inquiète.*

*Les hommes d'affaires
ne comprennent pas
ce type d'arme.*

(...)

*Mon Frère, c'est ton SOURIRE
qui ÉBRANLE*

leur confiance dans les armes !

*C'est la benne à ordures
qui parcourt les rues
marquée*

« EXEMPLÉ par le COMITÉ ».

*Ce sont les distributions de lait
qui s'améliorent chaque jour,
et les trois cents*

*ouvriers vétérans de la GUERRE
maîtrisant les foules
sans FUSILS.*

*Car toutes ces choses parlent
d'un NOUVEL ORDRE possible
et d'un NOUVEAU MONDE*

*dans lequel ils se sentent
ÉTRANGERS.*

La grève s'était déroulée pacifiquement. Elle fut cependant suivie de perquisitions et d'arrestations dans les locaux du parti socialiste et dans ceux d'une imprimerie. 39 membres de l'IWW furent jetés en prison en tant que « principaux propagateurs de l'anarchie ». (...) Certains propos du maire de Seattle font penser que l'establishment craignait moins la grève

elle-même que ce qu'elle symbolisait. Selon lui, « la grève générale prétendument débonnaire de Seattle était une tentative de révolution ». Il ajoutait « Qu'il n'y ait pas eu de violences n'y change rien. (...) L'objectif, tant avoué que confidentiel, était bien de renverser le système industriel, ici pour commencer et partout ailleurs ensuite. (...) La grève générale telle qu'elle s'est pratiquée à Seattle est en elle-même une arme révolutionnaire ; et d'autant plus dangereuse qu'elle est non violente. Pour parvenir à ses fins, elle doit faire cesser toute activité. Arrêter totalement le mouvement vital de la communauté. (...) C'est-à-dire mettre le gouvernement hors jeu »

Au début des années 1920, la situation sembla finalement maîtrisée. L'IWW avait été balayée et le parti socialiste se désintégra. Les grèves avaient été réprimées par la force et l'économie fonctionnait suffisamment bien aux yeux de suffisamment de gens pour prévenir toute tentative de rébellion. Ce fut également pendant cette période que le Congrès mit fin au dangereux flot d'immigrants fauteurs de troubles (14 000 000 entre 1900 et 1920) en votant des lois instaurant des quotas. Ces quotas favorisaient à l'évidence l'immigration anglo-saxonne, arrêtaient net l'arrivée des Africains et des Asiatiques et limitaient de manière drastique l'immigration des Latins, des Juifs et des Slaves. (...) Le Ku Klux Klan reprit de la vigueur dans les années 1920 et s'étendit même dans le Nord. En 1924, il comptait 4 millions et demi de membres. La National Association of the Advancement of Colored People (NAACP) semblait parfaitement désemparée devant la violence des foules aveugles et la haine raciale généralisée.

L'image traditionnelle des années 1920 comme période de prospérité et de légèreté n'est pas complètement fautive (l'ère du jazz, les « *roaring twenties* », etc.). Le nombre de chômeurs avait diminué, passant de 4 270 000 en 1921 à environ 2 000 000 en 1927. Le niveau moyen des salaires des travailleurs avait augmenté. Certains agriculteurs gagnaient pas mal d'argent. Les familles ayant un revenu annuel de plus de 2000 dollars (40% de l'ensemble) pouvaient se permettre l'achat de gadgets modernes, autos, radios, réfrigérateurs, etc. Des millions de gens ne s'en sortaient pas si mal et pouvaient sans souci rejeter les autres hors du cadre – les petits fermiers blancs et noirs et les familles immigrées des grandes villes, sans travail ou trop pauvres pour subvenir aux besoins de première nécessité. (...) Les 0,1% des familles qui occupaient le sommet de la pyramide gagnaient autant que les 42% les plus pauvres. Pendant les années 1920, quelque 25 000 travailleurs trouvaient chaque année la mort sur leurs lieux de travail et 100 000 autres restaient handicapés à vie. À New York, deux millions de personnes vivaient dans des logements considérés comme de véritables pièges en cas d'incendie.

Quelques écrivains tentèrent bien de briser le silence, tels Theodore Dreiser, Sinclair Lewis et Lewis Mumford. (...) Dans son roman *Babbalanza*, Sinclair Lewis rend compte de ce faux sentiment de prospérité, de ce plaisir superficiel offert par les nouveaux gadgets destinés à la classe moyenne : « Il s'agissait du meilleur réveil produit en série et distribué dans tout le pays. Avec les accessoires les plus modernes, comme le carillon type cathédrale, l'alarme intermittente et le cadran phosphorescent. Babbalanza était fier d'être réveillé par un mécanisme aussi sophistiqué. Socialement, c'était aussi valable que d'acheter de coûteux pneus renforcés. Il se rendait compte à présent avec mauvaise humeur qu'il n'y avait plus d'échappatoire mais il restait là, allongé, et détestait la corvée de son boulot dans l'immobilier, et n'aimait pas non plus sa famille, et se détestait de ne pas les aimer ».

Après le vote du Dix-Neuvième Amendement et après de longues années de lutte, les femmes avaient finalement acquis le droit de vote en 1920. Le vote demeurait néanmoins une

pratique des classes moyennes et aisées. Eleanord Flexner, retraçant l'histoire du mouvement, affirme que le vote féminin a surtout permis de constater que « les femmes ont montré la même tendance à s'en remettre aux deux partis orthodoxes que les électeurs hommes ».

Après la guerre, tandis que le parti socialiste s'essouffait, un parti communiste fut créé. Les communistes s'impliquèrent dans la mise sur pied de la Trade Union Education League (TUEL), qui essaya d'insuffler un esprit militant au sein de l'AFL. Lorsque Ben Gold, communiste et membre de la section des fourreurs affiliée à la TUEL, mit en cause la direction de l'AFL au cours d'un rassemblement, il fut rossé et reçut plusieurs coups de couteau.

Le krach boursier de 1929, qui marqua le début de la Grande Dépression aux États-Unis, fut directement provoqué par des spéculations sauvages qui manquèrent leur coup et entraînent toute l'économie avec elles. Comme l'affirme John Galbraith dans son analyse de l'évènement (*The Great Crash*), derrière cette spéculation il y avait également le fait que, dans son ensemble, « l'économie était déjà fondamentalement malade ». Galbraith dénonce la mauvaise santé des structures industrielles et bancaires, un commerce extérieur boiteux, de nombreuses erreurs d'analyse économique et la « mauvaise répartition du revenu ». Près d'un tiers du revenu global individuel était aux mains des 5% les plus aisés de la population.

Après le krach, l'économie était assommée, pratiquement paralysée. Plus de 5000 banques fermèrent leurs portes et de très nombreuses activités, faute de pouvoir obtenir de l'argent, cessèrent également. Celles qui ne s'arrêtèrent pas licencièrent de nombreux employés et baissèrent régulièrement les salaires. La production industrielle chuta de 50%. En 1933, près de 15 000 000 de travailleurs (c'est-à-dire entre un quart et un tiers de la force de travail totale) étaient au chômage.

Assurément, les responsables de l'économie américaine ne comprenaient pas ce qu'il s'était passé. Ils étaient déroutés. (...) En mars 1931, Henry Ford prétendait que la crise était due au fait que « le citoyen ne ferait jamais sa journée de travail si on ne l'attrapait pas pour l'obliger à la faire. Il y a plein de travail pour ceux qui veulent travailler ». Quelques semaines plus tard, il licenciait 75 000 ouvriers. Il y avait des millions de tonnes de nourriture disponible mais on ne pouvait tirer profit ni de leur transport ni de leur vente. Il y avait des vêtements plein des entrepôts mais les gens ne pouvaient pas les acheter. De nombreux logements étaient disponibles mais restaient vacants, personne ne pouvant en payer les loyers. Les gens avaient été expulsés de chez eux et vivaient désormais dans des taudis (les fameuses « Hoovervilles ») qui s'étaient rapidement construits dans les décharges.

En Oklahoma, on vendait les fermes aux enchères. Les fermiers le virent tomber en ruine avant que les tracteurs n'arrivent et ne se mettent au travail. Dans *Les Raisins de la colère*, John Steinbeck décrit tout cela : « Et les dépossédés, les vagabonds, affluèrent en Californie, 250 000 puis 300 000. Derrière eux, des tracteurs tout neufs investissaient la terre et les fermiers étaient expulsés de force. De nouvelles vagues se formaient, de nouvelles vagues de dépossédés et de sans-abri, durs, résolus et dangereux. (...) Et un homme affamé, sans toit, roulant sur la route avec sa femme à ses côtés et ses enfants malingres sur le siège arrière, pouvait contempler les champs en friche capables de produire de la nourriture mais pas de profits ; et cet homme savait que c'était un péché de laisser un champ en friche et qu'une terre à l'abandon est un crime contre les enfants malingres. (...) Au Sud, il vit pendre aux arbres les oranges dorées, les petites oranges dorées sur les arbres vert sombre, et les gardes armés de fusils patrouillant à la lisière pour empêcher qu'un homme ne cueille une

orange pour un enfant malingre ; des oranges qu'on jetterait si leur prix était trop bas ». Steinbeck avait raison, ces gens devenaient « dangereux ». L'esprit de révolte allait croissant.

Chicago, 1^{er} avril 1931. Cinq cent écoliers, pour la plupart hagards et en haillons, ont défilé dans Chicago en direction des locaux du bureau de l'éducation pour exiger que le système scolaire leur fournisse de quoi manger.

Roosevelt entra en fonction au printemps 1933 et lança un programme de réformes qui devint fameux sous le nom de « New Deal ». (...) Les réformes de Roosevelt allaient bien plus loin que toutes celles qui les avaient précédées. Elles visaient deux objectifs essentiels : réorganiser le capitalisme de manière à dépasser la crise et à stabiliser le système, et calmer les très nombreux mouvements de révolte spontanés.

Pour stabiliser le système afin d'assurer sa survie, Roosevelt fit voter, cinq mois après sa prise de fonction, une première grande loi : le National Industrial Recovery Act (NIRA). Il s'agissait de prendre le contrôle de l'économie à travers une série de codes négociés à la fois par les employeurs, les travailleurs et le gouvernement. Ces codes fixaient des *minima* pour les prix et les salaires et limitaient la concurrence. D'emblée, la National Recovery Administration (NRA) fut contrôlée par le milieu des affaires et mise au service de ses intérêts. (...) Dans les branches où les syndicats étaient puissants, Roosevelt accepta de faire quelques concessions aux travailleurs, mais « là où ils étaient faibles, Roosevelt ne tenta pas de résister aux pressions des porte-parole du monde industriel qui souhaitaient maîtriser (...) les codes conçus dans le cadre de la NRA. Dans son livre *Towards a New Past*, Barton Bernstein confirme que « l'administration privée devint l'administration publique et le gouvernement privé devint le gouvernement public, assurant le mariage du capitalisme et de l'étatisme ».

L'AAA (Agricultural Adjustment Administration) fut également votée dans les cinq premiers mois de l'administration Roosevelt. Il s'agissait d'une tentative de réorganisation du secteur agricole qui, à l'instar de la NRA, servit surtout les intérêts des grandes exploitations agricoles. En revanche, la TVA (Tennessee Valley Authority) constitua une intrusion inhabituelle du gouvernement dans les affaires. Il s'agissait d'un réseau public de barrages et de centrales hydroélectriques destiné à lutter contre les inondations et à produire de l'électricité dans la vallée du Tennessee. Elle fournit du travail aux chômeurs et de l'électricité peu onéreuse aux consommateurs. D'une certaine manière, une telle réforme, comme on le lui reprocha d'ailleurs bien souvent à l'époque, était « socialiste ».

(...) En 1934, la présentation devant le Congrès du décret Wagner-Connery destiné à encadrer les conflits sociaux. Ce décret proposait l'élection de représentants syndicaux ainsi que la création d'un conseil spécial pour régler les problèmes et étudier les revendications. N'était-ce pas le type même de législation destinée à en finir avec l'idée que « les problèmes des travailleurs ne peuvent être résolus que par les travailleurs eux-mêmes ? » Le monde des affaires estima que le décret favorisait les travailleurs et s'y opposa. Quant à Roosevelt, il n'appréciait guère l'idée. Cependant, en 1934, une série de conflits sociaux imposa la nécessité d'une démarche législative en ce domaine.

La plus importante de toutes ces grèves éclata à l'automne de cette même année. Dans le Sud, 325 000 ouvriers du textile se mirent en grève. Ils quittèrent les usines et organisèrent des groupes mobiles motorisés qui se rendaient sur tous les sites de grève pour y constituer des piquets, affronter les gardiens, pénétrer dans les usines et faire cesser les machines. Ici

aussi, la grève venait de la base en dépit des réticences émises au sommet par les responsables syndicaux. Le *New York Times* affirma : « L'aspect le plus dangereux de cette situation est qu'elle échappe complètement au contrôle des leaders syndicaux ».

En 1934 et 1935, des centaines de milliers de travailleurs tenus à l'écart des syndicats fermés et étroitement contrôlés par l'AFL commencèrent à militer dans les nouveaux secteurs industriels de production de masse – l'automobile, le caoutchouc et l'industrie de l'emballage. L'AFL ne pouvait pas les ignorer. Il mit sur pied un Comité du syndicalisme industriel afin d'encadrer ces ouvriers par branche industrielle et non par profession. Tous les ouvriers d'une même usine étaient membres d'un unique syndicat. Ce Comité, présidé par John Lewis, fit sécession et fonda le Congress of Industrial Organizations (CIO).

Mais ce furent les grèves et les révoltes nées à la base qui poussèrent les dirigeants de l'AFL et du CIO à passer à l'action. Jeremy Brecher raconte tout cela dans son livre *Strike !* Une nouvelle tactique fut inventée par les ouvriers d'Akron (Ohio) au début des années 1930 : l'occupation d'usines. Les travailleurs restaient sur leur lieu de travail au lieu d'en sortir pour manifester. Cela présentait des avantages évidents : ils empêchaient ainsi l'intrusion des briseurs de grève ; ils n'étaient pas contraints de s'en remettre aux responsables syndicaux mais gardaient au contraire le contrôle de la situation ; ils n'étaient plus obligés de manifester dans le froid ou sous la pluie ; ils n'étaient plus isolés sur leurs postes de travail ou dans les piquets de grève ; ils étaient des centaines sous le même toit, libres de se parler et de former une véritable communauté en lutte. Louis Adamic, un écrivain prolétarien, décrit l'une de ces toutes premières occupations.

Cette tactique gagna le reste du pays. En décembre, la plus longue grève de ce type commença à l'usine n°1 de Fisher Body à Flint (Michigan). (...) Pendant quarante jours, les deux mille grévistes formèrent une véritable communauté : « C'était comme à la guerre. Les gars autour de moi sont devenus de vrais amis. » Sydney Fine raconte cet événement dans *Sit-Down*. Les comités de grève organisèrent des spectacles, des séances d'information, des cours, un service du courrier et des structures sanitaires. Des tribunaux furent également mis en place pour traiter le cas de ceux qui ne participaient pas à la vie commune, jetaient leurs ordures n'importe où, fumaient dans les lieux interdits, etc. La « peine » consistait à effectuer des tâches supplémentaires, la punition suprême étant l'expulsion de l'usine. (...) On organisa des sortes de formations sur les procédures parlementaires, sur la prise de parole publique et sur l'histoire du mouvement ouvrier.

En 1936, il y eut 48 grèves par occupation. En 1937, leur nombre passa à 447. (...) Les occupations d'usines représentaient un grave danger pour le système parce qu'elles n'étaient pas contrôlées par les directions syndicales. (...) En 1937, lors d'une grève dans les usines de la Republic Steel de Chicago, la police tira sur les piquets de grève et fit dix morts. L'autopsie révéla que la police avait tiré sur les grévistes alors qu'ils s'enfuyaient. Cet événement est plus connu aujourd'hui sous le nom de « massacre du Memorial Day ».

Le *Times* citait les propos de John L. Lewis, dynamique dirigeant du CIO : « Une convention signée avec le CIO est une assurance efficace contre les occupations ou toute autre forme de grève ». Le parti communiste, dont certains membres jouaient un rôle important dans les syndicats du CIO, sembla suivre cette voie. Un responsable communiste de la ville d'Akron aurait déclaré, lors d'une réunion de préparation stratégique du parti après les occupations : « Désormais, nous devons travailler à forger des relations stables entre syndicats ».

et employeurs ainsi qu'à garantir la stricte observance des procédures de la part des travailleurs ».

Ainsi, deux stratégies sophistiquées, destinées à contrôler les actions ouvrières spontanées, se développèrent au milieu des années CIO. D'abord, le National Labor relations Board accorderait aux syndicats un statut légal, la possibilité d'être entendus et d'accéder à certaines de leurs revendications. On pouvait ainsi modérer l'esprit de révolte des travailleurs en le canalisant à travers l'élection syndicale – exactement comme système constitutionnel canalisait les éventuelles révoltes populaires au moyen des élections. (...) Ensuite, les syndicats – y compris un syndicat actif et militant comme le CIO - canaliserait les pulsions insurrectionnelles des ouvriers par le biais des conventions collectives, des négociations, des réunions syndicales, puis tenteraient de réduire le nombre des grèves avec pour objectif de construire de grands syndicats influents et parfois même respectables.

Les événements de cette période semblent confirmer, comme l'avancent Richard Cloward et Frances Piven dans leur livre *Poor People's Movements*, que le mouvement ouvrier a remporté plus de victoires par ces soulèvements spontanés qu'à l'initiative des syndicats bien organisés et officiellement reconnus. (...) Piven et Cloward notent que l'importance numérique des syndicats avait très considérablement augmenté pendant les années 1940, c'est-à-dire pendant la Seconde Guerre mondiale (l'AFL et le CIO comptaient chacun 6 millions de membres en 1945), mais que leur influence s'était affaiblie.

La Seconde Guerre mondiale porta un coup à l'activisme des mouvements ouvriers tel qu'il avait cours dans les années 1930 parce que l'économie de guerre créa des millions de nouveaux emplois mieux rémunérés. Si, pendant le New Deal, le nombre de chômeurs était passé de 13 à 9 millions, la guerre mit presque tout le monde au travail. Elle eut également d'autres conséquences : le patriotisme et une dynamique d'alliance de classes contre l'ennemi étranger rendirent plus difficile toute mobilisation contre les grandes entreprises américaines. Pendant la guerre, l'AFL et le CIO s'engagèrent à ne pas appeler à la grève.

Chapitre XVI

Une guerre populaire ?

L'Allemagne envahissait la Russie soviétique : le parti communiste américain, qui auparavant répétait sur tous les tons que la guerre entre les forces de l'Axe et les puissances alliées était une guerre impérialiste, la qualifiait dorénavant de « guerre populaire » contre le fascisme. Du reste, la plupart des Américains (capitalistes, communistes, démocrates et républicains ; les pauvres, les riches et la classe moyenne) s'accordaient sur ce seul fait : il s'agissait bien d'une guerre populaire.

Vraiment ? (...) Jamais autant d'Américains n'avaient participé à une guerre : 18 000 000 d'individus servirent dans les forces armées, dont 10 000 000 à l'étranger. 25 000 000 de travailleurs économisèrent régulièrement sur leurs salaires pour financer l'effort de guerre. Il est cependant permis de penser qu'il s'agissait là d'une unanimité fabriquée.

Ce fut une guerre contre un ennemi incroyablement cruel. L'Allemagne de Hitler portait le totalitarisme, le racisme, le militarisme et l'agressivité à un niveau qu'un monde pourtant ultra-cynique avait ignoré jusque-là. Mais les gouvernements alliés – Anglais,

Américains ou Russes – étaient-ils si radicalement différents que leur victoire pût suffire à balayer l'impérialisme, le racisme, le totalitarisme ou le militarisme de la surface du globe ?

L'attitude de défenseurs des nations en détresse qu'adoptèrent les États-Unis correspondait bien à l'image de l'Amérique que l'on trouvait dans les manuels scolaires, mais pas à ses antécédents avérés en politique internationale. Au début du XIX^e siècle, les États-Unis s'étaient opposés à la révolution que les Haïtiens avaient déclenchée contre la France pour obtenir leur indépendance. Ils avaient également provoqué une guerre avec le Mexique à l'issue de laquelle ils s'étaient emparés de la moitié du territoire mexicain. Sous prétexte d'aider Cuba à se débarrasser de la tutelle espagnole, les États-Unis s'y étaient installés en imposant une base militaire, leurs investissements financiers et un droit d'intervention dans les affaires intérieures du pays. Ils s'étaient également approprié Hawaii, Porto Rico et Guam, et avaient mené une guerre sans merci aux Philippines. Ils avaient « ouvert » le Japon au commerce américain à grand renfort de menaces et de navires de guerre. Ils avaient instauré la politique de la « porte ouverte » en Chine, de manière à s'assurer de bénéficier des mêmes opportunités que les autres puissances impérialistes dans l'exploitation des ressources chinoises. Pour finir, ils avaient envoyé des troupes à Pékin pour affirmer avec d'autres nations la suprématie occidentale sur la Chine. Ces troupes étaient sur place depuis bientôt trente ans.

Tandis que les États-Unis exigeaient – avec la doctrine Monroe et par la force des armes – que le marché chinois soit totalement ouvert au commerce, ils insistaient en revanche pour que l'Amérique latine reste un marché fermé – fermé à tous sauf aux États-Unis, évidemment. Ils avaient suscité une révolution en Colombie et inventé l'État « indépendant » du Panama afin de permettre la construction – puis de s'assurer le contrôle – du canal du même nom. En 1926, les États-Unis envoyaient 5000 soldats au Nicaragua pour contrer une révolution. Ils y laissèrent des troupes pendant 7 ans. En 1916, ils intervenaient pour la quatrième fois en République dominicaine et y laissèrent également leurs soldats pendant 8 ans. En 1915, ils avaient fait de même en Haïti, où les troupes restèrent durant 19 ans. Entre 1900 et 1933, les États-Unis étaient intervenus quatre fois à Cuba, deux fois au Nicaragua, six fois au Panama, une fois au Guatemala et pas moins de sept fois au Honduras. En 1924, les économies de la moitié des vingt États latino-américains étaient peu ou prou aux mains des Américains. En 1935, plus de la moitié de l'acier et du coton américain avait l'Amérique latine pour débouché.

Juste avant la fin de la Première Guerre mondiale, en 1918, dans le cadre d'une intervention des Alliés en Russie, une force armée de 7000 hommes s'installait à Vladivostok. Elle y resta jusqu'en 1920. 5000 hommes supplémentaires furent cantonnés pendant près d'une année à Archangel, un autre port russe, toujours dans le cadre d'une opération militaire alliée. Le département d'État informa le Congrès que « toutes opérations (tendaient) à contrebalancer les conséquences de la révolution bolchevique en Russie ».

Les États-Unis s'étaient faiblement opposés aux politiques de persécution menées par Hitler. Tout au long des années 1930, ils s'étaient joints à l'Angleterre et à la France dans leur tentative d'amadouer Hitler. Roosevelt et Cordell Hull, son secrétaire d'État, hésitaient à critiquer publiquement la politique antisémite du dictateur allemand. Selon Arnold Offner (*American Appeasement*), quand, en janvier 1934, une résolution fut examinée pour demander au Sénat et au président américain d'exprimer leur « surprise et leur mécontentement » devant le sort que les Allemands réservaient aux Juifs et d'exiger la

restauration des juifs dans leurs droits, le département d'État « s'arrangea pour que cette résolution se perde dans les méandres d'un comité quelconque ».

Lorsque éclata en Espagne, en 1936, une rébellion fasciste contre le gouvernement social-libéral élu démocratiquement, l'administration Roosevelt fit voter une loi de neutralité qui eut pour effet de supprimer les aides au gouvernement espagnol alors que Hitler et Mussolini apportaient un soutien militaire décisif à Franco. (...) L'Allemagne tira tous les bénéfices possibles de la guerre civile espagnole.

Cela découlait-il d'une politique relativement logique de la part d'un gouvernement dont le principal objectif n'était pas d'arrêter le fascisme mais de faire avancer les intérêts impérialistes américains ? Pour ces intérêts, dans les années 1930, une politique antisoviétique semblait être la meilleure solution. Plus tard, lorsque le Japon et l'Allemagne menacèrent conjointement les intérêts impérialistes américains, une politique prosoviétique et antinazie s'avéra préférable.

Ce n'est pas la barbarie de Hitler vis-à-vis des juifs qui fit entrer les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale – pas plus que le sort des quatre millions d'esclaves noirs n'avait entraîné la guerre de Sécession en 1861. L'agression italienne contre l'Éthiopie, l'invasion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie par Hitler, son offensive contre la Pologne n'y furent pour rien elles non plus, même si elles conduisirent Roosevelt à aider considérablement les Anglais. Ce fut le bombardement par les Japonais de la base navale de Pearl Harbor, à Hawaii, le 7 décembre 1941, qui déclencha l'entrée en guerre des États-Unis. (...) Les États-Unis commencèrent à s'inquiéter lorsque le Japon se mit à menacer les marchés potentiels américains en Chine par sa tentative d'annexion totale de la Chine et surtout par son implantation dans le Sud-Est asiatique. A l'été 1941, les Américains mirent en place des embargos stricts sur le fer et sur le pétrole, mesures qui provoquèrent finalement l'attaque japonaise sur Pearl Harbor.

Les archives montrent qu'une réunion à la Maison Blanche, deux semaines avant Pearl Harbor, anticipait une guerre et s'interrogeait sur les moyens de la justifier. Un rapport du département d'État sur l'expansion japonaise, un an avant Pearl Harbor, n'évoquait nullement l'indépendance de la Chine ou le principe d'autodétermination, mais affirmait en revanche : « Nos positions stratégiques et politiques globales seraient considérablement affaiblies par la perte des marchés chinois, indien et du Sud-Est asiatique (ainsi que par la perte du marché japonais puisque le Japon se suffit de plus en plus à lui-même). Elles seraient également affaiblies par toute atteinte irrémédiable à nos capacités d'accès à des ressources comme le caoutchouc, le fer, la jute et autres matières premières vitales des régions asiatiques et pacifiques ».

En 1942, le représentant personnel de Roosevelt avait déclaré au général français Henri Giraud : « Il est bien entendu dans nos intentions de voir la souveraineté de la France rétablie aussi vite que possible sur l'ensemble des territoires métropolitains et coloniaux sur lesquels son drapeau flottait en 1939 ». (...) Les diplomates et les hommes d'affaires américains suaient sang et eau pour s'assurer que la puissance économique américaine, une fois la guerre finie, n'aurait plus de rivale à l'échelle du monde. (...) En fait, les Américains avaient l'intention de mettre les Anglais hors jeu et de prendre leur place. C'est ce qui arriva au Moyen-Orient et à son pétrole. (...) Par l'intermédiaire du secrétaire à l'Intérieur américain, Harold Ickes, le pétrolier ARAMCO avait convaincu Roosevelt d'accorder un prêt-bail à l'Arabie saoudite, établissant ainsi des intérêts américains dans ce pays.

L'aide économique dont les pays pourraient avoir besoin après la guerre était déjà conçue en termes de stratégie politique : Averell Harriman, ambassadeur américain en URSS, déclarait au début de 1944 que « l'assistance économique (était) l'une de nos armes les plus efficaces pour faire tourner les événements politiques européens à notre avantage ».

L'enquête de Henry Feingold, *The Politics of Rescue*, montre que Roosevelt, au moment même où les Juifs étaient enfermés dans les camps et que commençait le processus qui allait aboutir à l'abominable extermination de millions de Juifs et non-Juifs, ne prit pas les mesures qui auraient permis de sauver des milliers de vies humaines. Il ne considérait pas qu'il s'agissait là d'une priorité. Il confia la question au département d'État, dont la froide bureaucratie et l'antisémitisme firent obstacle à l'action.

Franklin D. Roosevelt (...) signa tranquillement le décret exécutif 9066, en février 1942, donnant à l'armée le pouvoir d'arrêter sans mandat, convocation, ou même investigation, tous les Américains d'origine japonaise de la côte Ouest – 110 000 hommes, femmes et enfants -, de les expulser de chez eux, de les regrouper dans des camps au plus profond des États-Unis et de les garder là dans des conditions de captivité. Les trois quarts d'entre eux étaient (...) nés sur le sol américain de parents japonais, ils étaient en conséquence citoyens américains.

En 1940, les États-Unis avaient commencé leurs importantes livraisons de matériel de guerre à la France et à l'Angleterre. En 1941, les trois quarts du montant des contrats militaires revenaient à 56 grandes entreprises.

Malgré l'atmosphère générale de patriotisme et de dévouement total à la cause de la guerre ; malgré les engagements à ne pas faire la grève pris par les responsables de l'AFL et du CIO, de nombreux travailleurs américains, mécontents du gel des salaires – alors que les profits des entreprises battaient des records – se mirent néanmoins en grève. Pendant la guerre, il y eut 14 000 grèves, impliquant quelque 6 700 000 travailleurs, bien plus que dans n'importe quelle autre période comparable de l'histoire des États-Unis. (...) Les grèves se poursuivirent après la guerre. Au cours du premier semestre 1946, 3 000 000 de travailleurs se mirent en grève. Selon Jeremy Brecher (*Strike !*), sans la main de fer des syndicats, on aurait sans doute assisté à « une confrontation générale entre les travailleurs d'un grand nombre d'industries et le gouvernement qui soutenait les employeurs ».

Le parti communiste soutenait la guerre avec enthousiasme. Seuls quelques groupes anarchistes et pacifistes refusaient de la soutenir. La Ligue féministe internationale pour la paix et la liberté déclarait : « La guerre entre nations, classes ou races ne peut en permanence régler les conflits ou guérir les blessures qui fondent leur existence ». Et le *Catholic Worker* affirmait : « Nous restons pacifistes ».

La revue de Dwight MacDonal, *Politics*, publia au début de 1945 un article rédigé par la philosophe ouvrière française Simone Weil : « Et, sous tous les noms dont il peut se parer, fascisme, démocratie ou dictature du prolétariat, l'ennemi capital reste l'appareil administratif, policier, militaire ; non pas celui d'en face, qui n'est notre ennemi qu'autant qu'il est celui de nos frères, mais celui qui se dit notre défenseur et fait de nous ses esclaves. Dans n'importe quelle circonstance, la pire trahison possible consiste toujours à accepter de se subordonner à cet appareil et de fouler aux pieds pour le servir, en soi-même et chez autrui, toutes les valeurs humaines ».

Il y eut (...) un large soutien à ce qui devait devenir la plus abominable campagne de bombardements jamais entreprise au cours d'une guerre : les attaques aériennes sur les villes allemandes et japonaises. (...) C'est ainsi que les bombardements incessants des villes allemandes commencèrent – avec des opérations de centaines d'appareils sur Cologne, Essen, Francfort et Hambourg. Les Anglais volaient de nuit sans prétendre viser les objectifs militaires. Les Américains le faisaient de jour en se vantant d'une certaine précision : ils bombardaient cependant de si haut que cette précision était parfaitement impossible. L'apogée de ces bombardements terroristes fut celui de Dresde, début 1945.

Le pilonnage des villes japonaises correspondait également à cette stratégie de saturation destinée à détruire le moral des civils. Un bombardement nocturne sur Tokyo fit quelque 80 000 victimes. Puis, le 6 août 1945, apparut dans le ciel d'Hiroshima un unique avion américain, qui lâcha la première bombe atomique, faisant environ 100 000 morts et des dizaines de milliers d'autres victimes qui allaient mourir lentement de l'effet dévastateur des radiations. (...) Trois jours plus tard, une autre bombe atomique était lâchée sur Nagasaki, faisant environ 50 000 victimes supplémentaires. Ces actes atroces furent justifiés par la nécessité d'accélérer la fin de la guerre et d'éviter d'envahir le Japon.

Après la guerre, l'un des rapports (du United States Strategic Bombing Survey) (...) déclarait : « S'appuyant sur des enquêtes détaillées concernant les faits et sur les témoignages des responsables japonais qui sont encore en vie, notre institution estime que le Japon se serait à coup sûr rendu avant le 31 décembre 1945 et encore plus probablement avant le 1^{er} novembre de cette même année, même sans intervention atomique, même si la Russie n'était pas entrée en guerre contre le Japon et, enfin, même si aucune invasion américaine n'avait été organisée, voire seulement imaginée ».

Si les Américains n'avaient pas exigé (cette) reddition inconditionnelle – s'ils avaient accepté ne serait-ce qu'une des conditions japonaises à la reddition (que l'empereur, figure sacrée du Japon, reste en place)-, les japonais se seraient empressés d'arrêter la guerre. Pour quelle raison les États-Unis n'ont-ils pas saisi cette simple occasion de sauver bien des vies japonaises que des vies américaines ? Parce que trop d'argent avait été investi dans la bombe atomique pour qu'on se refuse le luxe de s'en servir ? (...) Ne serait-ce pas plutôt, comme le suggérait le chercheur britannique P.M.S. Blackett dans *Fear, War and the Bomb*, que les États-Unis étaient impatients de lancer cette bombe atomique avant que l'URSS n'entre à son tour en guerre contre le Japon ?

Les Soviétiques s'étaient entendus avec les Américains pour entrer en guerre dans la région exactement 90 jours après la fin du conflit en Europe. Cet événement ayant eu lieu le 8 mai 1945, la date prévue pour l'entrée en guerre des Russes contre le Japon était donc le 8 août. Mais à cette date, la bombe avait été lâchée et, le jour suivant, la seconde tomberait sur Nagasaki. Les Japonais allaient se rendre aux Américains et non aux Soviétiques.

Le largage de la seconde bombe sur Nagasaki semble avoir été planifié à l'avance. Personne ne paraît en mesure d'expliquer pourquoi ce bombardement eut finalement lieu. Était-ce parce qu'il s'agissait d'une bombe à plutonium alors que celle d'Hiroshima était à l'uranium ? Les morts et les irradiés de Nagasaki auraient-ils servi de cobayes à une expérience scientifique ?

Mais qu'en était-il du fascisme en tant qu'idée, et en tant que réalité ? Ses principes fondamentaux comme le militarisme, le racisme et l'impérialisme avaient-ils été définitivement éradiqués ? Ou bien imprégnaient-ils désormais les corps déjà contaminés des vainqueurs ? Le révolutionnaire pacifiste A.J. Muste avait prédit en 1941 : « Après une guerre, le problème c'est le vainqueur. Il estime qu'il vient de prouver que la guerre et la violence paient. Qui, désormais, pourrait lui donner une leçon ? »

Les vainqueurs étaient l'Union soviétique et les États-Unis (avec l'Angleterre, la France et la Chine nationaliste, mais ils étaient très affaiblis). Ces deux pays pouvaient à présent se mettre au travail – sans croix gammées, sans pas-de-l'oie ou sans racisme officiellement déclaré -, sous couvert de « socialisme » d'un côté et de « démocratie » de l'autre, pour se constituer leur propre aire d'influence. Ils s'accordèrent pour se partager et revendiquer l'un et l'autre la domination du monde, pour se doter d'appareils militaires bien plus puissants que ceux des défunts États fascistes et pour peser sur le destin de bien plus de pays que n'en avaient soumis Mussolini, Hitler et le Japon.

Les principales bénéficiaires de la guerre étaient les grandes entreprises, dont les bénéfices passèrent de 6,4 milliards de dollars en 1940 à 10,8 milliards en 1944. Mais les ouvriers et les agriculteurs en profitèrent également assez pour se satisfaire du système. Illustration d'une vieille leçon apprise par les gouvernements : la guerre règle les problèmes de maintien de l'ordre. Charles Wilson, président de la General Electric Corporation, fut si satisfait de la situation en temps de guerre qu'il proposait de perpétuer l'alliance du militaire et de l'économique afin de pratiquer une économie de guerre permanente ». Et c'est ce qui eut lieu.

L'administration Truman préférait présenter l'Union soviétique non comme un simple rival mais comme une menace immédiate. Par une série d'actions, elle instaura un climat de peur – et une véritable hystérie vis-à-vis du communisme – qui entraîna l'escalade progressive du budget de l'armée et la stimulation de l'économie nationale par le biais des commandes militaires. Cette combinaison permettait d'engager des actions plus agressives à l'étranger et plus répressives à l'intérieur du pays. Les mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie étaient présentés à l'opinion américaine comme autant de preuves de « l'expansionnisme soviétique », réveillant ainsi l'indignation provoquée par les agressions hitlériennes.

Les États-Unis intervinrent en Grèce sans envoyer de soldats mais en fournissant des armes et des conseillers militaires (...) Grâce à cette aide, la rébellion fut vaincue en 1949. L'aide militaire et économique américaine continua à parvenir au gouvernement grec. Les investissements en capital d'Esso, de la Dow Chemical, de Chrysler et d'autres entreprises américaines affluèrent en Grèce. L'illettrisme, la pauvreté et la famine continuèrent à ravager le pays qui demeurait entre les mains de ce que Richard Barnett (*Intervention and Revolution*) qualifie de « dictature militaire particulièrement brutale et réactionnaire ». Cette dictature se maintiendra jusqu'en 1964. La politique nationale indépendante mise en place par le gouvernement centriste à partir de cette date conduira les États-Unis à soutenir fortement le coup d'État de 1967 et la « dictature des colonels » qui s'ensuivra (1967-1974).

En 1950, se produisit un événement qui accéléra la formation du consensus libéral-conservateur : Truman se lança dans une guerre non avouée en Corée. (...) Après plusieurs menaces d'invasion de chaque côté de la frontière, les armées de la Corée du Nord passèrent, le 25 juin 1950, le 38^e parallèle, envahissant la Corée du Sud. Les Nations unies, dominées

par les États-Unis, demandèrent alors à leurs membres d'aider à « repousser l'agression ». (...) Deux millions de Coréens environ, aussi bien au Nord qu'au Sud, périrent pendant la guerre de Corée. (...) Mais les forces américaines, après avoir repoussé les Nord-Coréens au-delà du 38^e parallèle, continuèrent leur progression en Corée du Nord jusqu'au fleuve Yalu, sur la frontière chinoise, provoquant l'entrée en guerre de la Chine.

Les militants effectifs du parti communiste étaient assez peu nombreux – moins de 100 000 probablement – mais représentaient une force importante dans le monde du syndicalisme, dans les milieux artistiques et parmi le très grand nombre d'Américains que l'échec du système capitaliste dans les années 1930 avait amené à juger favorablement le communisme et le socialisme. (...) Le 22 mars 1947, deux semaines après avoir présenté au pays sa fameuse doctrine pour la Grèce et la Turquie, Truman signa le décret exécutif 9835, mettant en place un programme d'investigations sur toute « tentative d'infiltration de la part d'individus déloyaux » dans les instances gouvernementales. (...) Entre mars 1947 et décembre 1952, près de 6 600 000 personnes furent interrogées. On ne découvrit pas un seul cas d'espionnage, mais 500 personnes furent démisées de leurs fonctions sous prétexte de « loyauté incertaine ». (...) Malgré l'absence de la moindre tentative de subversion, la publicité donnée à cette chasse aux « rouges » officielle nourrit le fantasme populaire selon lequel l'administration fédérale était truffée d'espions. Une réaction défensive et conservatrice déferla sur le pays.

L'actualité internationale de l'après-guerre confortait ce large soutien à la croisade anticommuniste à l'intérieur des frontières américaines. En 1948, le parti communiste tchécoslovaque expulsa les non-communistes du gouvernement pour imposer sa propre domination. L'Union soviétique organisa la même année le blocus de Berlin. (...) En 1949, les communistes l'emportèrent en Chine et, la même année, l'Union soviétique faisait exploser sa première bombe atomique. En 1950, la guerre de Corée commençait. Tous ces événements étaient présentés à l'opinion publique comme les signes d'une conspiration communiste d'envergure planétaire.

Moins médiatisés que les victoires communistes, mais tout aussi inquiétants aux yeux du gouvernement américain, des mouvements indépendantistes éclataient partout à travers le monde chez les peuples colonisés. Des mouvements révolutionnaires se développaient en Indochine contre les Français ; en Indonésie contre les Hollandais ; aux Philippines contre les États-Unis. En Afrique, la rébellion et le mécontentement s'exprimaient au travers des grèves. Dans *Let Freedom Com*, Basil Davidson fait état de la plus longue grève de l'histoire africaine : conduite par 19 000 cheminots d'Afrique Occidentale française en 1947, elle dura 160 jours. Le message qu'ils adressèrent au gouverneur général exprime assez bien le nouvel esprit militant qui les habitait : « Préparez vos prisons, sortez vos mitrailleuses et vos canons. De toute façon, le 10 octobre à minuit, si nos revendications ne sont pas acceptées, nous proclamerons la grève générale ».

De fait, en Chine, en Corée, en Indochine, aux Philippines, il s'agissait de mouvements communistes locaux et non de complots soviétiques. Cette vague généralisée de révoltes anti-impérialistes conduisit les États-Unis à fournir un effort gigantesque pour en venir à bout : un consensus national en faveur de la militarisation du budget et la disparition de l'opposition intérieure à une telle politique. (...) Dans cette atmosphère particulière, le sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy pouvait aller encore plus loin que ne l'avait fait Truman. S'adressant au Club des républicains de Wheeling (Virginie-Occidentale) au début de 1950, il brandissait des documents en hurlant : « J'ai ici la liste de 250 personnes – une

liste de noms qui ont été signalés au secrétaire d'État comme autant de membres du parti communiste et qui continuent pourtant à travailler et à décider de la politique du département d'État. »

C'est ainsi que les plus hauts responsables du parti communiste furent arrêtés et jetés en prison. Assez rapidement, la plupart des cadres du parti passèrent dans la clandestinité. (...) La culture tout entière était imprégnée d'anticommunisme. Les plus grandes revues publiaient des articles intitulés « Comment on devient communiste » ou « Les communistes s'en prennent à vos enfants ». (...) Entre 1948 et 1954, on tourna à Hollywood plus de quarante films anticommunistes.

En 1960, le budget militaire était de 45,8 milliards de dollars (49,7% du budget total). Cette année-là, John F. Kennedy, fraîchement élu à la présidence des États-Unis, augmenta immédiatement les dépenses militaires. Selon Edgar Bottome (*The Balance of Terror*), l'administration Kennedy augmenta le budget de la Défense de 9 milliards de dollars en 14 mois. En 1962, prétextant des craintes parfaitement injustifiées sur les progrès militaires en Union soviétique – de prétendus « fossés » en termes d'armements stratégiques -, les États-Unis s'assurèrent une suprématie nucléaire écrasante. Ils possédaient alors l'équivalent de 1500 bombes du type Hiroshima, bien plus qu'il n'en fallait pour détruire toutes les grandes villes de la planète. Pour expédier ces bombes, l'Amérique possédait un peu plus de 50 missiles balistiques intercontinentaux, 80 missiles sur les sous-marins atomiques et 90 missiles des bases outre-mer, 1700 bombardiers capables d'atteindre l'Union soviétique, 300 bombardiers de combat sur des porte-avions et 1000 porteurs supersoniques.

L'Union soviétique était manifestement à la traîne avec 50 à 100 missiles intercontinentaux et moins de 200 bombardiers à grande autonomie. Mais le budget militaire des États-Unis continua de grimper, ainsi que l'hystérie et les profits des entreprises qui profitaient de la multiplication des contrats d'armements. (...) En 1970, le budget militaire américain atteignait les 80 milliards de dollars et les entreprises impliquées dans la production militaire faisaient des bénéfices colossaux. Deux tiers des 40 milliards dépensés pour les systèmes d'armements allaient directement dans les caisses de 12 ou 15 géants industriels dont la seule raison d'être était de remplir les contrats militaires passés avec le gouvernement.

Dans le même temps, les États-Unis tissaient, au moyen de l'aide économique accordée à certains pays, un réseau de domination économique à travers le globe et renforçaient ainsi leur influence politique. Le plan Marshall de 1948, qui accordait 16 milliards de dollars d'aide économique sur 4 ans aux pays de l'Europe de l'Ouest, avait pour objectif de reconstruire des marchés pour les produits américains. George Marshall (d'abord général puis secrétaire d'État) déclara : « Il est absurde de penser qu'une Europe laissée à elle-même (...) demeurerait aussi ouverte au commerce américain qu'elle a pu l'être pas le passé ». Mais le plan Marshall possédait également un objectif politique. Les partis communistes italien et français étaient relativement puissants. Les États-Unis décidèrent d'user du pouvoir de l'argent et de faire pression pour faire en sorte qu'ils ne participent pas aux gouvernements nationaux.

A partir de 1952, l'aide fournie aux pays étrangers devint de plus en plus clairement destinée à instaurer des pouvoirs militaires dans les pays non communistes. Au cours des dix années qui suivirent, sur les 50 milliards de dollars d'aides fournis par les États-Unis à 90 pays, seuls 5 milliards étaient destinés au développement économique non militaire. Lorsque John F. Kennedy prit ses fonctions, il inaugura l'Alliance pour le progrès, un programme

d'aide destiné à l'Amérique latine. (...) Il s'avéra qu'il s'agissait avant tout d'une aide militaire afin de maintenir au pouvoir des dictatures de droite et de leur permettre d'écraser les révolutions.

En Iran, en 1953, la CIA parvint à renverser un gouvernement qui avait décidé de nationaliser la production de pétrole. En 1954, au Guatemala, un gouvernement légalement élu fut renversé par l'invasion de forces composées de mercenaires entraînés par la CIA au Honduras et au Nicaragua soutenues par des avions de combat américains pilotés par des Américains. Cette force d'invasion installa au pouvoir le colonel Carlos Castillo Armas, qui avait reçu auparavant une formation militaire à Fort Leavenworth (Kansas). (...) Les Américains ne purent supporter l'expropriation de 95 000 hectares de terres appartenant à la United Fruit en échange d'une compensation que l'entreprise jugea « inacceptable ». Une fois installé au pouvoir, Armas restitua les terres à la United Fruit, supprima l'impôt sur les intérêts et les dividendes touchés par les investisseurs étrangers, supprima le vote à bulletins secrets et emprisonna des milliers d'opposants politiques.

En 1958, le gouvernement Eisenhower envoya des milliers de soldats au Liban pour s'assurer que le gouvernement pro-américain en place ne serait pas renversé par une révolution et pour conserver une présence armée dans cette région riche en pétrole.

Ce consensus libéral-conservateur, républicain-démocrate, pour empêcher l'émergence ou renverser, chaque fois que possible, les gouvernements révolutionnaires – qu'ils soient communistes, socialistes ou simplement anti-United Fruit -, devint parfaitement évident dans le cas de Cuba, en 1961. En 1959, cette petite île, située à quelque 150 kilomètres des côtes de Floride, avait vu la victoire d'un mouvement révolutionnaire conduit par les troupes de Fidel Castro sur le dictateur soutenu par les Américains, Fulgencio Batista. Cette révolution menaçait directement les intérêts commerciaux américains. (...) Les compagnies américaines contrôlaient 80% des ressources cubaines, mines, élevage et raffineries de pétrole, ainsi que 40% de l'industrie sucrière et 50% des chemins de fer.

Une fois installé au pouvoir, Castro commença à mettre en place un vaste système éducatif, des plans de logement et une réforme agraire en faveur des paysans sans terre. Le gouvernement confisqua plus de 400 000 hectares de terres à trois entreprises américaines, dont la United Fruit. Cuba avait besoin d'argent pour financer ses programmes sociaux. Les États-Unis ne comptaient pas lui en prêter, pas plus que le Fonds monétaire international, dominé par les États-Unis, car le pays refusait de se soumettre aux critères de « stabilisation » qui contrecarraient le programme révolutionnaire mis en place. Lorsque Cuba signa finalement un accord commercial avec l'Union soviétique, les compagnies pétrolières américaines refusèrent de raffiner le pétrole brut fourni par l'URSS. Castro nationalisa alors ces compagnies. Les États-Unis cessèrent d'importer le sucre cubain dont dépendait totalement l'économie de l'île et l'Union soviétique accepta immédiatement d'acheter les 700 000 tonnes de sucre dont les Américains ne voulaient plus.

Lorsque Kennedy prit ses fonctions, au printemps 1961, la CIA avait armé et entraîné 1400 exilés cubains. Il poursuivit le plan d'Eisenhower : le 17 avril 1961, les forces entraînées par la CIA avec la participation de quelques Américains débarquaient à la baie des Cochons, au sud de Cuba, à 150 kilomètres de La Havane. Ils espéraient provoquer un soulèvement populaire mais le régime castriste était apprécié. Il n'y eut pas de soulèvement et les forces de la CIA furent repoussées par l'armée de Castro.

Le pays vivait dans le cadre d'une économie de guerre permanente qui présentait d'importantes poches de pauvreté, mais il y avait suffisamment de gens au travail et gagnant suffisamment d'argent pour que la société soit pacifiée. La répartition des richesses restait totalement inéquitable : les 20% des familles les plus défavorisées ne recevaient que 5% du revenu national global alors que les 20% des familles les plus aisées en recevaient 45%. En 1953, 1,6% de la population adulte possédait plus de 80% des actions et près de 90% des obligations. 200 entreprises géantes sur 200 000 – 0,1% donc de l'ensemble des entreprises – contrôlaient près de 60% de la richesse industrielle de la nation.

Le pays semblait parfaitement contrôlé. C'est alors, dans les années 1960, qu'éclata une série de violentes révoltes dans tous les secteurs de la société américaine, démontrant que toutes les certitudes du système sur son succès et sur sa sécurité étaient parfaitement injustifiées.

Chapitre XVII

« Ou bien explose-t-il ? »

La révolte noire qui frappa le Sud comme le Nord dans les années 1950 et 1960 prit tout le monde de court. (...) À l'époque de l'affaire des jeunes de Scottsboro, Cullen écrivit un poème plus dur, dans lequel il remarquait que les poètes blancs qui se servaient parfois de leur plume pour protester contre certaines injustices flagrantes restaient pour la plupart silencieux lorsqu'il s'agissait des Noirs.

En 1937, le grand romancier Richard Wright offrait dans son autobiographie, *Black Boy*, une mine d'informations précieuses. La manière dont, par exemple, on dressait les Noirs les uns contre les autres. L'auteur fut en effet contraint de se battre contre un autre jeune Noir pour satisfaire au désir des Blancs. *Black Boy* fait sans complexe le récit de chaque humiliation, puis il déclare : « Le Sud blanc prétendait connaître les “négro” et j'étais ce que le Sud blanc appelait un “négro”. Eh bien, le Sud blanc ne m'a jamais connu – il n'a jamais su ce que je pensais, ce que je ressentais. Le Sud blanc disait que j'avais une “place” dans la vie. Eh bien, je n'ai jamais su quelle était cette place. Ou plutôt, mon instinct le plus profond m'avait toujours fait rejeter cette “place” que le Sud blanc m'avait assignée. Je ne m'étais jamais, en aucune façon, considéré comme un être inférieur. Et rien de ce qui avait pu sortir de la bouche des Blancs du Sud n'avait jamais pu me faire douter réellement de la valeur de ma propre humanité. »

En 1932, Angelo Herndon, un jeune Géorgien noir de dix-neuf ans qui avait travaillé dans les mines du Kentucky lorsqu'il était enfant et dont le père était mort de la maladie du charbon, avait rejoint à Birmingham un conseil des chômeurs organisé par le parti communiste. Il écrivit plus tard (...) : « On m'appelait sans cesse “négro” ou “moricaud” et je devais répondre “Oui, monsieur” à tous les Blancs. Même à ceux que je méprisais. J'avais toujours détesté ça mais je ne pensais pas qu'on puisse y faire grand-chose. Et puis j'ai découvert des organisations dans lesquelles les Blancs et les Noirs siégeaient ensemble, travaillaient ensemble et ne faisaient aucune distinction de race ou de couleur. »

Herndon devint l'un des responsables communistes d'Atlanta. Lui et ses camarades créèrent en 1932 les comités de quartier du conseil des chômeurs qui finit par arracher des aides au logement pour les plus pauvres. Ils organisèrent une manifestation d'un millier de personnes, à laquelle participèrent six cent Blancs. Le lendemain, le conseil municipal votait

un budget d'assistance aux chômeurs de 6 000 dollars. Pourtant, immédiatement après cette décision, Herndon fut arrêté sans possibilité de communiquer avec quiconque. Il fut accusé d'avoir violé la législation anti-émeute de l'État de Géorgie. (...) Herndon passa cinq ans en prison, jusqu'à ce que la Cour suprême décrète l'inconstitutionnalité de la loi au nom de laquelle il avait été condamné. Les gens comme Herndon, qui témoignaient déjà aux yeux des autorités du dangereux militantisme des Noirs, s'avéraient plus dangereux encore lorsqu'ils étaient liés au parti communiste.

Le président Truman fut contraint de reconnaître le problème au début de la guerre froide avec l'Union soviétique et lorsque les anciennes colonies, partout à travers le monde, se soulevèrent et menacèrent de se rallier au marxisme. Il fallut alors se confronter à la question raciale. D'une part pour apaiser une population noire enhardie par les promesses faites pendant la guerre puis frustrée de ne rien voir venir, d'autre part pour présenter au monde l'image d'une Amérique capable de répondre à la critique communiste permanente dénonçant la question raciale comme l'échec le plus flagrant de la société américaine. (...) À la fin de 1946, le président Truman mit en place un comité des droits civiques qui proposa que les prérogatives du bureau des droits civiques du département de la Justice soient étendues, que l'on crée une commission des droits civiques permanente et que le Congrès vote une loi interdisant les lynchages et toute nouvelle législation discriminante.

Le comité Truman révélait ouvertement ses motivations. Certes, déclarait-il, il existait une « raison morale », un problème de conscience. Mais il y avait également une « raison économique » - en n'utilisant pas tous les talents disponibles, la discrimination coûtait cher au pays. Enfin, il existait de surcroît une raison d'ordre diplomatique : « Notre position dans le monde de l'après-guerre est si cruciale pour l'avenir que la moindre de nos actions a de gigantesques répercussions. (...) Nous ne pouvons pas nier que notre attitude sur la question des droits civiques est partout mise en cause. La presse écrite et radiophonique ne parle que de cela. (...) Ceux qui proposent des philosophies concurrentes de la nôtre ont souligné – en les travestissant honteusement – nos imperfections. »

Les États-Unis entreprirent donc quelques petites réformes censées avoir de grands effets. Le Congrès, en revanche, se refusa à voter les lois préconisées par le comité des droits civiques. (...) Les Quatorzième et Quinzième Amendements, à l'image des lois votées dans les années 1860-1870, donnaient au président toute autorité pour éliminer la discrimination raciale. La Constitution exigeait que le président applique la loi : aucun président ne le fit jamais, pas plus Truman que les autres.

En 1965, malgré « toute la rapidité requise », plus de 75% des écoles du Sud continuaient de pratiquer la ségrégation scolaire. (...) On fit alors savoir au reste du monde que le gouvernement américain avait abolie la ségrégation. Ce qui paraissait être aux yeux des autres une fulgurante avancée ne satisfaisait pourtant pas les Noirs. Au début des années 1960, ils se soulevèrent dans tout le Sud. À la fin des années 1960, ils étaient engagés dans de violentes émeutes qui secouèrent une centaine de villes du Nord.

La révolte était prête à éclater à tout moment, provoquée par une conjonction imprévisible d'événements. C'est ce qu'il advint fin 1955 à Montgomery, capitale de l'Alabama. Trois mois après son arrestation, Rosa Parks, couturière âgée de quarante-trois ans, expliquait pourquoi elle avait refusé d'obéir aux législations discriminantes de Montgomery sur la ségrégation dans les bus municipaux. Pourquoi, finalement, elle était allée s'asseoir dans la section « blanche » d'un bus : « D'abord, j'avais travaillé dur toute la

journée. J'étais vraiment fatiguée après cette journée de travail. Mon travail, c'est de fabriquer les vêtements que portent les Blancs. Ça ne m'est pas venu comme ça à l'esprit mais c'est ce que je voulais savoir : quand et comment pourrait-on affirmer nos droits en tant qu'êtres humains ? (...) Ce qui s'est passé, c'est que le chauffeur m'a demandé quelque chose et que je n'ai pas eu envie d'obéir. Il a appelé un policier et j'ai été arrêtée et emprisonnée. »

Les Noirs de Montgomery appelèrent à manifester. Ils décidèrent de boycotter les transports municipaux et la plupart d'entre eux, délaissant les cars de ramassage chargés de les conduire au travail s'y rendirent à pied. La municipalité réagit en accusant et en emprisonnant une certaine d'organiseurs du boycott. Certains ségrégationnistes blancs se livrèrent à des violences. Quatre bombes explosèrent dans les temples afro-américains. On déposa une bombe au domicile de Martin Luther King Jr, pasteur de vingt-sept ans né à Atlanta et l'un des principaux responsables du boycott. Malgré toutes les violences, la communauté noire de Montgomery ne baissa pas les bras : en novembre 1956, la Cour suprême interdisait la ségrégation dans les transports municipaux. Montgomery allait servir de modèle au vaste mouvement de protestation qui secouerait le Sud pendant les dix années suivantes : rassemblements religieux pleins de ferveur, hymnes chrétiens adaptés aux luttes, références à l'idéal américain trahi, engagement de non-violence, volonté farouche de lutter jusqu'au sacrifice.

L'insistance de Martin Luther King sur les notions d'amour et de non-violence fut particulièrement efficace pour faire naître un mouvement national de soutien de la part des Noirs comme des Blancs. Certains Noirs regrettaient cependant la naïveté du message. S'il existait certes des gens que l'on pouvait convaincre par l'amour, il en existait d'autres qu'il fallait combattre plus durement et pas toujours par la non-violence.

(En 1961) un mouvement du Nord luttant pour l'égalité raciale, le CORE (Congress of Racial Equality, organisa ce qu'on a appelé les « Freedom Rides », au cours desquels Blancs et Noirs se rendaient ensemble en bus dans le Sud, mettant ainsi en cause les pratiques discriminatoires des transports entre États. Ces pratiques étaient illégales depuis bien longtemps, mais les autorités fédérales n'avaient jamais contraint les États du Sud à appliquer la loi. Le président de l'époque, John F. Kennedy, semblait d'autant plus timide sur la question raciale qu'il était avant tout soucieux de s'assurer le soutien des dirigeants sudistes du parti démocrate.

Lorsque ces Freedom Rides commencèrent à attirer l'attention de la presse internationale, le gouvernement devint attentif à prévenir toute violence future. Le ministre de la Justice, Robert Kennedy, plutôt que de rappeler le droit de voyager librement, accepta que les voyageurs soient arrêtés à Jackson en échange de la protection de la police du Mississippi. (...) Une fois jetés en prison, ils ne se soumettaient pas pour autant. Ils résistèrent, protestèrent, chantèrent et exigèrent qu'on respecte leurs droits. Quelques années plus tard, Stokely Carmichael se souvenait qu'ils avaient chanté dans les cellules de la prison de Parchman (Mississippi). Lorsque le shérif les menaça de faire retirer leurs matelas : « J'ai sauté sur le matelas et j'ai déclaré : "J'estime que nous y avons droit et je pense que vous êtes injuste." Alors il a hurlé : "Je ne veux pas écouter tes conneries, négro", et il m'a attaché les poignets. Je voulais pas bouger et j'ai commencé à chanter un truc du genre "Je vais dire à Dieu comment tu me traites" et tout le monde a repris en cœur. Tyson ne savait vraiment plus où se mettre. Il a appelé ses collègues et a dit : "Foutez-le là-dedans." Puis il est sorti en claquant la porte. Tout le monde a pu garder son matelas. »

À Albany (Géorgie), une petite ville du Sud profond où régnait encore une atmosphère digne de l'époque de l'esclavage, des manifestations furent organisées. Sur une communauté de vingt-deux mille Noirs, près d'un millier d'individus furent emprisonnés pour avoir manifesté, s'être rassemblés et avoir protesté contre la ségrégation et la discrimination. Dans cette manifestation, comme dans toutes celles qui avaient lieu dans le Sud, on trouvait des enfants. Une nouvelle génération se formait sur le terrain.

En 1963, à Birmingham, des milliers de Noirs se retrouvèrent dans la rue confrontés aux matraques de la police, aux gaz lacrymogènes, aux lances d'incendie. À la même période, dans le Sud profond, les jeunes militants du SNCC, pour la plupart des Noirs mais aussi quelques Blancs, visitaient les communautés noires de Géorgie, de l'Alabama, du Mississippi et de l'Arkansas. Secondés par des personnalités noires locales, ils incitaient les Noirs à s'inscrire sur les listes électorales, à voter, à protester contre le racisme et à s'opposer courageusement à la violence. Le département de la Justice fit état de mille quatre cent douze manifestations en trois mois au cours de l'année. Les emprisonnements furent innombrables, les bastonnades très fréquentes. La peur se réinstallait dans les communautés.

Dans cet État (Mississippi) comme dans bien d'autres, le FBI et les représentants du département de la Justice assistaient en spectateurs aux événements au cours desquels les militants des droits civiques étaient battus et emprisonnés, et les lois fédérales bafouées.

Devant la révolte noire, les troubles et leurs répercussions internationales, le Congrès finit par réagir. Des lois sur les droits civiques avaient été votées en 1957, 1960 et 1964. Elles promettaient l'égalité devant le suffrage et devant l'emploi mais étaient restées bien souvent lettre morte. En 1965, le président Johnson présenta une loi sur le droit de vote que le Congrès renforça et vota. Elle garantissait la protection fédérale du droit de s'inscrire sur les listes électorales et du droit de vote. Les effets de cette loi furent spectaculaires. En 1952, un million de Noirs étaient inscrits sur les listes électorales dans les États du sud (20% de ceux qui avaient le droit de vote). En 1964, leur nombre passant à deux millions. En 1968 ils étaient trois millions (60%, le même pourcentage que chez les électeurs blancs).

Le gouvernement fédéral essayait – sans pour autant engager de véritables changements – de maîtriser une situation explosive. Il fallait canaliser cette colère par les mécanismes classiques d'apaisement : vote, pétitions et manifestations autorisées. Quand les responsables noirs du mouvement des droits civiques décidèrent d'organiser une gigantesque marche sur Washington, à l'été 1963, pour protester contre l'incapacité de la nation à résoudre la question raciale, le président Kennedy et les autres dirigeants nationaux s'empressèrent de récupérer le projet et le transformèrent en rassemblement œcuménique.

C'est à cette occasion que Martin Luther King fit, devant deux cent mille Américains blancs et noirs, son fameux discours « I have a dream... ». Discours superbe, certes, mais totalement dénué de cette colère que ressentaient de nombreux Noirs. John Lewis, un jeune responsable du SNCC originaire d'Alabama qui avait été arrêté et battu de nombreuses fois, tenta d'exprimer ce sentiment d'indignation. Il en fut empêché par les organisateurs de la marche qui insistèrent pour qu'il renonce à certaines critiques très dures sur le gouvernement et à ses appels à l'action directe. Dix-huit jours après le rassemblement de Washington, comme une expression du mépris affiché envers cette modération, une bombe explosait dans le sous-sol d'une église noire à Birmingham, tuant quatre fillettes qui assistaient au catéchisme.

Si le président Kennedy avait apprécié la « profonde ferveur et la dignité calme » de la marche, le militant noir Malcom X était probablement plus en accord avec les véritables sentiments de la communauté noire (...) : « Les Noirs étaient là, dans les rues. Ils discutaient de leur projet de marche sur Washington. (...) Ils allaient marcher sur Washington, sur le Sénat, sur la Maison-Blanche, sur le Congrès et leur lier les mains, les forcer à s'arrêter et empêcher le gouvernement de fonctionner. Ils disaient même qu'ils iraient à l'aéroport et s'allongeraient sur les pistes pour empêcher les avions d'atterrir. Je dis juste ce qu'ils disaient. C'était la révolution. Oui, c'était la révolution. La révolution noire. C'était le peuple, là, dans la rue. Les Blancs avaient une peur bleue, le pouvoir blanc à Washington DC avait une peur bleue. J'étais là. Quand ils ont compris que ce bulldozer noir allait descendre vers la capitale, ils ont appelé (...) ces responsables noirs que vous respectez tant et leur ont dit : "Arrêtez tout." Kennedy a dit : "Écoutez, vous laissez aller les choses un peu trop loin." Et le vieux Tom a répondu : "Patron, je peux pas l'arrêter parce que c'est pas moi qui l'ai démarré." Je vous dis ce qu'ils ont dit : "Je suis même pas dans le coup, alors vous pensez si j'y peux quelque chose." Ils disaient : "Ce sont ces nègres qui font ces choses par eux-mêmes. Ils se débrouillent sans nous, maintenant." Alors l'autre vieux renard a dit : "Si vous êtes pas dans le coup, moi je vais vous y mettre. Je vais vous mettre à la tête de tout ça. Je le prendrai à mon compte, j'approuverai, j'aiderai et, même j'en serai." C'est ce qu'ils ont fait avec la marche sur Washington. »

La pertinence de cette description ironique de l'évènement est avérée par celle qu'en fit l'autre camp – celui des autorités – par l'intermédiaire du conseiller à la Maison-Blanche, Arthur Schlesinger, dans son livre *A Thousand Days*. (...) Il décrit ensuite la marche sur Washington puis conclut : « C'est ainsi que, en 1963, Kennedy réussit à intégrer la révolution noire dans la coalition démocratique. »

Mais cela ne réussit pas. Les Noirs pouvaient difficilement s'intégrer à la « coalition démocratique » quand les bombes continuaient d'exploser dans les lieux de culte et que les nouvelles lois sur les « droits civiques » ne changeaient fondamentalement rien à leur condition.

Ce fut précisément pendant ces années 1964-1965, au cours desquelles le Congrès vota les lois sur les droits civiques, qu'eurent lieu de nombreuses émeutes à travers tout le pays : en Floride, après l'assassinat d'une femme noire et une menace d'attentat à la bombe contre un lycée noir ; à Cleveland, lorsqu'un prédicateur noir fut tué alors qu'il protestait pacifiquement contre la discrimination raciale dans la profession du bâtiment ; à New York, quand un jeune Noir de quinze ans fut abattu au cours d'une altercation avec un policier en dehors de son service. Rochester, Jersey City, Chicago et Philadelphie connurent également des émeutes.

En 1965, 81% de la récolte de coton dans le delta du Mississippi s'effectuait à l'aide de machines. Entre 1940 et 1970, quatre millions de Noirs connurent l'exode rural. En 1965, 80% des Noirs vivaient dans les villes et 50% d'entre eux habitaient dans le Nord.

Ce fut en 1967 qu'éclatèrent dans les ghettos noirs du pays les plus importantes émeutes urbaines de l'histoire des États-Unis. Selon le rapport du National Advisory Committee on Urban Disorders, elles « impliquaient des Noirs s'en prenant aux symboles locaux de la société blanche américaine » - symboles de l'autorité et de la propriété dans les quartiers noirs – plus qu'aux personnes elles-mêmes.

Le mot d'ordre était désormais « Black Power », c'est-à-dire l'expression d'une méfiance à l'égard de tout « progrès » offert ou accordé aux Noirs par les Blancs. Un rejet du paternalisme. Peu de Noirs (et tout aussi peu de Blancs, d'ailleurs) connaissaient ces propos de l'écrivain blanc Aldous Huxley : « Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. » C'est pourtant ce que signifiait le « Black Power », outre une certaine fierté de race, l'accent mis sur l'indépendance des Noirs et souvent même sur l'idée du séparatisme. Malcom X fut sans conteste le porte-parole le plus convaincant de cette mouvance. Après son assassinat en 1965 – dont les causes restent aujourd'hui encore obscures –, il fit figure de véritable martyr. Des centaines de milliers de personnes lurent son *Autobiography*, au point qu'il devint plus influent mort qu'il n'avait été de son vivant.

Le Congrès réagit aux émeutes urbaines de 1967 en votant une nouvelle loi sur les droits civiques en 1968. Cette loi était censée renforcer la législation contre les violences commises à l'encontre des Noirs. Si elle alourdissait les sanctions prises contre ceux qui privaient les Noirs de leurs droits civiques, elle précisait néanmoins que « les dispositions de cette loi ne (s'appliquaient) pas aux actes ou négligences commis par les officiers du maintien de l'ordre, les membres de la garde nationale, (...) les soldats des forces armées américaines qui auraient été engagés dans la lutte contre les émeutes ou les désordres civils. »

King devint une des cibles privilégiées du FBI, qui enregistrait ses conversations téléphoniques privées, lui envoyait de fausses lettres de menaces, le menaçait directement, le faisait chanter et lui conseillait même dans une lettre anonyme de se suicider. Certains rapports internes du FBI prouvent que l'on a tenté un moment de lui trouver un remplaçant parmi les dirigeants noirs. Comme le constate un rapport sénatorial de 1976, le FBI cherchait « à détruire le révérend Martin Luther King ».

L'assassinat de Martin Luther King entraîna de nouvelles émeutes urbaines à travers tout le pays. Trente-neuf personnes dont trente-cinq Noirs, furent tuées. Un faisceau de preuves démontrait que, malgré toutes les lois sur les droits civiques désormais en vigueur, les tribunaux ne protégeaient jamais les Noirs contre la violence et l'injustice.

Le 4 décembre 1969, peu avant cinq heures du matin, une patrouille de la police de Chicago armée de mitraillettes et de fusils envahissait un appartement où vivaient des Black Panthers. Ils tirèrent entre quatre-vingt et deux cents coups de feu dans l'appartement, tuant sur son lit un militant âgé de vingt et un ans, Fred Hampton, et un de ses camarades, Marck Clark. Des années plus tard, on découvrit qu'un indicateur, placé par le FBI au sein des Black Panthers, avait fourni à la police un plan de l'appartement signalant l'endroit où dormait Fred Hampton.

Le gouvernement se tournait-il à présent vers le meurtre et le terrorisme parce que les concessions – les lois, les beaux discours, voire la récupération par le président Johnson de l'hymne des droits civiques *We Shall Overcome* – ne servaient à rien ? On apprit plus tard que, pendant toute la période du mouvement des droits civiques, au moment même où le gouvernement faisait des concessions par le biais de lois votées au Congrès, il menait par l'intermédiaire du FBI une politique de harcèlement et de destruction des groupes activistes noirs. Entre 1956 et 1971, le FBI mena un programme de renseignements (le COINTELPRO) qui organisa quelque deux cent quatre-vingt-quinze opérations contre ces groupes.

Des émeutes de Detroit en 1967 était née une organisation destinée à encadrer les travailleurs noirs en vue de bouleversements révolutionnaires. La Ligue des travailleurs noirs

révolutionnaires resta en activité jusqu'en 1971 et mobilisa des milliers de personnes à Detroit. Ce nouvel aspect du militantisme noir était plus dangereux que le mouvement des droits civiques parce qu'il risquait d'unir les travailleurs noirs et blancs autour de la question générale de l'exploitation sociale. (...) On tenta de faire avec les Noirs ce qu'on avait fait, de tout temps, avec les Blancs : intégrer un petit nombre d'entre eux dans le système en leur offrant des avantages économiques. Des dirigeants du NAACP et du CORE furent invités à la Maison-Blanche. James Farmer (CORE), un ancien militant des Freedom Rides, se vit offrir un poste dans l'administration Nixon. Floyd McKissick (CORE) reçut un prêt gouvernemental de 14 millions de dollars pour mener à bien un projet de logements en Caroline du Nord. Lyndon Johnson avait confié des postes à quelques Noirs au sein de l'Office on Economic Opportunity. Nixon, pour sa part, mit sur pied un Office of Minority Business Enterprise. La Chase Manhattan Bank et la famille Rockefeller qui la contrôlait s'attachèrent plus particulièrement au développement du « capitalisme noir ».

Malgré cela, la présence des Noirs dans les affaires restait ridiculement limitée. la plus grande entreprise noire (Motown Industries) présentait un chiffre d'affaires de 45 millions de dollars en 1974 alors que celui d'Exxon Corporation, par exemple, s'élevait pour sa part à 42 milliards de dollars. Les entreprises dirigées par des Noirs ne comptaient que pour 0,3% du chiffre d'affaires global des entreprises américaines. S'il n'y avait que très peu d'avancées réelles dans ce domaine, elles étaient en tout cas incroyablement médiatisées. Le fait de voir plus de visages noirs dans les journaux et à la télévision créait un sentiment de changement – et permettait la récupération d'un bon nombre de leaders noirs.

Dans un fascicule distribué à Boston en 1970 (*Poor Black Woman*), Patricia Robinson évoquait de son côté le lien entre domination masculine et capitalisme. Elle affirmait que la femme noire « est aux côtés de tous les déshérités du monde et se retrouve dans leurs combats révolutionnaires ». Elle déclarait encore que, si la femme noire et pauvre n'avait jamais, par le passé, « remis en question le système social et économique », elle commençait désormais à « remettre en question les abus de la domination masculine et la hiérarchie de classes qui la conforte, c'est-à-dire le capitalisme ». Une autre femme, Margaret Wright, affirmait qu'elle ne se battait pas pour l'égalité avec les hommes si cela devait signifier égalité dans le meurtre ou au sein d'une société concurrentielle. « Je ne veux pas me mettre en concurrence sur un foutu niveau d'exploitation. Je ne veux exploiter personne. (...) Je veux juste le droit d'être noire et d'être moi-même. »

Un journaliste du *New York Times*, observant la nouvelle situation en 1977, remarquait que « les Blancs (conservaient) presque toujours le pouvoir économique », même lorsque les Noirs détenaient les fonctions municipales importantes. (...) Ces Noirs du Sud qui pouvaient se permettre de fréquenter les restaurants et les hôtels des quartiers chics n'étaient plus rejetés pour la couleur de leur peau. De plus en plus de Noirs fréquentaient les collèges et les universités, les écoles de droit et de médecine. Dans les villes du Nord, on organisa même un système de ramassage scolaire pour imposer une mixité scolaire malgré la survivance de la ségrégation raciale dans le domaine du logement. (...) Cette tentative d'organiser la mixité se mua rapidement en un échange entre populations défavorisées : les enfants des ghettos noirs étaient conduits dans les écoles des Blancs pauvres et vice versa – tandis que les enfants des riches allaient dans des écoles privées. (...) Cependant, rien de tout cela ne put arrêter ce que Frances Piven et Richard Cloward, dans leur livre *Poor People's Movements*, appellent « la destruction de la classe populaire noire » : chômage, détérioration des ghettos, montée du crime, de la drogue et de la violence.

À l'été 1977, le département du Travail annonçait un taux de chômage chez les jeunes Noirs de l'ordre de 35%. Une petite bourgeoisie composée de Noirs s'était formée et elle améliorait les statistiques globales sur le revenu des Noirs.

Au début de 1978, un article du *New York Times* reconnaissait que, « à de très rares exceptions près, les quartiers qui (avaient) connu les émeutes des années 1960 (avaient) très peu changé » et que « la pauvreté s'était étendue à la plupart des grandes villes ». Mais les statistiques ne disent pas tout. Le racisme, qui a toujours été un phénomène national et pas uniquement circonscrit aux États du Sud, se réveilla dans les villes du Nord à mesure que le gouvernement fédéral faisait des concessions aux Noirs défavorisés, les mettant ainsi en concurrence avec les Blancs pauvres pour les rares avantages que le système leur concédait.

Les noirs, que l'on avait affranchis de l'esclavage pour leur permettre de tenir leur rôle dans le système capitaliste, étaient entrés depuis longtemps en conflit avec les Blancs les plus défavorisés pour les rares emplois disponibles. Désormais, avec le processus de désagrégation dans le domaine du logement, les Noirs tentaient de déménager dans les quartiers où les Blancs, eux-mêmes pauvres, entassés les uns sur les autres et mécontents, firent d'eux la cible de leur colère.

S'il n'y eut pas à l'évidence de mouvements noirs importants durant les années 1970, une nouvelle conscience noire s'était néanmoins développée et continuait d'exister. En outre, Blancs et Noirs du Sud transgressaient les frontières raciales pour s'unir en une seule classe ouvrière confrontée aux employeurs. En 1971, au Mississippi, deux mille ouvriers de l'industrie du bois, Blancs et Noirs confondus, s'opposèrent à un nouveau procédé de mesure du bois qui entraînait des baisses de salaire. Dans les usines de textile de J.P. Starnes, où quarante-quatre mille ouvriers travaillaient dans quatre-vingt-un sites principalement localisés dans le Sud, Blancs et Noirs militaient dans les mêmes syndicats. En 1977, à Tifton et à Milledgeville (Géorgie), Blancs et Noirs participèrent ensemble aux comités syndicaux de leurs usines.

Chapitre XVIII

Vietnam : l'impossible victoire

C'est à l'occasion de cette guerre que se développa le plus important mouvement pacifiste que les États-Unis aient jamais connu. Mouvement qui joua un rôle crucial dans l'arrêt des hostilités. Nous sommes là devant un autre aspect surprenant des années 1960.

À l'automne 1945, le Japon vaincu dut évacuer l'Indochine, ancienne colonie française qu'il avait occupée dès le début de la guerre. Entre-temps, un mouvement révolutionnaire était né dans cette région du monde, résolu à mettre fin à la colonisation et à changer la vie des paysans indochinois. Emmenés par le communiste Ho Chi Minh, les révolutionnaires avaient combattu les japonais et célébré leur départ, en 1945, de manière spectaculaire avec un million de personnes dans les rues de Hanoi. Ils rédigèrent ensuite une Déclaration d'indépendance inspirée à la fois de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française et de la déclaration d'indépendance américaine.

« En septembre 1945, le Vietnam fut pendant quelques semaines – pour la première et unique fois de son histoire récente – libéré de toute domination étrangère et unifié du nord au sud sous l'autorité de Ho Chi Minh. » Mais les puissances occidentales envisageaient déjà de

mettre fin à cette indépendance. L'Angleterre, qui occupait le Sud de l'Indochine, finit par le rendre aux Français. Les États-Unis persuadèrent la Chine nationaliste (dirigée par Chiang Kai-Shek avant la révolution communiste), qui occupait le Nord de l'Indochine, d'en faire autant. (...) Entre octobre 1945 et février 1946, Ho Chi Minh adressa huit lettres au président Truman, lui rappelant les promesses d'autodétermination inscrites dans la charte de l'Atlantique. L'un de ces courriers fut également adressé aux nations unies : « Je souhaite attirer l'attention de Votre Excellence, pour des raisons humanitaires, sur la question suivante. Deux millions de Vietnamiens sont morts de faim pendant l'hiver 1944 et au printemps 1945 des suites de la politique de privation menée par les Français qui se sont emparés de notre riz et l'ont stocké jusqu'à ce qu'il pourrisse. Les trois quarts de nos terres cultivées ont été inondées au cours de l'été 1945 avant de subir une terrible sécheresse. Les cinq sixièmes de la récolte attendue ont été perdus. (...) Nombreux sont ceux qui souffrent de famine. (...) Si les grandes puissances mondiales et les organisations humanitaires internationales ne nous viennent pas en aide, nous allons au-devant d'une catastrophe imminente. » Truman ne daigna même pas répondre.

En octobre 1946, les Français bombardèrent Haiphong, un port situé au nord du Vietnam. Ainsi commençait une guerre de huit ans entre le mouvement Viêt-minh et la France pour déterminer lequel des deux dirigerait le Vietnam. Après la victoire des communistes en Chine en 1949 et la guerre de Corée l'année suivante, les États-Unis commencèrent à apporter une aide militaire massive à la France. Jusqu'en 1954, l'Amérique équipa toute l'armée française d'Indochine de fusils et de mitrailleuses et y investit un milliard de dollars. Au total, les États-Unis financèrent 80% de l'effort de guerre français.

Pour quelles raisons ? On expliquait à l'opinion publique américaine qu'il s'agissait d'aider à stopper la progression du communisme en Asie. Dans les notes confidentielles du Conseil national de sécurité (qui conseillait le président en matière d'affaires étrangères), on trouve trace, en 1950, de conversations concernant ce qui serait plus tard désigné sous le nom de « théorie des dominos ». Comme pour une rangée de dominos, on pensait que si un pays tombait aux mains des communistes, son voisin le plus proche succomberait également et ainsi de suite. Il fallait donc à tout prix empêcher le premier pays de tomber.

En juin 1952, ces mêmes notes confidentielles évoquaient le réseau constitué par les bases militaires américaines situées le long de la côte chinoise, aux Philippines, à Taïwan, au Japon et en Corée du Sud : « Le contrôle du Sud-Est asiatique par les communistes rendrait particulièrement précaire la position américaine dans les îles du Pacifique et mettrait en péril les intérêts américains en matière de sécurité en Extrême-Orient. (...) Le Sud-Est asiatique, et en particulier la Malaisie et l'Indonésie, fournit la plus grande part de caoutchouc naturel et d'étain de notre marché intérieur, et regorge de pétrole et autres matières premières d'une importance stratégique évidente. »

En 1953, une commission d'enquête du Congrès déclarait : « L'Indochine est extrêmement riche en riz, caoutchouc, charbon et minerai de fer. Sa situation en fait la clef stratégique de tout le Sud-Est asiatique. » La même année, un rapport du département d'État affirmait que la France était en train de perdre sa guerre en Indochine pour ne pas avoir su « s'assurer un soutien indigène suffisant ». Ce rapport redoutait qu'un accord négocié « n'entraîne finalement la perte, au profit des communistes, non seulement de l'Indochine mais de tout le Sud-Est asiatique » et concluait : « Si les Français décidaient vraiment de se retirer, les États-Unis seraient contraints d'envisager très sérieusement la possibilité d'intervenir dans cette région. »

En effet, en 1954, les Français, confrontés à une population vietnamienne qui soutenait massivement Ho Chi Minh et le mouvement révolutionnaire, durent se retirer. À Genève, une conférence internationale présida aux accords de paix entre la France et le Viêt-Minh. Les Français devaient se retirer momentanément dans le sud du Vietnam tandis que le Viêt-minh resterait dans le nord. Deux ans plus tard, une élection serait organisée dans un pays réunifié et les Vietnamiens désigneraient alors leur propre gouvernement.

Les États-Unis s'empressèrent d'empêcher cette réunification et placèrent le Sud-Vietnam dans la sphère d'influence américaine. Ils installèrent à la tête du gouvernement de Saïgon un ancien dirigeant vietnamien, Ngo Dinh Diem, qui avait vécu dans le New Jersey. Les Américains l'incitèrent à rejeter les élections prévues pour la réunification du pays. Au début de 1954, le compte-rendu d'une réunion des chefs d'état-major expliquait que, pour les services de renseignements, « un règlement de la situation par l'intermédiaire d'élections libres entraînerait presque à coup sûr le passage sous contrôle communiste des États associés (Laos, Cambodge et Vietnam) ». Diem bloqua à plusieurs reprises les élections demandées par le Viêt-minh et, grâce à l'aide financière et militaire américaine, son gouvernement s'imposa de plus en plus fermement. Selon les *Pentagon papers*, « le Sud-Vietnam était avant tout la créature des États-Unis ».

Dans son livre *Viet Cong*, qui réunissait interviews de rebelles et documents saisis, Douglas Pike, conseiller auprès du gouvernement américain, tenta de donner une image réaliste de ce qui attendait les États-Unis : « Dans les deux mille cinq cent soixante et un villages du Sud-Vietnam, le Front national de libération (FNL) a créé une foule d'organisations sociopolitiques d'envergure nationale dans un pays où les mouvements de masse (...) étaient jusque-là parfaitement inconnus. Avant le FNL, il n'y avait jamais eu de véritables partis politiques de masse au Sud-Vietnam. (...) Les communistes ont apporté dans les villages du Sud-Vietnam des changements sociaux substantiels, et ce par le simple moyen de la communication. » Et en effet, il s'agissait plus de militants que de soldats. « Ce qui m'a le plus surpris avec le FNL, c'est qu'il place la révolution sociale avant la guerre », continuait Pike. Il fut également impressionné par la participation massive des paysans au mouvement : « Le paysan vietnamien n'était pas considéré comme un simple pion dans le rapport des forces mais comme un élément actif de la dynamique. Il était cette dynamique même. (...) L'objectif de cet effort d'organisation était (...) de reconstruire l'ordre social du village et de former les communautés villageoises à se prendre en main. C'était là l'objectif premier du FNL depuis le début et certainement pas de tuer les soldats de Saïgon, d'occuper le territoire ou de préparer quelque grande bataille. Non, il s'agissait avant tout d'organiser en profondeur la population rurale par le biais de l'autogestion. » Pike estimait qu'il y avait environ trois cent mille membres du FNL au début de 1962.

Les accords de Genève autorisaient les États-Unis à envoyer six cent quatre-vingt-cinq conseillers militaires au Sud-Vietnam. Eisenhower en expédia plusieurs milliers. Sous Kennedy, leur nombre passa à seize mille et certains d'entre eux commencèrent à participer aux opérations militaires sur le terrain. Malgré tout, Diem courait à la défaite. La plupart des zones rurales du Sud-Vietnam étaient désormais contrôlées par les villageois eux-mêmes, encadrés par le FNL. Diem devint une gêne, un obstacle à la mainmise effective des Américains sur le Vietnam. Quelques généraux vietnamiens complotèrent pour renverser le régime tout en gardant contact avec le responsable local de la CIA, Lucien Conein. Celui-ci rencontra secrètement l'ambassadeur américain, Henry Cabot Lodge, qui accepta avec enthousiasme le projet de coup d'État.

Le général Maxwell Taylor déclarait fin 1964 : « La capacité du Viêt-cong à renouveler continuellement ses unités et à tirer avantage de ses pertes est un des mystères de cette guerre de harcèlement. (...) Non seulement les troupes du Viêt-cong renaissent de leurs cendres tel le phénix, mais elles ont une stupéfiante capacité à conserver un moral élevé. rares ont été les occasions où nous avons pu constater une dégradation du moral chez les Viêt-congs capturés ou à la lecture des documents saisis chez eux. »

Au début du mois d'août 1964, le président Johnson prétextait une étrange concordance d'évènements qui s'étaient déroulés dans le golfe du Tonkin, au large des côtes nord-vietnamiennes, pour démarrer une guerre de grande ampleur au Vietnam. Johnson et son secrétaire d'État à la Défense, Robert McNamara, informèrent la population américaine que des torpilleurs nord-vietnamiens avaient attaqué des destroyers américains. (...) Il apparut plus tard que cet épisode du golfe du Tonkin était un coup monté et que les plus hauts responsables américains avaient menti au peuple comme Kennedy quelques années auparavant au sujet de la baie des Cochons.

En 1965, plus de deux cent mille soldats américains furent envoyés au Sud-Vietnam et deux cent mille autres en 1966. Début 1968, ils étaient plus de cinq cent mille et l'aviation américaine se livrait à des bombardements d'une ampleur rarement atteinte dans l'histoire du monde. (...) De vastes régions du Sud-Vietnam furent déclarées « Free Fire Zones », c'est-à-dire que tous ceux qui y demeuraient – civils, personnes âgées et enfants compris – étaient considérés comme des ennemis. Les bombardements y étaient permanents. Les villages soupçonnés de recueillir des Viêt-congs étaient la cible de la stratégie dite « Trouve et détruis ». Les hommes en âge de porter une arme étaient exécutés, les maisons étaient incendiées, et femmes, enfants et vieillards étaient expédiés dans des camps de réfugiés. Dans son livre *The Village of Ben Suc*, Jonathan Schell décrit une de ces opérations : « le village avait cerné, pris d'assaut ; un homme à bicyclette fut abattu, trois personnes qui déjeunaient près de la rivière furent tuées également, les maisons détruites, les femmes, les enfants et les vieillards regroupés et expulsés de leurs demeures ancestrales.

Au cours d'une opération surnommée « Opération Phénix », la CIA fit exécuter secrètement et sans procès plus de vingt mille personnes suspectées d'appartenir au parti communiste clandestin. En février 1975, un analyste progouvernemental écrivit dans le *Foreign Affairs* : « Bien que le programme Phénix ait indubitablement fait de nombreuses victimes innocentes, il a réussi à éliminer nombre de membres de l'infrastructure communiste. » Après la guerre, les documents que la Croix Rouge internationale mit à la disposition du public apportaient la preuve qu'au plus fort de la guerre, dans les camps de prisonniers du Sud-Vietnam, entre soixante-cinq mille et soixante-dix mille personnes avaient été détenues, battues, torturées en présence et parfois même avec la participation active des conseillers américains.

À la fin de la guerre, sept millions de tonnes de bombes avaient été larguées sur le Vietnam – plus de deux fois la quantité de bombes tombées en Europe et en Asie pendant la Seconde Guerre mondiale. On estime à une vingtaine de millions le nombre de cratères formés par ces bombes dans le pays. En outre, des produits toxiques avaient été répandus pour détruire toute végétation. Une région de la taille du Massachussets fut ainsi détruite par ces défoliants. Les mères vietnamiennes purent constater de nombreux problèmes de naissance chez leurs enfants.

Hersh cite une lettre adressée par un soldat à sa famille et publiée dans le journal local : « Chers parents, aujourd'hui nous sommes partis en mission et je ne suis pas très fier de moi, de mes camarades et de mon pays. Nous avons brûlé toutes les maisons que nous avons rencontrées. C'était un petit groupe de villages et les gens étaient incroyablement pauvres. Mon unité a brûlé et saccagé le peu de biens qu'ils possédaient. Laissez-moi vous expliquer la situation. Les huttes sont faites de feuilles de palmier. Dans chacune d'elles, il y a une sorte d'abri en terre séchée pour protéger la famille, comme une sorte d'abri anti-aérien. Les officiers de mon unité ont pourtant décidé de considérer que ces abris étaient à usage offensif. C'est pourquoi ils nous ont ordonné de réduire en cendres toutes les huttes dans lesquelles nous avons trouvé ces abris. Quand les dix hélicoptères se sont posés ce matin au milieu des maisons, nous sommes tous sortis des appareils et on a commencé à tirer sur tout ce qu'on pouvait avant même que nos pieds touchent le sol. (...) C'est là que nous avons incendié les huttes. (...) Tout le monde pleurait, priait, nous implorait de ne pas les séparer et de pas arrêter leurs maris, leurs pères, leurs fils ou leurs grands-pères. Les femmes gémissaient. Puis ils ont assisté, terrorisés, à la destruction de leurs maisons, de leurs biens et de leurs réserves. Oui, on détruit leur riz et abattu leur bétail. »

Le massacre de My Lai par une unité de simples soldats était un événement infime au regard des plans de destruction massive des populations civiles du Vietnam envisagées par la hiérarchie militaire et les autorités politiques. Le sous-secrétaire à la Défense, John McNaughton, constatant au début de 1966 que les bombardements intensifs sur les villages nord-vietnamiens ne produisaient pas l'effet escompté, suggéra une autre stratégie. Les frappes aériennes contre les villages entraîneraient selon lui « un élan contre-productif d'indignation à l'étranger aussi bien qu'à domicile ». Il proposa donc la « destruction des écluses et des barrages, qui pourrait en revanche – une fois menée à bien – porter ses fruits. On devrait étudier cela. Une telle destruction ne tue pas et ne noie pas les individus. Inonder les rizières provoque pourtant après un certain temps une famine généralisée (touchant environ un million de personnes ?) si on ne fournit pas de nourriture – ce que nous pourrions proposer à la “table des négociations”. »

À la fin de 1967, un rapport confidentiel émanant du Congrès reconnaissait que les Viêt-congs distribuaient cinq fois plus de terres aux paysans que le gouvernement sud-vietnamien, dont le programme de réforme agraire était « quasiment au point mort ». Ce rapport ajoutait que « les Viêt-congs (avaient) aboli la domination des propriétaires terriens et alloué les terres appartenant à des propriétaires absentéistes et au gouvernement vietnamien aux paysans sans terres et à ceux qui (coopéraient) avec les autorités viêt-congs ».

Au début de 1968 (...), le FNL put ainsi lancer l'offensive surprise du Têt (le Nouvel An vietnamien), qui le mena jusqu'au cœur de Saigon, lui permit de bloquer l'aéroport de Tan San Nhut et même d'occuper brièvement l'ambassade américaine. L'offensive fut repoussée, mais elle prouva que toute la puissance de feu américaine qui s'abattait sur le Vietnam n'avait pas réussi à détruire ni le FNL, ni le moral de ses partisans, ni le soutien populaire dont il jouissait, ni sa volonté de se battre. Le gouvernement américain dut réévaluer la situation et de nouveaux doutes s'insinuèrent dans les esprits américains.

Les bombardements intensifs visaient à saper la volonté de résistance des Vietnamiens, à l'instar des bombardements sur les populations allemande et japonaise durant la Seconde Guerre mondiale. Le président Johnson continuait pourtant de prétendre que seuls des cibles militaires étaient visées.

Début 1968, pas mal d'Américains commencèrent à prendre conscience de la cruauté de cette guerre. Beaucoup d'autres s'inquiétaient surtout du fait que les États-Unis semblaient incapables de la gagner. Quarante mille soldats américains étaient déjà morts et deux cent cinquante mille autres blessés sans que la victoire se profile à l'horizon. N'oublions pas pour autant que les pertes vietnamiennes étaient incomparablement plus nombreuses.

Au printemps 1970, Nixon et son secrétaire d'État, Henry Kissinger, se lancèrent dans l'invasion du territoire cambodgien après une campagne intensive de bombardements qui ne fut jamais révélée à l'opinion publique américaine. Cette invasion, qui provoqua un mouvement de protestation aux États-Unis, fut un échec militaire. Le Congrès décréta que Nixon ne pourrait utiliser de troupes américaines pour poursuivre la guerre sans obtenir son accord. L'année suivante, sans participation des troupes américaines, les États-Unis appuyèrent l'invasion du Laos par les Sud-Vietnamiens. Nouvel échec. En 1971, huit cent mille tonnes de bombes furent larguées par les États-Unis sur le Laos, le Cambodge et le Vietnam. Dans le même temps, le gouvernement de Saigon, dirigé par le président Nguyen Van Thieu, le dernier d'une longue série de chefs d'État sud-vietnamiens, jetait des milliers d'opposants en prison.

Le jour même où Lyndon Johnson annonça aux Américains, à la mi-août 1964, les événements du golfe du Tonkin et les bombardements sur le Nord-Vietnam, des militants noirs et blancs se réunirent aux environs de Philadelphie (Mississippi) pour un service funéraire à la mémoire des trois travailleurs sociaux du mouvement des droits civiques qui y avaient été assassinés durant l'été. L'un des orateurs s'en prenait violemment à l'usage de la force en Asie, qu'il comparait aux violences infligées aux Noirs du Mississippi.

Au milieu de 1965 (...) lors d'une visite au Mississippi, le secrétaire à la Défense, Robert McNamara, qualifia le sénateur John Stennis, raciste notoire, d'« homme de grande qualité », des étudiants noirs et blancs manifestèrent en signe de protestation avec des écriteaux à la « mémoire des enfants brûlés du Vietnam ». Le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) déclara au début de 1966 que « les États-Unis (menaient) une politique agressive en parfaite violation des lois internationales » et exigea le retrait des troupes américaines du Vietnam. (...) L'un des plus grands sportifs américains, le boxeur noir et champion du monde des poids lourds, Muhammad Ali, refusa de servir dans ce qu'il appelait une « guerre de l'homme blanc ». Il fut déchu de son titre par les autorités du monde de la boxe.

De plus en plus nombreux, les jeunes refusèrent de s'inscrire pour l'incorporation et de s'y présenter. À partir de mai 1964, le slogan « Nous n'irons pas » apparut partout. Certains de ceux qui avaient reçu leur avis d'incorporation se mirent à brûler leurs papiers militaires en public pour protester contre la guerre. (...) En octobre 1967, une opération nationale de « retour à l'envoyeur » des convocations d'incorporation fut organisée. À San Francisco, trois cents convocations furent réexpédiées au gouvernement. (...) Au milieu de 1965, trois cent quatre-vingt poursuites furent intentées contre les réfractaires. En 1968, ce chiffre était passé à trois mille trois cent cinq. Fin 1969, ils étaient trente-trois mille neuf cent soixante insoumis dans tout le pays.

Au début de la guerre s'étaient produits deux événements auxquels la plupart des Américains n'avaient pas prêté attention. À Washington, dans la soirée du 2 novembre 1965, devant l'immeuble du Pentagone, alors que des milliers d'employés quittaient le bâtiment, Norman Morrison, un pacifiste de trente-deux ans, père de trois enfants, s'aspergea de

kérosène et s'immola sous les fenêtres du secrétaire à la Défense, McNamara, pour protester contre la guerre. La même année, à Detroit, Alice Hertz, âgé de quatre-vingt-deux ans, s'immolait également par le feu pour protester contre les atrocités commises en Indochine.

Un renversement d'opinion significatif s'opéra. Début 1965, après les premiers bombardements contre le Nord-Vietnam, une petite centaine de gens investissaient l'hôtel de ville de Boston pour exprimer leur opposition à la guerre. Quatre ans plus tard, toujours à Boston, ils étaient cent mille. Quelque deux millions de personnes manifestèrent ce même jour dans des villes et des villages qui n'avaient jamais connu de réunion pacifiste.

En 1971, vingt mille individus se rendirent à Washington pour exprimer leur indignation devant la poursuite des violences au Vietnam et essayèrent de bloquer le trafic routier. Quatorze mille d'entre eux furent finalement interpellés au cours de ce qui restera comme la plus grande arrestation de l'histoire américaine. (...) Dans l'océan Pacifique, deux jeunes marins américains détournèrent un navire qui transportait des bombes destinées au Vietnam.

La classe moyenne et les professions libérales, d'ordinaire peu enclines au militantisme, se mirent également à hausser le ton. En mai 1970, le *New York Times* titrait : « Mille éminents hommes de loi se joignent aux pacifistes ». Le milieu des affaires se mit à craindre que la guerre n'aille finalement à l'encontre de ses intérêts à long terme. Le *Wall Street Journal* alla jusqu'à critiquer la poursuite de la guerre.

Les étudiants furent très impliqués dans les toutes premières manifestations pacifistes. (...) Même dans les lycées, à la fin des années 1960, on comptait quelque cinq cents journaux clandestins. À la remise des diplômes de 1969, les deux tiers de étudiants diplômés de la Brown University tournèrent ostensiblement le dos à Henry Kissinger venu faire un discours.

L'apogée de la protestation eut lieu au printemps 1970 lorsque le président Nixon ordonna l'invasion du Cambodge. le 4 mai 1970, la garde nationale tira sur les étudiants de la Kent State University (Ohio) qui s'étaient rassemblés pour protester contre la guerre, faisant quatre morts et un blessé (ce dernier devait rester paralysé à vie). Les étudiants de quatre cents universités et collèges se lancèrent alors dans la plus grande grève étudiante de toute l'histoire des États-Unis. pendant l'année scolaire 1969-1970, le FBI enregistra mille sept cent quatre-vingt-cinq manifestations étudiantes dont trois cent treize occupations de locaux.

La publicité faite à ces manifestations étudiantes donna l'impression que l'opposition à la guerre était exclusivement le fait de la petite bourgeoisie intellectuelle. Lorsque des ouvriers new-yorkais du bâtiment agressèrent des étudiants, la nouvelle fut relayée par les médias nationaux. Pourtant, un certain nombre d'élections dans les villes américaines – parmi lesquelles des villes traditionnellement ouvrières – démontraient que le sentiment pacifiste était également fort au sein de la classe ouvrière.

L'information la plus surprenante se trouvait dans une enquête menée par l'université du Michigan. Elle montrait clairement que, sur toute la durée de la guerre du Vietnam, les Américains les plus modestement diplômés avaient été plus vivement en faveur du retrait des troupes que les Américains de niveau scolaire supérieur. (...) En août 1965, 61% de la population estimait que l'engagement américain au Vietnam n'était pas une mauvaise chose. En mai 1971, 61% des Américains pensaient le contraire. (...) Il semble que les médias les plus bellicistes, eux-mêmes dirigés par des individus au niveau d'instruction très élevé et aux

revenus conséquents, aient tenté de donner l'impression que la classe ouvrière était particulièrement patriote et favorable à la guerre.

L'histoire américaine avait déjà connu des exemples de désaffection des soldats : mutineries sporadiques pendant la Révolution américaine ; refus de réengager au beau milieu de la guerre du Mexique ; désertions et objection de conscience pendant les deux Guerres mondiales. Néanmoins, ce fut à l'occasion de la guerre du Vietnam que l'opposition des soldats et des vétérans atteignit un niveau jamais égalé auparavant.

Les désertions se multiplièrent. Des milliers de jeunes réfractaires s'enfuirent en Europe – en France, en Suède, aux Pays-Bas -, mais la plupart d'entre eux trouvèrent refuge au Canada. On parle de cinquante mille à cent mille déserteurs. D'autres restaient aux États-Unis et certains défièrent ouvertement les autorités militaires en se réfugiant dans les églises où, protégés par des amis et des militants pacifistes, ils attendaient qu'on vienne les arrêter pour les juger.

Au sein de l'armée, le mouvement pacifiste s'organisait. Près de Fort Jackson, le premier « GI coffeehouse » ouvrit ses portes. Il s'agissait d'un lieu où les soldats pouvaient consommer des cafés et des beignets, lire des publications pacifistes et discuter librement les uns avec les autres. Il fonctionna quelques années avant d'être considéré comme une « nuisance publique » et fermé par décision de justice.

Des journaux clandestins commencèrent à paraître dans les différentes bases militaires du pays. En 1970, on en comptait plus de cinquante dont *About Face* à Los Angeles, *Fed-Up !* à Tacoma (Washington), *Short Times* à Fort Jackson, *Vietnam GI* à Chicago, *Graffiti* à Heidelberg en Allemagne, *Bragg Briefs* en Caroline du Nord, *Last Harass* à Fort Gordon (Géorgie), *Helping Hand* sur la base aérienne de Mountain Home (Idaho). Ces journaux publiaient des articles contre la guerre, donnaient des informations sur le harcèlement subi par les soldats et des conseils pratiques sur leurs droits et les manières de résister à la hiérarchie militaire. En plus du sentiment pacifiste, on pouvait également déceler une profonde colère contre la cruauté et la déshumanisation de la vie militaire.

La protestation s'étendit au front vietnamien. Lorsque les grandes manifestations du Moratorium Day eurent lieu aux États-Unis en octobre 1969, certains soldats cantonnés au Vietnam arborèrent des brassards noirs en signe de solidarité. Un photographe de presse déclara avoir rencontré près de Da Nang une patrouille dont la moitié des soldats portaient ce brassard.

Wallace Terry, un reporter noir-américain de *Time*,registra des conversations avec des centaines de soldats noirs. On y découvre leur amertume vis-à-vis du racisme dans l'armée, leur dégoût de la guerre et leur moral plutôt bas. Les *fraggings*, attentats perpétrés par les soldats qui plaçaient une grenade dans la tente des officiers qui les commandaient ou dont ils voulaient se venger, se multiplièrent. Durant la seule année 1970, le Pentagone fit état de deux cent neuf *fraggings*.

De retour du Vietnam, des soldats formèrent le Vietnam Veterans Against the War. (...) En avril 1971, plus d'un millier de ces vétérans se rendirent à Washington DC pour manifester contre la guerre. Les uns après les autres, ils lancèrent de l'autre côté du grillage qui entoure le Capitole les médailles qu'ils avaient reçues au Vietnam. (...) Ce fut aux

environs des fêtes de Noël, en 1972, qu'eurent lieu les premières défections de pilotes de B-52, qui refusaient de remplir leur mission de bombardements intensifs sur Hanoi et Haiphong.

Le 3 juin 1973, le *New York Times* révélait que de nombreux cadets de West Point abandonnaient leurs études. Le journaliste ajoutait que les responsables de cette école militaire reliaient ce fait « au caractère moins discipliné, plus sceptique et plus exigeant de la nouvelle génération, ainsi qu'au sentiment pacifiste qu'une petite minorité radicale et la guerre du Vietnam (avaient) réussi à créer ». Pourtant, la plupart des actes pacifistes furent le fait de soldats ordinaires – Noirs, Blancs, Indiens, Chinois ou Chicanos (de retour en Amérique les soldats chicanos manifestèrent par milliers contre la guerre)-, dont la grande majorité était issue de milieux pauvres.

Après qu'en 1973 les États-Unis eurent finalement décidé de retirer leurs troupes du Vietnam, les responsables du Pentagone à Washington et le porte-parole de la marine à San Diego annoncèrent que l'armée allait se débarrasser de ses éléments « indésirables », c'est-à-dire d'environ six mille hommes du contingent Pacifique, « pour la plupart des Noirs ». Près de sept cent mille soldats avaient quitté l'armée avec une mention « moins qu'honorable » (...) qui signalait en général une attitude particulièrement peu respectueuse à l'égard des autorités militaires. (...) Le nombre des désertions était passé de quarante-sept mille en 1967 à quatre-vingt-neuf mille en 1971.

Il est traditionnel en histoire de toujours mettre l'arrêt des guerres au crédit des responsables politiques – au travers de négociations à Paris, à Genève, à Versailles ou à Bruxelles – et les « peuples » sont souvent rendus responsables de les avoir voulues. La guerre du Vietnam démontra pourtant clairement que, au moins dans son cas, les dirigeants politiques furent les derniers à se résoudre à faire un pas en direction de la paix. (...) Le gouvernement américain était en train de perdre la guerre au Vietnam tandis que le mouvement pacifiste l'emportait aux États-Unis. Occultant ces faits, l'administration essaya de faire croire aux Américains que la guerre cessait parce que le gouvernement avait finalement décidé de négocier la paix.

Mai 1973 (...) un correspondant du *New York Times* proche du gouvernement, écrivait : « Les États-Unis sortent grands perdants de cette guerre et les manuels d'histoire devront l'admettre. (...) C'est dans la vallée du Mississippi que nous avons perdu la guerre et non dans celle du Mékong. Les gouvernements successifs n'ont jamais su s'assurer le soutien nécessaire de l'opinion publique américaine. » En vérité, les États-Unis avaient perdu la guerre à la fois dans la vallée du Mékong et dans celle du Mississippi. Il s'agissait de la première défaite de l'empire américain édifié après la Seconde Guerre mondiale. Et cette défaite fut administrée à la fois par des paysans révolutionnaires à l'étranger et par un incroyable mouvement de protestation en Amérique même.

Chapitre XIX

Surprises

« Nous votons ? Mais qu'est-ce que cela change ? » s'interrogeait Helen Keller en 1911. À peu près à la même époque, Emma Goldman affirmait que « le suffrage universel (était) un fétiche moderne ». Et en effet, si les femmes votèrent au même titre que les hommes après 1920, elles conservèrent peu ou prou leur statut social subalterne.

La Seconde Guerre mondiale augmenta la part du travail des femmes dans des proportions jamais atteintes auparavant. En 1960, 36% des femmes de plus de seize ans (23 millions) étaient salariées.

C'est au sein du mouvement pour les droits civiques des années 1960 que l'on peut trouver les premiers indices de l'émergence d'une conscience collective féminine. Comme toujours dans les mouvements sociaux, les femmes se trouvaient en première ligne, mais comme simples soldats, jamais comme généraux.

À peu près à la même époque, certaines femmes de la petite bourgeoisie blanche commencèrent à prendre la parole. Betty Friedan écrivit un livre prophétique, inspiré et inspirant : *The Feminine Mystique* : « Le problème restait enfoui, inexprimé dans l'esprit des Américaines. En ce milieu du XX^e siècle, les femmes américaines avaient un étrange sentiment d'insatisfaction, d'attente. Dans les banlieues, chaque femme luttait seule contre ce sentiment. Quand elle faisait les lits, les courses, quand elle mettait les housses sur les meubles, quand elle préparait des sandwiches au beurre de cacahuète pour ses enfants, quand elle était étendue aux côtés de son mari, elle s'effrayait de se poser à elle-même cette question : "Est-ce là tout ?" »

Cette « mystique » féminine dont parlait Friedan s'appuyait sur cet idéal de la femme comme mère et épouse, ne vivant que par son mari et par ses enfants et sacrifiant ses propres aspirations. Friedan en concluait que « l'unique façon pour une femme – comme pour un homme, d'ailleurs – de se retrouver, de se connaître elle-même en tant qu'individu, (était) de se réaliser dans un travail créatif qui lui soit propre ».

vers 1967, les femmes de divers mouvements – droits civiques, Étudiants pour une société démocratique, pacifistes – commencèrent à se regrouper entre femmes et *en tant que* femmes. Début 1968, lors d'un Rassemblement des Femmes contre la guerre, des centaines de femmes portant des torches défilèrent dans l'Arlington National Cemetery pour accompagner ironiquement l'« enterrement de l'éternel féminin ». Dès cette époque, certains désaccords apparurent chez les militantes – et plus encore chez les militants : devaient-elles se battre sur des questions spécifiquement féminines ou continuer de s'inscrire dans des mouvements de protestation plus généraux contre le racisme, le capitalisme ou la guerre, par exemple. Quoi qu'il en soit, le féminisme prenait de plus en plus d'importance.

Patricia Robinson écrivit un petit livre, *Poor Black Woman*, dans lequel elle établissait un lien entre la question féministe et la nécessité de changer fondamentalement la société : « La révolte de la femme noire et pauvre, ce marais de la hiérarchie sociale dont on n'a jamais parlé jusqu'ici, pose la question de savoir ce qu'elle exige et pour quel type de société elle est prête à se battre. Pour commencer, elle exige de pouvoir jouir du contrôle des naissances au même titre que les Blanches et la femme noire de la petite bourgeoisie. Elle est également consciente que le processus d'oppression se joue à deux et que, comme les autres pauvres, elle ne veut plus jouer. Elle est l'alliée de tous ceux qui, à travers le monde, ne possèdent rien, et elle soutient leurs luttes révolutionnaires. Les conditions historiques l'ont contrainte à soustraire ses enfants à la domination masculine, à les élever et à subvenir seule à leurs besoins. De ce fait, la domination et l'exploitation de la femme par l'homme s'est sérieusement affaiblie. En outre, elle a conscience que ses enfants sont voués à servir comme tous les enfants pauvres de toute éternité – de mercenaires misérables et sous-payés dans le seul but de maintenir et de promouvoir une élite toute-puissante. (...) Comprenant tout cela,

elle a d'ores et déjà commencé à remettre en question la domination masculine et la société de classes qui la sous-tend : le capitalisme. »

En 1967, à la suite d'une intense campagne de sensibilisation menée par les mouvements féministes, le président Johnson signa un décret interdisant la discrimination sexuelle dans l'administration fédérale. Au cours des années suivantes, les groupes féministes se mobilisèrent pour que ce décret soit appliqué dans les faits. Plus d'un millier de procès furent intentés par la NOW (National organization for Women, fondée en 1966) à des entreprises accusées de discrimination sexuelle.

L'avortement devint à son tour l'une des questions majeures de la société américaine. On pratiquait avant 1970 près d'un million d'avortements chaque année, dont 10% seulement étaient légalement autorisés. Environ un tiers des femmes qui avortaient – pour la plupart issues des milieux les plus pauvres – étaient hospitalisées à la suite de complications. On ne saura jamais exactement combien de milliers de femmes sont finalement mortes, victimes de ces avortements clandestins. Quoi qu'il en soit, le caractère illégal de l'avortement pénalisait surtout les femmes pauvres, les riches ayant le choix entre garder leur enfant ou avorter dans des conditions de sécurité suffisantes.

Les femmes commencèrent également à prendre ouvertement la parole sur la question du viol. Si environ cinquante mille viols étaient recensés chaque année, on en ignorait un nombre bien plus important. Les femmes se mirent à prendre des cours d'autodéfense. On protesta contre la manière dont la police traitait les femmes, les interrogeait ou les insultait lorsqu'elles déclaraient avoir été violées.

L'effet le plus profond du mouvement féministe des années 1960 – outre les victoires réelles sur l'avortement et l'égalité devant l'emploi – fut sans doute ce qu'on appela « la prise de conscience », souvent réalisée par des « groupes de femmes » qui se réunissaient partout dans le pays. Elle entraîna une redistribution des rôles, le refus de l'infériorité, la confiance en soi, le sentiment d'une certaine communauté féminine, une nouvelle solidarité entre mères et filles.

Certains théoriciens du féminisme (Shulamith Firestone dans *The Dialectics of Sex*, par exemple) pensaient qu'il s'agissait d'un élément plus fondamental que le système économique pour expliquer l'oppression que subissaient les femmes. On se libérait en parlant de ce qui était resté si longtemps caché, secret, honteux et embarrassant : les règles, la masturbation, la ménopause, l'avortement et l'homosexualité. Un recueil d'articles rédigés par onze femmes du Boston Women's Health Book Collective, *Our Bodies, Ourselves*, eut un impact énorme au début des années 1970. Il donnait un nombre extraordinaire d'informations pratiques sur l'anatomie féminine, sur la sexualité et les relations sexuelles, sur l'homosexualité féminine, sur l'alimentation et la santé, sur le viol, l'autodéfense, les maladies vénériennes, la contraception, l'avortement, la grossesse, la procréation et la ménopause. Mais, plus importants encore que ces informations, les photos, l'exploration franche de tout ce qui était resté jusque-là, un sentiment d'exubérance, de plaisir du corps, une joie de mieux se comprendre, de former une communauté féminine avec toutes les femmes, quel que soit leur âge, illuminaient ce livre. Les auteurs citaient la suffragette anglaise Christabel Pankhurst :

N'oublie pas la dignité

D'être une femme.

N'appelle pas au secours,

*Ne supplie pas,
Ne rampe pas.
reprends courage et
Saisis nos mains,
Reste à nos côtés.
Combats avec nous.*

Dans la question féministe, on trouvait en germe une solution susceptible de répondre non seulement à l'oppression des femmes, mais également à toutes les oppressions. Le contrôle exercé par la société sur les femmes était d'une redoutable efficacité, mais l'État ne l'exerçait pas directement. C'est la famille qui en était chargée : l'autorité des hommes sur les femmes, celle des femmes sur les enfants.

C'était, nous l'avons dit, une époque de révoltes. Si l'on pouvait envisager une révolution au sein de la plus subtile et de la plus complexe des prisons – la famille –, on pouvait alors également s'attendre à ce que des émeutes éclatent dans la plus brutale et la plus évidente d'entre elles : le système carcéral. Dans les années 1960 et au début des années 1970, ces émeutes se multiplièrent, présentant, en outre, un caractère politique inédit et une violence de type lutte des classes. L'apogée de ces soulèvements carcéraux eut lieu en septembre 1971 dans la prison d'Attica (État de New York).

L'institution de la prison s'était mise en place aux États-Unis à la suite d'une réforme voulue par les quakers pour remplacer la mutilation, la pendaison ou l'exil (châtiments classiques de l'époque coloniale). De l'isolement carcéral devaient naître le repentir et le salut. Mais les prisonniers sombraient le plus souvent dans la folie et mourraient finalement assez vite. Au XIX^e siècle, le système carcéral américain reposait sur le travail forcé agrémenté de divers châtiments : le cachot, les fers et l'isolement. L'objectif général de ce système fut résumé par le directeur de la prison d'Ossining à New York : « Pour réformer un criminel, il vous faut d'abord briser son esprit. » Cette approche se perpétua très longtemps.

Il y avait toujours eu des révoltes dans les prisons. Une vague d'émeutes s'était achevée dans les années 1920 avec le soulèvement des mille six cent détenus de la prison de Clinton (État de New York) qui prit fin avec la mort de trois prisonniers. Entre 1950 et 1953, plus de cinquante soulèvements importants se produisirent dans les prisons américaines. Au début des années 1960, les membres d'une équipe de condamnés aux travaux forcés utilisèrent leurs masses pour se briser les jambes afin d'attirer l'attention sur les violences quotidiennes qu'ils subissaient.

Les prisons américaines avaient été longtemps le reflet accentué du système américain lui-même : l'incroyable écart caractérisant les modes de vie des riches et des pauvres, l'instrumentalisation des opprimés les uns contre les autres, l'absence de liberté de parole pour les classes les plus défavorisées, les éternelles « réformes » qui ne changent pratiquement rien. Dostoïevski ne disait-il pas que le « degré de civilisation d'une société (pouvait) se juger à l'état de ses prisons ? »

En 1969, il y eut cinq cent deux condamnations pour fraude fiscale. De tels crimes sont d'ordinaire le fait de gens relativement riches. Seuls 20% de ces condamnations se conclurent par des emprisonnements. Ces fraudes fiscales portaient en moyenne sur 190 000 dollars et la peine était en général de sept mois. La même année, 60% des condamnations pour cambriolage ou vol de voiture (crimes le plus souvent commis par des pauvres) se

soldèrent par des emprisonnements. Le montant moyen estimé des vols de voiture s'élevait à 992 dollars et la peine était en général de dix-huit mois. Pour les cambriolages : 321 dollars en moyenne et trente-trois mois de prison.

Une enquête menée par le Children Defense Fund (le *Children in Jail* de Thomas Cottle) au milieu des années 1970 révélait que plus de neuf cent mille jeunes de moins de seize ans passaient par la prison chaque année. Il est relativement difficile de décrire la réalité des prisons. Un détenu de la prison de Walpole (Massachusetts) écrivait : « Tout programme qu'on nous impose est immédiatement retourné contre nous comme une arme. Le droit d'aller à l'école, à l'église, d'avoir des visites, d'écrire, de voir des films. Tout ça est utilisé comme une arme ou comme une punition. Aucun de ces programmes ne nous appartient réellement. Tout devient un privilège qui peut nous être retiré à tout moment. Il en découle un sentiment d'insécurité, de frustration, qui ne cesse de nous ronger. »

Il y avait toujours eu aux États-Unis des prisonniers politiques, des individus emprisonnés pour leur appartenance à des mouvements radicaux ou pour leur opposition à la guerre. Pourtant, un nouveau type de prisonnier politique apparut : le condamné (ou la condamnée) de droit commun dont la conscience politique s'éveillait en prison. Certains prisonniers se mirent à établir un lien entre leur destin individuel et le système social. Au lieu d'entreprendre des actes individuels, ils se lancèrent alors dans des actions collectives.

Le rapport officiel sur l'émeute d'Attica révèle qu'un cours de sociologie donné à certains détenus s'était progressivement transformé en véritable forum où l'on échangeait les points de vue sur ce qui devait être changé. Puis une série de manifestations furent organisées et, en juillet, un manifeste rédigé par les détenus énuméra une série de revendications relativement modérées. Ensuite, « les tensions à l'intérieur de la prison d'Attica s'accrurent », culminant lors d'une journée de protestation contre le meurtre de George Jackson, au cours de laquelle la plupart des détenus refusèrent de manger et portèrent un brassard noir en signe de deuil. Le 19 septembre 1971, après une série de conflits entre prisonniers et gardiens, quelques prisonniers réussirent à sortir de leur baraquement et investirent l'une des quatre cours de la prison, prenant quarante gardiens en otages. Au cours des cinq jours suivants, les prisonniers retranchés dans cette cour formèrent une étrange communauté. Parmi eux se trouvait Tom Wicker, journaliste au *New York Times*. Il écrivit dans son livre *A Time to Die* : « L'harmonie raciale qui régnait parmi les prisonniers était parfaitement stupéfiante. (...) Cette cour de prison est le premier endroit que j'aie jamais vu où il n'y eût aucun racisme. » Un détenu noir déclara également plus tard : « Je ne pensais vraiment pas que les Blancs s'y feraient. (...) Mais j'ai du mal à dire à quoi cette cour ressemblait. J'ai pleuré à l'idée que nous étions tous si proches. Tous unis. » Au bout de cinq jours, l'État perdit toute patience. le gouverneur Nelson Rockefeller approuva l'idée d'une opération militaire contre la prison (il faut voir à ce sujet le formidable film de Cinda Firestone, *Attica*). la garde nationale, les gardiens de la prison et la police locale se livrèrent, armés de fusils automatiques, de carabines et de mitraillettes, à une attaque en règle des prisonniers désarmés, faisant trente et un morts. Les premières informations livrées à la presse par les autorités carcérales prétendaient que neuf gardiens retenus en otages avaient été égorgés par les prisonniers pendant l'assaut. Les autopsies officielles démontrèrent immédiatement qu'il s'agissait d'un pur mensonge : les neuf gardiens avaient été victimes des mêmes tirs en rafales que les prisonniers.

Des dizaines de milliers d'Américains étaient passés derrière les barreaux pendant la lutte pour les droits civiques ou contre la guerre du Vietnam. ils avaient connu le système

carcéral et pouvaient difficilement oublier cette expérience. Le mouvement ne faisait que commencer au milieu des années 1970. Ce fut donc bien l'époque de toutes les révoltes. Celle des femmes confinées dans leurs foyers. Celle des prisonniers, ces êtres « invisibles » enfermés derrière les barreaux. Mais la plus grande des surprises restait à venir.

On se rassurait à l'idée que les premiers occupants du continent, après avoir été refoulés et anéantis par l'envahisseur blanc, ne feraient plus jamais parler d'eux. Peu après la Noël 1890, l'armée américaine perpétra son dernier massacre collectif d'indiens à Pine Ridge (Dakota), près de la rivière Wounded Knee. Sitting Bull, le grand chef sioux, venait juste d'être assassiné par la police indienne à la solde des États-Unis et ce qui restait de son peuple avait trouvé refuge à Pine Ridge : cent vingt hommes et deux cent trente femmes et enfants, cernés par la cavalerie américaine armée de deux canons pouvant expédier des obus à plus de trois kilomètres et placés en surplomb du campement indien. Lorsque les soldats ordonnèrent aux indiens de rendre les armes, un Sioux répondit par un coup de fusil. Les soldats se déchaînèrent et les canons situés sur la colline tirèrent sur les tipis, faisant entre deux et trois cents morts. Les vingt-cinq morts américains de Wounded Knee furent sans doute, pour la plupart, tués par leur propre camp, les Indiens ne possédant que quelques fusils.

Les tribus indiennes battues, soumises, affamées, avaient été réparties sur des réserves où elles vivaient dans une pauvreté totale. En 1887, la loi de parcellisation des terres tribales avait voulu détruire le système des réserves en distribuant à titre individuel de petites parcelles de terres aux Indiens afin d'en faire des petits fermiers américains types. Mais la plupart de ces parcelles finirent entre les mains de spéculateurs blancs et les réserves furent finalement maintenues.

Un temps, la disparition ou l'assimilation complète des Indiens avait semblé inévitable. Au début du XX^e siècle, sur le million d'Indiens qui vivaient à l'origine sur ce qui deviendrait le territoire des États-Unis, il ne restait plus que trois cent mille individus. Mais la population recommença à croître comme une plante qui refuse de mourir. En 1960, on comptait environ huit cent mille Indiens, dont une moitié vivait sur les réserves et l'autre dans les différentes villes du pays. Les autobiographies écrites par des indiens prouvaient leur refus de se laisser absorber par la culture des Blancs.

Sun Chief, un indien hopi, déclarait pour sa part : « J'ai appris de nombreux mots anglais et je pourrais réciter une partie des dix commandements. Je savais comment dormir dans un lit, prier Jésus, me peigner les cheveux, manger avec un couteau, utiliser les toilettes. (...) J'ai aussi appris que les gens pensent avec leur tête plutôt qu'avec leur cœur. » Chief Luther Standing Bear écrivit en 1933 dans son autobiographie *From the Land of the Spotted Eagle* : « C'est vrai, l'homme blanc a apporté de grands progrès. Mais si les fruits de sa civilisation brillent de mille feux et sont terriblement désirables, ils n'en sont pas moins empoisonnés et mortels. Et si le rôle d'une civilisation est de mutiler, voler et s'opposer à autrui, alors où est le progrès ? Laissez-moi penser que l'homme assis sur le sol de son tipi, méditant sur la vie, acceptant la nature de toute chose et assumant son unité avec l'univers, incorporait en lui la véritable essence de la civilisation. »

En 1961, cinq cents responsables indiens des réserves et des villes se réunirent à Chicago. Lors de cette réunion naquit le national Indian Youth Council, rassemblement de jeunes Indiens fréquentant les universités.

Les gouvernements américains avaient signé plus de quatre cents traités avec les Indiens et les avaient tous violés, sans exception.

Les Indiens se défendaient, non seulement physiquement mais également avec les armes fournies par la culture des Blancs : les mots, les journaux, les livres. En 1968, les membres de la nation mohawk d'Akwesasne, sur le Saint-Laurent, lancèrent un excellent journal, les *Akwesasne Notes*, avec des informations et de la poésie, le tout habité d'un remarquable esprit combatif et, ce qui ne gâtait rien, d'un sens certain de l'humour.

Le 9 novembre 1969, un évènement spectaculaire attira l'attention sur les revendications des Indiens comme aucun autre ne l'avait fait auparavant. Il fit l'effet d'une bombe et annonça au monde entier que les Indiens étaient toujours vivants et bien décidés à se battre pour défendre leurs droits. Ce jour-là, avant l'aube, soixante-dix-huit Indiens débarquèrent sur l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, pour investir les lieux. Alcatraz était une prison fédérale abandonnée, un lieu terrible et maudit surnommé « The Rock ». (...) D'autres indiens se joignirent au groupe d'origine et, fin novembre, quelque six cents Indiens, représentant cinquante tribus différentes, vivaient à Alcatraz. Ils se baptisèrent « Indiens de toutes les tribus » et firent une déclaration publique intitulée « Nous tenons The Rock ». Ils y proposaient d'acheter Alcatraz avec des perles de verre et des chiffons de toile rouge comme les Blancs l'avaient fait pour Manhattan environ trois siècles auparavant.

D'autres Américains se mirent à s'intéresser au problème et à questionner leur propre culture à ce sujet. Les premiers films essayant de rendre justice à l'histoire des Indiens datent de cette époque : l'un d'entre eux, *Little Big Man*, était une adaptation d'un roman de Thomas Berger. De plus en plus de livres parurent sur l'histoire indienne, au point de donner naissance à un domaine de recherche à part entière.

Le 27 février 1973, près de trois cents Sioux Oglala, pour la plupart militants du tout récent American Indian Movement (AIM), investirent le village de Wounded Knee et annoncèrent la libération de ce territoire. (...) En quelques heures, plus de deux mille agents du FBI, des policiers fédéraux et des représentants des Affaires indiennes cernèrent la ville et organisèrent un blocus. Ils avaient des véhicules blindés, des fusils automatiques, des mitrailleuses, des lance-grenades et des lacrymogènes. Les tirs commencèrent.

Les Indiens avaient résisté soixante et onze jours, instaurant une remarquable communauté au sein du territoire assiégé. On avait organisé des cantines communautaires, ainsi qu'un service de santé et un hôpital. Un Navajo, vétéran du Vietnam, affirmait que « le calme des gens était réellement stupéfiant étant donné qu'on nous tirait dessus sans arrêt. (...) Mais ils restaient parce qu'ils avaient une cause à défendre. C'est pour ça qu'on a perdu au Vietnam, parce que la cause était mauvaise. On a fait une guerre de riches pour les riches. (...) À Wounded Knee, on a fait du bon boulot et le moral était bon. On continuait à rigoler malgré tout ».

Au cours de ces années 1970, il n'était pas question seulement de mouvements féministe, de prisonniers ou d'Indiens. Il s'agissait également d'une révolte plus générale contre des conditions de vie oppressives, artificielles et jamais remises en question. Cette révolte touchait tous les aspects de la vie personnelle : la procréation, l'enfance, l'amour, le sexe, le mariage, les vêtements, la musique, l'art, le sport, le langage, la nourriture, le logement, la religion, la littérature, la mort et la scolarité.

Le comportement sexuel connut une révolution radicale. La vie sexuelle avant le mariage se mit à faire l'objet de discussions. Des hommes et des femmes vivaient ensemble en dehors du mariage et essayaient d'exprimer la situation par des phrases du type : « Je voudrais vous présenter mon... ami (e). » Les couples mariés discutaient ouvertement de leurs aventures et on publiait des ouvrages sur le « couple libre ». On pouvait parler ouvertement, voire favorablement, de la masturbation. L'homosexualité n'était plus taboue. Gays et lesbiennes militaient contre la discrimination, pour une reconnaissance de la communauté homosexuelle et pour sortir de la honte et de l'isolement.

Les jeunes, femmes et hommes, s'habillaient presque de la même manière : en jeans ou en surplus de l'armée américaine. Les hommes cessèrent de porter la cravate et les femmes, quel que soit leur âge, se mirent presque toutes au pantalon, comme en un hommage ultime à Amelia Bloomer. En musique, on assista à un renouveau de la « *protest song* ». Pete Seger chantait déjà ce genre de chansons depuis les années 1940, mais il touchait désormais un public plus large et écrivait son propre répertoire. Bob Dylan et Joan Baez ne chantaient pas exclusivement des *protest songs* mais également des chansons qui reflétaient les libertés nouvelles et la nouvelle culture. Ils devinrent rapidement de véritables idoles populaires. Malvina Reynolds, une femme d'âge moyen, écrivait et interprétait des chansons d'inspiration socialiste et libertaire ainsi que des textes critiquant la culture consumériste de l'époque moderne.

Quant à Bob Dylan, c'est un phénomène unique. Son répertoire se compose de formidables *protest songs*, de chansons plus personnelles exprimant l'esprit de liberté et de chansons intimes ; Dans *Masters of Wars*, il souhaite que les profiteurs de guerre meurent afin d'avoir le plaisir de suivre leur enterrement « par un après-midi blafard ». *A Hard Rain's A-Gonna Fall* raconte les terribles événements des décennies précédentes, famines, guerres, larmes, eaux polluées, prisons humides et sales. Avec *With God on Our Side*, il écrit une chanson pacifiste pleine d'amertume et, dans *Only a Pawn in Their Game*, il évoque l'assassin du militant noir Edgar Evers. Enfin, dans *The Times They are A-Changin'*, il défie le passé et place tous ses espoirs en l'avenir.

Parallèlement à cette perte générale de confiance dans le pouvoir des institutions – le monde des affaires, le gouvernement, la religion -, le sentiment de confiance en soi s'accrut, que ce soit sous la forme de l'individualisme ou du communautarisme. Les experts en tout genre étaient considérés avec méfiance : on commençait à penser que les gens pouvaient décider eux-mêmes de leur mode d'alimentation, de leur mode de vie et de la meilleure façon de vivre. On pouvait aussi constater une méfiance certaine à l'égard de l'industrie pharmaceutique, des produits conservateurs, de la nourriture insipide et de la publicité. La démonstration scientifique de la nocivité du tabac était désormais si criante que le gouvernement finit par interdire sa publicité dans les médias.

L'éducation traditionnelle fut également remise en question. Les écoles avaient inculqué à des générations d'élèves les vertus du patriotisme et de l'obéissance à l'autorité et avaient perpétué l'ignorance sinon le mépris à l'égard des autres nations, peuples et races, comme à l'égard des Amérindiens ou des femmes. Il ne s'agissait pas seulement de discuter le contenu de l'éducation mais aussi la manière même d'enseigner – son formalisme, sa bureaucratie, son insistance sur la soumission à l'autorité. Bien sûr, cela n'ébranla pas le puissant système traditionnel de l'éducation nationale, mais on vit néanmoins apparaître une nouvelle génération d'enseignants et une nouvelle littérature sur la question.

Jamais dans toute l'histoire des États-Unis, une telle volonté de changement ne s'était exprimée sur une si courte période. Mais le système, au cours de ses deux siècles d'existence, avait découvert et amélioré les moyens de conserver le contrôle de la population. La réaction eut lieu dès le milieu des années 1970.

Chapitre XX

Années 1970 : tout va bien ?

Au début des années 1970, le système semblait être devenu parfaitement incontrôlable : il ne pouvait plus garantir la loyauté de la population. (...) Les tribunaux, les juges et les jurys ne se comportaient plus comme on pouvait s'y attendre. Les jurys acquittaient les militants radicaux : Angela Davis, une communiste notoire, fut acquittée par un jury exclusivement composé de Blancs. Les Blacks Panthers, que le gouvernement avait essayé de calomnier et de détruire par tous les moyens, furent également acquittés par les jurys dans divers procès.

Pour couronner le tout, l'administration Nixon fut touchée par le scandale du « Watergate », qui entraîna, en août 1974, la démission – historique, parce que unique – d'un président américain : Richard Nixon. En pleine campagne présidentielle, en 1972, cinq cambrioleurs furent surpris, avec leurs appareils photos et leurs appareils enregistreurs, en train de pénétrer par effraction dans les locaux du comité national du parti démocrate situés au Watergate, à Washington. (...) Grâce à l'arrestation inopinée de ces hommes par une police qui ignorait tout de leurs éminentes relations, l'information fut rendue publique avant qu'on puisse rien faire pour l'empêcher. Les cambrioleurs furent rapidement identifiés comme des relations proches d'importants responsables du comité de campagne de Nixon, de la CIA et du secrétaire à la justice de Nixon.

Le 8 août 1974, Nixon démissionnait. (...) Le milieu des affaires poussa un grand soupir de soulagement.

Lors de l'enquête sur le Watergate, le dirigeant d'une entreprise alimentaire affirma qu'il avait été approché par un responsable de la campagne de Nixon qui lui avait dit que, si une contribution financière de 25 000 dollars serait certes appréciée à sa juste valeur, « pour 50 000 dollars il pourrait parler personnellement au président ». La plupart de ces entreprises versaient de l'argent aux deux partis de manière à avoir toujours des amis dans l'administration. Chrysler demanda à ses dirigeants de « soutenir le parti et le candidat de leur choix » puis, après avoir collecté leurs chèques, la direction de l'entreprise redistribua l'argent soit aux démocrates soit aux républicains.

ITT, le géant des télécommunications, versait régulièrement de l'argent aux deux partis. (...) D'après l'un des assistants de Baker (qui travaillait pour les sénateurs démocrates parmi lesquels se trouvait Lyndon Johnson), un ancien vice-président de ITT avait déclaré au cours d'une réunion du bureau exécutif de l'entreprise : « Arrangez-vous pour “graisser la patte” des deux camps pour que nous soyons en bonne position quel que soit le gagnant. »

Quel que soit le président, Nixon, Ford ou n'importe quel démocrate ou républicain, le système fonctionnait sensiblement de la même manière. (...) Même dans la plus appliquée des enquêtes sur le Watergate – celle menée par Archibald Cox, un procureur spécial qui sera plus tard chassé de son poste par Nixon -, les entreprises n'étaient guère inquiétées. American

Airlines, qui reconnaissait avoir versé illégalement des fonds pour la campagne de Nixon, ne fut condamnée qu'à 5000 dollars d'amende. Goodyear à 5000 dollars également. L'entreprise 3M à 3000 dollars. Un dirigeant de Goodyear et un dirigeant de 3M furent condamnés respectivement à 1000 et 500 dollars d'amende.

Le 29 avril 1975, les troupes nord-vietnamiennes entraient dans Saïgon et la guerre prenait fin.

En 1975, le système se lança donc dans une entreprise complexe de consolidation – qui comprenait des opérations militaires comme l'opération Mayaguez – afin d'affirmer son autorité dans le monde et à l'intérieur des frontières. Il était également nécessaire de satisfaire une opinion publique désenchantée et de lui faire croire que le système pratiquait l'autocritique et se corrigeait de lui-même. Pour se faire, il suffisait comme bien souvent de mener des enquêtes tapageuses qui condamneraient quelques boucs émissaires tout en laissant le système inchangé. Le Watergate avait nui à l'image de la CIA comme à celle du FBI : ils avaient enfreint les lois qu'ils s'étaient engagés à défendre et coopéré avec Nixon dans ses opérations de cambriolage et d'enregistrements illégaux. En 1975, des comités du Congrès enquêtèrent donc sur le FBI et la CIA.

L'enquête sur la CIA révéla que l'Agence était allée au-delà de sa mission originelle de renseignements et menait des opérations secrètes de toutes sortes. On apprit par exemple qu'elle avait, dans les années 1950, administré à des citoyens américains, à leur insu, du LSD pour en tester les effets : un scientifique américain en prit sans le savoir une telle dose qu'il tomba de la fenêtre d'un hôtel de New York et s'écrasa sur le sol. La CIA avait également été impliquée dans des projets d'assassinat contre Castro à Cuba et contre d'autres chefs d'État. Elle avait également introduit en 1971 le virus de la fièvre porcine à Cuba, provoquant l'abattage de cinq cent mille porcs. On apprit également que la CIA, en coopération avec un comité secret de quarante personnalités dirigé par Kissinger, avait fait en sorte de déstabiliser le gouvernement chilien de Salvador Allende, dirigeant marxiste élu au terme d'une des rares élections démocratiques d'Amérique latine. ITT, qui possédait d'importants intérêts à Cuba, joua également un rôle dans cette opération.

L'enquête sur le FBI révéla pour sa part de nombreuses années d'opérations illégales destinées à miner et à détruire les mouvements radicaux et les groupes de gauche de toutes sortes. Le FBI avait fabriqué de fausses correspondances, commis de nombreux cambriolages (le Bureau en avoua quatre-vingt-douze entre 1960 et 1966), ouvert illégalement du courrier et, semble-t-il, participé à un projet d'assassinat du leader des Blacks Panthers, Fred Hampton.

Des informations d'importance furent donc révélées au cours de cette enquête, dont les résultats furent contrôlés et accompagnés d'un traitement médiatique une couverture de presse et télévisuelle plus que modeste et d'épais rapports réservés à un public restreint – destiné à donner l'impression d'une société honnête cherchant à s'amender.

Le comité Church, mis en place par le Sénat, mena ses enquêtes en collaboration avec les organisations sur lesquelles il enquêtait, et alla jusqu'à soumettre ses conclusions sur la CIA à la CIA elle-même pour vérifier s'il ne s'y trouvait pas des documents que la CIA ne voulait pas rendre publics. (...) Si le comité Pike, mis en place par la Chambre des Représentants ne passa pas le même genre d'accord avec la CIA ou le FBI, le rapport final fut classé confidentiel par la Chambre. Quand il fut tout de même partiellement rendu public dans

le *Village Voice* de New York par Daniel Schorr, journaliste à CBS, aucun des grands journaux nationaux ne relaya ses informations. Schorr fut ensuite suspendu par CBS : exemple supplémentaire de la connivence entre certains médias et le gouvernement lorsqu'il s'agit de « sécurité nationale ».

Le comité Church révéla un mode de pensée intéressant lorsqu'il se pencha sur les tentatives d'assassinat contre Castro et d'autres dirigeants étrangers. Le comité semblait en effet considérer que le meurtre d'un chef d'État constitue une violation impardonnable d'une sorte de *gentlemen's agreement* entre dirigeants, en d'autres termes que ce genre de meurtre est bien plus condamnable que les interventions militaires qui tuent les citoyens ordinaires. Le comité expliquait, dans l'introduction à la section concernant les tentatives d'assassinat : « Une fois que les méthodes de coercition et de violence ont été admises, la possibilité de pertes en vies humaines est toujours présente. Il y a cependant une nette différence entre l'assassinat intentionnel, ciblé et commis de sang-froid d'un dirigeant étranger et les autres formes d'interventions dans les affaires intérieures des nations étrangères. »

En 1961, le responsable du Covert Action Staff de la CIA écrivait que les livres étaient « l'arme la plus importante de la propagande stratégique ». Le comité Church découvrit que, fin 1967, plus d'un millier de livres étaient fabriqués, subventionnés ou sponsorisés par la CIA.

La démission de Nixon, la nomination de Ford, les révélations sur les mauvais comportements de la CIA et du FBI, tout tendait à restaurer la confiance sérieusement ébranlée du peuple américain. Pourtant, malgré toute cette agitation, l'opinion publique montrait encore de nombreux signes de suspicion, voire d'hostilité, envers les responsables politiques, militaires et économiques.

En 1976 (...) un groupe d'intellectuels et de responsables politiques du Japon, des États-Unis et d'Europe de l'ouest se réunit pour former la « Commission trilatérale ». Cette commission publia un rapport intitulé « La gouvernance des démocraties ». Samuel Huntington, professeur de sciences politiques à Harvard et consultant régulier de la Maison-Blanche pour la guerre du Vietnam, rédigea la partie du rapport consacrée aux États-Unis. Il l'intitula « Le vernis démocratique ».

Huntington s'inquiétait de ce constat : « Le moteur du sursaut démocratique des années 1960 était le défi général lancé aux systèmes d'autorité établis, qu'ils fussent publics ou privés. Sous une forme ou une autre, ce défi s'est manifesté contre la famille, l'université, le monde des affaires, les institutions publiques ou privées, la politique, la bureaucratie gouvernementale et l'armée. Les gens n'éprouaient plus le besoin d'obéir à ceux qu'ils considéraient auparavant comme supérieurs à eux en âge, rang, statut, connaissances, caractère ou talent. » Tout cela, affirmait Huntington, avait « posé quelques problèmes en termes de gouvernance des démocraties dans les années 1970 ».

Par-dessus tout, il y avait eu ce déclin de l'autorité présidentielle. Or, « si quelqu'un gouvernait aux « États-Unis, c'était bien le président, agissant avec le soutien et la coopération de groupes ou d'individus indispensables à la bonne marche de l'exécutif, de l'administration fédérale, du Congrès et, plus important encore, du monde des affaires, des banques, des conseils juridiques, des médias, qui composent le versant privé des pouvoirs en place. » il s'agit là sans aucun doute de la déclaration la plus franche qu'ait jamais émise un conseiller de l'élite dirigeante.

Huntington ajoutait que, pour gagner les élections, un président devait s'assurer le soutien d'une large coalition. Mais « le lendemain de son élection, l'importance de sa majorité perd une part – si ce n'est la totalité – de son influence sur sa manière de gouverner le pays. Ce qui compte désormais, c'est d'obtenir le soutien des personnages clefs des grandes institutions au gouvernement et à la société dans son ensemble. (...) Cette coalition doit comprendre des personnages incontournables du Congrès, de l'appareil exécutif ainsi que des représentants du secteur privé ». Huntington donnait ensuite quelques exemples : « Truman a mis un point d'honneur à faire participer à son administration des personnalités non partisans : des banquiers républicains et des conseillers juridiques de Wall Street. Il s'adressait directement aux sources du pouvoir réel dans le pays pour obtenir l'aide dont il avait besoin pour diriger le pays. Eisenhower hérita de cette coalition dont il était lui-même en partie le produit. (...) Kennedy essaya de recréer une alliance structurelle du même type. »

Huntington envisageait la fin possible de la période « durant laquelle les États-Unis ont imposé leur pouvoir hégémonique sur l'ordre international ». Il déclarait pour finir que l'on assistait à « un abus de démocratie » et il appelait de ses vœux « une limitation souhaitable de la démocratie politique ».

Il semble plus que probable que la prétendue « situation internationale très inquiétante » qui avait entraîné la création de la Commission trilatérale dissimulait en fait la nécessité d'une plus grande unité d'action entre le Japon, l'Europe de l'Ouest et les États-Unis face à une menace nettement plus sérieuse pour le capitalisme tricontinental que le communisme monolithique : les mouvements révolutionnaires, relativement autonomes, qui secouaient alors le tiers-monde.

Chapitre XXI

Carter – Reagan – Bush : le consensus bipartisan

Pour les vingt-cinq dernières années du XX^e siècle, nous constatons la permanence de cette vision limitée dont parle Hofstadter – un capitalisme bénéficiant essentiellement aux grandes fortunes économiques, accompagné d'une immense pauvreté et d'un sentiment nationaliste favorable à la guerre et à ses préparatifs. Le pouvoir politique a beau basculer des républicains vers les démocrates et vice versa, aucun des deux partis ne semble en mesure de dépasser cet horizon.

Conscients ou non de ce fait, les électeurs votaient sans enthousiasme ou s'abstenaient, exprimant de plus en plus clairement leur désaffection vis-à-vis du système politique. En 1960, 63% des électeurs s'étaient déplacés pour voter lors des élections présidentielles. Ils n'étaient plus que 53% en 1976. Lors d'un sondage effectué par CBS News et le *New York Times*, plus de la moitié des personnes interrogées estimaient que les dirigeants politiques ne s'occupaient pas d'eux.

L'opinion publique, déçue par la politique et les débats politiques prétendument sérieux, se tourna – ou fut détournée – vers les émissions de divertissement, les ragots et les mille et une recettes du bonheur proposées par les différents médias. Les populations marginales s'abandonnèrent de plus en plus à la violence, cherchant des boucs émissaires au sein de leur propre communauté (par exemple les Noirs des milieux pauvres contre leurs semblables) ou dans d'autres groupes ethniques, chez les immigrés, les étrangers diabolisés,

les mères vivant des allocations et les petits délinquants (la grande délinquance restant inaccessible).

Certains citoyens américains, restés fidèles aux modes de pensée et aux idéaux rescapés des années 1960-1970, ne se contentèrent pas de discuter. Ils agirent. En effet, à travers tout le pays, une partie de la population totalement ignorée par les médias et par le personnel politique militait au sein de milliers d'associations locales. Ces organisations luttèrent pour la défense de l'environnement, pour les droits des femmes, pour le maintien de services de santé dignes de ce nom (surtout après l'apparition du virus du SIDA), pour l'octroi de logements aux sans-abri ou contre les dépenses militaires. Ce militantisme n'avait aucune mesure avec celui des années 1960, quand le rejet de la ségrégation raciale et de la guerre avait donné naissance à un véritable mouvement d'envergure nationale. Il s'agissait plutôt d'une lutte perpétuelle contre des politiciens locaux impitoyables. Une lutte qui tentait de mobiliser les très nombreux citoyens américains qui ne croyaient plus ni dans la politique ni dans l'efficacité de la contestation.

L'Afrique du Sud était un des pivots du système radar d'observation et de renseignements. En outre, ce pays accueillait d'importants investissements américains et était l'une des principales sources de matières premières pour l'Amérique (le diamant en particulier). Les États-Unis souhaitaient par-dessus tout un gouvernement stable en Afrique du sud ; or, la répression continuelle des populations noires risquait d'y entraîner une guerre civile.

Carter déclara même que les États-Unis n'avaient aucune obligation particulière envers le Vietnam, la « destruction (ayant) été mutuelle ». Si l'on considère que les États-Unis, après avoir fait parcourir la moitié du globe à sa phénoménale force de frappe et à deux millions de soldats, avaient totalement ruiné, à l'issue d'une guerre de huit années, un minuscule pays et y avaient causé plus d'un million de morts, cette déclaration est proprement stupéfiante.

Noam Chomsky, l'un des plus célèbres activistes contre la guerre du Vietnam, a étudié la manière dont, en 1978, l'histoire de cette guerre était présentée dans les principaux médias. Il se rendit compte qu'on niait « la réalité historique et (qu'on) la remplaçait par des faits beaucoup plus confortables (...), ramenant les “leçons” de l'histoire à des catégories socialement neutres telles que l'erreur, l'ignorance ou le coût ».

En 1977, le canal (de Panama) avait perdu de son importance stratégique. Il ne pouvait plus être utilisé par des supertankers ni par les gigantesques porte-avions. Ce fut surtout cette raison, ajoutée aux émeutes anti-américaines au Panama, qui conduisit l'administration carter, contre l'avis des conservateurs, à négocier un nouveau traité prévoyant un démantèlement progressif des bases américaines (qu'on pouvait d'ailleurs fort bien déplacer à proximité dans la région). La propriété légale du canal serait concédée après un certain laps de temps. Le traité comportait, en termes vagues, quelques clauses pouvant servir à une intervention militaire américaine sous certaines conditions.

Quelle que soit la sophistication de la politique étrangère de Carter, certaines données fondamentales s'imposaient à la fin des années 1960 et dans les années 1970. Les entreprises américaines étaient plus que jamais actives sur toute la surface du globe. Au début des années 1970, il existait environ trois cents entreprises américaines – parmi lesquelles les sept plus grandes banques – dont 40 % des bénéfices provenaient des marchés étrangers. En outre, 98%

des équipes dirigeantes de ces entreprises, qualifiées de « multinationales », étaient composées d'Américains. Prises ensemble, elles constituaient la troisième puissance économique mondiale, juste derrière les États-Unis et l'Union soviétique.

Comme le prouvent les statistiques du département américain au Commerce, les relations entretenues par ces gigantesques entreprises avec les nations les plus pauvres étaient clairement des relations d'exploitation. Tandis qu'entre 1950 et 1965 les entreprises américaines avaient investi 8,1 milliards de dollars en Europe pour seulement 5,5 milliards de bénéfices, elles n'avaient investi en Amérique latine que 3,8 milliards de dollars pour un bénéfice de 11,2 milliards ; et en Afrique, 5,2 milliards d'investissements pour 14,3 milliards de dollars de bénéfices.

Nous sommes là, bien entendu, devant un comportement impérialiste classique, dans lequel les régions possédant les ressources naturelles sont les victimes de nations plus puissantes qui tirent justement leur puissance de ces ressources volées. Les États-Unis et leurs entreprises dépendaient des nations les plus pauvres pour 100% du diamant, du café, du platine, du mercure, du caoutchouc et du cobalt ; 98% du manganèse et 90% de la potasse et de l'aluminium provenaient également de l'étranger. En outre, de 20 à 40% de certaines de ces importations (le platine, le mercure, le cobalt, la potasse et le manganèse) provenaient d'Afrique.

La formation et l'entraînement des officiers étrangers constituent un autre invariant de la politique étrangère américaine – et ce quel que soit le parti installé à la Maison-Blanche. L'armée américaine dirigeait dans la zone du canal de Panama une « École des Amériques », d'où sortaient des milliers d'officiers d'Amérique latine (entre autres exemples, six diplômés de cette école faisaient partie de la junte militaire qui renversa Salvador Allende en 1973). Le commandant américain de l'école déclarait à un journaliste : « Nous gardons le contact avec nos officiers diplômés et réciproquement. »

Début 1979, alors que la crise iranienne s'aggravait, l'ancien responsable du département iranien de la CIA déclarait au reporter du *New York Times* Seymour Hersh que « lui et ses collègues étaient au courant des tortures pratiquées sur les opposants iraniens par la Savaki, police secrète iranienne mise en place dans les années 1950 par le chah avec l'aide de la CIA ». Il révélait également à Hersh qu'un des responsables de haut rang de la CIA était personnellement impliqué dans la formation des officiers de la Savaki aux techniques de tortures.

Au cours des années 1970, alors que les juges libéraux William Brennan et Thurgood Marshall étaient encore à la tête de la Cour suprême, celle-ci avait décrété l'inconstitutionnalité de la peine de mort ; approuvé le droit à l'avortement et interprété la loi sur les droits civiques en un sens qui permettait de prêter une attention spéciale aux Noirs et aux femmes afin de les aider à combler leur retard (ce que l'on appela la discrimination positive).

Pendant les années Reagan-Bush et sous la présidence de Rehnquist, la Cour suprême prit une série de décisions qui permettaient de revenir sur l'avortement et l'abolition de la peine de mort, de limiter les droits des détenus, d'accroître les pouvoirs de la police, d'interdire aux médecins du planning familial subventionné par l'État fédéral de donner des informations sur l'avortement. La Cour décida également que les plus pauvres pourraient être forcés à payer la scolarité de leurs enfants dans le système public, l'enseignement ne faisant

pas partie des « droits fondamentaux ». (...) L'acte final de la mise en place d'une Cour suprême totalement conservatrice fut la nomination par Bush d'un Noir conservateur, Clarence Thomas, pour remplacer Marshall. Malgré le témoignage d'une de ses anciennes collègues, Anita Hill, une jeune professeur de droit qui l'accusait de harcèlement sexuel, Thomas fut accepté par le sénat et la Cour suprême pencha désormais nettement à droite.

L'un des premiers actes de l'administration Reagan fut de licencier en masse les contrôleurs aériens qui s'étaient mis en grève. Il s'agissait d'un avertissement aux futurs grévistes en même temps que d'un témoignage de la faiblesse du mouvement ouvrier qui avait pourtant représenté, dans les années 1930 et 1940, une formidable force.

Le chômage augmenta sous la présidence de Reagan. En 1982, trente millions de personnes connaissaient annuellement le chômage intégral ou partiel. En conséquence, seize millions d'Américains perdirent leur assurance médicale (la plupart du temps liée au fait d'avoir du travail). (...) De nouveaux critères d'attribution éliminèrent plus d'un million d'enfants de l'accès aux repas scolaires gratuits – qui représentaient pourtant la moitié de leur alimentation quotidienne. Des millions d'enfants firent leur entrée dans la catégorie officielle des « pauvres », et bientôt un quart des enfants américains – douze millions au total – vécurent effectivement dans la pauvreté.

Les démocrates rejoignaient bien souvent les républicains dans la dénonciation du système d'aide sociale. Sans doute était-ce pour obtenir les voix de certains électeurs des classes moyennes estimant que leurs impôts servaient essentiellement à payer les allocations des mères mineures et des individus trop fainéants pour travailler. (...) Quoi qu'il en soit, l'attitude générale de l'opinion publique vis-à-vis du système d'aide sociale était bien différente de celle des principaux partis. Il semble bien que les attaques incessantes des politiciens contre l'aide sociale, relayées par la presse et la télévision, n'avaient pas réussi à éliminer un sentiment profond de générosité chez de nombreux Américains. (...) Ainsi les deux partis essayaient-ils de créer un sentiment de désolidarisation en dénigrant sans cesse le terme d' « aide sociale » pour pouvoir ensuite prétendre qu'ils ne faisaient que répondre aux exigences de l'opinion publique.

Ce ne furent pas les républicains mais bien les démocrates – et particulièrement les administrations Kennedy et Johnson – qui, par des réformes fiscales, firent baisser les taux d'imposition des revenus de plus de 400 000 dollars annuels : de 91% durant la Seconde Guerre mondiale, ils passèrent à 70% dans les années 1960. Pendant l'administration Carter (mais malgré lui), démocrates et républicains du Congrès votèrent ensemble de nouvelles réductions fiscales en faveur des plus riches. L'administration Reagan, avec le soutien des démocrates du Congrès, ramena le taux d'imposition des plus hauts revenus à 50% et, en 1986, une coalition réunissant des républicains et des démocrates s'exprima en faveur d'une nouvelle « réforme fiscale » qui les abaissa à 28%. Barlett et Steele remarquaient qu'un enseignant, un ouvrier et un millionnaire pouvaient tous être imposés à 28%. L'idée d'un impôt « progressif » sur le revenu – où les hauts revenus sont plus imposés que les autres – avait fait long feu.

Conséquence (...), le gouvernement, lui, avait perdu environ 70 milliards de recettes fiscales. Pendant ces treize années de pouvoir républicain, les 1% des individus les plus riches de la population engrangèrent mille milliards de dollars. (...) Comme le souligne William Greider dans son remarquable livre *Who Will Telle the People ? The Betrayal of Americain Democracy* : « À ceux qui reprochent aux républicains ce qu'il s'est passé et pensent que le

retour des démocrates à la Maison-Blanche restaurera une imposition équitable, il faut rappeler ce fait regrettable : le tournant de la politique fiscale – c'est-à-dire le moment où les élites les plus fortunées se sont mises à gagner encore plus – a eu lieu en 1978, quand les démocrates jouissaient de tous les pouvoirs, bien avant l'accession de Reagan à la présidence. En outre, chaque étape de ce processus de transformation radicale a été soutenue par les majorités démocrates. »

Tandis que l'impôt sur le revenu devenait de mois en mois progressif au cours des dernières décennies du XX^e siècle, le financement par l'impôt du système de sécurité sociale devenait de plus en plus régressif. C'est-à-dire que l'on imposait de plus en plus les pauvres sur les aides sociales elles-mêmes alors que les revenus supérieurs à 42 000 dollars n'étaient plus imposés au titre de l'aide sociale. Au début des années 1990, une famille au revenu annuel moyen de 37 800 dollars reversait 7,65% de son revenu pour financer le système d'aide sociale. Une famille gagnant dix fois plus (378 000 dollars par an) ne payait pour sa part que 1,46% de charges sociales.

À la fin des années Reagan, l'écart entre les riches et les pauvres s'était considérablement accru. Alors que les responsables des entreprises gagnaient en moyenne quarante fois plus que le salarié moyen dans les années 1980, ils gagnaient quatre-vingt-treize fois plus en 1989. Entre 1977 et 1989, le revenu brut des 1% les plus riches avait augmenté de 77%. En revanche, pour les deux cinquièmes de la population la plus pauvre, il n'y avait eu aucune augmentation. On pouvait, au contraire, constater un certain déclin.

En outre, en raison de l'évolution du système fiscal en faveur des riches, les 1% les plus riches virent leurs revenus nets augmenter de 87% au cours de la décennie 1980. Pour la même période, le revenu net des quatre cinquièmes de la population avait soit diminué de 5% (au bas de l'échelle des revenus) soit n'avait augmenté que de 8,7%.

Si parmi les plus bas revenus tout le monde éprouvait des difficultés, la plus importante dégradation du niveau de vie touchait particulièrement les Noirs, les Hispaniques, les femmes et les jeunes. Cet appauvrissement général des groupes les plus défavorisés qui caractérise les années Reagan-Bush frappa très durement les familles noires, par la diminution de leurs ressources financières et par la discrimination raciale à l'embauche. Le succès des mouvements pour les droits civiques avaient ouvert la porte à certains membres de la communauté noire tout en laissant de nombreux autres à la traîne.

À la fin des années 1980, plus d'un tiers des familles afro-américaines vivaient sous le seuil officiel de pauvreté, et le chômage des Noirs était deux fois et demie plus élevé que celui des Blancs, avec un taux de chômage chez les jeunes allant de 30 à 40%. L'espérance de vie des Noirs était de plus de dix ans inférieure à celle des Blancs. À la pauvreté s'ajoutaient les divorces, la violence familiale, le crime et la drogue. À Washington, au sein de la très forte concentration noire vivant à quelques centaines de mètres des édifices de marbre du gouvernement, 42% des jeunes Noirs entre dix-huit et trente-cinq ans étaient en prison ou en liberté conditionnelle. Le taux de criminalité chez les Noirs, au lieu d'être considéré comme le signe de la nécessité de combattre la pauvreté, fut instrumentalisé par les politiciens pour exiger la création de prisons supplémentaires.

En 1954, une décision de la Cour suprême avait entamé le processus de déségrégation scolaire, mais la pauvreté maintenait les Noirs dans les ghettos.

En 1984, la CIA admit qu'elle avait surestimé les dépenses militaires soviétiques : depuis 1975, on affirmait que ces dépenses augmentaient de 4 à 5% par an alors qu'en réalité il ne s'agissait que de 2%. Ainsi, un désinformant – voire en mentant tout bonnement -, on justifiait l'augmentation des dépenses militaires.

Lorsque l'Union soviétique se désintégra en 1989 – et la « menace soviétique » avec elle -, le budget militaire fut quelque peu réduit. Il demeura néanmoins colossal, toujours grâce à la coalition des démocrates et des républicains. En 1992, le président du comité de la Défense à la Chambre des Représentants, le démocrate Les Aspin, proposa qu'au vu de la nouvelle situation internationale le budget militaire soit amputé de 2% (passant de 281 milliards de dollars à 275 milliards). La même année, alors que démocrates et républicains s'entendaient sur une réduction ridicule du budget militaire, un sondage commandé par le National Press Club révélait que 59% des électeurs américains souhaitaient plutôt une réduction du budget de l'ordre de 50% sur les cinq années à venir.

Reagan accéda au pouvoir juste après une révolution au Nicaragua, au cours de laquelle le mouvement populaire sandiniste (d'après Augusto Sandino, héros révolutionnaire des années 1920) avait renversé la dynastie corrompue des Somoza, soutenue depuis toujours par les États-Unis. Les sandinistes, une coalition de marxistes, de prêtres de gauche et de divers mouvements nationalistes, commencèrent à attribuer des terres aux paysans et à promouvoir l'alphabétisation et la santé chez les populations les plus pauvres. L'administration Reagan, voyant là une menace « communiste », et un défi lancé à la suprématie américaine en Amérique centrale, décida immédiatement de renverser le régime sandiniste. Elle se lança dans une guerre secrète par l'intermédiaire de la CIA, qui organisa une force contre-révolutionnaire (la « Contra ») dont la plupart des responsables étaient d'anciens officiers de la garde nationale de Somoza détestée par le peuple nicaraguayen.

Les Contras ne semblaient pas bénéficier d'un quelconque soutien populaire au Nicaragua, ils étaient concentrés sur la frontière avec le Honduras, un pays très pauvre dominé par les États-Unis. Du Honduras, les Contras passaient la frontière pour effectuer des raids sur les fermes et les villages, tuant hommes, femmes et enfants et commettant les pires atrocités. Un ancien colonel des Contras, Eduardo Chamorro, témoigna plus tard devant la Cour internationale de justice : « La CIA nous avait dit que la seule manière de battre les sandinistes était d'utiliser la tactique des guérillas communistes partout dans le monde : tuer, prendre otages, piller et torturer. (...) De nombreux civils ont été assassinés de sang-froid. Beaucoup d'autres ont été torturés, mutilés, violés ou maltraités. (...) Quand j'ai accepté de rejoindre les Contras, j'espérais que ce serait une force composée en majorité de Nicaraguayens. (...) Finalement, nous n'étions qu'un instrument du gouvernement américain. »

En 1986, un magazine libanais livra une information qui fit sensation : des armes avaient été vendues aux États-Unis à l'Iran (ennemi déclaré de l'Amérique) en échange de la libération d'un certain nombre d'otages détenus par des mouvements musulmans extrémistes au Liban. Les bénéfices de cette vente avaient servi à acheter des armes aux Contras.

Toute cette affaire Iran-Contras offrait la parfaite illustration de la double ligne de défense traditionnellement utilisée par l'appareil d'État américain. D'abord, nier la vérité. Ensuite, si cela ne marche pas, lancer une enquête mais en lui imposant des limites strictes. La presse rendait compte, mais sans jamais aller au cœur du problème.

Une fois que le scandale eut éclaté au grand jour, ni les comités d'investigations du Congrès, ni la presse, ni même le procès du colonel Oliver North, qui supervisa toute l'opération de soutien aux Contras, ne soulevèrent la question cruciale : quelles sont les vraies motivations de la politique étrangère américaine ? Comment le président et son équipe peuvent-ils s'autoriser à soutenir des groupes terroristes en Amérique centrale pour renverser des gouvernements qui, quelles que soient leurs erreurs, sont tout de même mieux appréciés que les terribles dictatures soutenues par les États-Unis durant de longues années ? Que nous apprend ce genre de scandale sur la démocratie, sur la liberté d'expression et sur la société américaine en général ?

Le rôle historique des États-Unis au Salvador, où 2% de la population possédaient 60% des terres, avait toujours été de s'assurer que les gouvernements de ce pays favoriseraient les intérêts des entreprises américaines, quels qu'en puissent être les effets catastrophiques sur l'immense majorité de la population. Les révoltes populaires susceptibles de nuire à ces intérêts devaient être réprimées. Lorsqu'une de ces révoltes éclata en 1932, menaçant le régime militaire en place, les États-Unis envoyèrent un croiseur et deux destroyers pour soutenir le gouvernement – qui massacra trente mille Salvadoriens.

L'administration de Jimmy Carter ne changea rien à cette politique. Elle souhaitait des réformes en Amérique latine, mais certainement pas des révolutions susceptibles de menacer les intérêts commerciaux américains. En 1980, Richard Cooper, expert économique au département d'État, déclarait devant le Congrès qu'une répartition plus équitable ses richesses était souhaitable. « Cependant, nous avons également grandement intérêt à voir se perpétuer ces systèmes économiques plutôt favorables. (...) Des bouleversements majeurs de ces systèmes pourraient (...) avoir d'énormes conséquences sur notre propre bien-être. »

En février 1980, l'archevêque catholique du Salvador, Oscar Romero, adressa un courrier personnel au président Carter pour lui demander d'interrompre l'aide militaire américaine au régime salvadorien. Peu avant, la garde nationale et la police nationale salvadorienne avaient ouvert le feu sur une foule de manifestants massés devant la cathédrale, faisant vingt-quatre morts. L'administration Carter poursuivit son soutien militaire et l'archevêque Romero fut assassiné le mois suivant. On eut bientôt la preuve que cet assassinat avait été organisé par Roberto d'Aubuisson, un dirigeant de l'extrême droite salvadorienne qui bénéficiait de la protection de Nicolas Carranza, ministre adjoint à la défense, et que la CIA gratifiait chaque année de 90 000 dollars. (...) Lorsque le journaliste Raymond Bonner continua ses enquêtes sur les crimes gouvernementaux au Salvador et sur le rôle des États-Unis, le *New York Times* le releva de ses fonctions.

Au début de la présidence de Bush se produisit l'évènement le plus important de la scène internationale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1989, alors qu'un nouveau dirigeant, Mikhail Gorbatchev, venait de s'installer aux commandes de l'Union soviétique, le mécontentement longtemps réprimé du peuple russe contre la dictature du prolétariat (qui était rapidement devenue une dictature *contre* le prolétariat) explosa dans tous les pays du bloc soviétique. Il y eut des manifestations gigantesques dans toute l'Union soviétique et dans tous les pays de l'Est qu'elle opprimait depuis si longtemps. L'Allemagne de l'Est accepta la réunification avec l'Allemagne de l'Ouest, et le mur qui coupait Berlin en deux, symbole du contrôle archi-autoritaire de la République démocratique allemande sur sa population, fut abattu sous les yeux des citoyens des deux Allemagnes, ivres de joie. En Tchécoslovaquie, un nouveau gouvernement non communiste fut mis en place, dirigé par un auteur non dramatique, ancien dissident détenu dans les prisons du régime, Vaclav Havel. En

Pologne, en Bulgarie, en Hongrie, de nouveaux régimes virent le jour, promettant la démocratie et la liberté. Et, chose extraordinaire, tout cela se passa sans guerres civiles, sous la seule pression de la volonté populaire.

Aux États-Unis, le parti républicain prétendit que la politique sans compromis de Reagan et l'augmentation des dépenses militaires avaient provoqué l'effondrement de l'Union soviétique. En fait, les changements avaient commencé bien avant, dès la mort de Staline, en 1953, et en particulier sous la responsabilité de Nikita Khrouchtchev. Un débat plus ouvert avait vu le jour à cette époque. Mais la ligne dure pratiquée par les États-Unis était vite devenue un obstacle à la libéralisation du régime. L'ancien ambassadeur américain en Union soviétique, George Kennan, écrivit que « l'extrémisme pendant la guerre froide avait plus retardé que hâté les grands changements qui ont renversé le régime soviétique à la fin des années 1980 ». (...) « Cela nous a coûté de phénoménales et parfaitement vaines dépenses militaires. Nous devons également subir cette culture du nucléaire qui fait que le gigantesque et inutile arsenal nucléaire est devenu (et reste aujourd'hui encore) un véritable danger pour l'environnement et pour la planète. »

Il apparut donc clairement – même si on avait pu le soupçonner auparavant – que la politique étrangère des États-Unis n'était pas essentiellement fondée sur son opposition à l'Union soviétique, mais plutôt sur la crainte que des révolutions n'éclatent dans certaines régions du monde. L'intellectuel radical Noam Chomsky affirme depuis longtemps que « le recours à la notion de sécurité nationale est un pur mensonge. Le cadre de la guerre froide aura finalement servi de prétexte à l'élimination des mouvements nationalistes indépendantistes, que ce soit en Europe, au Japon ou dans le Tiers-Monde » (*World Orders, Old and New*).

La menace que faisaient planer les « nationalismes indépendantistes » consistait en leur capacité à mettre en danger les gigantesques intérêts économiques américains. Les révolutions au Nicaragua, à Cuba, au Salvador ou au Chili menaçaient directement United Fruit, Anaconda Copper, ITT et bien d'autres multinationales. C'est ainsi que les interventions militaires à l'étranger, présentées à l'opinion publique comme motivées par l'« intérêt national », ne servaient en fait que des intérêts très spécifiques au bénéfice desquels le peuple américain a finalement dû sacrifier ses enfants et son argent.

Après l'effondrement de l'URSS, la CIA fut tenue de prouver qu'elle servait encore à quelque chose. Le *New York Times* du 4 février 1992 déclarait que, « dans un monde où l'ennemi de l'après-guerre a cessé d'exister, la CIA, avec sa poignée de filiales, avec ses satellites de plusieurs milliards de dollars et ses montagnes de dossiers confidentiels, doit d'une manière ou d'une autre se justifier devant l'opinion américaine ». Le budget militaire resta considérable. La part consacrée spécifiquement à la guerre froide passa de 300 milliards de dollars à 280 milliards (7% de réduction seulement). Le chef de l'état-major américain, Colin Powell, déclara : « Je veux que le reste du monde demeure terrifié. Et je ne dis pas ça de manière agressive. » Comme pour démontrer que le phénoménal appareil militaire américain restait absolument nécessaire, l'administration Bush mena deux guerres en quatre ans : « une « petite » guerre contre le Panama et une guerre spectaculaire contre l'Irak.

À son arrivée au pouvoir en 1989, Bush ne fut pas satisfait par la nouvelle attitude du dictateur du Panama, le général Manuel Noriega. Le régime de Noriega était corrompu, brutal, autoritaire, toutes « qualités » qui n'avaient pas dérangé le président Reagan ni son vice-président George Bush tant que Noriega était resté utile aux États-Unis. Il avait coopéré avec la CIA dans bien des domaines. En particulier, nous l'avons dit, lors des opérations des

Contras contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua. Rappelons également que Bush, lorsqu'il était directeur de la CIA entre 1976 et 1977, avait protégé le général Noriega.

Quoi qu'il en soit, en 1987, Noriega avait perdu toute utilité et ses activités dans le commerce de la drogue éclataient au grand jour. Il devint une cible parfaite pour une administration soucieuse de prouver que les États-Unis apparemment incapables de détruire le régime castriste à Cuba ou les sandinistes au Nicaragua, voire le mouvement révolutionnaire au Salvador, n'en gardaient pas moins la haute main sur l'Amérique centrale et les Antilles. Sous prétexte de traîner Noriega devant les tribunaux pour trafic de drogue (une plainte avait été déposée contre lui en Floride) et de protéger quelques citoyens américains (un militaire et sa femme avaient été menacés par des soldats panaméens) vingt-six mille soldats américains envahirent le Panama en décembre 1989.

La victoire fut rapide. Noriega fut capturé et ramené en Floride pour y être jugé (où il fut condamné et emprisonné). Au cours de l'invasion, la banlieue de Panama City fut bombardée et plusieurs centaines de civils, peut-être plusieurs milliers, trouvèrent la mort. Mark Hertsgaard notait que les Américains, même en tenant compte des chiffres du Pentagone (quelques centaines de morts au cours de l'opération), avaient fait autant de victimes que les autorités chinoises lors de la tristement fameuse répression de la place Tiananmen à Pékin, six mois auparavant.

Néanmoins, l'intervention au Panama était de trop faible envergure pour accomplir ce que les administrations Reagan et Bush désiraient à tout prix : lutter contre le rejet (depuis l'expérience du Vietnam en particulier) des interventions militaires à l'étranger de la part de l'opinion américaine. Deux ans plus tard, la guerre contre l'Irak (dite « guerre du Golfe ») en fournit l'occasion. Sous la dictature impitoyable de Saddam Hussein, l'Irak avait envahi en août 1990 son petit voisin immensément riche en pétrole, le Koweït. À cette époque, George Bush avait besoin de soigner sa popularité chez les électeurs américains.

Les aléas de la politique intérieure et le perpétuel désir de peser de façon décisive sur le contrôle des ressources pétrolières du Moyen-Orient furent les éléments clés de la déclaration de guerre contre l'Irak. Après la fin de la guerre, alors que les représentants des treize nations productrices de pétrole étaient sur le point de se réunir à Genève, le correspondant du *New York Times* affirma que, suite à sa récente victoire militaire, l'Amérique (avait) désormais plus d'influence sur l'OPEP que n'importe quelle autre nation jusqu'ici. Bien entendu, ces motivations ne furent pas révélées à l'opinion publique. On prétendit que les États-Unis souhaitaient par-dessus tout libérer le Koweït de l'occupation irakienne. Les principaux médias se contentèrent de cette explication sans rappeler que d'autres pays avaient été envahis sans susciter un tel intérêt de la part des États-Unis (le Timor-Oriental par l'Indonésie, l'Iran par l'Irak, le Liban par Israël, le Mozambique par l'Afrique du Sud).

L'opinion publique américaine fut submergée d'images télévisées montrant des bombes « intelligentes » et de propos rassurants sur les bombes laser dirigées avec une parfaite précision sur des objectifs militaires. Les principaux médias présentaient tout cela sans le moindre recul critique et sans poser la moindre question. Cette totale confiance dans les « bombes intelligentes » épargnant les civils peut expliquer le glissement de l'opinion publique américaine : partagée au départ sur cette guerre, elle finit par apporter à 85% son soutien à l'invasion.

En fait, on mentait à l'opinion sur le degré d' « intelligence » des bombes. Après avoir rencontré des anciens agents du renseignement et des officiers de l'aviation américaine, un correspondant du *Boston Globe* affirmait qu'environ 40% des bombes guidées par laser lâchées pendant l'opération tempête du désert avaient manqué leur cible. (...) Après la guerre, quinze rédacteurs en chef de journaux publiés à Washington se plaignirent du « contrôle quasi total sur la presse américaine » exercé par le Pentagone pendant la guerre du Golfe. Pourtant, pendant cette guerre, les commentateurs des principales chaînes de télévision s'étaient comportés comme s'ils avaient été au service du gouvernement américain.

Les conséquences humaines de la guerre apparurent avec une brutale évidence lorsqu'elle fut terminée. On apprit alors que les bombardements sur l'Irak avaient entraîné la famine, la maladie ainsi que la mort de dizaines de milliers d'enfants. Une équipe des Nations unies visitant l'Irak juste après la guerre concluait que « le récent conflit (avait) eu des conséquences quasi apocalyptiques sur les infrastructures. (...) La plupart des outils permettant de garantir des conditions de vie modernes (avaient) été détruites ou terriblement endommagées ».

Le directeur d'un service d'obstétrique de Bagdad déclara à un journaliste du *New York Times* que, pendant la première nuit de bombardement sur Bagdad, l'électricité avait été coupée : « Les mères sortaient leurs enfants des incubateurs, leur enlevaient leurs intraveineuses. D'autres ont été sortis des tentes à oxygène et les femmes allaient dans la cave, où il faisait moins chaud. Cette nuit-là, au cours des douze premières heures du bombardement, j'ai perdu quarante prématurés. »

Zbigniew Brzezinski, jadis conseiller de Carter à la sécurité nationale, donna un mois après la fin de la guerre son avis sur ses avantages et ses inconvénients : « Les gains sont indubitablement fantastiques. D'abord, une scandaleuse agression a été condamnée et punie. (...) Ensuite, la puissance militaire américaine sera désormais prise au sérieux. (...) Enfin, le Moyen-Orient et le golfe Persique entrent maintenant clairement dans la zone d'influence américaine. » Néanmoins, Brzezinski s'inquiétait de « certaines conséquences négatives » des événements. Par exemple, « l'extrême violence des bombardements aériens sur l'Irak pourrait apparaître comme la preuve que les Américains n'accordent aucune valeur aux vies arabes. (...) Et cela pose la question éthique de la proportionnalité de la réponse militaire ».

Le président George Bush était également satisfait. À la fin de la guerre, il déclara sur les ondes des radios : « Le spectre du Vietnam a définitivement été enterré dans les sables de la péninsule Arabique. » (...) Un poète noir de Berkeley (Californie), June Jordan, voyait cela d'un autre œil : « Je vous avertis, c'est juste un flash. Exactement comme le crack. Ça ne dure jamais longtemps. »

Chapitre XXII

La résistance ignorée

La politique draconienne de Reagan à l'encontre des budgets sociaux fut considérée aux États-Unis comme l'expression d'un mépris manifeste vis-à-vis des besoins humains les plus fondamentaux. Cette politique entraîna de véritables réactions de colère. Au printemps et à l'été 1981, les habitants de l'est de Boston descendirent dans les rues. Pendant cinquante-cinq jours, les artères principales de la ville ainsi que le Summer Tunnel furent bloquées aux heures de pointe afin de protester contre les coupes pratiquées dans les budgets affectés aux

pompier, à la police et à l'éducation. (...) Sous prétexte que l'art véritablement digne de ce nom serait toujours soutenu par le mécénat privé, l'administration Reagan réduisit également les subventions destinées aux milieux artistiques.

Les différentes élections et réélections à la présidence des États-Unis de candidats républicains, Reagan en 1980 et 1984 et Bush en 1988, furent qualifiées par la presse de « raz-de-marée » ou de « victoires écrasantes ». C'était ignorer quatre faits d'une particulière importance : presque la moitié de la population susceptible de voter ne vota pas ; ceux qui votaient n'avaient le choix qu'entre deux partis qui monopolisaient l'argent et les médias ; en conséquence, nombre de ces votants votaient sans enthousiasme ; en outre, il n'y avait pas forcément de lien entre le fait de voter pour un candidat et celui de voter pour des politiques spécifiques.

En 1980, Reagan l'emporta avec 51,6% des votes exprimés contre 41,7% à Jimmy Carter, John Anderson (un républicain libéral qui tentait sa chance comme troisième homme) n'obtenant que 6,7% des voix. Seuls 54% des électeurs s'étant déplacés pour voter, Reagan ne fut en fait élu que par un peu plus de 27% des individus en âge de voter. Un sondage commandé par le New York Times révélait que 11% seulement des électeurs ayant voté Reagan l'avaient fait parce qu'ils estimaient que c'était un « vrai conservateur ». Ils furent trois fois plus nombreux à l'avoir fait parce qu'ils jugeaient qu'« il était temps de changer ».

Pour son second mandat et contre l'ancien vice-président Walter Mondale, Ronald Reagan fut élu avec 59% des votes exprimés. En tenant compte des absences, il n'obtint que 29% des voix de l'électorat total des États-Unis. Aux élections de 1988, Bush fut opposé au candidat démocrate Michael Dukakis, et sa victoire avec 54% des votes exprimés, ne représentait que 27% de l'électorat global.

Nos petits arrangements électoraux permettent à une petite fraction de l'électorat global de se transformer en une grosse majorité de suffrages exprimés. C'est ainsi que les médias peuvent parler de « victoire écrasante », mentant à leurs lecteurs et décourageant ceux qui ne regardent pas d'assez près les statistiques électorales. À partir des chiffres évoqués plus haut, peut-on sans rire affirmer que « le peuple américain » a voulu que Reagan ou Bush devienne président ? Il semble que l'on puisse, tout au plus, dire que, parmi les électeurs qui se sont exprimés, ils ont été plus nombreux à choisir les candidats républicains plutôt que leurs adversaires. Mais ils furent plus nombreux encore à ne vouloir ni des uns ni des autres. Reagan et Bush prétendirent pourtant que le « peuple » américain s'était exprimé.

En fait, dans un système dominé par deux partis, aussi liés l'un que l'autre aux intérêts privés des milieux d'affaires, ces électeurs pouvaient être impunément ignorés. Un électorat contraint de choisir entre Carter et Reagan, entre Reagan et Mondale ou entre Bush et Dukakis, ne pouvait que désespérer ou décider de ne pas voter. En effet, aucun de ces candidats n'était capable de combattre l'infirmité économique congénitale du système dont les causes dépassaient largement les possibilités d'un président, quel qu'il soit.

Cette infirmité économique repose sur une réalité que l'on n'évoque pratiquement jamais : la société américaine est une société de classes, dans laquelle 1% de la population possède 33% de la richesse nationale. En outre, il y existe une sous-classe sociale composée de trente à quarante millions de gens vivant dans la plus totale pauvreté. Les programmes sociaux des années 1960 – Medicare, Medicaid, les tickets d'alimentation, etc. – ne réussirent qu'à maintenir cette inégalité historique de la répartition des ressources nationales. Même si

les démocrates semblaient plus enclins que les républicains à venir en aide aux plus pauvres, ils furent incapables (ou plutôt peu soucieux) de s'attaquer à un système économique fondé sur la préséance des intérêts privés sur les besoins économiques de l'être humain.

Dans les années 1980 et 1990, le mouvement ouvrier fut singulièrement affaibli par le déclin général de l'activité industrielle, par les délocalisations des entreprises vers d'autres pays et par l'hostilité de l'administration Reagan et de ses représentants au National Labor Relations Board. Pourtant, le militantisme syndical survivait, en particulier chez les employés de bureau, et l'influence de l'AFL-CIO s'accrut chez les travailleurs latinos, afro-américains et américano-asiatiques. Dans les vieux syndicats figés, la base se mit à ruer dans les brancards. En 1991, la direction notoirement corrompue du syndicat des camionneurs fut proprement éjectée par un vote de censure. (...) Mais globalement, le mouvement syndical, extraordinairement diminué, luttait surtout pour sa survie.

La plupart des syndicats avaient soutenu la guerre au Vietnam. Après le début des bombardements dans le Golfe, onze syndicats affiliés à l'AFL-CIO, dont les plus puissants – comme la sidérurgie, l'automobile, les communications et la chimie -, prirent position contre la guerre. La communauté noire était la moins favorable à cette guerre.

Contrairement à ce qui s'était passé pour la guerre du Vietnam, le temps manquait pour organiser un vaste mouvement au sein des troupes américaines elles-mêmes. Des hommes et des femmes refusèrent néanmoins d'obéir à leurs supérieurs et de participer au conflit. (...) Plus d'un millier de réservistes se revendiquèrent objecteurs de conscience.

Chapitre XXIII

La présidence de Clinton et la crise démocratique

Les huit années de la présidence de William Clinton, diplômé de la Law School de Yale et ancien sénateur de l'Arkansas, débutèrent dans l'espoir que ce jeune homme brillant apporterait au pays ce qu'il lui avait promis : le changement. (...) Sur le terrain extérieur, ces huit années furent celles des fanfaronnades militaires et de la soumission au « complexe militaro-industriel » que le président Eisenhower avait dénoncé en son temps.

Lorsqu'il fut assassiné en 1968, King en était arrivé à penser que le système économique américain était fondamentalement injuste et qu'il fallait le transformer en profondeur. Il dénonçait les « méfaits du capitalisme » et militait pour « une redistribution radicale des pouvoirs politique et économique ».

Malgré la noblesse de sa rhétorique, Clinton démontra au cours de ses huit années de présidence que, à l'instar des autres politiciens, il s'intéressait plus à la victoire électorale qu'au changement social. Pour obtenir plus de suffrages, il décida que le parti démocrate devait se rapprocher du centre. C'est-à-dire faire juste ce qu'il faut pour les Noirs, les femmes et les travailleurs afin de conserver leurs votes tout en essayant de grignoter des voix chez les Blancs de la droite conservatrice avec un appareil militaire renforcé et des programmes plus musclés contre le crime mais plus timides en matière sociale.

Le décret sur le crime de 1996, que les républicains et les démocrates du Congrès votèrent à une écrasante majorité et que Clinton endossa avec enthousiasme, abordait la question du crime en insistant sur son châtement plutôt que sur sa prévention. Il étendait la

peine de mort à toute une série de crimes et affectait 8 milliards de dollars à la construction de nouvelles prisons. Tout cela fut réalisé dans le seul objectif de convaincre les électeurs que les politiciens étaient « impitoyables envers le crime ». Pourtant, comme l'expliquait le criminologue Taud Clear au *New York Times*, dans un article intitulé « Toujours plus dur, toujours plus bête », le durcissement des sentences avait envoyé, depuis 1973, un million de personnes supplémentaires dans les prisons. C'est ainsi que les États-Unis peuvent se vanter d'avoir le plus fort taux d'incarcération au monde sans réussir pour autant à empêcher l'augmentation de la criminalité. Taud Clear s'interrogeait : « Pourquoi l'application de peines plus sévères a-t-elle si peu d'influence sur le taux de criminalité ? » Sans doute parce que « la police et les prisons n'ont aucun effet concret sur les conditions qui sont à l'origine du comportement criminel ». Clear rappelait que « 70% des personnes emprisonnées dans les prisons de l'État de New York (étaient) originaires de huit quartiers de New York seulement. Ces quartiers souffrent de l'extrême pauvreté, de l'exclusion, de la marginalisation et du désespoir. Et c'est cela qui engendre le crime. »

Les immigrés étaient, en effet, une cible d'autant plus pratique que, ne votant pas, leurs intérêts pouvaient sans danger être parfaitement ignorés. Il fut toujours facile pour les politiciens de jouer de cette xénophobie qui éclata à plusieurs reprises au cours de l'histoire américaine : les préjugés anti-Irlandais au milieu du XIX^e siècle, les perpétuelles violences contre les Chinois importés pour travailler sur les chemins de fer, l'hostilité marquée à l'égard des émigrés d'Europe du Sud et de l'Est qui entraîna la mise en place de lois plus restrictives sur l'immigration dans les années 1920.

Les deux principaux partis s'accordèrent pour voter des lois, approuvées ensuite par Clinton, visant à supprimer les avantages sociaux (bons d'alimentation, allocations pour les personnes âgées et pour les handicapés) non seulement aux immigrés clandestins mais également à ceux dont la situation était irrégulière.

À l'été 1996 (cherchant à l'évidence le soutien de l'électorat « centriste » pour la prochaine élection), Clinton approuva une loi qui mettait fin à la garantie fédérale, accordée à l'époque du New Deal, d'apporter une aide financière aux familles pauvres ayant des enfants à charge. On prétendit qu'il s'agissait d'une « réforme du système social » et la loi elle-même portait l'intitulé trompeur de Personal responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act.

En juin 1993, en Somalie, pays plongé dans une terrible guerre civile et où la population souffrait de famine, les États-Unis intervinrent mal à propos et trop tard. (...) L'administration Clinton commit l'erreur d'intervenir dans un conflit interne opposant différents chefs de guerre. Elle décida de pourchasser le plus important d'entre eux, le général Mohamed Aidid, au cours d'une opération militaire qui s'acheva, en octobre 1993, par la mort de dix-neuf soldats américains et d'environ deux mille Somaliens. L'intérêt de l'opinion américaine se focalisa comme d'habitude sur les seuls morts américains. La vie des Somaliens semblait avoir moins de prix.

Au début de 1997, les États-Unis vendaient plus d'armes à travers le monde que toutes les autres nations réunies. (...) Les droits de l'homme venaient manifestement après les affaires dans le domaine de la politique étrangère américaine. Lorsque le mouvement international Human Right Watch publia son rapport annuel en 1996, le *New York Times* du 5 décembre en résumait ainsi les conclusions : « Cet organisme a vertement critiqué de nombreuses nations de premier plan et en particulier les États-Unis, qu'il accuse de ne pas

vouloir faire pression sur les gouvernements chinois, indonésien, mexicain, nigérian et saoudien afin de ne pas se fermer à leurs marchés lucratifs. »

De son côté, si Cuba emprisonnait également certains dissidents, le régime cubain ne se livrait pas à de sanglants massacres comparables à ceux de la Chine communiste ou d'autres gouvernements dans le reste du monde qui bénéficiaient de l'aide économique américaine. Pourtant, l'administration Clinton poursuivit – et même renforça – son blocus à l'encontre de Cuba, privant ainsi la population cubaine de nourriture et même de médicaments.

En novembre 1993, une dépêche de l'Associated Press annonça l'exclusion des programmes d'aide économique de trente-cinq pays. L'administrateur de l'Agence pour le développement international, J. Brian Arwood, expliqua que nous n'avions « plus besoin de ces programmes d'aides pour confirmer notre influence ».

En 1999, pendant la dernière année de la présidence de Clinton, une crise éclata dans les Balkans qui prouva une fois de plus que le gouvernement américain était toujours mieux disposé à user de la force qu'à s'engager dans la voie diplomatique lorsqu'il s'agissait de régler les questions de politique internationale. Cette crise avait pour origine l'effondrement, quelque dix ans plus tôt, de la République yougoslave et les conflits qui s'en étaient suivis entre les différents éléments qui la composaient auparavant.

En Bosnie-Herzégovine, les Croates massacraient les Serbes et les Serbes massacraient Croates et Musulmans. Après une attaque serbe particulièrement violente sur la ville de Srebrenica, les États-Unis bombardèrent les positions serbes. Les accords d'Oslo de 1995 mirent fin au combat et partagèrent la Bosnie-Herzégovine en deux entités, serbe et croate. Mais les accords d'Oslo avaient négligé le problème que posait une autre région de l'ex-Yougoslavie. Le Kosovo, avec sa population composée d'une majorité d'Albanais et d'une minorité de Serbes, exigeait son indépendance vis-à-vis de la Serbie. Le président serbe, Milosevic, qui avait déjà montré la violence dont il était capable en Bosnie, s'en prit au Kosovo, faisant peut-être deux mille morts et entraînant le déplacement de plusieurs centaines de milliers de réfugiés.

Une réunion internationale se tint en France, à Rambouillet, qui était supposée régler diplomatiquement le problème. Mais on y proposa à la Yougoslavie des conditions qui semblent bien avoir été élaborées de façon à ce qu'elles soient rejetées à coup sûr : le contrôle par les forces de l'OTAN de l'ensemble du territoire kosovar et l'occupation militaire de toute la Yougoslavie. Le 23 mars 1999, l'Assemblée nationale yougoslave répondit en faisant une contre-proposition qui rejetait l'idée d'une occupation par l'OTAN et réclamait que l'on négocie pour « parvenir à un accord politique autour d'une large autonomie du Kosovo ».

La proposition serbe fut parfaitement ignorée des principaux médias américains. Le jour suivant, les forces de l'OTAN (c'est-à-dire essentiellement des forces américaines) commencèrent à bombarder la Yougoslavie. Ces bombardements étaient censés faire cesser le « nettoyage ethnique » au Kosovo, c'est-à-dire l'expulsion par le meurtre ou l'intimidation de la population albanaise de la province. Mais après deux semaines de bombardements, le *New York Times* fit remarquer, le 5 avril 1999, que « plus de trois cent cinquante mille personnes (avaient) quitté le Kosovo depuis le 24 mars ». Deux mois plus tard, les bombardements s'étant poursuivis, ce nombre s'élevait à plus de huit cent mille.

Lorsqu'un accord de paix fut finalement signé, le 3 juin 1999, il s'agissait en réalité d'un compromis entre l'accord de Rambouillet que la Yougoslavie avait rejeté et les propositions faites par l'Assemblée nationale yougoslave qui n'avaient jamais été vraiment prises au sérieux. (...) Il semble que l'administration Clinton, comme bien d'autres avant elle (Truman en Corée, Johnson au Vietnam, Bush dans le Golfe), préférât choisir des solutions militaires même lorsque la diplomatie restait possible. La militarisation de la nation – les budgets formidables de la Défense, la présence des forces armées américaines partout dans le monde et l'usage répété des armes contre d'autres pays – impliquait inévitablement que les fonds affectés aux programmes sociaux soient réduits à la portion congrue. Dans l'un de ses bons jours, le président Eisenhower avait déclaré : « Chaque fusil fabriqué, chaque bateau de guerre lancé à la mer, chaque missile tiré, est au bout du compte un vol commis à l'encontre de ceux qui ont faim et n'ont rien à manger, de ceux qui ont froid et n'ont rien à se mettre. »

Les États-Unis restaient bien sûr le pays le plus riche du monde, avec 5% de la population mondiale consommant 30% de ce qui se produisait à travers le monde. Mais seule une petite partie de la population américaine en bénéficiait. Les 1% les plus riches virent à partir de la fin des années 1970 leur fortune s'accroître de façon phénoménale. À la suite des changements apportés dans le système fiscal américain en 1991, ces 1% les plus riches avaient engrangé plus de mille milliards de dollars et possédaient un peu plus de 40% du revenu national. Selon le magazine économique *Forbes*, les quatre cent familles les plus riches d'Amérique possédaient 92 milliards en 1982. Treize ans plus tard, la somme atteignait 480 milliards de dollars. Dans les années 1990, les avoirs des cinq cents entreprises classées dans le *Standard and Poor Index* avaient augmenté de 400% entre 1980 et 1995, alors que le pouvoir d'achat moyen des travailleurs avait diminué de 15%.

L'une des plus grandes victoires syndicales des dernières décennies eut lieu dans le comté de Los Angeles en 1999 quand, après onze ans de campagne, le syndicat international des Services se vit accorder le droit de représenter les soixante-quatorze mille travailleurs du secteur de l'aide médicale à domicile. (...) Les femmes se mirent à jouer un rôle primordial dans la nouvelle direction de l'AFL-CIO. (...) Une alliance entre les étudiants et le mouvement ouvrier fut mise en place pour la campagne du « *living wage* » en faveur des employés des universités.

Chapitre XXIV

L'imminente révolte de la Garde

Tous ces livres d'histoire américaine qui se focalisent sur les Pères Fondateurs et sur les présidents successifs pèsent lourdement sur la capacité d'action du citoyen ordinaire. Ils suggèrent qu'en temps de crise il nous faut chercher un sauveur : les Pères Fondateurs pour la Révolution, Lincoln pour la sortie de l'esclavage, Roosevelt pour la Grande Dépression, Carter pour la guerre du Vietnam et le scandale du Watergate. En revanche, entre les crises, tout va pour le mieux et il faut nous contenter du retour à la normale. Les livres d'histoire classiques nous apprennent encore que l'acte suprême du citoyen est de désigner son sauveur en allant voter tous les quatre ans pour choisir entre deux Blancs relativement riches, anglo-saxons de surcroît et mâles par-dessus tout, à la personnalité terne et aux opinions parfaitement orthodoxes.

La notion de sauveur traverse toute notre culture, bien au-delà de la seule politique. Nous avons appris à nous en remettre aux stars, aux dirigeants et aux experts en tous genres,

négligeant de ce fait nos propres ressources, notre propre force et pour finir notre personnalité même. Mais il arrive de temps en temps que les Américains rejettent cette idée et qu'ils se révoltent.

Ces rébellions ont toutes, jusqu'à présent, été maîtrisées. Le système américain est le plus ingénieux des systèmes de maintien de l'ordre social que l'humanité ait imaginés. Dans un pays aussi riche en ressources naturelles, en talents de toutes sortes et en force de travail, le système peut se permettre de distribuer juste ce qu'il faut de richesses à juste ce qu'il faut de citoyens pour limiter l'expression du mécontentement à une minorité « turbulente ». Ce pays est si puissant, si vaste et si apprécié par tant de citoyens qu'il peut se permettre d'accorder la liberté de contester à une petite minorité insatisfaite.

Il n'existe pas d'autres systèmes de contrôle capables d'offrir autant d'opportunités, de possibilités, de latitude, de souplesse et de récompenses aux heureux gagnants de la loterie sociale. Il n'en est pas non plus qui répartisse ses outils de contrôle de manière aussi sophistiquée – par le vote, la hiérarchie du travail, l'Église, la famille, l'enseignement, les mass-médias -, ni aucun qui ne sache aussi bien endormir son opposition en faisant quelques réformes, en isolant les individus, en mettant l'accent sur la loyauté patriotique.

Un pour cent de la population américaine détient un tiers de la richesse nationale. Le reste est réparti de telle manière que les 99% de la population restante sont montés les uns contre les autres : les petits propriétaires contre les plus démunis, les Noirs contre les Blancs, les « natifs » américains contre les citoyens d'origine étrangère, les intellectuels et les professions libérales contre les travailleurs non qualifiés et non diplômés. Ces groupes se sont opposés et ont lutté les uns contre les autres avec une telle violence qu'ils en ont oublié qu'ils étaient tous réduits à se partager les maigres restes de la richesse nationale.

Pourtant, ce plan n'a jamais vraiment fonctionné à la perfection. Si l'on en juge par les soulèvements de fermiers, les révoltes d'esclaves, le mouvement abolitionniste, la naissance du féminisme et l'état de guerre permanent avec les Indiens au cours des années qui précédèrent la guerre de sécession, ni la Révolution ni la Constitution ne semblent avoir réussi à garantir la stabilité du système, et ce malgré la maîtrise des ressentiments sociaux hérités de la période coloniale. (...) Au tournant du siècle, la pacification par la violence des Noirs et des Indiens ainsi que l'usage du vote et de la guerre pour distraire l'attention des opposants blancs et les intégrer au système ne suffirent pas, dans le cadre de l'industrialisation moderne, à empêcher le soudain essor du socialisme ni les conflits sociaux. Ensuite, ni la Première Guerre mondiale, ni l'apparent effondrement du mouvement socialiste ne purent, en cette période de crise économique, empêcher l'essor d'une nouvelle prise de conscience radicale et les autres conflits sociaux qui éclatèrent dans les années 1930.

La Seconde Guerre mondiale créa un nouveau sentiment d'unité qui fit croire, dans le contexte de la guerre froide, à l'extinction du puissant courant radical des années de guerre. Ce fut alors qu'apparurent, à la surprise générale, les mouvements des années 1960, issus de milieux que l'on pensait depuis longtemps soumis ou tenus à distance – les Noirs, les Indiens, les femmes, les prisonniers, les soldats (...).

Il est important pour l'appareil en place – ce petit club toujours inquiet de dirigeants d'entreprise, de généraux et de politiciens – de maintenir l'illusion historique d'une unité nationale par laquelle le gouvernement est censé représenter le peuple dans son ensemble et l'ennemi commun venir toujours de l'extérieur ; de maintenir un système où les déroutes

économiques et les guerres sont toujours supposées être des erreurs malencontreuses – ou de tragiques accidents – qui seront réparées par ce même petit club qui, en réalité, les a provoquées. Il est également important pour lui de s'assurer que la seule véritable unité soit l'unité artificielle des élites privilégiées avec les citoyens qui le sont à peine moins, tandis que les 99% de la population restante doivent demeurer divisés par tous les moyens et opposés les uns aux autres afin de détourner leur colère.

N'est-ce pas une formidable idée que de faire payer par la classe moyenne les impôts qui garantiront l'aide sociale apportée aux pauvres ? – ajoutant ainsi la rancœur des premiers à l'humiliation des seconds. Et que dire de la politique qui consiste à déplacer, par l'intermédiaire du ramassage scolaire, les écoliers noirs des milieux défavorisés vers les écoles des quartiers blancs défavorisés en une sorte d'échange cynique entre écoles de pauvres ? Pendant ce temps-là, les écoles réservées aux riches étaient protégées, et les fonds publics distribués avec tant de parcimonie aux enfants nécessiteux étaient engloutis dans la construction d'avions de combat coûtant des milliards de dollars. Ingénieux, également, de répondre aux revendications d'égalité des femmes et des Noirs en leur accordant de maigres privilèges spécifiques et en les mettant en compétition avec tous les autres pour la recherche de ces emplois qu'un système irrationnel et incohérent rendait extrêmement rares. Pas mal non plus, cette idée de focaliser les craintes et la colère de la majorité silencieuse sur une classe de criminels, fruits de l'injustice économique toujours produits en plus grand nombre qu'il n'est possible d'en emprisonner, permettant ainsi de mieux dissimuler le gigantesque gaspillage des ressources nationales entrepris en toute légalité par de nombreux dirigeants.

Pourtant, malgré la maîtrise de tous les instruments de la loi et de l'ordre, de la prévarication et des concessions, des diversions et des fraudes auxquels elle a pu faire appel tout au long de l'histoire du pays, l'élite au pouvoir n'a jamais réussi à se garantir des révoltes populaires. À chaque fois qu'elle semblait y être parvenue, ceux-là même qu'elle pensait avoir corrompus, trompés, achetés, réprimés, se réveillaient et se soulevaient. Les Noirs apparemment pacifiés par les décisions de la Cour suprême et du Congrès se révoltaient. Les femmes, courtisées et rejetées, idéalisées et maltraitées, se révoltaient. Les Indiens, que l'on pensait disparus, renaissaient pour reprendre la lutte. Les jeunes, malgré les promesses de confort et de carrière, faisaient défaut. Les travailleurs, que l'on pensait avoir séduits par des réformes, maîtrisés par la loi et contrôlés par l'intermédiaire de leurs propres syndicats, reprenaient les grèves. Les intellectuels employés à des postes officiels et censés être contraints au devoir de discrétion se mettaient à révéler tout ce qu'ils savaient. Et les prêtres troquaient la méditation pour le militantisme.

Rappeler cela, c'est dévoiler au peuple ce que le gouvernement souhaiterait pourtant qu'il oublie – cette capacité considérable des gens apparemment désarmés à résister, des gens apparemment satisfaits à exiger des changements. Faire cette histoire, c'est retrouver chez l'homme ce formidable besoin d'affirmer sa propre humanité.

Bien sûr, il ne faudrait pas surestimer la conscience de classe, exagérer l'importance et les victoires de ces rébellions populaires. (...) Sans compter que les révolutionnaires « socialistes » ont finalement trahi le socialisme et que les révolutions nationalistes ont fini en dictatures.

Dans un système extraordinairement sophistiqué, les élites au pouvoir ne peuvent se maintenir sans la soumission et la loyauté des millions de gens à qui l'on accorde, en échange de ce service, de bien maigres récompenses : les soldats, la police, les enseignants, les

hommes d'Église, les fonctionnaires et les travailleurs sociaux, les techniciens et les ouvriers, les médecins, les hommes de loi, les infirmières, les travailleurs des transports et des communications, les éboueurs et les pompiers. Ces gens - les catégories dotées de quelques privilèges mineurs – sont pris dans une alliance avec les élites. Ils forment, en quelque sorte, la « garde prétorienne » du système, véritable digue entre les classes les plus favorisées et les classes les plus pauvres. S'ils cessent d'obéir, le système s'effondre.

Cela ne pourra arriver, me semble-t-il, que lorsque tous ceux d'entre nous qui sont un tant soit peu privilégiés et vaguement à l'aise financièrement réaliseront que nous sommes comme les gardiens de la prison d'Attica pendant l'émeute des prisonniers : éminemment sacrificables. C'est-à-dire que le système, quelle que soit la manière dont il nous récompense, est parfaitement capable en cas de nécessité et pour conserver le contrôle de la situation de se débarrasser de nous.

À l'ère atomique, les nouvelles conditions technologiques, économiques et militaires rendent de plus en plus difficile pour les gardiens du système que sont les intellectuels, les propriétaires, les contribuables, les travailleurs qualifiés, les professions libérales et les fonctionnaires d'échapper à la violence (aussi bien physique que psychologique) infligée aux pauvres, aux Noirs, aux criminels ou à l'ennemi extérieur. La mondialisation de l'économie comme les mouvements de réfugiés et de travailleurs immigrés à travers les frontières font qu'il devient plus difficile pour les populations des pays industrialisés d'ignorer la faim et la maladie qui frappent les pays pauvres.

Des millions de gens recherchent désespérément des solutions à leur sentiment d'impuissance, de solitude, de frustration, d'étrangeté vis-à-vis des autres, de leur travail et, pour finir, d'eux-mêmes.

Les pauvres ont l'habitude d'être constamment exploités et à court d'argent, les classes moyennes ont désormais elles aussi commencé à subir la pression de l'augmentation du coût de la vie et des impôts.

Au début des années 1990, le faux socialisme du système soviétique s'effondrait et le système américain semblait incontrôlable.

Certains biens de première nécessité devront être assez abondants pour être sortis du système d'échange monétaire et être disponibles gratuitement pour tout le monde : la nourriture, le logement, les soins de santé, l'éducation et les transports. Le plus difficile serait d'accomplir tout cela sans avoir recours à une bureaucratie centralisée, mais au contraire en faisant appel à cet esprit de coopération que l'État a régulièrement utilisé par le passé pour mener ses guerres. Cet esprit qui fait partie de la nature humaine et qui est également à l'origine des mouvements sociaux. Cet esprit donne une idée de ce que pourrait être le comportement des individus dans des conditions différentes. Les décisions seraient prises par des groupes restreints sur les lieux de travail, dans les quartiers – un réseau de coopératives connectées les unes aux autres, un socialisme de voisinage échappant aux hiérarchies de classes du capitalisme et aux dictatures autoritaires qui ont usurpé le nom de « socialistes ».

Au cours des années 1960 et 1970, l'appareil du pouvoir échoua, pour la première fois, à créer l'unité nationale et la ferveur patriotique autour d'un objectif guerrier. À cette époque se produisit un bouleversement culturel comme le pays n'en avait jamais connu – dans les

domaines de la sexualité, de la famille, des relations personnelles -, justement dans tous ces secteurs que les organes du pouvoir ont généralement tant de mal à contrôler.

Post-scriptum

sur les élections de 2000 et la « guerre contre le terrorisme »

Ceux qui critiquaient les bombardements (sur l’Afghanistan) affirmaient que le terrorisme s’enracinait dans le ressentiment profond éprouvé à l’égard des États-Unis. L’origine de ce ressentiment n’était pas difficile à identifier : la présence de troupes américaines en Arabie saoudite, terre sacrée de l’islam, les dix années de sanctions économiques infligées à l’Irak – sanctions qui, selon les Nations Unies, avaient entraîné des centaines de milliers de morts chez les enfants de ce pays -, l’indéfectible soutien américain à l’occupation des territoires palestiniens par Israël et les milliards de dollars d’aide militaire apportée à ce pays.

Trois ans avant les terribles événements du 11 septembre 2001, un ancien lieutenant-colonel de l’aviation américaine, Robert Bowman, qui avait mené cent une missions de combat au Vietnam avant de devenir évêque de l’Église catholique américaine, déclarait dans *The National Catholic Reporter*, à propos des attentats à la bombe contre les ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya : « Nous ne sommes pas haïs parce que nous pratiquons la démocratie, aimons la liberté ou défendons les droits de l’homme. Nous sommes détestés parce que notre gouvernement refuse tout cela aux pays du tiers-monde dont les ressources naturelles sont convoitées par nos multinationales. Cette haine que nous avons semée est revenue nous hanter sous la forme du terrorisme. (...) Au lieu d’envoyer nos fils et nos filles à travers le monde pour tuer des Arabes afin que nous puissions nous emparer du pétrole qui dort sous les sables de leurs déserts, nous devrions les y envoyer pour les aider à reconstruire leurs infrastructures, leur fournir de l’eau potable et nourrir leurs enfants affamés. (...) En bref, nous devrions faire le bien au lieu du mal. Qui voudrait nous en empêcher ? Qui pourrait nous haïr pour cela ? Qui voudrait nous bombarder ? C’est cette vérité-là que le peuple américain devrait entendre. »